



L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE

PAR M. CAPEFIGUE.

TOME V.

BRUXELLES.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
HAUMAN ET C^o.

1845



L'EUROPE
PENDANT
LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE

PAR. M. CAPEFIGUE.



TOME V.

Bruxelles.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
HAUMAN ET C^{ie}.

1843

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

IMP. DE HAUMAN ET C^{ie}, — DALTONNE, GERANT,
Rue du Nord, 3.

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

CHAPITRE XLII.

LES POUVOIRS ET LA SOCIÉTÉ.

Tendance vers la dictature militaire. — Lutte du pouvoir civil. — Le directoire. — Le ministère. — Les conseils. — Propositions d'assemblées. — Ministres. — La guerre. — Les finances. — La police. — Les royalistes à l'intérieur. — Les jacobins. — Les chouans. — Les élections. — Paris. — La presse. — Attaque contre l'autorité. — Situation difficile. — Recours au pouvoir militaire.

Septembre 1796—mars 1797.

L'immense action des armées dans les événements accomplis depuis trois ans, devait tôt ou tard créer la dictature militaire : Bonaparte venait d'imprimer une tendance souveraine à toutes ses opérations d'Italie, et c'était là le premier symptôme d'une nouvelle situation. Nul exemple, en histoire, n'est comparable à la suprême puissance que la convention nationale exerçait par son comité de salut public sur les généraux,

aux temps d'énergie : ces hommes de guerre si fiers devant l'ennemi abaissaient leur front tremblant devant la parole d'un représentant du peuple, action puissante, invincible du pouvoir civil sur les armées; peu d'observations étaient admises; le général en chef, couvert des lauriers de la victoire, frappé, destitué plus capricieusement que sous l'ancienne monarchie par une favorite, n'élevait jamais la voix pour se plaindre, heureux quand l'échafaud ne se dressait pas pour lui! Toute action venait du centre aux extrémités; le plan de campagne était arrêté par le comité de salut public, étape par étape, et malheur à l'officier qui s'en écartait!

Combien les choses étaient changées depuis la chute du grand pouvoir de la convention! Il se formait des armées assouplies à leur chef, et plus dévouées à leur personne qu'à la chose publique. En Italie surtout, le caractère de puissance et de grandeur se révélait au front de Bonaparte : indépendamment de l'immense relief de ses victoires, de ses conquêtes, maître d'imposer partout des contributions de guerre, le général envoyait de l'argent à Paris et alimentait le trésor de ses grands pillages. Ses compagnons d'armes devenaient pour lui plus que des amis, des séides; ses aides de camp contemplaient bien plus son regard méditatif pour y lire ses pensées, qu'ils ne regardaient les tables de la loi et le livre des constitutions pour y étudier leur devoir. Déjà on raillait le gouvernement des parleurs et des avocats; si autrefois le terrible représentant faisait frémir à sa voix les soldats vieilliss dans

cent batailles, les membres des deux conseils étaient maintenant l'objet des moqueries des légions sous le nouveau César; situation toute particulière qui allait se développer dans de vastes proportions. Le gouvernement ne peut rester longtemps par terre : il s'élève toujours quelqu'un pour le relever de l'abaissement; quand ce n'est pas une assemblée, c'est un homme.

Le directoire contemplait en tremblant cette situation où la force des choses l'entraînait; il n'était pas un seul des directeurs, sans en excepter Barras même, qui ne vit l'inévitable développement de l'esprit des camps et la marche irrésistible vers la dictature d'un général : Bonaparte déjà lui faisait peur. La création de grandes armées, exigeant de vastes plans de guerre, mettait irrévocablement le pouvoir dans les mains des généraux; en vain on avait voulu les diviser, opposer Kellermann à Bonaparte, le directoire avait été forcé de céder devant une sorte d'opinion soldatesque qui s'était manifestée énergiquement (1), et à laquelle le *cedant armâ togæ* ne paraissait plus qu'un axiome de procureur. Les légions de Rome, au temps de la décadence, étaient ainsi retrouvées; et cependant telle était la position du directoire, qu'il avait besoin de se servir de l'armée pour s'opposer aux progrès d'une

(1) Bonaparte avait écrit personnellement à Carnot (12 mai 1796).

« Réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe, et d'ailleurs, je pense qu'il faut plutôt un mauvais général que deux bons. »

opinion publique peu favorable à la forme actuelle du gouvernement. Il fallait sur ce point constater un fait immense : c'est que l'esprit républicain s'était conservé aux armées comme dans un sanctuaire ; soit que les services rendus à la chose publique y rattachassent les nobles âmes, soit que l'éducation première dût entraîner l'officier et le soldat aux souvenirs de 1794, l'armée aimait le système conventionnel avec exaltation. Là, s'était réfugiée la force des idées républicaines, jeunes et enthousiastes ; on détestait le royalisme, et la bourgeoisie peut-être à l'égal du royalisme ; et il se trouvait que le directoire était précisément menacé par ces deux oppositions dans les conseils et au dehors.

La composition du directoire ne s'était point modifiée dans son personnel : Barras et Carnot le dominaient toujours par leur caractère et leur activité. Barras, assez porté pour l'armée d'Italie, avait un faible indicible pour Bonaparte et les pillages en grand de Milan, Parme, Florence, Modène, Vérone, dont il lui revenait toujours quelque chose. Carnot, plus austère, était jaloux surtout que ses plans fussent contrariés par le génie jeune et vaste qui s'élançait dans la gloire en écartant toute combinaison méditée. Rewbell, Letourneur et Laréveillère-Lépeaux, esprits médiocres, se dessinaient selon la circonstance ; mais jusqu'ici Barras avait la majorité dans le directoire. Or, cet esprit était un mélange d'énergie et d'insouciance, de résolution et de légèreté. Barras aimait la révolution, et le pouvoir un peu plus que la révolution ; il détestait Carnot, parce que les caractères faciles

ont d'indicibles répugnances pour les esprits entiers : ils ne comprennent pas qu'on se cramponne avec orgueil à une idée, comme à une colonne de granit ; l'esprit de Barras était essentiellement celui d'un gentilhomme sensualiste du XVIII^e siècle ; l'Encyclopédie lui faisait proscrire les prêtres, le bonheur de trôner parmi les cinq rois lui faisait proscrire la royauté, et avec tout cela, il aimait les mœurs de l'ancien régime, les maîtresses, les meutes, les gardes-chasses. Il avait un instinct de police merveilleux pour deviner les complots et suivre le mouvement des opinions ; nul ne savait mieux corrompre avec largesse, parce qu'il était corrompu lui-même. Barras représentait la partie des nobles du vieux régime, adonné aux tripots, aux filles de joie et au sensualisme grossier d'un garde-marine qui revient d'un voyage lointain.

La constitution plaçait au-dessous du directoire des ministres responsables, et le premier choix s'était porté, pour la justice, sur Merlin de Douai, légiste procédurier, jacobin de la Montagne, auteur de la loi des suspects, dont la renommée de capacité était fort étendue. M. Charles Delacroix (1) avait le département des relations extérieures : esprit au reste fort

(1) Charles Delacroix de Constant, né en 1734 en Champagne, était en 1789 chef de bureau au contrôle général des finances. Député à la convention, il y vota la mort de Louis XVI, et fit partie (avril 1793) du comité de salut public. Après le 9 thermidor, il se montra acharné contre les terroristes, et à la réélection de deux tiers de la convention, il fut élu membre du conseil des Anciens.

modéré, calme, méthodique. Ramel gouvernait les finances, Petiet la guerre, Cochon (1) la police, et Benezech (2) l'intérieur; tous doublures du directoire, commis à départements, car les grandes affaires passaient par le conseil du Luxembourg. Est-ce que Barras eût jamais abandonné à d'autres mains le soin des relations extérieures et le gouvernement de la police, objets de sa prédilection? Carnot, de son côté, n'eût jamais délaissé la direction de la guerre, et Petiet n'était que son agent. Si le conseil des ministres préparait les rapports, répondait à ce qu'on appelait les détails du service public, le gouvernement était véritablement aux mains des directeurs. La constitution établissait en principe, que le directoire communiquerait avec les conseils par la voie des messages, et le travail des ministres était surtout la rédaction de ces documents, travaux médiocres et fort prolixes, car à mesure qu'on arrivait aux faiblesses du gouvernement, au décousu des pensées, on se remettait à parler de plus belle comme à la constituante et à la législative.

La majorité des deux conseils était parfaitement en

(1) Cochon, né le 23 janvier 1749, conseiller au présidial de Poitiers, lors de la révolution, fut député aux états généraux, et ne reparut qu'en 1792 à la convention, où il vota la mort du roi, puis il entra au comité de salut public (septembre 1794). Après la dissolution de la convention, il prit place dans le conseil des Cinq-Cents.

(2) Pierre Benezech, né à Montpellier en 1748, directeur d'un bureau d'affaires, propriétaire des *Petites Affiches de Paris*, devint chef de la commission des armes sous la révolution.

harmonie avec cette tendance pour les discussions de tribune; l'esprit de la convention, tout entier gouvernemental, s'effaçait de plus en plus pour faire place aux dissertations; le directoire, souvent en minorité dans les conseils, voyait ses messages dépecés au milieu de débats vifs et injurieux. Un fait considérable se révélait une fois encore aux esprits méditatifs; c'est que la France n'était pas révolutionnaire : toutes les fois qu'on lui laissait une issue libre, spontanée, elle revenait à l'ordre, à l'esprit de paix, et, l'on pouvait dire, au gouvernement monarchique. Les sacrifices qu'impose une révolution lui faisaient peur; cet esprit de sauvage énergie du comité de salut public se reproduisant à elle comme un rêve pénible, elle en craignait la réalité. La France désirait une monarchie pondérée, et c'est ce qui créait la popularité des députés Camille Jordan, Pastoret, Portalis, Viennot-Vaublanc, Barbé-Marbois, Lafon-Ladebat, Quatremère de Quincy. On aurait dit le côté droit de la législative aux affaires, avec cette différence dans les deux situations, qu'en 1792 les idées révolutionnaires, dans toute leur ferveur, poussaient aux désordres, tandis qu'après tant de secousses et de crises violentes, on revenait à l'ordre par un instinct irrésistible.

On pouvait compter quatre nuances dans les conseils législatifs : d'abord, le véritable parti conventionnel, révolutionnaire, qui correspondait aux jacobins et aux thermidoriens réunis, s'appuyant au directoire sur Rewbell, Barras, Laréveillère; une seconde opinion plus modérée, représentée par Daunou, Chénier,

liée à M^{me} de Staël, et qui aurait soutenu la république plutôt que reconstitué la monarchie, même pondérée; puis les royalistes constitutionnels, tels que MM. de Vaublanc, Pastoret; enfin les royalistes purs, tels qu'Imbert Colomès, Henri Larivière, en correspondance intime avec Louis XVIII. Dans une lutte décisive, ces quatre nuances devaient nécessairement se fondre en deux grands partis très-dessinés, quand il s'agirait surtout de la vie et de la force du gouvernement. Les conventionnels modérés voteraient avec les montagnards, et les royalistes constitutionnels avec les royalistes purs.

Cet esprit des conseils devait encore se modifier par les élections prochaines : les assemblées primaires étaient dans le sens de la monarchie ; la bourgeoisie, avec sa peur de la révolution, s'était naturellement placée sous la protection de l'idée royaliste, et, après tant d'épreuves, on souhaitait le retour de Louis XVIII, avec des garanties de constitutionnalité : il paraissait à la bourgeoisie que ce rappel d'un gouvernement monarchique était le seul élément de repos et de sécurité. Les élections s'accomplirent dans ce sens, sous l'action d'une presse entièrement dévouée aux royalistes, ardente, jeune, spirituelle ; jamais peut-être l'opinion publique n'avait été plus fortement prononcée pour la restauration de la vieille société. Mais en révolution il ne s'agit pas des idées, des intérêts, des opinions du grand nombre, mais de la volonté énergique de quelques esprits vigoureux qui savent dominer les événements et agir à temps et avec force.

A cet effet, le directoire portait des yeux attentifs sur l'armée, qui avait conservé des traditions républicaines dans leur jeune et noble pureté. Quelle force le gouvernement avait-il pour lutter avec l'intérieur sans cette armée victorieuse? Et ici, nouveau danger : un appel à l'épée, c'était établir sa domination, favoriser une dictature de soldat ; à droite donc les conseils, la presse, qui poussaient invariablement à la monarchie des Bourbons ; à gauche, l'armée qui prêterait appui, mais en échange d'une dictature militaire : d'où la vive, l'incessante inquiétude du directoire ; sa politique est désormais de diviser les généraux, de créer parmi eux des jalousies, des rivalités sur une grande échelle : Moreau peut être placé à l'égal de Bonaparte et bien au-dessus de Hoche, le général de la police politique du directoire ; Joubert est le jeune protégé de Sieyès ; dans l'armée d'Italie, on sait qu'Augereau est le plus démocratique, le plus conventionnel, qu'il est plein de jalousie contre Bonaparte ; on s'adresse à lui dans l'intimité. Affaiblir les uns par les autres les grandes renommées, et par-dessus tout amener peu à peu un désarmement par la paix : telle est la politique du directoire en face des nécessités d'une situation complexe et souvent compromise.

Toute la puissance de la révolution est maintenant dans ses armes, car les autres ressorts sont bien faibles, bien usés : où en sont ses finances ? c'est un des plus curieux phénomènes de la probité et du crédit que de voir l'Angleterre, qui prête de l'argent

à tous les peuples, à tous les rois, se conservant riche, opulente, splendide jusque dans sa dette publique, tandis que la France, qui prend de l'argent partout par des pillages publics, répétés, est couverte de misère et ne trouve pas un sou à emprunter. Cela vient de ce grand axiome, que la richesse ne consiste pas dans la masse des moyens, mais dans l'activité de la circulation et la loyauté pour l'acquittement des charges. Or, la France n'était pas dans cette condition : les assignats démonétisés avaient été remplacés par les mandats territoriaux, et ceux-ci étaient tombés rapidement. Pouvait-on créer encore des signes monétaires ? Tout devait se payer au comptant ou par des valeurs de trésorerie à courtes échéances, escomptées à 15 ou 20 pour 100. De là résultait un exhaussement dans le prix de toutes choses, sans en excepter même les fournitures accomplies pour le gouvernement, car nul ne veut perdre dans les spéculations ; on avait l'emprunt en rentes, dont le taux variait de 15 à 18 francs pour une rente 5 pour 100, ce qui mettait l'emprunt à 33 pour 100 ; et l'opération de réduction et de remboursement des deux tiers, en valeur dépréciée, venait de frapper de mort les fonds consolidés. On avait déguisé sous le titre d'emprunt forcé un impôt sur les riches, qui n'avait produit qu'un cinquième ; et la valeur des signes monétaires était si mobile, si variable, qu'on venait d'être obligé de régler le paiement des salaires et des traitements en hectolitres de blé. Le génie de l'impôt, réveillé avec toute la fiscalité ardente, préparait une loi sur

les enregistrements, les hypothèques, l'impôt du sel et du tabac ; les patentes étaient soumises à un fort droit ; et l'on imposait un dixième en sus, destiné à une subvention de guerre. Ainsi, en France, désordre, pillage et pauvreté ; en Angleterre, crédit, scrupuleux acquittement des dettes, abondance du numéraire et des signes en circulation. Singulier rapprochement qui fait voir que la probité pour les États, comme pour les individus, c'est la fortune ! De cette incessante mobilité du numéraire étaient nées des existences inouïes et d'étranges jeux de hasard (1).

Si les finances inquiétaient vivement le directoire, il prêtait en ce moment une plus spéciale attention à la police. C'est un peu la nécessité des gouvernements qui n'ont pas une situation parfaitement nette, que de surveiller de droite et de gauche, et le directoire en était là. Barras avait d'ailleurs ce goût de s'en-

(1) On lisait dans les journaux :

« Un juif arrivé d'Altona, il y a environ sept mois, avec deux cents louis, occupe aujourd'hui, faubourg Saint-Honoré, un magnifique hôtel de condamné, dont il a payé le mobilier trois cent mille livres en numéraire. Sa fortune est évaluée à deux cent cinquante millions en assignats, le tout acquis en sept mois. Réal nomme un certain Caraba, qui s'est fait marchand de dentelles, et qui possède aujourd'hui le bel hôtel de Richelieu, un côté de la belle rue à colonnes près le théâtre Feytaud, huit à dix magnifiques maisons dans Paris, et la fameuse raffinerie située à quelques lieues, sur les bords de la Seine. »

24 juillet 1796. « Le citoyen Boursault, dit Malherbe, ex-député conventionnel, a soumissionné, pour trois cent mille livres en mandats, le château de Grosbois, que *Monsieur* avait acheté trois millions en numéraire, du président Gilbert de Voisins. »

quérir, et il faut dire qu'il le faisait bien : autour de lui s'était réuni un certain cercle d'ancien régime, au moyen duquel il savait tout ce qui se passait à la cour de Louis XVIII et parmi les émigrés. Beaucoup de ces gentilshommes, pauvres, ruinés, revenus de l'étranger, avaient conservé le goût des plaisirs, des orgies, du jeu, des femmes, et pour cela, ils n'avaient pas dix louis d'or ; Barras les intéressait aux fournitures pour leur ouvrir une mine intarissable. Celui-ci, d'un noble nom (honte à lui !), venait vendre le secret de la conspiration royaliste dans le conseil des Anciens et des Cinq-Cents au 18 fructidor (1) ; celui-là, intrigant actif, lui révélait les négociations de Pichegru avec le prince de Condé, négociations que Moreau, par une faiblesse indicible, avait déjà dénoncées au directoire. Barras achetait des pièces de conviction, des moyens de proscrire et de frapper des coups d'État. Avec les jacobins, le directeur avait aussi des moyens de police fort actifs : il n'avait jamais

(1) D'autres beaux noms savaient mourir dans la misère.

« Mme la maréchale de Duras, qui, par l'émigration de toute sa famille, est restée isolée au milieu des Français, vient de mourir dans un hospice au faubourg Saint-Antoine, où elle s'était retirée pour y jouir des soins paternels du citoyen Grandvin, dont l'âme généreuse et compatissante s'est livrée tout entière au secours des malheureux avec un zèle digne des plus grands éloges. Aussitôt que le ministre de la police a été instruit de la détresse de Mme la maréchale de Duras, il s'est empressé de lui envoyer dix louis en numéraire. La maréchale n'en a pas profité, vu qu'elle est morte le lendemain. »

(Extrait de l'*Ami des lois*, du 3 juillet 1796.)

rompu avec Fouché, richement intéressé dans les fournitures, et celui-ci appréciait le personnel des conspirations jacobines avec un tact très-remarquable, de manière que la police du Luxembourg était parfaitement éclairée, même dans ses rapports avec les partis les plus hostiles à son système.

La diplomatie d'agents secrets à l'extérieur, le directoire la connaissait aussi; gouvernement corrompu lui-même, il savait toute la puissance de ces pensions secrètes qui avaient créé la forte action de la France à l'extérieur depuis Richelieu; presque dans toutes les cours, il y avait des pensionnaires du directoire, à Berlin, à Vienne, à Londres même, et le registre secret en fait foi : la police était auprès de Louis XVIII, auprès du prince de Condé, en Vendée, en Bretagne, partout où il existait un intérêt à surveiller. Il y avait des états-majors entiers de l'ennemi, achetés par le directoire; et ici, je dois le dire, le personnel de l'armée autrichienne surtout comptait plus d'un pensionné de la république. En Allemagne, les juifs servaient d'intermédiaires pour ces saletés. Sous la convention, c'était la propagande de principes, sous le directoire ce fut la police des écus, qui se continua sous Napoléon, mais le résultat fut le même. A Paris, le corps diplomatique commençait à prendre une certaine consistance, et l'on y comptait un ministre de Prusse, de Suède, de Danemark, un ambassadeur d'Espagne, des envoyés de Naples, de Toscane, des électors d'Allemagne (Saxe, Bavière, Wurtemberg, Bade). Ceci donnait lieu aux réceptions d'appa-

rat, aux négociations régulières, comme au temps de la monarchie; la cour du Luxembourg s'emplissait des belles voitures des ambassadeurs, des splendides équipages d'Andalousie ou de Mecklembourg. On faisait audience chez le directeur Barras : il avait son lever, ses chasses, ses galas où il invitait, comme les vieux rois, tel ambassadeur ou tel envoyé; et il se complaisait à se faire appeler citoyen, lui qui pouvait montrer ses vieux titres du x^e siècle avec le nom de Barras ayant fief en Provence.

Séparé de la police et des finances, le ministère de l'intérieur avait peu d'importance, se bornant à l'action purement administrative, et pour ainsi dire à l'impulsion donnée aux administrations départementales. La justice, aux mains de Merlin de Douai, s'était généralement composée de jacobins en retraite qui échangeaient la vie active des clubs contre une position de magistrature. On avait institué une haute cour nationale à Vendôme, pour juger les crimes d'État, les conspirations de partis et les actes en dehors de la constitution, sorte de tribunal révolutionnaire affranchi des clubs de Paris, tout à la fois cour judiciaire et tribunal politique : devant la cour de Vendôme, Babeuf avait été traduit avec ses complices du parti communiste, et Coffinhal, nom bien célèbre déjà sous le tribunal révolutionnaire, avait interrogé ces vieux camarades en jacobinisme. Le directoire se trouvait, sous ce point de vue, déplorablement placé : par ses instincts, ses goûts, ses antécédents, il était montagnard, et cependant il se voyait dans la nécessité de

frapper la seule force qui pouvait le soutenir ; c'est ce que Babeuf avait parfaitement compris, lorsqu'il traitait le directoire de puissance à puissance. Tous les actes, toutes les pensées du directoire étaient révolutionnaires au plus haut point : pourquoi dès lors persécuter ceux qui seuls pouvaient fermement l'appuyer dans sa lutte contre les conseils et l'esprit général de Paris et de la France ?

Les autres tribunaux étaient organisés avec assez de négligence : lorsque le pouvoir est préoccupé de certaines idées qui l'absorbent, il néglige le cours ordinaire des choses ; la justice est alors pour lui moins importante que la force et le succès. Les tribunaux étaient encore le produit de l'élection, même la cour suprême de cassation. On se raillait beaucoup de Merlin, le ministre de la justice ; nul n'était plus violemment en butte aux sarcasmes, aux accusations des conseils et des journaux.

La presse n'avait alors aucun de ces ménagements de formes et de mots qui sont le sentiment et le fruit de la bonne compagnie dans l'écrivain : que ne disait-on sur Merlin, Rewbell, sur leurs amis et leurs parents, qui grandissaient démesurément leur fortune ? Les journaux comptaient des littérateurs d'un remarquable talent et d'une énergie turbulente : Lacretelle jeune, journaliste de verve et d'esprit ; Laharpe, tout à coup converti aux doctrines royalistes et toujours déclamateur pour ou contre la cause de l'ordre, sorte d'esprit qui ne sait pas garder de mesure ; Michaud, de la *Quotidienne*, spirituel, piquant, élève de l'abbé

Delille, qui venait d'acquérir une juste renommée par la publication du *Printemps d'un Proscrit*, au moment où les vers de la *Pitié* étaient dans toutes les mémoires; Fiévée, penseur systématique, trop gâté par l'excessive prétention de sa personnalité, mais journaliste mordant et fort lu; Fontanes, dont les beaux vers et la prose cadencée faisaient les délices des salons un peu élevés; enfin Quatremère de Quincy, homme de science, de remarquable critique, expression de la haute bourgeoisie de Paris, et qui s'était jeté avec un grand dévouement dans la cause royaliste. Chaque matin, une polémique active, ardente, s'élevait contre le directoire; on pouvait dire qu'il y avait une conjuration des conseils législatifs, des élections et de la presse contre l'esprit révolutionnaire.

La société paraissait fort disposée pour une restauration de la monarchie, mais avec des nuances différentes. Louis XVIII n'avait pas cessé un seul moment d'espérer le rétablissement de la couronne à son profit. Je ne sache pas d'esprit plus persévérant, plus actif et en même temps plus résigné que celui du roi; certes, il venait d'éprouver tout ce que la fortune réserve de plus pénible dans l'exil : l'ingratitude et le mépris (1); la république de Venise affaiblie, désbo-

(1) Louis XVIII partit de Vérone, le 21 avril 1796, accompagné du comte d'Avaray, du vicomte d'Argout et d'un seul domestique; il prit la route du Brisgaw dans le plus strict incognito, et vint rejoindre l'armée de Condé à Riegel (duché de Bade). Là il adressa une proclamation à l'armée royale : « Des circonstances impérieuses

norée, sur la première injonction de Bonaparte avait ordonné au roi de France de quitter sur-le-champ le territoire vénitien, où Henri III avait été accueilli avec tant d'enthousiasme par le doge, sur le *Bucen-taure* pavoisé. Oh ! qu'elle était loin de ces lâchetés, la Venise de la ligue de Cambrai et la grande alliée de Henri IV et de Louis XIV. Bonaparte se montra sans dignité, sans respect pour le malheur : quoi ! lui, jeune officier élevé aux frais du roi de France dans un collège de gentilshommes, proscrire le frère de Louis XVI, et punir Vérone de ce qu'elle lui avait donné asile ! Dieu lui réserva plus tard à lui-même toutes les amertumes de l'exil et de la proscription, car il faut que justice vienne.

Louis XVIII, toujours digne, toujours ferme, reprit

nous retenaient depuis trop longtemps éloigné de vous, lorsqu'une insulte, aussi imprévue que favorable à nos vœux, ne nous a plus laissé d'asile ; mais on ne peut nous ravir celui de l'honneur. Le sénat de Venise nous a fait signifier de sortir, dans le plus court délai, des États de la république. A cette démarche, non moins offensante pour l'honneur du nom français que pour notre personne même, nous avons répondu : « Je partirai, mais j'exige deux conditions : la première, qu'on me présente le livre d'or où ma famille est inscrite, afin que j'en raye le nom de ma main ; la seconde, qu'on me rende l'armure dont l'amitié de mon aïeul Henri IV a fait présent à la république. » Nous venons nous rallier au drapeau blanc près du héros qui vous commande et que nous chérissons tous. Notre présence contribuera sans doute, autant que votre valeur, à hâter la fin des malheurs de la France, en montrant à des sujets égarés, encore armés contre nous, la différence de leur sort sous les tyrans qui les oppriment, avec celui dont jouissent des enfants qui entourent un bon père.

« Signé : Louis. »



son bâton de voyage sans désespérer de la fortune. Autour de lui se ralliaient deux partis : les constitutionnels de 1791, en majorité dans les conseils, et les royalistes purs qui, n'aimant pas sa personne, respectueux observateurs des coutumes monarchiques, le saluaient néanmoins comme l'héritier naturel de la couronne. Louis XVIII, à la tête d'une opinion puissante en France, négociait avec tous, généraux, conseils, administrateurs, afin de stipuler les conditions d'un avènement si difficile alors, au milieu de l'agitation des partis. Il faut suivre avec quelque attention la pensée du roi pour comprendre combien il était impossible d'accomplir une restauration. De deux choses l'une : ou cet avènement aurait pris pour base la constitution de l'an III, c'est-à-dire les deux conseils ; en ce cas, la royauté n'aurait pas été de force à lutter contre le parti jacobin ; ou Louis XVIII aurait restauré l'ancien régime et rhabillé la monarchie, comme ces morts de Sicile qu'on couvre de plus riches vêtements pour les jours de funérailles ; et alors le roi aurait soulevé contre lui le parti bourgeois et les constitutionnels de 1791 qui formaient son principal appui ; la restauration royaliste n'aurait pas duré trois mois.

Une position plus nette donnait au parti de M. le duc d'Orléans bien plus de chances en présence de la révolution. Il y avait en France un sentiment profond de l'impossibilité d'une république : on en avait fait l'essai, et pour les hommes un peu habiles, la constitution de l'an III était comme une transition pour arriver à l'ordre monarchique. Une fois ce point

admis, les esprits avancés ou compromis dans les voies révolutionnaires balançaient toutes les éventualités de la situation. Louis XVIII, hélas ! plaisait parce qu'il était le représentant d'un principe opposé à la souveraineté du peuple ; un parti voulait appeler un prince étranger, le duc d'York, le duc de Brunswick et même un infant d'Espagne, leurre qu'on jectait au roi Charles IV ; mais ce projet purement spéculatif aurait-il de la durée en France ? On en revenait donc tout naturellement à l'idée anglaise, base de bien des espérances ; les partisans d'une révolution de 1688 avaient compté parmi eux les plus ardents montagnards, et leur opinion s'était transmise et maintenue ; le duc d'Orléans mort sur l'échafaud n'avait pas la main assez forte, ni la réputation assez pure pour accomplir cette révolution ; mais il laissait un fils, parfaitement élevé, éprouvé par le malheur, et sa royauté n'était-elle pas une garantie plus puissante que celle des cinq monarques du Luxembourg ? Déteste par les émigrés, M. le duc d'Orléans n'aurait pas besoin de subir leurs exigences ; roi en vertu d'un vote du parlement, on n'aurait pas à craindre l'ancien régime avec lui, et surtout on accomplirait un changement de ligne à laquelle la constitution de l'an III servirait de base.

Les choses paraissaient fort avancées pour ce parti, à ce point que les journaux royalistes commencèrent à vivement attaquer la faction d'Orléans, et M^{me} de Genlis, alors liée aux Bourbons de la branche aînée, écrivit cette ridicule lettre à son jeune élève, pour lui

dire, avec une impertinence de pédagogue « qu'il n'aurait jamais aucune des qualités pour faire un grand roi. » Si le jeune prince, avide de s'instruire, exilé du territoire, visitait la Laponie et les froides régions du Nord, il avait laissé dans la patrie de chauds amis, et sa mère si vénérée, que la proscription de fructidor n'avait pas osé la contraindre à quitter la France. Enfin, il y avait à Paris la duchesse de Bourbon, la mère du duc d'Enghien, caractère un peu singulier dont la mémoire s'est trop effacée. Louise d'Orléans avait épousé à vingt ans le duc de Bourbon, l'héritier de Condé, qui n'en avait que seize; cet enfant s'était épris comme un fou de sa cousine, admirable de grâce, d'esprit, dessinant comme Greuze et composant comme Grétry. Louis XV avait un peu raillé ce mariage, mais enfin il fut fait, et le duc d'Enghien naquit, si chétif, si frêle (le pauvre enfant!), que, sans de grands soins, les balles meurtrières de Vincennes n'auraient jamais atteint son cœur : la mort aurait prévenu un crime. De l'amour, on en vint à la froideur, presque à la haine; M^{me} de Bourbon, qui n'avait point émigré, poussait deux sentiments bien loin, le mysticisme et l'amour de l'égalité : elle s'était liée avec dom Gerle, l'ex-chartreux, et avec Catherine Théos, la visionnaire, que Robespierre ménageait tant : que se passait-il entre eux ? On l'ignore. Quel était leur dessein ? Ce secret est mort avec dom Gerle. Quoi qu'il en soit, la duchesse de Bourbon, un moment proscrire avec son frère, avait repris quelque ascendant après le 9 thermidor. Sa piété était exaltée,

et avec cela des principes sur la grâce et l'amour de Dieu, un peu en dehors de l'orthodoxie catholique; puis par dessus tout la maxime d'égalité absolue et de communauté de biens. Sa vie, comme une grande charité, s'absorbait dans le soin des malades et des infirmes; ce noble instinct lui donnait une belle popularité qu'elle pouvait mettre au service de son neveu, le duc d'Orléans. Puisqu'on reconnaissait que la république était impossible, il fallait aller droit ou à la restauration de Louis XVIII, ou à une révolution de 1688. Le parti d'un prince étranger, soutenu par l'abbé Sieyès au profit d'un Brunswick, n'avait pas de chances; or Louis XVIII opérait un changement trop complet dans l'état politique; avec le duc d'Orléans tout restait en place, la révolution était consacrée, et le directoire se transformait en une royauté constitutionnelle.

De tous les vieux clubs si forts, si énergiques à l'époque de la convention, il ne survivait plus que trois débris, et encore le plus remarquable d'entre eux, le seul qui eût gardé une forme républicaine, réuni au Panthéon, avait été dissous par le directoire après la conspiration de Babœuf. Le jacobinisme était universellement réprouvé; partout où il montrait la tête, on le proscrivait sans pitié. Le second club était celui des clichéens, dévoués à la constitution de 1791, et sous l'influence des deux conseils, avec les généraux Pichegru et Willot (1) pour directeurs. On n'y

(1) Amédée Willot, né à Saint-Germain-en-Laye, en 1757, d'une famille noble, entra officier dans la légion de Maillebois, et

cachait pas ses haines contre le directoire ; au club de Clichy se préparaient de vives attaques contre les actes et les mesures concertés par Barras, Rewbell ou Laréveillère. C'est par ce club, soutenu de la bourgeoisie, de la garde nationale, qu'on espérait rétablir une monarchie de 1791 avec Louis XVIII, but de l'agence royaliste.

Comme opposition à ce club, le directoire avait constitué une réunion à l'hôtel de Salm. Ce n'était point un club de jacobins, on en avait trop peur ; mais un mélange de thermidoriens, de corrompus, de fatigués, de théoriciens, avec Chénier, Ginguéné, M^{me} de Staël, M. de Talleyrand, Daunou, Benjamin Constant. Chénier, grande renommée d'alors, suivait le char du directoire et de Barras ; il y trouvait aisance, fortune, pouvoir ; Ginguéné, si médiocre politique, avait la manie des constitutions républicaines qu'il porta partout dans ses missions d'Italie ; Daunou était une de ces austérités scientifiques qui s'accommodent parfaitement des situations bonnes et des places tranquilles ; M^{me} de Staël s'était placée là par besoin d'agir, de dominer et de conduire ; elle

fit la guerre de Corse en 1769. Colonel en 1792, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales, où il reçut le grade de général de brigade. Destitué et emprisonné l'année suivante, il reconvra sa liberté à la suite du 9 thermidor, et envoyé combattre les Espagnols, sous Moncey, il mérita d'être nommé général de division. Après la paix de Bâle, il servit en Vendée, puis alla commander la division militaire de Marseille, où sa conduite énergique le fit élire député des Bouches-du-Rhône au conseil des Cinq-Cents.

menait en laisse Benjamin Constant, ce jeune Adolphe, enthousiaste admirateur de celle qui devait chanter Rome et la Corinne du Capitole. Quant à M. de Talleyrand, il s'était rapproché du club de Salm, par amitié d'abord pour quelques membres, puis par cet instinct qui lui faisait pressentir la victoire. M. de Talleyrand devinait juste à quel drapeau elle viendrait; il voyait à Clichy beaucoup de paroles et nulle action; chez Barras, beaucoup d'action et peu de paroles, il se dessina pour lui; de même que lorsqu'il vit la lutte engagée entre le directoire et le parti militaire, il se tourna vers Bonaparte, comme vers l'énergique solution à une difficulté d'anarchie. Le club de Salm prêtait appui à Barras, à Rewbell, à Laréveillère, pour défendre la constitution de l'an III, son esprit s'y révélait. De cette réunion, il ne fallait pas attendre des mesures d'indulgence et de pardon : la philosophie y demeurerait implacable contre les prêtres, les églises, le catholicisme et la liberté d'enseignement. Vingt mille prêtres étaient dans les prisons entassés pêle-mêle, et Chénier, Ginguené, Daunou, chantaient la liberté. La seule concession qu'on eût faite à la philanthropie, c'était de ne plus désormais prodiguer l'inflexible peine de mort, si fréquente partout, dans les codes, dans les moindres actes de la convention. Le directoire caressa la déportation; cela faisait moins de bruit et laissait moins de trace; on ne voyait pas le sang. Les pouvoirs faibles, dans une société fatiguée, redoutent la peine de mort; ils n'aiment pas à jouer avec les têtes,

parce qu'ils craignent pour la leur, comme aux terribles journées de la démocratie.

Le directoire se mit donc à proscrire tout doucement et sans bruit ; à Paris, il s'en prit même aux modes ; il défendit la cadenette, certaine forme d'habit, donnant pour motif à cette ridicule persécution, que cette jeunesse élégante ne se composait que de chouans déguisés. Les chouans, en effet, commençaient à remuer dans le Morbihan et le Calvados ; dès qu'il y avait eu espérance d'un mouvement royaliste par les conseils législatifs, les ordres avaient été envoyés de nouveau par les capitaines de paroisses, afin de reprendre les armes. On ne devait plus oser la grande guerre dans la Vendée, le Maine ou la basse Normandie, mais agir en partisans, la carabine sur l'épaule, pour rançonner les acquéreurs de biens nationaux, enlever les caisses publiques, désorganiser enfin tous les ressorts du gouvernement. Hommes intrépides, les chouans, sans craindre le danger, accouraient même à Paris pour le jour d'un mouvement royaliste.

Le désordre était grand dans les provinces : nulle route n'était sûre ; comme dans les sierras d'Espagne, sous des touffes de lauriers-roses, au pied d'un arbre, dans le creux d'un rocher, une troupe se cachait pour dévaliser les courriers, voler les dépêches. Il fallait des escortes à quelques lieues des villes ; les chouans n'en voulaient qu'aux autorités républicaines, aux caisses publiques, aux acquéreurs de biens nationaux, à ceux qui changeaient en écurie la vieille chapelle du manoir. Après toutes les guerres civiles, le même

phénomène de désordre se produit : qui peut arrêter le bras levé pour se venger ? A Paris, plein de terreur, les vols se multipliaient sans qu'il fût possible d'en découvrir la source. Et quelles mœurs ! des filles partout avec de somptueuses toilettes, le vice hautement protégé, les maisons de jeu ouvertes à toute heure de nuit ; vingt-sept théâtres, des bals, des orgies (1), comme sous la régence, avec cette différence que sous la régence c'étaient les maîtres et qu'aujourd'hui arrivait le tour des laquais. Le gouvernement se trouvait en lutte avec les partis armés, les journaux, les conseils législatifs ; chaque mesure était discutée avec une vivacité telle, qu'elle tombait frappée de mort avant son exécution. Les plus simples propositions devenaient une lutte, comme il arrive

(1) On lisait dans les journaux :

« A l'hôtel d'Aligre, salon de la *Réunion*, rue d'Orléans-Saint-Honoré, c'est là que les productions de la nature et des arts sont mises à contribution pour faire couler d'heureux jours et de plus heureuses nuits à nos modernes Sybarites. C'est là que le Pérou, l'Europe et l'Asie, viennent étaler leurs richesses et se disputent à l'envi la gloire de parer nos belles, et de relever le mérite de nos petits-maitres. Jamais le bal d'Aligre n'offrit un plus beau spectacle que nonidi dernier. Entre toutes les aimables de ce jour, on y remarquait une femme naguère recommandable par sa figure, et qui se dédommage aujourd'hui des ravages du temps par les agréments de la toilette (M^{me} Tallien). Oh ! combien sa robe de mousseline brodée en or, ses bracelets, ses chaînes, ses colliers, ses millions de diamants, désespéraient de prétendantes ! combien elle faisait d'envieuses ! combien on la déchirait à voix basse !... »

(Extrait du journal *Le Gardien*.)

« Depuis que nos belles ont reconnu l'inutilité et même les

toujours lorsque l'esprit des institutions est hostile aux mœurs d'un peuple et les heurte confusément.

En pareil cas, la révolution avait eu constamment recours à la force populaire, aux faubourgs qui se levaient armés de piques; mais le directoire n'avait plus en main cette puissance : la peur lui avait fait désarmer les masses, frapper ses chefs, dans l'arrêt rendu par la cour de Vendôme contre Babœuf; les faubourgs, hors de cause depuis prairial, ne pouvaient plus effrayer la bourgeoisie et venir battre, comme des vagues mugissantes, les murs des Tuileries. Que restait-il donc au directoire pour résister aux conseils, au mouvement bourgeois de l'opinion, à cette active force de la presse? Il ne lui restait que l'armée, et ici venait pour lui l'autre danger dont j'ai parlé : les

inconvenients de la chemise qui grossit la taille, qui se drape mal, qui fait de vilains plis, elles y ont renoncé. Plus sveltes et mieux avisées, elles ne placent plus entre leurs charmes secrets et les desirs de leurs admirateurs, qu'un rare taffetas, une gaze transparente, un linon léger qui dessinent parfaitement la taille, et arrondissent toutes les formes. Nous nous empressons de donner cet avis aux dames du Marais et des provinces, qui, en arrivant à Paris, seraient curieuses d'aller aux bals de *Suresnes*, de l'*hôtel de Richelieu*, de *Wentzel*, de *Travers*, de la *rue de Paradis*, et de paraître vêtues à la dernière mode... Elles viennent au bal sans bas et sans souliers, seulement avec une légère semelle attachée en forme de brodequin : encore si à la jambe fine elles joignaient le pied mignon, le pied chinois, ce serait fort joli; mais des pieds de roi, des pieds larges comme vos deux mains, aux doigts desquels je vis des anneaux! — des anneaux aux pieds! Oui monsieur; et si vous ne voulez pas me croire, allez aux bals de *Wentzel* et de *Richelieu*, vous verrez des anneaux aux pieds, des pieds de roi et des jambes d'éléphant. Oh! ma foi, la mode est délicateuse!

légions de l'armée étaient appelées à prononcer sur la destinée du gouvernement ; avec cette force nouvelle un chef audacieux, on marchait nécessairement au protectorat d'un Cromwell. L'habileté donc était de se servir de ces forces en les divisant : le directoire avait son général de police, Hoche, et il lui donnait le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, en remplacement de Jourdan ; Moreau gardait l'armée de Rhin-et-Moselle ; on pouvait moins compter sur lui, parce qu'il avait des idées de constitutionnalité et une sorte de respect pour les pouvoirs. Bonaparte était assez ambitieux pour jouer le rôle de vendémiaire, mais on méditait un vendémiaire sans canons, par voie d'arrestation et de police, et Augereau était l'homme trouvé ; on pourrait opposer sa renommée à celle de Bonaparte ; des régiments d'Italie, une division de Sambre-et-Meuse suffiraient pour mettre à la raison les conseils : serait-ce légal ou illégal, constitutionnel ou arbitraire ? Toutes ces questions sont de bien petits empêchements quand on a la volonté énergique de sauver une cause ou de faire triompher un parti. Dès ce moment on voit le directoire se préoccuper de ce qu'il appelle une journée, le grand mot des révolutions : une journée ! contre qui ? contre les faubourgs ? ils sont domptés ; contre la bourgeoisie et la garde nationale armée ? cela s'est fait jusque sur les marches de Saint-Roch. Il ne reste donc plus d'autres forces à réprimer que les pouvoirs et les droits, c'est-à-dire les conseils, les élections et la presse : là est la cause du 18 fructidor.

CHAPITRE XLIII.

TENDANCE GÉNÉRALE VERS LA PAIX.

Situation de M. Pitt. — Propositions au directoire. — Lettre de créance de lord Malmesbury. — Son arrivée à Paris. — Conférences avec le ministre Charles Delacroix. — Bases de la paix. — Discussions au parlement. — Fin de la mission. — Menace de l'expédition d'Irlande. — Autriche. — Envoi de Clarke. — Lettre du directoire. — Réponse du cabinet de Vienne. — Opérations militaires en Italie. — Wurmser. — Alvinzi. — Batailles meurtrières. — La Prusse. — L'Allemagne. — Mort de Catherine II. — Avènement de Paul I^{er}. — Composition du cabinet de Pétersbourg. — Suspension de ses promesses. — Nouvelle proposition à l'Autriche jusqu'à la prise de Mantoue.

Octobre—décembre 1796.

Avant que le parlement se réunît cette année et que des sacrifices nouveaux fussent demandés au pays, M. Pitt crut essentiel de témoigner son vif désir d'en finir par une paix honorable avec ce violent état de guerre qui se continuait depuis trois ans. Si l'Angleterre, admirable de volonté et d'énergie, n'avait rien négligé pour préparer sa grandeur et les succès de son drapeau, on commençait à se demander à Lon-

dres si la lutte serait éternelle et sans répit : devait-on s'occuper de la forme de gouvernement qui dominait en France, à ce point de faire la guerre pour le changer ? C'était là une question toute d'intérieur à laquelle le cabinet britannique devait peu s'intéresser. D'ailleurs, la constitution de l'an III tendait à monarchiser le pouvoir ; si des conditions de paix raisonnables étaient impartialement proposées, pourquoi les refuserait-on ?

Dans ce but, M. Pitt avait essayé un commencement de négociations, repoussé d'abord à Paris, parce que la démarche n'était pas directe, on avait soulevé divers prétextes (1) pour mettre en doute la sincérité des intentions de l'Angleterre ; rappelant les propo-

(1) Le directoire faisait alors démentir tous les bruits d'une négociation anglaise : « Les annonces faites dans les papiers anglais de l'envoi d'un ministre à Paris, pour y traiter de la paix, rappellent les ouvertures de M. Wickham à l'ambassadeur de la république à Bâle, et les bruits semés sur la mission de M. Hammond à la cour de Prusse. On n'a pas oublié l'insignifiante ou plutôt l'astucieuse duplicité, le style punique de la note de M. Wickham. Selon les partisans du ministère anglais, c'était à Paris que M. Hammond venait parler de paix ; puis sa destination fut publique et l'on sut qu'il allait en Prusse. La cour de Berlin, fidèle à ses engagements, a repoussé ces perfides propositions ; mais en faisant de cette intrigue une mission de paix, le ministère anglais joignait à l'espoir de donner un nouvel ennemi à la France, celui de justifier la continuation de la guerre aux yeux de la nation anglaise, et d'en rejeter tout l'odieux sur le gouvernement français. Tel fut aussi le but de la note de M. Wickham ; tel est encore celui des annonces faites aujourd'hui dans les papiers anglais. Ce but paraît évident si l'on réfléchit combien il est difficile que l'ambitieux gouvernement de l'Angleterre veuille sincèrement une paix qui lui ravirait

sitions de M. Wickham en Suisse, on niait que M. Hammond même eût des instructions pour signer la paix, car sa mission était toute prussienne. Mais les derniers revers de l'armée du Rhin sous Jourdan et Moreau, la situation du crédit, l'état de l'intérieur, inspirèrent mieux le directoire, et des passe-ports furent expédiés par le ministre Charles Delacroix à Londres. M. Pitt, en ouvrant le parlement, annonça cette bonne nouvelle aux lords et aux communes, sans dissimuler pourtant que de nouveaux sacrifices seraient imposés à la vieille Angleterre, pour continuer avec vigueur les opérations. M. Pitt répéta l'axiome tant de fois dit : « Il faut se préparer à la guerre, si l'on veut la paix. » L'opposition des lords

sa prépondérance maritime, rétablirait la liberté des mers, donnerait l'essor aux marines espagnole, hollandaise et française, et porterait au plus haut degré de prospérité l'industrie et le commerce de ces nations, dans lesquelles il a toujours trouvé des rivaux, et vu les ennemis de la sienne, quand elles se sont lassées d'être ses dupes.

« Mais on cessera de croire aux pacifiques intentions du ministère anglais, quand on saura que son or et ses intrigues, ses menées ouvertes et ses insinuations obsèdent plus que jamais le cabinet de Vienne, et sont l'un des principaux obstacles aux négociations que ce cabinet serait porté de lui-même à entamer sur la paix. On cessera d'y croire enfin, quand on considérera le moment où l'on répand le bruit de ces ouvertures. La nation anglaise supporte impatiemment la continuation de la guerre; il faut répondre à ses plaintes, à ses reproches : le parlement va rouvrir sa session; il faut fermer la bouche aux orateurs qui s'élèveront contre la guerre; il faut justifier la demande de nouvelles taxes; et pour obtenir ces résultats, il faut pouvoir avancer que le gouvernement français se refuse à toute proposition de paix raisonnable. »

Holland et Grey, à la chambre haute, de Fox et de Shéridan aux communes, approuva cette démarche pacifique, seulement trop tardive; les whigs n'attaquèrent M. Pitt que pour ne s'être résolu qu'après de fatales et de cruelles expériences. On vit alors se former dans le parlement l'opposition ultra-tory, toujours belliqueuse, et qui désapprouva toute proposition de paix : « Le gouvernement français n'offrait aucune garantie : est-ce qu'il ne révolutionnait pas l'Italie, l'Allemagne? et maintenant quels étaient ses desseins sur l'Irlande? » Lord Fitz-Williams se posa le chef de ce parti, soutenu par une minorité assez imposante de tous les noms de l'antique Angleterre; cette opposition, admirable de constance, se personnifia plus tard dans lord Castlereagh.

Pour une si grande et si difficile mission auprès de la république, M. Pitt parcourut toute l'échelle du corps diplomatique, et s'arrêta sur sir James Harris, créé lord Malmesbury après de longs services rendus à la nation anglaise. C'était un diplomate habile, raisonnable, sans préjudice, ayant traité à Pétersbourg, dans l'Inde, à Constantinople, accoutumé, par conséquent, aux délais, aux retards, aux incidents, à tout ce qui constitue la plus difficile négociation.

M. Pitt lui donna pour secrétaires deux jeunes hommes, également d'une grande intelligence, lord Lewison Gower, l'ainé des fils du marquis de Straf-ford, et M. Ellis, le dernier secrétaire de lord Saint-Helens, ambassadeur aux Pays-Bas. M. Pitt avait jugé que la légation tout entière devait offrir une réunion

imposante. Lord Malmesbury avait cinquante-cinq ans, une taille élevée, le front ombragé de quelques cheveux blancs; ses sourcils noirs faisaient ressortir l'éclat de ses yeux; froid, poli, il était la véritable expression de cette diplomatie anglaise, si habile et si forte dans les plus hautes questions. Il vint tout d'un trait à Paris avec un faste royal, de magnifiques chevaux, une suite nombreuse. M. Pitt lui avait ouvert un crédit de dix mille livres sterling par mois pour les besoins de sa légation; il était porteur des pouvoirs les plus absolus, maître de stipuler séparément et de concert avec les puissances de l'Europe (1). M. Pitt savait bien à quel esprit capable il se confiait. Lord Malmesbury dut se montrer partout, et il fut

(1) Les lettres de créance de lord Malmesbury étaient fort développées; en voici le texte :

« Georgius rex.

« Georgius tertius, Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ et Hiberniæ rex, fidei defensor, etc. Cùm belli incendio jam nimis diù diversis orbis terrarum partibus flagrante, in id quam maximè incumbamus, ut tranquillitas publica, tot litibus controversisque ritè compositis, reduci et stabiliri possit; cùmque, eâ de causâ, virum quemdam tanto negotio parem nostrâ ex parte, plenâ auctoritate ad hoc tam magnum opus conficiendum munire decrevimus, sciatis igitur quod nos fide, industriâ, ingenio, perspicaciâ et rerum usu, fidelis et dilecti conciliarii nostri Jacobi baronis de Malmesbury, honoratissimi ordinis Balnei equitis plurimum confici, eundem nominavimus, fecimus et constituimus, nostrum verum, certum et indubitatum commissarium et plenipotentiarum, dantes et concedentes eidem omnem et omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque nec non mandatum generale pariter ac speciale (itâ tamen ut generale speciali non deroget nec è contrâ), pro nobis et

accueilli avec des fêtes, des transports : on avait soif de la paix ; le commerce languissant désirait la fin de ces fatales hostilités qui épuisaient la France depuis quatre ans ; et puis ce parti d'aristocratie, cette représentation splendide d'une grande royauté plaisait aux esprits alors très-disposés à une restauration du vieil ordre de choses. Les premières dépêches de lord Malmesbury à sa cour témoignent de cette impression répandue sur tous les points de la France, et d'un si bon augure pour la paix. L'ambassadeur écrit qu'il est fort content de l'esprit général des conseils : « Le directoire, dit-il, est plus avancé que l'opinion publique et les pouvoirs dans l'esprit des révolutions : la tendance générale de la nation est encore monarchique. Je me suis enquis de la majorité des conseils, de

nostro nomine cum ministro vel ministris, vel commissariis reipublicæ Gallicæ, pari auctoritate sufficienter instructo vel instructis, eoque ministris, commissariis vel plenipotentariis aliorum principum et statuum, quorum interesse poterit, sufficienti itidem auctoritate instructis, tam singulatim ac divisim, quàm, aggregatim ac conjunctim, congregandi et colloquendi, atque cum ipsis de pace firmâ et stabili, sincerâque amicitia et concordia quantoties restituendis, conveniendi et concludendi, eaque omnia quæ ita conventiona et conclusa fuerint, pro nobis et in nostro nomine subsignandi: superque conclusis tractatum tractatusve vel alia instrumenta quotquot et qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuèque tradendi, rescindendique, omniaque alia quæ ad onus suprâ dictum feliciter exequendum pertinent pariter, ac nos si interessemus, facere, et præstare possemus, spudentes et in verbo regio promittentes nos omnia et singula, quæcumque à dicto nostro plenipotentiarium transigi et concludi contigerint, grata, rata et accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam ut in toto, vel in parte à quoniam violentur, aut ut iis in contrarium eatur, etc. »

la force de chaque parti et des chefs de majorité : le parti jacobin me paraît hors de cause. »

Le directoire, immédiatement après la réception de lord Malmesbury, désigna pour négocier avec lui le ministre des relations extérieures, M. Charles Delacroix, esprit doux, conciliant, mais évidemment inférieur en capacité à lord Malmesbury. L'échange des pleins pouvoirs se fit dès la première entrevue, et les conférences s'établirent sur les bases d'un traité définitif. M. Charles Delacroix demanda la minute d'une série de propositions qui serviraient de bases aux contre-propositions de son gouvernement. Lord Malmesbury répondit que ces bases embrassaient naturellement l'état présent de l'Europe, et par conséquent la Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Allemagne; et sur ceci M. Charles Delacroix répliqua : « Le cabinet anglais a-t-il des pouvoirs de l'Autriche et des princes d'Italie, au nom desquels il veut traiter ? » L'ambassadeur répondit que, sans avoir de pleins pouvoirs, lié par des traités avec l'Autriche, il pourrait engager en son nom une négociation diplomatique; et de plus, que s'agissant d'un remaniement complet de souverainetés, l'Angleterre pouvait bien offrir la paix au prix de certaines concessions territoriales à ses alliés; puisqu'elle cédait beaucoup, la république française devait accorder quelque chose à son tour. Ces difficultés premières indiquaient le véritable esprit de la négociation : la politique du directoire était de traiter séparément, afin d'obtenir de meilleures conditions; la tactique du cabinet anglais était, au contraire, de

grouper les intérêts autour de lui pour traiter communément à des conditions meilleures (1).

D'ailleurs, l'Autriche était restée fidèle à l'alliance, l'archiduc Charles venait de sauver l'Allemagne, le parlement entier lui votait des remerciements, et dans ces circonstances l'Angleterre ne voulait pas séparer sa cause de la sienne. Lord Malmesbury dépêcha un courrier à sir Morton Eden à Vienne, pour qu'il eût à demander des pleins pouvoirs, afin de négocier sur des bases larges et générales; pleins pouvoirs qui devaient être refusés. Jamais M. de Thugut n'aurait confié une négociation autrichienne à l'ambassadeur d'Angleterre; il y avait sans doute des liens intimes entre les deux gouvernements, mais il était en dehors de tous les principes qu'un cabinet stipulât au nom

(1) *Mémoire remis au ministre des relations extérieures de la république française, par lord Malmesbury.*

« Sa Majesté Britannique désirant, comme elle a déjà déclaré, de contribuer en autant que cela pourra dépendre d'elle, à rétablir la tranquillité publique, et à assurer par des conditions de paix justes, honorables et solides, le repos futur de l'Europe; Sa Majesté pense que le meilleur moyen de parvenir le plus tôt possible à ce but salutaire sera de convenir, dès le commencement de la négociation, du principe général qui devra servir de base aux arrangements définitifs.

« Le premier objet des négociations de paix se rapporte ordinairement aux restitutions et aux cessions que les parties respectives ont à se demander mutuellement, en conséquence des événements de la guerre.

* « La Grande-Bretagne, d'après le succès non interrompu de sa guerre maritime, se voit dans le cas de n'avoir aucune restitution à demander à la France, sur laquelle, au contraire, elle a acquis

d'un autre pour des intérêts de territoire et de monarchie. M. de Thugut répondit que la cour de Vienne ne demandait pas mieux que d'envoyer un plénipotentiaire autrichien à Paris pour s'entendre avec lord Malmesbury dans une négociation commune.

Cependant M. Charles Delacroix insistait, au nom du directoire pour obtenir dans une note précise les bases d'une proposition discutable : qu'offrait la Grande-Bretagne à la république ? et quel sacrifice exigeait-elle en réciprocité ? Là, était précisément le siège de toute discussion, et ce n'était qu'en désespoir de cause que lord Malmesbury pouvait marcher si nettement à une solution diplomatique. En général, les négociations commencent par établir certains

des établissements et des colonies de la plus haute importance, et d'une valeur presque incalculable.

« Mais en revanche, cette dernière a fait, sur le continent de l'Europe, des conquêtes auxquelles Sa Majesté peut d'autant moins être indifférente, que les intérêts les plus importants de ses peuples, et les engagements les plus sacrés de sa couronne s'y trouvent essentiellement impliqués.

« La magnanimité du roi, sa bonne foi inviolable, et son désir de rendre le repos à tant de nations, lui font envisager dans cet état de choses le moyen d'arriver à des conditions de paix justes et équitables pour toutes les parties belligérantes, et propres à assurer, pour l'avenir, la tranquillité générale.

« C'est donc sur ce pied qu'elle propose de négocier, en offrant de compenser à la France, par des restitutions proportionnelles, les arrangements auxquels cette puissance sera appelée à consentir, pour satisfaire aux justes demandes des alliés du roi, et pour conserver la balance politique de l'Europe.

« En faisant cette première ouverture, Sa Majesté se réserve à

principes dont on discute ensuite les conséquences naturelles ; or les points que voulait faire admettre lord Malmesbury étaient ceux-ci : « 1^o l'Angleterre peut exiger certaines cessions au profit de ses alliés en échange des abandons qu'elle fera elle-même à la France, à l'Espagne, à la Hollande ; 2^o ces rétrocessions de territoire seront combinées de manière à se rapprocher le plus possible de l'état respectif des puissances avant la guerre. » L'admission de ces deux bases aurait facilité toutes les autres négociations subséquentes. Le directoire les trouva trop vagues, et M. Charles Delacroix insista pour qu'on eût à s'expliquer clairement. Alors Malmesbury, après avoir consulté M. Pitt, répondit que ceci devait s'entendre de la rétrocession des Pays-Bas et de

s'expliquer, dans la suite, d'une manière plus étendue, sur l'application de ce principe aux différents objets dont il pourra être question entre les parties respectives.

« C'est cette application qui fera la matière des discussions dans lesquelles elle a autorisé son ministre d'entrer, dès que l'on sera convenu du principe à adopter pour base générale de la négociation.

« Mais Sa Majesté ne peut se dispenser de déclarer que si cette offre généreuse et équitable n'était pas acceptée, ou si malheureusement les discussions qui s'ensuivraient venaient à manquer de l'effet désiré, ni cette proposition générale, ni celles plus détaillées qui en seraient résultées, ne pourraient plus être regardées, dans aucun cas, comme des points convenus ou accordés par Sa Majesté.

« A Paris, ce 24 octobre 1796.

« Signé : MALMESBURY, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique. »

l'Italie à l'Autriche, de Nice et de la Savoie à la Sardaigne, et qu'en échange l'Angleterre offrait les colonies conquises sur la France et la Hollande.

Le directoire manifesta un étonnement presque indigné de ces propositions qui lui paraissaient étranges : en aucun cas, la Belgique ne serait séparée de la France ; c'était désormais un territoire inhérent à la république ; la constitution ne permettait pas de l'en détacher ; si l'Angleterre n'avait pas d'autres propositions à offrir, toute négociation ultérieure serait inutile, et lord Malmesbury pourrait quitter Paris. C'était une évidente rupture : en aucune hypothèse, l'Angleterre n'aurait admis la domination française définitive et prépondérante sur les côtes de la Belgique, à Ostende, à Anvers ; plutôt la guerre continue, éternelle, que de souffrir qu'une longue ceinture de côtes pût l'envelopper du nord au midi. La Belgique, d'ailleurs, était la porte de son commerce avec l'Allemagne ; est-ce que la France en aurait les clefs dans sa poche ? Cela ne pouvait être. Après quelques nouvelles tentatives pour stipuler un traité commercial avec la Hollande, lord Malmesbury dut quitter Paris subitement, d'après les ordres du directoire, dans les quarante-huit heures ; ce qui laissait croire que le négociateur anglais s'était mis en rapport avec quelques chefs de la majorité parlementaire des conseils, pour un autre dessein qu'une négociation purement diplomatique.

A aucune de ses phases cette négociation n'avait offert l'espérance d'un rapprochement entre les deux

cours ; il suffisait même de lire les aigres paroles du journal officiel du directoire pour apercevoir qu'il ne prenait pas au sérieux les démarches de lord Malmesbury ; c'était incessamment de la raillerie et de l'insulte. Le directoire gardait un ton de supériorité qui ne réussit jamais entre deux gouvernements d'égale force et d'égale indépendance (1) ; on faisait appel au peuple anglais contre son gouvernement ; on dénonçait M. Pitt, et chose étrange, pendant que lord Malmesbury négociait à Paris, le directoire redoublait l'ardeur de ses préparatifs pour l'expédition d'Irlande

(1) Voici un échantillon de la manière dont traitait le directoire.

Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif, du 28 frimaire an v. (18 décembre 1796.)

« Le directoire exécutif, après avoir entendu la lecture de la note officielle signée du lord Malmesbury, et deux mémoires confidentiels non signés qui y étaient joints et ont été par lui remis au ministre des relations extérieures ;

« Arrête ce qui suit :

« Le ministre des relations extérieures est chargé de déclarer au lord Malmesbury que le directoire ne peut écouter aucune note confidentielle non signée, et qu'il est requis de donner officiellement, dans les vingt-quatre heures, son ultimatum, signé de lui.

« Le ministre des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Pour expédition conforme,

« Le président du directoire exécutif,

« P. BARRAS.

« Par le directoire exécutif,

« Le secrétaire général,

« LACABRE. »

sous le général Hoche : était-ce là le moyen de rétablir la bonne harmonie ? De son côté, je ne crois pas que M. Pitt fût plus sincère dans ses propositions : le vague et la grandeur même des bases de la paix la rendaient impossible ; on appelait le concours d'intérêts et de volontés trop opposés. Ce qu'espérait M. Pitt était simple : constater aux yeux du parlement et de la nation qu'il avait désiré la paix, et par ce moyen obtenir des subsides de guerre ; montrer ensuite, par la publicité même des dépêches, que les propositions de la France étaient exorbitantes, et que nul Anglais ne pouvait les accepter ; établir aux yeux de l'Autriche et des alliés de la Grande-Bretagne que jamais cette puissance amie ne les délaisserait quand il s'agirait de la paix ; enfin, témoigner à tous que la France n'avait abandonné aucun de ses instincts de révolution, puisque, avec des négociations engagées, elle ne discontinuait pas ses préparatifs pour soulever l'Irlande. M. Pitt obtint le résultat qu'il souhaitait au parlement ; il fut soutenu par tout le parti propriétaire et les torys ; la minorité aux communes se réduisit à vingt-sept voix ; et l'on continua violemment la guerre.

Le dessein du directoire était d'obtenir des traités séparés, et c'est dans cette vue que le général Clarke avait reçu la mission de se rendre à Vienne, en traversant l'Italie ; le négociateur portait une lettre du président du directoire adressée à l'empereur François II (1). Il faut se rappeler que déjà une démarche

(1) *Le directoire exécutif à Sa Majesté l'Empereur et Roi.*

« Le directoire exécutif ne saurait présumer que Votre Majesté

première avait été essayée par Bonaparte dans le dessein de préparer la paix avec l'Autriche. Or, c'est une remarque à faire que ces négociations successives de la république auprès de l'Empereur : il fallait bien que les affaires de la guerre ne fussent pas dans une situation si brillante pour qu'on sollicitât incessamment la paix. Quand on lit les histoires de la révolution, on croit à des victoires incontestées, aux merveilles éternelles de nos guerriers, à d'immenses lâchetés

voit avec indifférence les maux qui affligent l'Europe; il ne peut se persuader qu'elle venille se refuser à saisir l'espoir qu'il conçoit et qu'il lui offre de mettre enfin un terme aux calamités d'une guerre si longue et si désastreuse.

« Si Votre Majesté considère quels ont été les résultats des campagnes précédentes, et qu'elle envisage dans l'avenir quelles seraient les suites probables d'une campagne nouvelle, elle sera portée à conclure que, dans la supposition la plus favorable pour elle, les succès seraient encore au moins balancés, et qu'après beaucoup de vicissitudes et d'alternatives, d'avantages et de revers, l'état des choses ne serait pas plus décidé qu'en ce moment, puisque la situation respective des deux puissances, à quelques changements près, peut-être, dans les limites du théâtre de la guerre, se trouverait vraisemblablement peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Le sang des hommes, versé de nouveau, et l'épuisement des ressources seraient donc le seul fruit qu'elle pourrait recueillir de sa tentative.

« Nous ne parlons pas de l'influence que pourraient avoir les alliés sur le résultat de cette campagne, puisque Votre Majesté sait que la plupart de ceux qui étaient engagés dans la coalition ont embrassé l'heureux et sage parti de la neutralité.

« Le moment est donc venu, où il ne peut y avoir aucun intérêt réel à courir de nouvelles chances; où une rixe fatale plus longtemps prolongée serait désormais sans objet; où, quels que puissent être d'ailleurs les griefs réciproques et la diversité des principes poli-

des armées étrangères : la vérité n'est pas là ; et l'on verra que Bonaparte lui-même , étrangement compromis en Italie, avait besoin, pour se sauver, de toutes les ressources de son génie. Le directoire écrivit donc à l'Empereur , lui demandant de mettre un terme aux calamités d'une guerre si longue , si désastreuse. Cette lettre, écrite en style d'avocat, était un plaidoyer philanthropique : « Le sang des hommes versé à grands flots serait le seul fruit qu'on pourrait tirer de

tiques des deux gouvernements, leurs intérêts coïncident en ce point que tout les presse de se rapprocher pour le soulagement des peuples et le retour de la paix.

« Le directoire exécutif propose donc à Votre Majesté cette paix si nécessaire ; il l'invite à accélérer de tous ses moyens une époque si désirée et si importante pour l'humanité entière.

« Cependant le directoire sent qu'une paix solide et convenable aux deux puissances, doit être le résultat d'une négociation faite avec maturité et qui pourrait entraîner des lenteurs, puisque la loyauté exige que, de part et d'autre, les puissances alliées soient engagées à y intervenir, et que leurs intérêts respectifs soient stipulés, si elles le désirent.

« Mais faudra-t-il pendant cet intervalle que le sang continue à couler ; et, s'il est possible d'en arrêter l'effusion, ne devons-nous pas croire que Votre Majesté s'empressera d'en adopter le moyen, surtout s'il peut être admis par les deux parties belligérantes, sans nuire aux intérêts ni même aux prétentions d'aucune ?

« Ce moyen existe, c'est celui du *statu quo* ou d'un armistice général entre elles.

« Cet armistice est d'autant plus nécessaire que, indépendamment de ce qu'il fait cesser les hostilités inutiles et diminue l'exaspération réciproque en portant l'espoir dans tous les cœurs, il réunit l'avantage de faciliter et de hâter les conclusions de la paix, par la suppression des hasards et des événements qui, tantôt favorables et tantôt contraires, haussent alternativement les prétentions

la guerre ; presque toutes les puissances, naguère engagées dans la coalition, avaient pris le sage parti de la neutralité ; les deux gouvernements pouvaient être hostiles, leurs intérêts au contraire se trouvaient rapprochés. » Le directoire proposait la paix, et pour la préparer, une trêve, un armistice général basé sur le *statu quo* et la convocation de ministres plénipotentiaires pour négocier la paix définitive entre les

des puissances contractantes, font varier sans cesse la négociation et en éloignent le résultat.

« Les deux propositions que le directoire exécutif fait à Votre Majesté sont donc celles-ci :

« 1^o Suspension d'armes simultanée sur toutes les parties du théâtre de la guerre entre les troupes françaises et les troupes autrichiennes ;

« 2^o Convocation de ministres plénipotentiaires pour traiter de la paix définitive entre les deux puissances, et leurs alliés respectifs, en tant que ceux-ci s'empresseront d'accéder à l'invitation qui leur en sera faite.

« Déjà une négociation est entamée en ce moment entre le gouvernement français et l'un de vos alliés principaux, le roi de la Grande-Bretagne, et la démarche que fait aujourd'hui auprès de Votre Majesté le directoire exécutif, loin d'être opposée à ces premières ouvertures, est une manifestation de son ardent désir d'en accélérer l'effet, de presser les réunions nécessaires, et surtout de suspendre, dès cet instant, le cours des malheurs de la guerre entre la république et Votre Majesté, en prononçant de suite sur la mesure provisoire et importante de l'armistice proposé.

« Nous adressons à Votre Majesté les présentes propositions par un envoyé revêtu de notre confiance, chargé d'instructions et de pouvoirs suffisants pour statuer, sur-le-champ, tant sur le mode d'armistice que sur le lieu et le mode de réunion des plénipotentiaires. »

« Signé : BARRAS, président. »

deux gouvernements et les deux peuples. Cette proposition pour un armistice immédiat venait surtout de l'épuisement où se trouvait la France d'hommes et de subsides ; elle avait besoin de repos. La mission du général Clarke , d'intime confiance , était surtout l'œuvre de Carnot , qui voyait avec effroi la situation périlleuse de Bonaparte , en Italie.

Wurmser avait pleinement réussi dans son mouvement pour ravitailler Mantoue , et en faire désormais le centre de tous les opérations militaires des Autrichiens ; lui-même s'était concentré là pour défendre cette forte place de son expérience et de son corps d'armée. Carnot , stratéicien si précautionneux , avait calculé que la position de Bonaparte était désormais très-aventurée en face des Autrichiens : Mantoue avait une garnison de dix-sept mille hommes ; l'insurrection était partout , et une nouvelle armée impériale , recrutée au Tyrol , pouvait se réfugier sans cesse dans ces montagnes pour y trouver de nouvelles forces. A cet effet , Carnot avait invité Clarke , avant de se rendre à Vienne , à passer par l'Italie afin de bien étudier la situation du général en chef et de lui en rendre compte. Clarke en avait conféré avec Bonaparte , et le général ne dissimula pas les périls de sa position : le feld-maréchal Alvinzi marchait contre lui avec une nouvelle armée de Tyroliens , de Hongrois et de Croates ; la division Vaubois venait d'être brisée par Dadidowick , qui avait poussé les Français jusqu'à Rivoli ; Alvinzi , secondant la marche de Dadidowick , avait forcé le passage de la Brenta et prenait position

à Bassano. Il était facile de voir que les deux généraux voulaient se donner la main par Vérone et se porter ainsi en masse sur Mantoue pour dégager le maréchal Wurmser. Bonaparte devait à tout prix empêcher ce mouvement : aussitôt il se porte de Vicence à Rivoli sur Dadidowick, pour l'arrêter dans sa marche victorieuse. A Rivoli donc, près du magnifique lac de Garda, en face de l'Adige qui coule comme un beau torrent sur toutes les montagnes du Tyrol, Bonaparte prit position ; dès lors Dadidowick arrêta son mouvement. Alvinzi déploya le sien par Vicence et Montebello.

Voyez-vous ces belles tours du moyen âge, ce château des féeries de l'Arioste ? c'est Vérone ; et les Autrichiens marchent à pas redoublés sur Caldiero, la plus belle position militaire et le plus magnifique point de vue de l'Italie. C'est dans la position de Caldiero, flanquée par les marais d'Arcole, qu'Alvinzi s'était retranché, quand Bonaparte arrivant tout à coup pour défendre Vérone, ordonna d'enlever ce haut village de Caldiero. Toute une fatale et sanglante journée se passa dans l'exécution de cet ordre ; le terrain déjà si humide par les pluies fut détrempé de sang ; Bonaparte fit sonner la retraite, la journée fut perdue. On délibéra dans le camp autrichien pour savoir si l'on marcherait droit sur Vérone ; si cette résolution eût été prise, Bonaparte était perdu. Sa terreur se manifeste dans sa correspondance avec le directoire : « Peut-être, écrit le général, sommes-nous à la veille de perdre l'Italie ; mon âme est déchirée, mais ma conscience est en repos ; des secours, envoyez-

nous des secours (1) ! » Bonaparte a le désespoir dans l'âme : que deviendra cette fortune déjà si fragile, si jalousée, s'il lui survient un revers ? C'est son avenir, sa vie, sa grandeur qu'il joue ; hardi et rusé comme un Corse, il a devant lui des hommes d'une grande simplicité de cœur et d'intelligence, des généraux presque naïfs, et son génie en profite.

Ce fut une tristesse indicible dans les vieilles demi-brigades, lorsqu'en pleine nuit de novembre, officiers et soldats reçurent l'ordre de se tenir prêts. Le camp de Vérone est levé. Bonaparte, le front soucieux mais calme, ordonne de passer le pont de l'Adige ; et l'on se disait partout : « Nous sommes donc en pleine re-

(1) *Lettre de Bonaparte au directoire (14 novembre 1796).*

« Si le compte n'est pas satisfaisant, vous n'en attribuez pas la faute à l'armée ; son infériorité et l'épuisement où elle est des hommes les plus braves me font tout craindre pour elle. Toute l'armée est excédée de fatigue et sans souliers ; je l'ai conduite à Vérone, où elle vient d'arriver. Peut-être sommes-nous à la veille de perdre l'Italie. Aucun des secours attendus n'est arrivé... Je fais mon devoir, l'armée fait le sien ; mon âme est déchirée, mais ma conscience est en repos. Des secours ! envoyez-moi des secours ! mais il ne faut pas s'en faire un jeu... Ce qui me reste de braves voit la mort infaillible au milieu des chances si continuelles et avec des forces si inférieures ! Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de..., est prête à sonner ; alors ! alors ! que deviendront ces braves gens ? Cette idée me rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort qui serait un sujet de découragement et de malheur pour qui est l'objet de mes sollicitudes... Sous peu de jours, nous essayerons un dernier effort ; si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et avec lui toute l'Italie... »

traite ! » On marcha silencieusement toute la nuit, et lorsque l'aurore parut tardive, à travers les brouillards, l'armée fut étonnée de voir le mouvement hardi commandé par le général ; la position de Caldiero était tournée et l'armée se trouvait resserrée dans les champs que trempent les eaux de l'Adige. Cette position était tellement hasardée qu'avec un général ennemi de capacité, l'armée pouvait être refoulée dans l'Adige et forcée ainsi de mettre bas les armes : mais Bonaparte sait bien le caractère lent, méthodique des Allemands.

Puis il vient d'apprendre que l'on traite d'un armistice à Paris et à Vienne ; que lui faut-il ? du temps. Il envoie un de ses officiers à Alvinzi pour lui dire : « A quoi bon une nouvelle effusion de sang ? on traite à Paris. » Sous la tente autrichienne on l'entend, on l'écoute soit par trahison, soit par fatigue, et Bonaparte accomplit son mouvement sans être troublé. Ces drapeaux qui se déploient dans le delta que forme l'Adige sont ceux de la division d'Augereau ; il marche droit sur le petit village d'Arcole ; deux divisions autrichiennes le défendent ; il faut passer un pont étroit, et ici vont se renouveler les prouesses de chevalerie comme à Lodi. Les colonnes sont arrêtées par les coups retentissants d'une formidable artillerie ; les boulets rebondissent au milieu de ces masses pressées, ainsi qu'un disque lancé d'une main vigoureuse ; les généraux sont encore à la tête des demi-brigades pour l'exemple ; le feu ne les épargne pas, les boulets frisent leurs panaches, cinq des plus braves sont blessés, et

Bonaparte lui-même, renversé de cheval dans la fange noire d'un marais, allait être pris, si la brave 32^e demi-brigade n'était venue le délivrer, la baïonnette au bout du fusil. Ce fut un combat de géants, mais l'attaque d'Arcole fut impuissante; les héroïques républicains furent repoussés.

Deux jours après, nouveaux combats, immense héroïsme! On se mêle, on se presse corps à corps, et toujours Bonaparte envoie son émissaire Pico pour répéter à Alvinzi : « Pourquoi tant de sang? les armées continueraient-elles le combat, lorsqu'on traite de la paix et qu'un armistice est prêt à être signé? » Ces pourparlers contiennent les Autrichiens et jettent de l'incertitude et du doute dans les mouvements de leurs colonnes. Le général Bonaparte se multiplie; rusé, brave, admirable dans ses manœuvres, il se porte tantôt sur Dadidowick, tantôt sur Alvinzi, tour à tour vainqueur, battu, laissant de longues empreintes de sang, mais arrivant à son résultat, qui est de refouler l'ennemi dans le Tyrol et d'empêcher la délivrance de Mantoue.

Les résultats de cette campagne si active, si merveilleuse, avaient partout retenti; s'ils étaient glorieux pour la France et pour le jeune général qui conduisait ses légions, ils témoignaient aussi des efforts persévérants de l'Autriche, des ténacités de sa résistance : le cabinet de Vienne était accoutumé à ces sortes de sacrifices, et dans leur longue lutte contre les Turcs, les Autrichiens avaient montré la grandeur de leur courage et leur ferme résolution de sauver la

patrie. Mais ce qui paraissait d'un égoïsme inexplicable, c'était l'attitude de la Prusse se réjouissant, pour ainsi dire, de cet affaiblissement de l'Autriche, naguère son alliée. Tandis que le cabinet de Vienne déployait toutes ses forces militaires sur le champ de bataille de l'Italie, la cour de Berlin s'efforçait de briser la souveraineté impériale en Allemagne, en grandissant le système de neutralité sous son protectorat. L'archiduc Charles venait de sauver l'indépendance allemande, et la Prusse en témoignait presque du mécontentement; toutes ses négociations tendaient à amoindrir les effets de ces succès remarquables. Le ministre de France, M. Caillard, secondait la vieille ambition d'un empire protestant qui contre-balançait au nord l'empire catholique du Midi. Partout les fiefs ecclésiastiques étaient sécularisés : la Prusse achevait l'œuvre de Luther avec joie; on aurait dit que telle était sa destinée; à chaque victoire de Bonaparte elle applaudissait, car l'archiduc Charles était obligé de conduire ses meilleures troupes en Italie, et l'influence de l'Autriche s'en affaiblissait d'autant en Allemagne.

C'était ainsi une lutte singulièrement égoïste que celle qui se poursuivait dans la patrie germanique : chaque État visait à quelque usurpation; l'Autriche se croyait appelée à absorber la Bavière; la Prusse convoitait la Saxe, comme un accroissement nécessaire pour arrondir son territoire; et les États de second ordre, le Wurtemberg, Bade, le Hanovre, espéraient eux-mêmes grandir leur force par la sécularisation

des fiefs ecclésiastiques; il semblait que l'époque fût dominée par le double mépris de la souveraineté et de la propriété. La révolution française avait propagé la raillerie du fort contre le faible, de l'usurpation contre le droit; et les traditions les plus vieilles n'étaient plus respectées. A quoi bon les chartres antiques? Pourquoi désormais invoquer la crosse épiscopale des archevêques de Mayence avec leur chape d'or, la mitre resplendissante, riche comme le sceptre de Charlemagne? Hérauts d'armes, ne convoquez plus, sous les vieilles murailles du palais de Francfort, les évêques de Worms, de Spire, primats ou coadjuteurs; des chevaliers discourtois se sont emparés de leurs villes, comme au temps de Sickingen; les créneaux des tours, sur les sept montagnes brisées par les âges, n'entendent plus depuis deux siècles que les cris des oiseaux de nuit; les vieux palais archiépiscopaux bientôt tomberont eux-mêmes. Ne te vante donc plus de ton respect pour les légendes, vieille Allemagne! le protestantisme a desséché ton imagination et ton cœur.

Depuis la révolution française, la constitution germanique était semblable à ces châteaux qui se mirent aux eaux du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Cologne, et que badigeonne le caprice du maître: ici une vieille tour couverte de lierre, là un kiosque moderne, à côté des franges de murailles du x^e siècle, et pour combler la mesure, des mannequins couverts de fer dans les salles d'armes qui n'entendent plus le pas lourd et bruyant des chevaliers.

Quand l'Italie et l'Allemagne retentissaient du cri des batailles, Catherine II, tout à coup frappée d'apoplexie, cessait de vivre (1); femme singulièrement forte, elle avait réalisé les projets de Pierre I^{er}. La physionomie de Catherine me paraît immense, parce qu'elle eut un vaste dessein et qu'elle l'accomplit : un empire n'est pas seulement formidable par ses propres forces, mais par l'emploi qu'il en fait. Catherine II se servit de tous les sentiments, de toutes les influences, pour grandir la couronne qui lui était confiée; le XVIII^e siècle philosophique venait à elle pour jeter son encens à ses pieds; elle lui tendit la main pour

(1) « L'impératrice de Russie est morte à Pétersbourg, le 17 novembre, d'une apoplexie dont elle a été frappée le 16, dans son cabinet où elle se trouvait seule. Cet accident était absolument ignoré des personnes attachées à son service. On apercevait seulement que Sa Majesté restait enfermée beaucoup plus longtemps qu'à son ordinaire; mais personne n'osait ouvrir la porte dans la crainte de l'interrompre. Quatre heures se passèrent dans cette incertitude, après quoi l'inquiétude faisant surmonter les craintes, on ouvrit, et on trouva l'impératrice étendue sur le parquet, la face tournée en haut et les pieds presque appuyés contre la porte, ce qui indique qu'elle avait été frappée au moment où elle allait sortir. Elle était privée de toute connaissance et de tous mouvements extérieurs, mais le pouls se faisait encore sentir, et continua ses pulsations encore vingt-quatre heures, après quoi l'impératrice expira, sans avoir repris connaissance un seul instant.

« Le grand-duc, devenu empereur, est monté immédiatement sur le trône. Dès le lendemain, il a ordonné un service solennel pour sa mère; et ce qui est très-remarquable, un autre pour son père, Pierre III, mort, comme on sait, il y a vingt-quatre ans et quelques mois, et qui avait été enterré fort cavalièrement, sans aucune espèce de cérémonie.

s'en servir dans ses desseins. La Russie était à peine connue au dehors, Catherine en répandit la vie et la puissance active; on se fit désormais une haute idée de la cour de Saint-Pétersbourg; rien ne s'accomplit en Europe sans la Russie; on rechercha son alliance, et l'appui de ses formidables armées. Au moment de la mort de l'impératrice, soixante mille hommes étaient prêts à se mettre en marche pour appuyer les Autrichiens dans la guerre contre la France. Ces auxiliaires pouvaient changer la face de la campagne; trente mille Russes en Italie et Bonaparte était perdu.

Mais la mort servit une fois encore l'heureuse république; les premières émotions d'un avènement ne permettent pas le développement de toutes les forces des empires; il se fait une suspension, un interrègne, et Paul I^{er} ne partageait pas toutes les opinions de sa mère sur les alliances, les tendances de la paix et de la guerre. Paul Pétrowitch avait été trop éloigné des

« Le nouvel empereur a créé trois feld-maréchaux qui avaient essuyé un passe-droit non mérité, à la dernière promotion; Soltikoff est du nombre. Il a appelé auprès de lui le prince Repnin, neveu du sage et vertueux comte Panin, qui a fait son éducation, qu'il chérissait tendrement et dont il adore la mémoire. Le vice-chancelier, comte Ostermann, est fait chancelier. Bedborodsko reste comme ministre d'État : il n'est pas question de Markoff. Il y a toute apparence que le prince Repnin est destiné à jouer un très-grand rôle, et c'est après son arrivée qu'il faut attendre des changements qui influenceront peut-être d'une manière très-sensible sur les affaires générales de l'Europe. La mort de l'impératrice interrompt un traité de subsides, au moment qu'il allait être conclu avec les Anglais.

« La révolution française n'avait pas de plus fougueuse ennemie

affaires pendant le règne de Catherine, pour que l'ardeur de manier un sceptre ne l'entraînât pas à suivre un système opposé. Cependant on remarqua que le ministère n'était pas changé. Les affaires étrangères furent laissées au comte d'Ostermann; le feld-maréchal comte de Bedborodsko continua de lui être adjoint, et ces deux ministres avaient toute la confiance de Catherine. Lorsqu'un nouveau règne arrive, il y a d'abord un premier besoin de changement, une entraînant ardeur pour tout modifier; puis le souverain s'arrête; il touche les affaires, il voit que tout n'a pas été mal, que l'expérience est une grande conseillère; et les hommes qu'il devait briser demeurent encore à la tête du cabinet.

Ainsi fut l'avènement de Paul 1^{er} : le nouvel empereur avait été trompé sur la politique de sa mère; quand il eut vu et touché cette politique, il la trouva grande; et chef d'un puissant empire, pouvait-il arrêter sa destinée? Quelques amis personnels, qui parta-

que Catherine. Au défaut de ses armées, qu'elle réservait, lorsque les puissances rivales se seraient épuisées, pour des conquêtes plus directement utiles à ses vues, elle était prodigue de menaces, de déclamations violentes contre la république, et de promesses toujours vaines pour les émigrés et nos autres ennemis. Sa mort arrivée au moment même où, en exécution de la triple alliance, l'Angleterre demandait l'intervention de la Russie dans les négociations, doit avoir la plus grande influence sur la situation politique de l'Europe. La Turquie, le Danemark et la Suède, peuvent suivre une autre impulsion, puisqu'ils n'ont plus à trembler devant l'audacieux génie de Catherine. Ces deux derniers cabinets surtout peuvent songer à sortir de leur servitude politique. »

geaient sa disgrâce, furent élevés à ses côtés : si le comte de Markoff et Kalitcheff furent écartés, le comte Nicolas Soltikoff fut nommé président du conseil de la guerre ; le comte Scheremetoff, grand maréchal de la cour. Paul 1^{er} se distingua surtout par un système de concessions et de bienveillance envers la Pologne ; il fit cesser l'oppression de ce peuple qu'il voulait rattacher à la Russie par le lien de la reconnaissance ; les Romanzoff surtout jouirent d'un grand crédit au ministère des affaires étrangères : position importante dans l'état difficile et compliqué où se trouvait l'Europe en armes.

La Russie n'avait eu jusqu'ici aucun rapport avec la république française : la superbe Catherine avait constamment dédaigné le gouvernement de rebelles qui dominait la monarchie de Louis XIV ; son successeur partageait les mêmes répugnances. Paul 1^{er}, plein de souvenir de la noble hospitalité que le comte du Nord avait reçue à Paris, s'empressa d'offrir un asile à Louis XVIII à Mittau. Sous ce point de vue, la situation n'avait point changé ; en serait-il de même à l'égard de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse ? Avec l'Angleterre, les rapports de commerce étaient trop intimes, trop resserrés, l'alliance trop profondément commandée par l'esprit général de la Russie, pour que le suzerain pût la briser ; aussi le comte de Woronzoff, ambassadeur à Londres, y fut maintenu avec l'assurance la plus parfaite que toutes les conditions de la triple alliance seraient exactement observées. A Vienne également, le comte Rasumowsky fut

confirmé dans son poste d'ambassadeur, et le prince Galitzin, envoyé extraordinaire, chargé d'annoncer l'avènement de Paul I^{er}, dut assurer à la cour de Vienne que le nouvel empereur observerait avec exactitude les engagements stipulés entre l'Autriche et la Russie : était-ce dire que le contingent promis à la cour de Vienne serait fourni aux termes des conventions signées avec Catherine? Sur ce point surtout la politique paraissait changée.

Dans les derniers jours de la czarine, elle avait conçu un profond dépit contre la Prusse; car elle ne s'expliquait ni l'étrange campagne de 1792, ni le traité de Bâle, et encore moins la conduite récente de la Prusse en Allemagne. Ses plaintes étaient devenues si vives à l'occasion des engagements du cabinet de Berlin avec la France, que la Russie menaçait de la guerre, et il n'aurait pas été étonnant de voir la czarine attaquer les frontières nord de la Prusse, comme cela s'était vu au temps du grand Frédéric.

La mort de Catherine mit fin à cette situation menaçante pour le cabinet prussien; et tout à coup les deux cours se manifestèrent une indicible bienveillance. Paul I^{er} était Allemand par éducation, par souvenir de son père Pierre III, et par un peu d'opposition à sa mère. Le vice-chancelier, comte de Kourakin, homme de sa confiance, fort lié avec M. de Haugwitz, était dans ce même sentiment à l'égard de la Prusse. A peine couronné, Paul envoya le comte Narischkin, son secrétaire de confiance, au roi Frédéric-Guillaume, pour renouveler toutes les assurances d'amitié

et les offres d'une alliance intime. Il fut accueilli avec enthousiasme à Berlin. On venait d'y recevoir une dépêche fort importante du comte du Tauenzien, ambassadeur extraordinaire à Pétersbourg, annonçant que Paul I^{er} l'avait comblé de prévenances; le premier de tout le corps diplomatique appelé auprès du czar, il avait entendu de sa bouche les paroles les moins équivoques sur sa volonté d'entretenir avec la plus exacte fidélité les liens étroits qui subsistaient entre la Prusse et la Russie. La joie fut vive à Berlin. Le comte de Haugwitz s'en félicita auprès de M. Caillard, le ministre français; dans une dépêche de ce ministre au directoire, celui-ci donne textuellement une de ses conversations avec le comte de Haugwitz : « Le chef du cabinet prussien s'est flatté d'amener Paul I^{er} à reconnaître la république française par opposition à l'esprit de Catherine II, sa mère. » Véritable illusion ! l'opinion en Russie était entièrement opposée à une telle condescendance, et à ce qu'on eût appelé une lâcheté. Paul pouvait bien se rapprocher de la Prusse par goût, par caprice allemand, mais en aucun cas l'ascendant personnel de Frédéric-Guillaume même n'eût entraîné le cabinet de Petersbourg à un fait aussi important que la reconnaissance de la république française. Pour cela il fallait des batailles et du sang répandu à flots : triste destinée des sociétés humaines ! les États ne s'élèvent que par d'immenses hécatombes, et pour qu'une idée marche, il faut des siècles.

Le cabinet de Vienne était assez habile pour reconnaître que la mort de Catherine changeait entière-

ment la situation ; les assurances, que répétaient sans cesse le comte Rasumowsky et le prince de Galitzin, que tout serait maintenu, même les stipulations militaires, n'étaient pas suffisantes pour le rassurer. Il était évident que les soixante mille Russes promis n'entreraient pas en ligne au printemps ; et que dès lors tout le faix de la guerre allait tomber encore sur elle. L'Angleterre ne pouvait lui prêter sur le continent un concours effectif, et si la Russie ne venait à son aide, pouvait-elle seule résister aux forces immenses de la république française ?

Jusqu'à la mort de Catherine II le cabinet de Vienne s'était abstenu de répondre à la lettre pacifique du directoire, que le général Clarke avait envoyée de Milan avec une dépêche fort pressante au baron de Thugut. Après la catastrophe de Pétersbourg, et alors dans une situation nouvelle, le cabinet de Vienne se montra plus conciliant, et des montagnes du Tyrol, au milieu des neiges de décembre, le général Bonaparte reçut du feld-maréchal Alvinzi une lettre courte (1), mais fort significative : S. M. l'em-

(1) *Lettre du feld-maréchal Alvinzi au général Bonaparte.*

« Trente, le 16 décembre 1796.

« Au général en chef Bonaparte.

« Je viens de recevoir de Sa Majesté l'Empereur des ordres relatifs à la lettre que M. le général de division Clarke lui a adressée, et que je lui ai fait passer le 9 de ce mois. Sa Majesté désirant que le baron de Vincent, l'un de ses adjudants généraux, puisse s'aboucher avec le général Clarke, et s'expliquer avec lui sur différents objets de sa lettre à Sa Majesté, j'ai l'honneur de vous prier,

pereur ordonnait au feld-maréchal de demander un sauf-conduit pour que le général baron de Vincent pût se rendre auprès du général Clarke et s'aboucher avec lui sur des communications importantes. Le feld-maréchal indiquait Vicence comme le lieu le mieux approprié pour les conférences.

Le choix du baron de Vincent pour négociateur paraissait d'un bon augure, et ce nom d'origine française était comme un gage d'amitié et de paix. Bonaparte, qui avait le dessein de conduire personnellement cette négociation, insista pour que ces premières ouvertures fussent repoussées, et alors le général Clarke, oubliant les ordres pressants du directoire qui le désignait comme négociateur indépendant, se mit sous l'influence du général en chef, et fut entièrement subjugué par cet ascendant merveilleux. Il y eut donc deux périodes dans cette mission du général Clarke qui avait pour but la paix : à son départ de Paris, il est l'homme de Carnot et des deux conseils qui veulent traiter avec l'Autriche ; à peine a-t-il touché la

monsieur le général, de me faire passer un sauf-conduit pour le baron de Vincent, pour lui, son aide de camp et un domestique, pour autant que cette entrevue serait consentie et pourrait avoir lieu. Dans ce dernier cas, je proposerais Vicence comme l'endroit le plus à portée des deux armées, et qui, d'ailleurs, n'est occupé à poste fixe par aucune d'elles. Je prierais aussi monsieur le général de me faire savoir le jour où M. le général Clarke pourra se rendre dans cette ville, afin que le baron de Vincent puisse régler sa marche en conséquence.

« J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

« Signé : ALVINZI. »

tente de Bonaparte qu'il se fait, pour ainsi dire, l'aide de camp de sa volonté, contrairement à la mission qu'il a reçue; la puissance du génie le subjugue, l'entraîne. Les plans de Bonaparte sont vastes, et Clarke est aussi un esprit à théories, à combinaisons stratégiques d'une large portée.

Or, l'opinion fixe de Bonaparte, c'est que tout armistice, toute suspension d'armes doit sauver Mantoue d'une inévitable capitulation, et que sauver Mantoue c'est perdre l'Italie. Ce point de vue résulte de la connaissance parfaite de la situation : par le Tyrol, Trieste, Laybach, une armée peut incessamment pénétrer dans l'Italie, et Mantoue sera toujours son point de réunion; trois fois déjà l'armée républicaine a été exposée à une entière destruction, et tout cela est venu de ce que cette place forte était au pouvoir des Autrichiens.

Que faut-il faire alors ? D'après Bonaparte, presser Mantoue, la forcer à se rendre, et pendant ce temps détruire une à une les armées que l'Autriche enverra du Tyrol pour ravitailler et sauver la place; si le siège continue encore, et qu'on n'ait plus à combattre d'armées, eh bien ! il faudra démocratiquement organiser l'Italie. Rome est riche; le pape est indirectement l'allié de l'empereur; le directoire veut le rançonner, le détrôner au besoin; pour cela quelques mille hommes suffiront, et l'on aura des secours pour nourrir et entretenir l'armée. Venise aussi, la ville opulente, penche pour l'Autriche; son aristocratie si riche n'obéit qu'en murmurant à la république fran-

çaise; il sera facile de faire naître un incident pour renverser le vieil édifice de Saint-Marc; les demi-brigades victorieuses, traversant les lagunes, pourront camper sur le quai des Esclavons, au Rialto, à la piazzetta de la noble reine de l'Adriatique. Dès lors le peuple serait déchainé contre les sénateurs; une démocratie de bourgeois remplacerait le sénat, Gênes aussi ferait sa révolution, et la Lombardie préparerait elle-même une organisation républicaine pour constituer la grandeur de la patrie italienne. Avec la Toscane on suivra un autre système : n'a-t-on pas l'opulente Livourne, toute remplie de marchandises anglaises, et Florence avec ses galeries, ses palais, ses églises, ses dômes à dépouiller?

Le siège de Mantoue servirait donc à deux fins pendant l'hiver : enrichir l'armée, appuyer le drapeau tricolore sur les couleurs républicaines de Rome, de Gênes, de Venise et de Milan ! Une fois que ce pillage et cette désorganisation des vieux gouvernements seraient accomplis, on jetterait toutes les forces de la démocratie contre l'Autriche. Qui sait même si Naples ne serait pas destinée à former une république parthénopéenne ?

CHAPITRE XLIV.

SITUATION DE L'ITALIE JUSQU'À LA SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

Projets du directoire sur Rome. — Haine qu'inspire le pape. — Marche des Français. — Expulsion des corps religieux. — Railleries. — Pillage de Notre-Dame-de-Lorette. — Correspondance de Bonaparte avec le pape. — Situation de Venise. — Esprit de la Terre-Ferme. — Négociations. — Desseins de la cour de Vienne. — Marche militaire de Bonaparte après la prise de Mantoue. — Situation de l'armée dans le Tyrol et les Alpes Noriques. — L'archiduc Charles à la tête des Autrichiens. — Idée aventureuse de Bonaparte. — Ses dangers. — Insurrections populaires. — Les Tyroliens. — Les Esclavons. — L'armée de Bonaparte compromise. — Négociations du marquis de Gallo. — Préliminaires de Léoben.

Janvier—avril 1797.

Dans les actes de la force victorieuse, il se révèle toujours un sentiment de violence et de persécution qui atteint le faible et se joue de lui. Il était difficile à la révolution française (le triomphe le plus absolu de la force) de respecter les droits anciens, la souveraineté antique; et le pouvoir d'un vieillard devait nécessairement inspirer du mépris à tous ces soldats de la fortune et de la victoire. Le directoire, d'ail-

leurs, par son esprit, sa tendance philosophique, avait pris en dédain le pontificat. Ce gouvernement, qui proscrivait les prêtres par milliers en les déportant, ce ridicule Laréveillère-Lépeaux, tout rempli de sa religion puérile, revêtu de ses habits de lin, rêvaient la chute de ce magnifique édifice de l'Église, pour lui substituer le culte des théophilanthropes. En privant le saint-père de la ville éternelle, en séparant le pontificat de Rome, ils espéraient marcher à cette vaste destruction. Barras, Carnot, sans croyance religieuse, avaient des idées plus diplomatiques sur les États de l'Église; s'ils voulaient en dépouiller le pape, c'était moins pour outrager la religion (qui leur importait peu) que pour faire servir ces États de compensation territoriale au profit de l'Autriche, de Naples ou même de l'Espagne. Si l'on demandait le Milanais à l'Autriche, on pourrait lui céder en échange les légations, Ferrare, Bologne; Naples pouvait étendre ses frontières jusqu'aux Mairais-Pontins, et le roi d'Espagne, fidèle allié de la république, recevrait Rome, la ville éternelle. Quant au pape, pauvre exilé, il chercherait asile de cité en cité, comme les prêtres catholiques proscrits par le directoire, ou bien on lui donnerait un monastère pour prison comme au temps des Barbares. Le dernier mot du XVIII^e siècle serait accompli et sa pensée de mort réalisée contre le catholicisme : insensés que la victoire enivrait à ce point de les faire méconnaître la force de l'idée chrétienne !

Cependant le pape Pie VI était sous la protection d'un

armistice récemment conclu avec le général en chef de la république. Bonaparte avait imposé d'immenses sacrifices au saint-père; le Vatican s'était dépouillé de ses tableaux les plus précieux, de ses musées antiques, noble trésor jeté pour ainsi dire à l'avidité des commissaires français; et tout cela pourtant ne suffisait pas pour satisfaire l'insatiable république. La haine qu'on portait au saint-père était implacable et se révélait par les dépêches du directoire (1); Laréveillère-Lépeaux établissait, dans son orgueil pontifical, que l'existence du pape était incompatible avec la philosophie et la république, pour en conclure qu'on devait détrôner le vénérable Pie VI. Bien que M. de Cacault, homme d'intelligence et de modération,

(1) *Lettre du directoire à Bonaparte.*

« Vous êtes trop habitué à réfléchir, citoyen général, pour n'avoir pas senti aussi bien que nous que la religion romaine sera toujours l'ennemie irréconciliable de la république, d'abord par son essence, et en second lieu parce que ses sectateurs et ses ministres ne lui pardonneront jamais les coups qu'elle a portés à la fortune et au crédit des premiers, aux préjugés et aux habitudes des autres... Le directoire exécutif vous invite donc à faire tout ce qui vous sera possible pour détruire l'autorité du pape, et rendre méprisable et odieux le gouvernement des prêtres; agissez de manière que le pape et le sacré collège ne puissent concevoir l'espérance de jamais siéger à Rome, et aillent chercher un asile dans quelque lieu que ce soit, ou au moins qu'il n'y ait plus de puissance temporelle. Ce n'est point, au surplus, un ordre que donne le directoire exécutif, c'est un vœu qu'il forme; il est trop éloigné du lieu de la scène pour juger du véritable état des choses, il s'en rapporte sur cela au zèle et à la prudence qui vous ont constamment dirigé dans une carrière aussi glorieuse pour vous que pour la république que vous servez. »

adoucît autant qu'il le pouvait les instructions du directoire, il n'en paraissait pas moins évident au saint-siège que sa perte était décidée à Paris, et que les esprits forts du XVIII^e siècle tenteraient quelque œuvre d'iniquité contre la chaire de saint Pierre.

Les avis lui venaient à la fois de Vienne et de Naples, et dans son désespoir le saint-siège s'était adressé à l'empereur pour se mettre en quelque sorte sous sa protection. Bonaparte le laissa silencieusement s'engager dans cette voie, car il ne cherchait qu'un prétexte d'invasion pour se précipiter sur ses États romains ; soit qu'il dût soumettre Rome, comme Charlemagne et Charles-Quint, soit qu'il traitât avec le saint-père, Bonaparte savait bien que toute stipulation lui serait profitable, et qu'on en retirerait encore de nouvelles contributions pour la fortune de son armée. Parfaitement instruit par M. de Cacault, il fit enlever les dépêches d'un courrier qui se rendait à Vienne, et là on eut la preuve des négociations de la cour de Rome avec l'Empereur. C'est précisément ce que l'on recherchait, et ces pièces, publiées dans la *Gazette de Milan*, servirent de base à l'invasion des États romains, violente et rapide, à la manière des Français : ils s'emparèrent sans coup férir de la Romagne, du duché d'Urbin et de la marche d'Ancône, les cités fortes de l'Adriatique (1).

(1) Voici l'admirable lettre que le cardinal Mattei adresse à Bonaparte ; c'est une grande protestation du droit contre la force ; on dirait un évêque s'adressant à Attila.

« J'ai mis aux pieds de Sa Sainteté la lettre que vous avez pris la

Cette conquête si rapide, si merveilleuse, fut accompagnée de ce pillage militaire, de ces excès de la victoire, signalant le passage des hommes d'armes au moyen âge : devant les légions républicaines fuyaient éperdus les vierges des monastères, les

peino de m'écrire, monsieur le général, en date du 21 octobre dernier.

« Le souverain pontife, dépositaire sur la terre des maximes dont Jésus-Christ a donné l'exemple à ses fidèles disciples et au monde entier, a toujours cherché les moyens d'entretenir la paix et l'harmonie dans la chrétienté, et il s'est porté de lui-même à tous les sacrifices que la modération la plus entière a pu lui permettre. Lorsque la France, bouleversée par les malheureux événements qui l'affligent depuis sept ans, a contristé son âme et son cœur, il s'est souvenu qu'il était par état le père des chrétiens, et lorsqu'il a vu que des enfants de l'Église se plongeaient dans les plus affreux égarements, il a pensé que les voies de douceur étaient les seules qu'il dût employer, espérant qu'il plairait à Dieu de les guérir de leur aveuglement et de les ramener à des maximes justes et raisonnables. C'est par suite de ces principes que Sa Sainteté, faisant abdicatlon de tout ce qui est mondain, s'était prêtée à des sacrifices bien considérables pour ménager la paix de l'État de l'Église avec la France. Les succès de votre armée d'Italie ont aveuglé votre gouvernement, qui, par un abus intolérable de prospérité, non content d'avoir tordu la brebis jusqu'au vif, a ensuite voulu la dévorer, et il exigeait encore que le pape fit le sacrifice de son âme et de celle des peuples dont l'administration est confiée à ses soins, en exigeant de lui le renversement et la destruction totale des bases qui constituent les principes de la religion chrétienne, de l'Évangile, de la morale et de la discipline de l'Église.

« Sa Sainteté, consternée de ces prétentions intolérables, s'est recueillie dans le sein de Dieu pour demander au Seigneur qu'il lui plût de l'éclairer sur ce qu'elle devait faire dans une si fâcheuse conjoncture. C'est sans doute l'esprit saint qui l'a inspirée en la faisant souvenir de l'exemple des martyrs, et après avoir sollicité

pauvres religieux que la raillerie proscrivait; tous ces sensualistes du XVIII^e siècle, armés par la violence, ces hommes tout chair et tout sang ne comprenaient pas une vocation à Dieu; ils ne savaient pas que ces franciscains couverts de bure, ces minimes, ces carmes étaient les médecins du peuple, ses instructeurs, ses amis. Et pourquoi ces sarcasmes

vainement que le directoire se prêtât à des conditions raisonnables, la cour de Rome a dû se préparer à la guerre; c'est à l'Europe entière à décider qui l'a provoquée. La mort dont vous voudriez nous effrayer, monsieur le général, commence le bonheur de la vie éternelle des gens de bien; elle est aussi le terme des prospérités apparentes des méchants et le commencement de leur supplice, si les remords déjà ne l'ont commencé.

« Votre armée est formidable, mais vous savez par vous-même qu'elle n'est pas invincible; nous lui opposerons nos moyens, notre constance, la confiance que donne la bonne cause, et par-dessus tout, l'aide de Dieu, que nous espérons obtenir. Nous savons bien que les incrédules et les philosophes modernes tournent en ridicule les armes spirituelles; mais, s'il plaisait au Seigneur que l'on fût dans le cas de les déployer, vos phalanges feraient sans doute une funeste expérience de leur efficacité. Je conviens avec vous que la guerre que vous feriez au pape serait peu glorieuse pour vous. Quant au péril que vous ne croiriez pas y rencontrer, notre confiance en Dieu ne nous permet pas de croire qu'il y en eût d'autre que pour vous et pour les vôtres.

« Maintenant, j'en reviens à l'objet qui fait celui de votre lettre. Vous désirez la paix, nous la souhaitons plus que vous. Accordez-nous des conditions raisonnables et qui puissent servir à nos fidèles alliés; et vous trouverez les uns et les autres disposés à y souscrire. De son côté, Sa Sainteté fera, pour l'obtenir, tous les sacrifices qui ne seront pas contraires à son devoir.

« Nous osons croire, monsieur le général, qu'en votre particulier, vous inclinez pour les principes que la justice et l'humanité

contre ces âmes d'élite qui se privaient de quelques joies amères, goûtées dans l'ivresse et la débauche ? Quel était leur crime ? ils ne vous imitaient pas quand

inspirant aux hommes estimables, et je serai toujours enchanté de pouvoir concourir avec vous à l'œuvre salulaire de la paix.

« *Signé* : le cardinal MATTEI.

« Rome, le 2 décembre 1796. »

Le général Bonaparte au cardinal Mattei.

« Vérone, le 1^{er} pluviôse an v (20 janvier 1797).

« Les étrangers qui influencent la cour de Rome ont voulu et veulent encore perdre ce beau pays. Les paroles de paix, que je vous avais chargé de porter au saint-père, ont été étouffées par ces hommes pour qui la gloire de Rome n'est rien, mais qui sont entièrement vendus aux cours qui les emploient. Nous touchons au dénouement de cette ridicule comédie : vous êtes témoin du prix que j'attachais à la paix et du désir que j'avais de vous épargner les horreurs de la guerre. Les lettres ci-jointes que je vous envoie, et dont j'ai les originaux entre les mains vous convaincront de la perfidie, de l'aveuglement et de l'étourderie de ceux qui dirigent actuellement la cour de Rome. Quelque chose qui puisse arriver, je vous prie, monsieur le cardinal, d'assurer Sa Sainteté qu'elle peut rester à Rome, sans aucune espèce d'inquiétude. Premier ministre de la religion, il trouvera à ce titre protection pour lui et l'Église. Assurez également tous les habitants de Rome qu'ils trouveront dans l'armée française des amis qui ne se féliciteront de la victoire qu'autant qu'elle pourra améliorer le sort du peuple, et affranchir l'Italie de la domination des étrangers. Mon soin particulier sera de ne pas souffrir qu'on apporte aucun changement à la religion de nos pères.

« Je vous prie, monsieur le cardinal, d'être assuré que, dans mon particulier, je me ferai un devoir de vous donner, dans toutes les circonstances, des marques de l'estime et de l'attachement avec lequel je suis,

« *BONAPARTE.* »

vous portiez à vos lèvres la coupe toujours vide, toujours flétrie du vice, fatal breuvage qui nous réduit en cendres. Laissez aux solitaires, aux saintes filles, aux hommes de foi, la retraite, les méditations sur une vie de passage : vous les disiez des fanatiques ! mais qu'étiez-vous vous-mêmes, si ce n'est des fanatiques de liberté et de république ? et comment faisiez-vous de si grandes choses, si ce n'est par fanatisme ? car il n'y a de grandes choses que dans les énergiques croyances. Aux temps de mollesse et de sensualisme, quelle est l'idée ou l'action un peu haute qui surgit et domine le cœur humain ? Ces armées victorieuses chassaient devant elles les religieux des tiers ordres, les pauvres filles des monastères, et, comme le Satan de l'Écriture, les soldats faisaient entendre un ricanelement horrible et répété en longs éclats, ainsi qu'on le lit dans les légendes.

Dans cette campagne de Barbares, aux États pontificaux, le complément de l'impiété fut l'affreux pillage de Notre-Dame-de-Lorette, saint lieu des pèlerinages en Italie. Sur ces bords de l'Adriatique, si riches en souvenirs, là où se voient Ravenne, la cité lombarde, dont les ruines rappellent Charlemagne et l'Exarchat ; Rimini, que les lugubres chants du Dante ont rendu célèbre, et où la noble dame Françoise lisait à son doux ami les vieilles histoires dans des manuscrits aux fermoirs d'or et de topazes ; sur cette côte si poétique, tout près d'Ancône, s'élève un petit village avec d'antiques murailles qui n'a rien de remarquable que sa Vierge de bois : quelle puissance

a donc cette Vierge qui protège le matelot quand la tempête gronde sur l'Adriatique? On lit dans le Rituel que les anges, sur leurs ailes bleues comme le ciel, portèrent cette madone tout enveloppée de langes jusqu'à l'oratoire de Lorette.

Laissez-nous ces croyances naïves, respectez ce qui fait la joie de la mère et de la fille : cet *ex voto* suspendu à l'autel a été offert par une pauvre femme qui a sauvé son enfant ; ce vaisseau qui se mire dans le cristal du reliquaire, c'est la reconnaissance d'un matelot qui l'a voué à la reine de toute miséricorde. Il n'est pas un petit tableau qui ne soit un souvenir, et la plupart des belles toiles de l'Italie ne furent aux *xv^e* et *xvi^e* siècles que des *ex voto* de confréries données aux églises par les corporations de métiers ! C'est parce qu'ils furent dévots au Christ, à la madone, que Sanzio et Buonarrotti conçurent leurs merveilleuses créations ; et quel artiste peut produire une œuvre sans dévotion à un culte, à un sentiment, à une idée ? C'est cependant sur le trésor de Notre-Dame-de-Lorette qu'ils portèrent leurs mains, ces soldats moqueurs ; c'est dans ce sanctuaire qu'ils commirent des profanations inouïes et des impiétés odieuses ; à l'imitation de la commune de Paris, qui brisa la châsse de sainte Geneviève, les généraux de la république dispersèrent les ossements et pillèrent le reliquaire. Ce trésor, qui l'avait donné ? n'était-ce pas le peuple ? et vous le priviez de ses joies, de ses entrailles, de ses souvenirs ! Rien ne fut épargné ; et les religieux dans les monastères, comme au moyen

âge, purent écrire ce que les ancêtres consignaient aux antiques chroniques, quand les Barbares avaient ravagé les couvents : « Le jour de la fête des apôtres Pierre et Paul, les Normands et les Hongres dévastèrent la cité et le monastère, ils en pillèrent les reliques; ces Barbares emportèrent avec eux les vases sacrés et les ornements des autels. » Ces flétrissures-là restent sur une armée et sur ses chefs, quand les passions politiques sont éteintes, et les morts froids dans le tombeau.

La prise d'Ancône et de Notre-Dame-de-Lorette avait jeté la plus profonde terreur au milieu de la cour pontificale. Bonaparte victorieux s'avancait sur Macerata et Foligno; les Apennins franchis, Rome était perdue : que pouvait opposer le saint-père à ce torrent dévastateur descendu de la montagne? Les souvenirs d'Attila se reproduisaient à tous les esprits; mais Attila lui-même n'avait-il pas passé comme un torrent? Ce Bonaparte, contempteur du Christ et des hommes, ne s'apaiserait-il pas? La colère de Dieu serait-elle inflexible?

Déjà les archives de Rome étaient évacuées, lorsque le saint-père, sur le conseil du cardinal Mattei, écrivit directement au général une lettre aussi digne que ferme : donnant son salut et sa bénédiction apostolique à son cher fils Bonaparte, et désirant terminer les différends avec la république française, le souverain pontife députait auprès du général les cardinaux Mattei, Galeppi, le duc Braschi, son neveu, et le marquis Camille Massimi, chargés de ses pleins

pouvoirs, afin de conclure un arrangement de justice et de convenance; et telle était la foi que le saint-père avait dans le général en chef, qu'il ne quittait même pas Rome, menacée par les Français (1). Confiance sainte et modeste que le pontificat avait en lui-même! La papauté, vieille institution, avait passé à travers mille secousses infinies; le pape savait bien que l'orage se calmerait, et que ces hommes, un jour accablés par l'âge et les remords, s'agenouilleraient à ses pieds pour demander l'absolution. Charlemagne

(1) *Lettre du pape à Bonaparte.*

Pie P. P. VI.

« Cher fils,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends actuels avec la république française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, et Monseigneur Galeppi, et deux séculiers, le due don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Camille Massimi, lesquels sont revêtus de nos pleins pouvoirs pour concerter avec vous, promettre et souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout temps. Assuré des sentiments de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenus de tout déplacement de Rome, et par là vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an vingti-deuxième de notre pontificat.

« Signé : Pie P. P. VI. »

les valait tous, et le grand empereur avait baisé de ses lèvres le marbre de la basilique de Saint-Pierre, comme Charles-Quint, le maître du monde, après le sac de Rome, était allé cacher ses remords dans la solitude d'un cloître.

Bonaparte accueillit avec une convenance extrême les ouvertures du saint-père; il y avait au fond de son âme un principe profondément religieux : on n'accomplit pas de larges desseins sans qu'une pensée de religion ne vienne vous illuminer soudainement. L'ambassadeur de Naples avait voulu intervenir; Bonaparte repoussa cet intermédiaire en termes fermes, impératifs; lui seul voulait dicter les conditions, dures, impératives (1), et dans le traité de Tolentino le pape reconnaissait le comtat d'Avignon comme partie intégrante de la république française, et de plus il cédait à la France Bologne, Ferrare et la

(1) La paix fut signée le 19 février 1797, à Tolentino. Le pape la ratifia de sa main en ces termes : « ...Lo abbiamo accettato, approvato, ratificato et confermato, come in effetto lo accettiamo, approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo, sulla nostra fede e parola, di eseguirlo e di osservarlo, e di farlo inviolabilmente eseguire ed osservare in ogni punto ed articolo, e di giammai contravvenirvi, e non permettere che direttamente o indirettamente vi si contravvenga in maniera alcuna, persuasi che ugualmente sarà eseguito ed osservato nello stesso modo dalla repubblica francese e dal generale ed agente di sopra nominato. In fede di che, abbiamo firmata di nostra mano la presente approvazione, accettazione, ratifica, conferma, e comandato che vi si apponga il nostro pontificio sigillo. Dato dal Vaticano, questo dì 23 febraro 1797.

« Firmato : Pius P. P. VI. »

Romagne. Ancône restait au pouvoir des républicains jusqu'à la paix générale, comme le point le plus convenablement situé pour défendre l'Italie méridionale contre les projets de l'Autriche; Ancône, sorte de phare jeté sur l'Adriatique, devait surveiller à la fois les projets de l'Angleterre et de la cour de Vienne. On stipulait une contribution de guerre de trente millions, payables de mois en mois dans le trésor de l'armée, et les six premiers douzièmes immédiatement exigibles.

Ce traité conclu, le général Bonaparte se hâta d'écrire à la façon des rois au souverain pontife. Le général remerciait Pie VI de ses expressions bienveillantes; il se félicitait, à son tour, d'avoir fait quelque chose pour le repos particulier de sa Sainteté, l'engageant à se défier de quelques ennemis de la république alors à Rome, ajoutant enfin qu'il envoyait son aide de camp pour lui exprimer sa vénération profonde et son respect filial (1). Dans ces rapports pleins de convenance on reconnaît l'intelligence haute et vaste qui ne se lie que passagèrement à la démocratie,

(1)

Lettre de Bonaparte au pape.

« Très-Saint-Père ,

« Je dois remercier Votre Sainteté des choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle s'est donnée la peine de m'écrire.

« La paix entre la république française et Votre Sainteté vient d'être signée. Je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos particulier.

« J'engage Votre Sainteté à se méfier des personnes qui sont à Rome, vendues aux cours ennemies de la France, ou qui se laissent

pour la dompter ensuite violemment. Bonaparte devait son éducation à un oncle archidiacre ; sa science, à de pauvres minimes ; dans sa famille on s'honorait de compter un saint. Peut-être aussi l'image de Charlemagne lui apparut-elle dans un de ses rêves d'ambition, et le pontife, avec sa grande étole, sa chape et sa mitre d'or, se révéla placé à ses côtés dans Notre-Dame, pour lui ceindre la couronne. Bonaparte, jeune et victorieux, épargna le vieillard à cheveux blancs ; aux jours d'exil, ce fut Rome qui accueillit sa famille et lui donna la dernière bénédiction. Ces respects-là, voyez-vous, portent bonheur à tous.

Venise avait fait sa soumission à la république française ; ses lagunes étaient également fermées aux vaisseaux de l'Autriche et de l'Angleterre ; dans le grand canal, devant la *Dogana* et à la *Giudecca*, on ne voyait cingler que ses propres galères et les navires au pavillon tricolore. Ce n'était point assez pour apaiser l'armée française. Deux choses paraissaient indispensables à Bonaparte, dans la double préoccupation de

exclusivement guider par les passions haineuses qui entraînent toujours la perte des États.

« Toute l'Europe connaît les inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices de Votre Sainteté. La république française sera, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome.

« J'envoie mon aide de camp chef de brigade pour exprimer à Votre Sainteté l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour sa personne, et je la prie de croire au désir que j'ai de lui donner dans toutes les occasions les preuves de respect et de vénération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être,

« Signé : BONAPARTE. »

la guerre ou de la paix avec l'Autriche : la guerre exigeait de l'argent et l'on devait suivre ce système de contributions adopté à l'égard du pape, de la Toscane et de Modène ; les millions devaient s'engouffrer dans les trésors de l'armée et des généraux ravageant les cités comme au moyen âge. Le second système se rattachait à l'hypothèse d'une paix définitive avec l'Autriche, et ici venait tout naturellement la pensée d'une compensation territoriale. Si l'Autriche cédait la Belgique, consentait à l'organisation du Milanais en république, il lui fallait de toute nécessité des terres, des villes en échange : où les chercher, si ce n'est dans les États pontificaux, dans les légations de Bologne ou de Ferrare, ou sur le territoire de la terre-ferme de Venise ? Cette nécessité était parfaitement comprise par le directoire défendant au général de prendre à l'égard de ces gouvernements aucune résolution définitive.

L'Autriche elle-même profitait des événements avec une haute habileté : les compensations sur l'Adriatique allaient admirablement à ses desseins d'avenir, et dès lors elle laissait faussement s'engager la république de Venise. Cette république, toute désorientée par les orages qui grondaient en Italie, ne savait ni les résolutions à prendre, ni la marche qu'elle devait suivre. Ce n'était pas la première fois dans son histoire qu'elle voyait l'ennemi à la face de ses lagunes : les Allemands, les Turcs, les Français eux-mêmes, avaient menacé ses possessions continentales ; mais alors Venise était dans sa force, et en ce temps on se

sauve toujours, car la force, c'est la jeunesse des États. Aujourd'hui quelle serait sa résolution à la face des projets de l'armée française? Ainsi que Rome, Venise avait été parfaitement renseignée sur les desseins du directoire à son égard; elle savait aussi que l'Autriche désirait l'absorber comme compensation, et que, pour tout cela, on ne cherchait qu'un prétexte.

Dans le dessein de détourner la tempête, elle ouvrit partout des négociations; son trésor était riche, on devait savoir l'employer pour éviter la ruine. A Paris, l'envoyé de Venise, le sénateur Querini fit pressentir Barras : que désirait-il pour sauver cette république antique, reconnaissante et dévouée? Le directoire exécutif exigeait au préalable six millions en sequins, dont il avait besoin pour le mouvement militaire préparé au 18 fructidor, et la négociation en resta là. Dans ce victorieux essor que donnait Bonaparte aux événements, c'était sous la tente que se décidait la destinée des États d'Italie; pénétré de cette pensée, le sénat de Venise députa auprès du général en chef le sénateur Battaglia, les mains pleines d'or et de promesses. Bonaparte l'accueillit bien, mais avant tout, il exigea que la république se prononçât immédiatement contre l'Autriche. « Les Turcs et les Vénitiens, dit-il, me paraissent les deux instruments appelés à détruire la maison impériale. » Était-il de bonne foi en ses paroles, ou bien ne voulait-il que neutraliser les efforts des Vénitiens dans la guerre actuelle?

On négociait, et un mouvement plus grave, plus sérieux, éclatait tout à coup dans les États de terre-

ferme de Venise. L'organisation d'une république lombarde avait donné une force considérable, une puissance immense à la démocratie italienne s'exprimant par la parole des clubs, et ces clubs s'étaient mis en correspondance avec d'autres sociétés politiques qui dominaient le Véronais, le Bergame et tout le territoire voisin. Le projet était donc de préparer un soulèvement démocratique contre la vieille constitution pour bouleverser le gouvernement du sénat; une fois le conseil des Dix brisé, la France pourrait disposer des riches lambeaux de la robe ducale au profit de l'Autriche dans un traité définitif, et les faire servir de compensation. Ce plan machiavélique fut mis à exécution avec ensemble : le parti démocratique éclata; l'étendard de Saint-Marc fut renversé par quelques réfugiés du Milanais, du Véronais; les patriotes comme partout perdaient la patrie.

Le général Bonaparte laissait cette ivresse se grandir en orgie : il avait ses desseins (1). Quand le sénat vint se plaindre auprès de lui de ce que les Lombards, les Milanais, unis à des républicains français, avec Landrieux à leur tête, soulevaient les sujets de Venise, le général répondit qu'il ne pouvait rien; que c'était

(1) *Dépêche confidentielle du ministre à Venise, Lallemand, à Bonaparte (17 mars 1797).*

« Le gouvernement de Venise est dans la plus grande consternation : il a expédié, hier au soir, un courrier à Paris, et M. Pezaro est chargé d'aller vous porter lui-même ses représentations. Ce député tient à son pays et à la forme de son gouvernement : hors de là, vous le trouverez, mon général, toujours porté à faire pour

une question d'État à État, des Lombards contre les Vénitiens, comme cela s'était toujours vu; que, du reste, le sénat était parfaitement maître de réprimer la sédition violente; qu'il avait ses Esclavons dévoués, et pouvait les envoyer contre Vérone. En résumé, le résultat désiré par Bonaparte était obtenu : il avait peur que Venise ne se liguât étroitement avec le cabinet de Vienne, et il jetait le désordre dans la population, de manière à absorber les forces de Venise; et cette guerre civile préparait ensuite la décadence et la ruine des institutions de la république; de sorte que cet État morcelé pourrait être cédé en tout ou en partie à l'Autriche comme compensation. Venise ainsi que Rome paraissait à Bonaparte une chose morte, et qui ne pouvait plus servir que d'indemnité dans un partage. Cette situation a besoin d'être parfaitement appréciée au moment où le général en chef développe son plan de campagne contre les Autrichiens.

Depuis la dernière retraite de l'armée du feld-marchal Alvinzi, Mantoue ne pouvait plus résister à une armée si fière, si considérable que celle de France, conduite par un général de la grandeur et de la ténacité de Bonaparte. Deux choses paraissent plus spé-

vous tout ce que vous exigerez qui ne compromettra ni ce qu'il appelle ses sujets, ni leur tranquillité. Au reste, la république de Venise touche à sa fin : le gouvernement n'a pas plus de ressorts; les peuples sont arrivés au mépris, et il ne faut plus qu'une étincelle pour allumer l'incendie. On ne nous aime pas; mais le mot de liberté que nous prononçons avec enthousiasme retentit partout, et les vieux aristocrates ont beau proclamer leurs vieilles habitudes, ils ne font que précipiter le moment de leur chute. »

cialement dramatiques dans cette période de la campagne d'Italie : c'est le caractère de Wurmser et cette longue résistance de Mantoue pendant presque toute une année. Autour de cette place les grands coups se donnent, et la cité immobile au milieu de son lac devient, comme l'Illion d'Homère, le but de tous les efforts dans des combats de géants. Les Autrichiens s'agitent pour sauver Mantoue, c'est leur but unique, toute la préoccupation de leurs manœuvres (1). Bonaparte également dans toute sa stratégie n'a d'autre pensée que de s'emparer de Mantoue; s'il y parvient, l'objet de la guerre est réalisé; on pourra dicter les conditions de la paix. « A quand la reddition de Mantoue? » c'est ce que le directoire écrit au général

(1) *Lettre adressée au maréchal Wurmser à Mantoue, interceptée par Bonaparte.*

« Trente, 13 décembre 1796.

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre à Votre Excellence, littéralement et dans la même langue que je les ai reçus, les ordres de Sa Majesté en date du 5 de ce mois.

.....

« Vous aurez soin d'avertir sur-le-champ le maréchal de Wurmser... pour ne pas discontinuer ses opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de sa valeur et de son zèle qu'il défendra Mantoue jusqu'à toute extrémité; que je le connais trop, ainsi que les braves officiers généraux qui sont avec lui, pour craindre qu'il se rende prisonnier, surtout s'il s'agissait de transporter la garnison en France au lieu de la renvoyer dans mes États; je désire que dans le cas qu'il fût réduit à toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressource pour la subsistance, il trouvât les moyens, en détruisant autant que possible ce qui, dans Mantoue, serait de préférence utile

en chef, car Bonaparte renvoie ses desseins définitifs sur l'Italie après cet événement décisif.

Ce caractère de Wurmser, je le répète, a de la grandeur : voyez ce vieux général, qui a commencé au service de France pendant la guerre de Sept-Ans ; il a conduit de fortes armées, il est aimé des soldats ; les grenadiers hongrois, les chasseurs tyroliens, le considèrent comme leur père ; la fortune le jette dans Mantoue sans qu'il ait été précisément vaincu ; il s'y défend héroïquement, et ce n'est que parce que la famine le ronge, qu'il rend cette place, puissant boulevard du Tyrol. Aussi jeunes hommes de l'armée d'Italie, officiers de vingt-cinq ans, respectez ce noble vieillard ; qui sait ce que vous réserve la fortune à quelques dix années de là ? vous aurez aussi vos jours

à l'enemi et en emmenant la partie des troupes qui sera en état de le suivre, de gagner et de passer le Pô, de se porter à Ferrare et à Bologne, et de se rendre, en cas de besoin, vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de ce côté très-peu d'ennemis, de la bonne volonté pour l'approvisionnement de ses troupes, pour lequel, au besoin, il fera usage de la force, ainsi que pour surmonter tout autre obstacle. »

« *Signé : FRANÇOIS.* »

« Un homme sûr, cadet du régiment etc., remettra cette dépêche importante à Votre Excellence. J'ajouterai que la situation actuelle et le besoin de l'armée ne permettent pas de tenter de nouvelles opérations avant trois semaines ou un mois, sans s'exposer au danger de ne point réussir. Je ne puis trop insister près de Votre Excellence, afin qu'elle tienne le plus longtemps possible à Mantoue... l'ordre de Sa Majesté lui servant d'ailleurs de direction générale. Dans tous les cas, je prie Votre Excellence de m'envoyer de ses nouvelles par des moyens sûrs dont je puisse me servir pour correspondre avec elle.

« *Signé : ALVINZI.* »

de défaites et de capitulations, vos infortunes de guerre; et alors vos fronts seront chauves, sillonnés par le malheur! oh! ne raillez pas les vieillards!

La prise de Mantoue laissait au général en chef Bonaparte le développement de toutes les manœuvres, et il n'hésita point à fortement tracer son plan de campagne, en se portant en droite ligne sur Vienne. A cet effet, deux routes lui étaient ouvertes : l'une par le Tyrol en longeant le lac de Garda par Trente, Insprück, Salzbourg et Lintz; la seconde par les Alpes Noriques, Trieste, Goritz et Laybach. La première voie, plus directe et plus militaire pour assurer ses communications par Munich sur le Rhin, offrait la difficulté d'une route taillée à pic dans des défilés, au milieu de cette population des Tyroliens si profondément dévoués à la maison d'Autriche; la voie des Alpes Noriques paraissait à Bonaparte moins semée de dangers, au milieu de la grasse Styrie et de la Carinthie, pays pleins de ressources. Quant aux communications, le général si hardi, si téméraire, en prenait peu de soin; ne s'inquiétant que de l'ennemi qu'il avait en face, il croyait avoir fixé la victoire et la fortune capricieuse; pour lui, chaque campagne fut un jeu de hasard jusqu'à l'irréparable désastre de Moscou. Bonaparte s'inquiétait peu de ses derrières; il croyait lâche et indigne de détourner la tête, marchant toujours sur les capitales pour en finir.

Après la prise de Mantoue (1), la belle armée répu-

(1) Mantoue se rendit le 2 février 1797. La capitulation portait que la garnison sortirait avec tous les honneurs de la guerre, se

blicaine toute disponible, animée par une de ces proclamations antiques, un peu fanfaronne, mensongère et insultante pour l'empereur, se déploya dans l'ordre suivant : toutes les troupes placées sous les ordres de Bonaparte depuis l'arrivée des divisions Bernadotte, Delmas et Baraguay-d'Hilliers, formaient un complet de quatre-vingt-deux mille hommes d'excellents soldats ; les demi-brigades présentaient un effectif de deux mille sept cents à trois mille hommes pleins d'énergie. Le plan d'invasion conçu par le général en chef reposait sur de vastes proportions : trois grands corps devaient simultanément agir ; lui, avec les vieilles divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau, fort de quarante-deux mille hommes, devait déboucher par le Frioul et se porter sur la route de Laybach ; Joubert, à la tête de trois autres divisions, devait balayer le Tyrol, puis, à travers les montagnes, joindre le corps principal à Klagenfurth pour rentrer dans la marche commune. Enfin, un troisième corps, destiné à former la base d'opération, devait

constituerait prisonnière, mais à condition de se rendre dans le Frioul pour y être échangée contre un pareil nombre de soldats français. Le maréchal Wurmser et sa suite, les officiers généraux, ceux de l'état-major, deux cents hommes de cavalerie et cinq cents hommes au choix du feld-maréchal resteraient libres ; le général français accorderait au général autrichien cent chariots qui ne seraient pas visités. » Bonaparte trouva à Mantoue cinq cents bouches à feu, dix-sept mille fusils, cinq cent vingt-neuf mille livres de poudre, cent quatre-vingt-sept mille boulets, quatorze mille bombes, une quantité considérable d'obusiers, de pièces de campagne, de chariots, de caissons et des artifices de tous les genres.

être placé sous le général Victor, pour observer Venise et les insurrections murmurantes. Ce plan était hardi, et jamais expédition ne fut plus exposée à de plus irréparables revers ; mais le général avait foi dans sa fortune.

A Vienne, la prise de Mantoue avait produit la plus funeste impression : on avait tout fait pour éviter ce fatal événement, désormais irrévocablement accompli ! Comme il arrive toujours, le conseil aulique rechercha après coup les causes des tristes revers du feld-maréchal Alvinzi : que de fautes, de lâchetés, de trahisons d'état-major, on aperçut, hélas ! trop tard ! Le conseil destitua, exila des officiers ; on ne mit pas en doute que le plan de campagne du feld-maréchal Alvinzi n'eût été vendu à Bonaparte (1). A quoi ser-

(1) Dans un rapport confidentiel du conseil aulique à l'Empereur, on lisait :

« Il semble malheureusement qu'il y ait une espèce de fatalité attachée à nos opérations en Italie... Mais cette fatalité consiste principalement en ce que tous les plans de nos généraux conçus pour y réussir, sont constamment connus de l'ennemi avant leur exécution. C'est la trahison qui a fait manquer l'année dernière les combinaisons du maréchal Wurmser ; c'est encore la trahison qui paraît avoir plongé le général Alvinzi dans le même malheur. Une estafette arrivée ici de sa part l'annonce. Des déserteurs ont trahi les opérations projetées. Le général Bonaparte dit lui-même dans son rapport que « différents indices lui firent connaître le véritable projet de l'ennemi. » Quant aux derniers événements, il est de fait que ce ne fut que le 4 janvier que le général Alvinzi reçut de Vienne l'ordre pour exécuter le plan d'attaque conçu dans la vue de délivrer Mantoue, et que, dès le 2 janvier, tout ce plan se trouvait, par l'ordre du général Bonaparte, dans la *Gazette de Milan*. »

vaient toutes ces dissertations, quand l'événement était si parfaitement fini? Le mieux était de prendre des précautions pour l'avenir et d'organiser un énergique plan de défense, et, dans ce dessein, l'archiduc Charles fut placé à la tête du corps d'armée destiné à défendre la monarchie autrichienne contre la terrible invasion de Bonaparte.

L'archiduc n'avait pas d'armée quand il vint à Insprück arrêter ses bases d'une campagne; il comptait à peine sous les drapeaux trente-cinq mille hommes; mais il attendait de grands renforts : la Hongrie, le Tyrol, se levaient en masse; trente bataillons arrivaient du Rhin par la Bavière. Immédiatement l'archiduc Charles conçut un magnifique dessein; il connaissait le génie intrépide de l'adversaire qu'il avait à combattre, marchant toujours en avant, parce qu'il était trop fier pour regarder en arrière; dès lors l'archiduc l'attirerait au centre même de la monarchie; chaque pas que Bonaparte ferait en avant serait une cause de faiblesse pour lui et un motif de force pour l'Autriche activant les recrues et les levées en masse; on opposerait quatre-vingt mille hommes devant Vienne aux Français, et derrière eux se dresseraient formidables les insurrections armées du Frioul, de Venise, de Vérone et du Tyrol. Pour délivrer les soldats d'Italie de cette fatale situation, il aurait fallu que les armées du Rhin et de la Moselle vinssent joindre Bonaparte, et elles n'avaient pas fait un seul mouvement depuis leur retraite précipitée. Je ne pense pas que jusqu'à la campagne de Moscou, Bonaparte

se soit jamais trouvé dans une position plus précaire et plus compromise que durant sa marche à travers la Carinthie.

On le vit bientôt par l'échec du corps expéditionnaire de Joubert destiné à traverser le Tyrol pour former l'aile gauche de Bonaparte : il avait poussé devant lui les Autrichiens du général Laudon qui, simulant une retraite, l'attirèrent jusqu'à Brixen ; là, tous les pics parurent hérissés de montagnards à la longue carabine, défendant à outrance chaque passage étroit, chaque défilé. Joubert, officier intrépide, dut néanmoins s'ouvrir une route pour marcher sur Klagenfurth ; il y arriva tardivement, après avoir essuyé d'immenses pertes, et cette marche sur sa droite laissa Laudon et ses Tyroliens maîtres du terrain ; ils descendirent comme un torrent jusqu'à Vérone, insurgant tout le pays ; les cloches sonnèrent le tocsin, les cris de *mort aux Français !* se firent entendre, et le corps de Victor fut fort étonné d'être pris en flanc par quinze mille hommes de troupes régulières et par une population entière soulevée.

Sur l'aile droite, la crise était plus violente encore. Les Croates, les Esclavons, marchaient sous la bannière de l'Autriche avec un indicible enthousiasme. Jamais mouvement de peuple n'avait été plus unanime contre des étrangers qui venaient souiller son territoire. Par cette terrible insurrection, le corps de Victor fut complètement annulé et la terre trembla sous les pas de Bonaparte. Il s'avancait avec son génie aventureux, toujours sûr de la victoire, sa maîtresse

fidèle ; il salua l'antique Aquilée, Trieste fut occupé , puis après Trieste, Laybach : à Klagenfurth, joint par Joubert épuisé de fatigue, il jeta les yeux sur sa propre situation : son génie habile et puissant avait deviné le plan de l'archiduc, le même que celui qui avait brisé l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan. Bonaparte était au milieu des États autrichiens avec une armée de quarante mille hommes, et l'archiduc venait de recevoir ses renforts ; à chaque pas en avant des Français, l'Autriche grandissait son armée, car elle se recrutait par les États héréditaires ; ce n'est pas toujours parce qu'on marche en avant qu'on est le plus fort. Bonaparte était entouré par ses flancs, à sa tête, sur ses derrières, et avant d'arriver au Danube il était perdu, car il fallait à Moreau au moins un mois pour lui porter secours. Après l'examen de cette situation si menacée, si périlleuse, il résolut d'écrire directement à l'archiduc Charles, comme le directoire avait écrit à l'empereur pour lui demander une suspension d'armes et un traité de paix (1). Lui naguère

(1) *Lettre de Bonaparte à l'archiduc Charles* (de Klagenfurth, 31 mars 1797).

« Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à Sa Majesté l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée ; n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger ? Vous, monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous

si arrogant, si fier envers l'empereur et la maison d'Autriche dans ses proclamations, parle dans cette lettre un langage digne des adversaires auxquels il s'adresse : c'est de la grandeur et de la modestie. Bonaparte sent qu'il est compromis ; il a voulu étonner en marchant sur Vienne, c'est son système, sans savoir que souvent dans cet éclat de la reddition d'une capitale se trouve le péril. A cette démarche pour la paix, l'archiduc Charles répondit modestement qu'il partageait le désir d'une pacification exprimée par le général Bonaparte, et qu'il allait transmettre sa lettre à la cour de Vienne. A la suite de ces premiers pourparlers, un armistice de dix jours fut convenu, et les deux armées purent se reposer de leurs fatigues, avec

décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, monsieur le général, que j'entende par là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais, dans la supposition que des chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je croirai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Réponse de l'archiduc Charles.

« Assurément tout en faisant la guerre, monsieur le général, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire ainsi que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de seruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de Sa Majesté l'Empereur, d'aucuns pleins pouvoirs pour traiter, vous trouverez naturel,

le dessein peut-être de se préparer toutes deux à de nouvelles hostilités.

Il faut rappeler que plusieurs tentatives de pacification avaient été faites dès le commencement de la campagne; la Prusse, toujours impatiente de grandir son importance, s'était posée comme intermédiaire à diverses reprises, et même le marquis de Lucchesini, sous prétexte d'un voyage à Lucques pour y visiter sa famille, s'était rendu au quartier général de Bonaparte afin d'y essayer quelques négociations intimes. A cette époque d'orgueil et de victoire, le général lui répondit en souriant qu'il croyait que la Prusse se contentait d'être neutre, sans témoigner la bienveillance d'un allié à la république, et tout fut ainsi rompu.

monsieur le général, que je n'entre avec vous en aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour un objet d'une aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort... »

L'armistice fut signé le 7 avril.

« Indembourg, 7 avril 1797.

« Sa Majesté l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe et de terminer une guerre qui déssole les deux nations;

« En conséquence de l'ouverture que vous avez faite à Son Altesse Royale par votre lettre datée de Klagenfurth, Sa Majesté l'empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur cet objet d'une si haute importance.

« Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadés de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, Son Altesse Royale désire une suspension d'armes de dix jours, afin

Le jour des périls étant arrivé, le général dut se montrer plus traitable. Il y avait à Vienne deux opinions bien marquées : l'une qui tendait à la paix immédiate, et le baron de Thugut était venu à cette opinion; l'autre qui, fidèle à l'alliance anglaise, ne voulait pas se séparer de cette puissance dans les négociations de la paix ou de la guerre; et sir Morton Eden avait ordre de son gouvernement d'appuyer cette opinion par tous les sacrifices. Mais après tant d'efforts violents, le parti de la paix avait pris le dessus, et M. de Thugut jeta quelques idées susceptibles de vivement frapper le cabinet de l'Empereur. « Les Pays-Bas, dit-il, sont depuis trois ans réunis de fait à la république française; quel espoir reste-t-il de les recouvrer ? et même dans cette hypothèse, serait-il

de pouvoir avec plus de célérité parvenir à ce but désiré, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations soient levés, et que tout concoure à établir la paix entre les deux grandes nations.

« *Signé* : Le comte de BELLEGARDE, lieutenant général ;
MEERFELDT, général major. »

Réponse de Bonaparte (datée du même jour).

« Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française ; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée et si utile aux deux peuples, je consens sans peine à vos désirs.

« La république française a manifesté souvent à Sa Majesté le désir de mettre fin à cette lutte cruelle ; elle persiste dans les mêmes sentiments ; et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie entre la république française et Sa Majesté.

« *Signé* : BONAPARTE. »

bien utile à l'Autriche de les obtenir de nouveau, éloignés comme ils sont de son centre, et toujours portés à la sédition et à la révolte ? Chaque fois que la France sera forte, elle pourra conquérir ces terres qui forment comme la limite naturelle du Rhin. Le Milanais est également occupé par les Français, mais d'une manière plus précaire ; qu'ils le constituent en république, en État libre, peu importe, ils ne le garderont que par la victoire ; à leurs premiers revers, l'Autriche reprendra ses droits comme après les campagnes de Louis XII, de François I^{er}, et du maréchal de Maillebois dans les temps plus modernes. Le principe de l'indemnité pour l'Autriche une fois admis, il faut l'appliquer à des territoires qui désormais ne puissent plus en être séparés. Venise est un gouvernement mort, les Français le brisent eux-mêmes, et pourquoi ne céderaient-ils pas à l'Autriche comme indemnité la terre ferme de Venise, l'Istrie, la Dalmatie, qui lui donneraient une si belle frontière sur l'Adriatique ? Ces terres invariablement réunies à la monarchie autrichienne, la victoire pourra lui rendre le Milanais dans une ou deux campagnes. » Ce plan remarquablement exposé fut admis par le cabinet de l'Empereur comme base des négociations.

En conséquence des ouvertures de Bonaparte et de l'armistice qui en avait été la suite, l'Autriche témoigna le désir de préparer des conférences. Il venait d'arriver de Naples un homme tout entier dans la confiance de l'impératrice, au reste fort habile, le

marquis de Gallo (1); et comme si c'était par hasard qu'il traversait le quartier général des Français, il demanda une audience au général en chef. Bien accueilli par Bonaparte qui voulait alors ménager Naples, il ne dissimula pas la mission pacifique dont il était chargé. Un peu blessé d'abord de ce qu'on ne lui avait pas envoyé un ministre autrichien (2), M. de Cobentzl, le comte de Lerbach ou le baron de Thugut même, Bonaparte témoigna quelque mécontentement; mais il fut bientôt calmé quand le marquis de Gallo lui dit que, diplomate de confiance de l'Empereur et de l'impératrice, il avait les pouvoirs les plus étendus: « D'abord, les rives du Rhin à nous, n'est-ce pas, *carissimo marchese*? — *Siguro*, répondit M. de Gallo, *ma, illustrissimo generale, che compensazione?* »

(1) Le marquis Marzio Mastrilli de Gallo, né en Sicile, à Palerme, en 1733, vint fort jeune à la cour de Naples, et parvint aux premiers postes de la diplomatie; il avait amené à Vienne la princesse napolitaine, devenue impératrice, et il y résidait depuis comme ambassadeur du roi de Naples.

(2) « A Léoben, le 13 avril, eut lieu la première entrevue du marquis de Gallo avec Bonaparte, qui, bien au fait de toutes les circonstances secrètes de la négociation, et se promettant d'en tirer bon parti en recevant M. de Gallo, lui demanda d'abord qui il était. Le courtisan favori lui répondit qu'il était le marquis de Gallo, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de lui faire quelques ouvertures. « Mais, dit le jeune général, votre nom n'est point allemand? » — « Il est vrai, répond M. de Gallo, je suis ambassadeur de Naples. » — « Et depuis quand, répliqua sèchement Bonaparte, ai-je à traiter avec Naples? L'Empereur n'a-t-il donc plus chez lui aucun des négociateurs de la vieille roche? Toute l'aristocratie de Vienne est-elle éteinte? »

Ici le marquis de Gallo développa son plan sur la possession de la terre ferme de Venise, partagée par le lac de Garda, Mantoue et Vérone à l'Autriche. « Quel est votre intérêt, général? Évidemment de nous éloigner le plus possible de votre contact; en nous cédant ces terres, vous faites de l'Autriche presque une puissance orientale. — Marquis, c'est un beau lot, répliqua Bonaparte, et je pense comme vous que Venise est morte; d'ailleurs, elle nous a insultés, menacés; le Milanais aux Cisalpins, n'est-ce pas? — Aux Lombards, c'est-à-dire à vous, répliqua le rusé marquis; eh bien, oui! jusqu'à ce que fatigué de votre démocratie, vous vous ressouveniez, général, qu'il y eut en Italie une seigneurie des Bonaparte; et l'Autriche aimerait à le reconnaître. » Cette parole n'était pas jetée en vain par l'habile négociateur: elle allait au cœur de Napoléon. De conférence en conférence on en vint à signer secrètement et presque aussitôt les préliminaires de Léoben (1): l'Autriche reconnaissait les frontières de la république française dans les limites fixées par l'acte

(1) Le 17 avril, le général Bonaparte et le marquis de Gallo signèrent à Léoben les préliminaires de la paix, portant pour conditions principales: 1^o Renonciation de la part de l'Autriche à tous droits sur les provinces belgiques réunies à la France, et reconnaissance des frontières de la république, fixées par les lois constitutionnelles; 2^o réunion d'un congrès pour traiter de la paix avec l'empire d'Allemagne, en prenant son intégralité pour base; 3^o renonciation de l'Autriche à ses possessions en deçà de l'Oglio, et cession, en échange, de la partie des États vénitiens située entre cette rivière, le Pô et la mer Adriatique, et de plus la Dalmatie vénitienne et l'Istrie; 4^o cession aussi à l'Autriche, après la ratifica-

constitutionnel, c'est-à-dire le Rhin ; on laissait à un congrès le soin de décider le sort de l'Allemagne, les questions d'indemnités, de sécularisations et de fiefs ; on céda à l'Autriche tous les États de Venise depuis l'embouchure du Pô jusqu'à la mer Adriatique, avec l'Istrie et la Dalmatie. Après la ratification du traité, les Français remettraient Mantoue, Nova et Peschiera à l'Autriche, qui reconnaîtrait en échange la république cisalpine.

Je ne sache pas dans l'histoire de conventions plus utiles à l'Autriche que les articles de Léoben : que cédaient-elle en effet ? les Pays-Bas ? ils n'étaient plus en son pouvoir depuis trois ans ; le Milanais ? il était conquis. En échange, elle recevait une population de trois millions d'âmes, de magnifiques ports de mer, la possession, pour ainsi dire, de l'Adriatique ; et il fallait que Bonaparte fût dans une position militaire bien désespérée pour signer de tels préliminaires, ou que la diplomatie autrichienne eût déployé d'admirables facultés d'esprit.

Aussi voit-on Bonaparte fort embarrassé d'expliquer ce traité au directoire dans ses dépêches confidentielles (1) : il n'a point dicté les conditions ; si sa

tion du traité définitif, des forteresses de Palma-Nova, de Mantoue, de Peschiera ; 5^e la Romagne, Bologne et Ferrare, destinées à indemniser la république de Venise ; 6^e reconnaissance par l'Autriche de la république cisalpine, formée des provinces qui lui ont été enlevées.

(1) *Dépêche de Bonaparte au directoire* (19 avril).

« ...D'ailleurs nous ne devons pas nous dissimuler que, quoique

position était brillante, elle n'avait rien de solide ; on se levait en masse autour de lui ; il a signé ces articles forcément ; il ne veut plus rester en Italie, il demande à retourner à Paris. D'où vient cette anxiété de Bonaparte ? C'est qu'en effet les articles préliminaires lui ont été imposés par des circonstances impérieuses, par une position militaire compromise ; on va jusqu'à dire qu'il était perdu sans cela.

En outre, le marquis de Gallo s'est ouvert à lui avec toute la chaleur italienne ; il lui répète avec cet accent de Naples qui tient du lazzarone : « *Ma, illustrissimo generale, non è più il tempo del guelfo et dei ghibellini ; pourquoi tant haïr l'Autriche ? l'Imperatore fa i feodali,*

notre position militaire soit brillante, nous n'avons pas dicté les conditions. La cour avait évacué Vienne ; le prince Charles et son armée se repliaient sur celle du Rhin ; le peuple de la Hongrie et de toutes les parties des États héréditaires se levait en masse, et même dans ce moment-ci, leur tête est déjà sur nos flancs... Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'ouvriraient sérieusement, j'ai expédié un courrier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de vos instructions dans un objet aussi essentiel, s'en serait mieux acquitté que moi ; mais lorsque après dix jours j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à presser, j'ai dû laisser tout scrupule et j'ai signé. Vous m'avez donné pleins pouvoirs sur toutes les opérations diplomatiques ; et dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'Empereur, sont devenus une opération militaire... La calomnie s'efforcera en vain de me prêter des intentions perfides ; ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant, vous devez sentir que je dois partir de l'Italie, et je vous demande avec instance de renvoyer, avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France... »

et vous êtes digne de porter une belle couronne ducal. » Les allèchements et les craintes ont donc déterminé Bonaparte à la signature des préliminaires de Léoben ; le cabinet de Vienne savait bien que ces préliminaires ne résolvaient qu'une chose , l'échange de la Belgique dont il ne voulait plus, contre les terres de Venise si admirables pour la monarchie autrichienne. Sur tout le reste, rien n'est décidé , la république cisalpine sera brisée comme une chose puérile à la première campagne heureuse ; dans le congrès d'Allemagne on pourra tout brouiller et recommencer la guerre. Léoben n'est au fond qu'une trêve richement payée par le don de l'Adriatique. La république française n'aura-t-elle pas ses revers à l'extérieur , comme elle a ses crises intérieures ?

CHAPITRE XLV.

LUTTE DU ROYALISME ET DE L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE.

JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR.

Situation des jacobins aux armées, — à l'intérieur. — Le directoire. — Renouvellement électoral. — Majorité royaliste. — Pichegru. — Willot. — Changement de ministère. — Parti de Mme de Staël. — M. de Talleyrand aux relations extérieures. — Opinion de Fouché. — Rapports du directoire avec l'armée. — Jacobins à Paris. — Les royalistes. — Faute de leur organisation. — Médiocrité de leurs moyens. — Le général Augereau. — Confiance. — Préparatifs du 18 fructidor. — Les deux conseils épurés. — Violences. — Esprit du jacobinisme. — Proscription. — Effets de cette journée sur l'armée. — Dictature de Bonaparte.

Mai—septembre 1797.

La tendance invincible de tout gouvernement est de revenir à son principe et de se retremper dans sa nature; un moment s'il peut s'en écarter par des causes extraordinaires, par des nécessités instantanées, il retourne aussitôt à la force qui l'a produit; or, les principes du gouvernement directorial, c'était la révolution; vouloir lui donner une autre empreinte, c'était

une folie; nous portons tous dans notre cœur la cause qui nous fait vivre et mourir. L'esprit du jacobinisme constituait donc la force du directoire, et cet esprit, je l'ai dit, ce n'était pas la liberté, mais une certaine énergie de volonté susceptible de briser tous les obstacles. Les jacobins, fortement frappés avec Babœuf, avaient cependant un secret penchant pour Barras, Rewbell, Merlin de Douai. Quand on a vécu dans la même atmosphère, on s'en souvient; si la Montagne s'était divisée au 9 thermidor, elle retrouvait son unité quand il s'agissait de lutter contre les royalistes. Les vieux amis de Robespierre, ulcérés sans doute de ce qu'on avait tué l'Incorruptible, ne voulaient pas pour cela accepter le retour du royalisme; il suffisait qu'on leur murmurât à l'oreille le nom du roi, des Bourbons, pour les retrouver dans leur haine native et puissante.

Cet esprit était particulièrement dans l'armée d'Italie; était-ce en vain qu'elle avait jacobinisé le Milanais, le Piémont, le Mantouan? Tous ces généraux, Masséna, Augereau, Lannes, étaient sans-culottes dans la plus large expression du mot, et les adresses, les toasts révélaient la nature jacobine des clubs de Paris. Le directoire, tant il sentait le besoin de se retremper dans cet esprit de la Montagne, avait rappelé autour de lui tous les vieux éléments de l'armée révolutionnaire, Santerre, Tunck, Rossignol (1),

(1) Jean-Antoine Rossignol, né à Paris en 1759, était ouvrier orfèvre, lorsqu'il figura parmi ceux appelés depuis les héros de la Bastille. Dès ce jour, il devint l'un des chefs des insurrections

Pujet-Barbantane, Fournier (1). Ceux-ci correspondaient parfaitement à l'esprit des proclamations de Lannes, s'écriant : « Tremblez, vils soutiens du despotisme, prêtres infâmes, sacrilèges sicaires royalistes, demandez à la terre qu'elle vous engloutisse (2). » Telles étaient les aménités des généraux d'armée de ce temps et leur élégante forme de langage.

populaires; après le 2 juin 1793, il reçut le grade de colonel de la 33^e division de gendarmerie, établie à Niort. Il fut ensuite général en chef de l'armée de la Vendée, puis de celle des côtes de Brest et de Cherbourg. A la suite du 9 thermidor, destitué et décrété d'accusation, il fut amnistié le 26 octobre 1793 (quelque temps avant le 13 vendémiaire). Compris dans la conspiration de Babœuf, il fut acquitté par la haute cour de Vendôme.

(1) Charles Fournier, dit *l'Américain*, né en Auvergne en 1743, révolutionnaire exalté, prit part à toutes les journées sanglantes de la révolution : au 10 août, il commandait une compagnie de Marseillais; et le 9 septembre 1792, chargé de conduire à Paris les prisonniers d'Orléans, il les laissa tous massacrer à Versailles.

(2) *Adresse au directoire exécutif, par la 29^e demi-brigade d'infanterie légère.*

« Citoyens directeurs, de tous les animaux produits par le caprice de la nature, le plus vil est un roi, le plus lâche un courtisan, et le pire de tous un prêtre.

« Quel sentiment a dû animer la 29^e demi-brigade d'infanterie légère, lorsque son oreille a été frappée des cris de la patrie?... Celui d'une vengeance terrible... Quoi! des scélérats marchant, négocient, mettent à prix notre liberté! Il faut un roi, disent-ils; eh bien! va, cours, tu en trouveras en Allemagne et ailleurs. Tu désires un maître; nous n'en voulons d'autres que la loi... Si les coquins qui troublent notre chère France ne sont pas bientôt écrasés par les moyens que vous possédez, appelez l'armée d'Italie, appelez la 29^e légère; elle aura bientôt, à coups de baïonnette, chassé, balayé chouans, carratistes, Anglais, et tout fuira devant

Le directoire, dans ses éléments mitoyens, n'aurait certes pas voulu aller aussi loin ; mais la force des choses l'y poussait. Les principes de sa politique reposaient sur deux bases : les jacobins énergiques, implacables, et le juste milieu révolutionnaire appuyé sur la coterie de Chénier, Ginguené, Daunou, M^{me} de Staël, Benjamin Constant. Ceux-ci avaient peur des montagnards, et certainement, si les hommes de la trempe de Rossignol, de Santerre, étaient revenus aux affaires, ils se seraient cachés ou exilés ; mais ils avaient aussi des haines profondes contre les royalistes, et généralement on pactise plus facilement avec ceux qu'on redoute qu'avec ceux qu'on déteste ; il est rare qu'un parti ne s'arrange pas tôt ou tard avec ceux qui ne font qu'exagérer son principe ; avec ceux qui le nient ou qui le combattent, la transaction est impossible. La majorité du directoire, toute dans le sens révolutionnaire, était en continuelles conférences avec les diverses nuances de son parti, avec les jacobins par Fouché et Tallien. Fouché, au mieux avec Barras, lui conseillait de sortir d'une position si fausse ; il aurait pour cela l'appui de tous les patriotes : n'était-il pas déplorable et niais que ceux qui avaient fait la révolution se trouvassent par le fait exilés de

leurs fronts redoutables. Armés par la justice, notre victoire est certaine. Oui, citoyens directeurs, oui, nous jurons de poursuivre ces faux frères, ces assassins jusque dans la garde-robe de leur digne patron George III, et nous finissons par vous assurer que le club de *Clichy* subira le même sort que celui du *Rinzi*. Vive la république ! » Tel était le beau langage de l'armée d'Italie.

ses bénéfices ? Tallien poussait le directoire à des mesures violentes comme son caractère, et par sa femme, il s'était très-lié avec la coterie de M^{me} de Staël fort avancée dans le mouvement. Cette coterie voulait le pouvoir et visait à gouverner la république en se servant à la fois de tous les partis; elle ne désirait pas d'abord la violence, elle y fut poussée par les événements. M^{me} de Staël, avec son besoin de direction, d'activité et d'affaires, résumait autour d'elle l'école genevoise de M. Necker. Enfin restait l'armée, et l'on voyait avec douleur qu'on ne pouvait pas se passer de son concours; là était le foyer de la force jacobine, les clubs s'y étaient organisés; chaque demi-brigade dissertait sur les affaires publiques : on jugeait le directoire, les conseils, et l'époque des prétoriens arrivait avec ses désordres inévitables.

Les conseils des Anciens et des Cinq-Cents venaient de recevoir le nouveau tiers de ses membres élus sous l'influence des idées réactionnaires; la puissance de la presse et des assemblées primaires avait agi dans tout son essor, et en majorité les révolutionnaires étaient exclus des scrutins nouveaux. Ce résultat d'une si grande netteté avait réveillé au cœur des jacobins leurs idées de coups d'État et de journées violentes; ils sentirent tous unanimement la nécessité d'en finir avec une situation qui les tuait à petit feu, et pour un parti c'est la mort la plus humiliante.

Les nuances qui dominaient dans les conseils se résumaient en deux couleurs : les royalistes purs et les constitutionnels de 1791; les uns, bavards, fanfa-

rons comme toujours, illusionnés, disant leurs projets, croyant triompher du jour au lendemain, à ce point que M. de La Villehurnoy ne demandait que cent cinquante mille francs pour faire proclamer le roi à Paris; les autres, timides, temporisateurs, ne voulant rien faire, rien brusquer contre la constitution; et c'est ce double caractère de parti, faible, décousu, qui donnait tant d'avantage aux révolutionnaires. Quand il ne s'agissait que de sarcasmes amers, de mots spirituels pour blesser les hommes et les caractères politiques, les royalistes étaient parfaits; les journaux chaque matin aiguisaient les haines contre la tyrannie du directoire; Barras, Merlin surtout étaient accablés sous les traits les plus satiriques; les armées et Bonaparte même dans leur gloire n'étaient pas épargnés, ce qui était évidemment fort maladroit. Mais le parti royaliste a plus de répugnances et de haines que d'habileté; il blesse les hommes et ne les attire jamais à lui; à force de dire qu'il ne lui faut que des purs, il ne lui reste que des incapables. Chaque jour, c'était une espérance nouvelle, une illusion, tellement qu'en s'éveillant, tout royaliste croyait Louis XVIII aux portes de la capitale. La première opération du conseil des Cinq-Cents fut de porter le général Pichegru à la présidence, le général Willot à la tête des inspecteurs de la salle, et l'adjudant général Ramel (1) au commandement de la

(1) Jean-Pierre Ramel, né à Cahors en 1770, partit simple soldat dès le commencement de la révolution, et en 1792, il était adjudant général; il servit, en 1794, à l'armée des Pyrénées-

garde du conseil. Pichegru était un peu démoralisé depuis que ses négociations avec le prince de Condé avaient été révélées; Willot, chef des réactionnaires du Midi, était détesté des jacobins qu'il avait destitués, proscrits, exilés. Jamais conjuration n'avait été conduite d'une manière plus inconséquente, plus bavarde, plus fanfaronne et en même temps plus faible. C'était du Fiesque sans énergie, sans grandeur; une vraie parade représentative.

Cependant un premier résultat avait été obtenu par les royalistes et les constitutionnels : ils avaient porté au directoire, à la place de Letourneur, M. Barthélemy (1), le signataire du traité de Bâle, alors encore ambassadeur en Suisse. On n'avait pas d'objection positive contre M. Barthélemy, agent de la république et qui l'avait parfaitement servie; seulement, le directoire le savait au fond partisan d'une restauration royaliste; trop faible pour prendre l'initiative, il l'aidait de son concours. Carnot, par jalousie de Barras,

Orientales, et en 1796, à celle de Rhin-et-Moselle, sous Moreau; puis il fut appelé, en janvier 1797, au commandement de la garde des conseils.

(1) *Lettre de Barthélemy au directoire (juin 1797).*

« Citoyens directeurs, le courrier extraordinaire porteur de la lettre dont vous m'avez honoré le 7, est arrivé ici ce matin au point du jour.

« J'obéis à l'acte du corps législatif qui m'appelle parmi vous. Je ne dois, sans doute, qu'à l'extrême indulgence des représentants de la nation cet éclatant témoignage de leur confiance. Absent de ma patrie depuis trente ans, peu instruit de son administration intérieure, combien je suis effrayé de la tâche qui m'est imposée!

pourrait bien soutenir Barthélemy ; on avait la minorité au directoire, la majorité dans les conseils, la force de la presse, et pour compléter ces positions, on avait besoin du ministère. Les conseils n'attaquaient si vivement le directoire que pour avoir les portefeuilles ; on voulait d'abord que Merlin n'eût plus la justice, mais que la justice eût Merlin (c'était le mot spirituel des royalistes). Charles Delacroix ne paraissait pas complètement dans les opinions de M. Barthélemy, auquel on désirait laisser la dictature des négociations. Ramel, aux finances, leur paraissait déplacé.

Loin de céder à ces clameurs, le directoire, on l'a dit déjà, porta au ministère des esprits plus profondément dévoués à la révolution, plus compromis avec elle, et dès lors la lutte devint vive ; les jacobins reçurent des promesses et des positions. C'est ainsi qu'on attire à soi les partis. Barras écrivit à Bonaparte, à Hoche, le général de la police : « Peut-on compter sur l'armée ? » Il fut répondu : « Oui certainement, contre les royalistes, les émigrés et les prêtres ; elle aura toujours un coup de sabre à donner en souvenir

Mais je ne crois pas que, dans une semblable circonstance, un bon citoyen soit libre de se refuser à l'honorable marque de bienveillance dont je suis l'objet.

« Quelques arrangements nécessaires et quelques soins qu'exige ma santé, souvent altérée, ne me permettront de partir que dans quatre ou cinq jours. Je me mettrai alors en route, citoyens directeurs, pour aller m'associer aux importantes fonctions que la constitution vous attribue.

« Salut et respect,

« BARTHELEMY. »

du vieil esprit de 1793. » Aussitôt on rappela de l'armée d'Italie Augereau, sabreur aux grandes moustaches, terroriste à la façon de Lannes, un peu jaloux de Bonaparte. Quand une fois on se fut confié à l'esprit soldatesque, tout fut dit (1) : est-ce que la constitution était encore quelque chose ? On avait mis dans la belle pancarte de MM. Sieyès et Daunou, que les troupes ne pourraient jamais s'approcher de Paris au delà du rayon constitutionnel déterminé par la loi ; mais est-ce que les soldats respectent ces choses-là ? est-ce que les pouvoirs et les partis forts ne se raillent pas des constitutions, feuilles mortes que disperse le vent ?

Il fut donc convenu qu'il y aurait une journée contre les conseils, et on arrêta trois choses : 1° que la légalité du mouvement serait confiée à la coterie de M^{me} de Staël, et aux faiseurs de phrases qui s'y trouvaient en majorité ; 2° que l'on rendrait toute faveur, par des positions secondaires, aux jacobins ; 3° que l'on se servirait du parti militaire, de sa force,

(1) *Lettre secrète de la majorité du directoire à Bonaparte.*

« Nous avons vu, citoyen général, avec une extrême satisfaction, les témoignages d'attachement que vous ne cessez de donner à la cause de la liberté et à la constitution de l'an III. Vous pouvez compter sur l'entière réciprocité de notre part. Nous acceptons avec plaisir toutes les offres que vous nous avez faites pour venir au secours de la république. Elles sont une nouvelle preuve de votre sincère amour pour la patrie. Vous ne devez pas douter qu'au besoin nous n'en ferois usage que pour sa tranquillité, son bonheur et sa gloire. »

Cette lettre était de l'écriture de Laréveillère-Lépeaux, qui l'avait signée, ainsi que Barras et Rewbell.

pour accomplir ce coup d'État, comme autrefois les jacobins s'étaient servis du peuple.

Dans la crise qui se préparait, M. de Talleyrand était venu vers M^{me} de Staël, par reconnaissance d'abord, puis parce qu'il ne trouvait pas de place parmi les royalistes, et qu'il n'avait pas confiance dans leur agitation factice; ce que voulait M. de Talleyrand, c'était le pouvoir, et il remplaça presque aussitôt Charles Delacroix aux relations extérieures. Comme un grand seigneur criblé de dettes, il s'était rapproché tout naturellement du comte de Barras, grand seigneur dépensier; une fois là, il conseilla la force avec cette nonchalance qu'on lui savait, car il connaissait la nature molle du parti royaliste et le décousu des majorités parlementaires. Les hommes de légalité, Daunou, Chénier, Bailleul, Benjamin Constant, devaient trouver les meilleures raisons du monde pour justifier une mesure de proscription : c'étaient de très-ingénieux coloristes pour violer la constitution, au nom de la constitution; on n'aurait plus ensuite qu'à compter avec le parti jacobin et la force armée, ces deux auxiliaires qui seconderaient le mouvement : aux uns, on ferait un pont d'or, on donnerait des places de finances, des directions lucratives, et ils s'étaient assouplis déjà sous ces chaînes brillantes; les soldats, on les enivrerait d'éloges dans les proclamations; et puis, comme il y avait des jalousies extrêmes entre les chefs des armées, on les opposerait les uns aux autres, en souvenir des temps des prétoriens : Moreau et Hoche à Bonaparte, Auge-

reau à Joubert, de manière à imiter les divisions de Rome entre les consuls; ce qui paraissait admirable aux classiques oratoriens et aux beaux parleurs de latinité!

Il n'y avait jamais eu de journées, de coups d'État dans la révolution, sans que l'on supposât à côté une conjuration, comme la formule, le prétexte, la nécessité impérieuse, et ici le directoire avait obtenu de très-faciles preuves. Depuis que le terrible comité de Robespierre n'existait plus pour tout comprimer, les partis respiraient tout haut, et les royalistes surtout, avec cette légèreté de propos et de caractère qui les domine. Je ne crois pas qu'un parti ait jamais confié sa destinée à des esprits plus frivoles, plus compromettants : vraiment l'abbé Brottier, La Villehurnoy, Duverne de Presle étaient-ils des hommes de taille à mener un mouvement dans des proportions larges et fortes? Mais ce parti, si probe au reste, si relevé de doctrine, a toujours eu peur des hautes intelligences pour le conduire; il s'en méfie et les repousse; ce qu'il aime, ce sont les intrigants et les intrigues, les gens d'esprit et à bons mots. Le directoire obtint donc des révélations aisées : comme on correspondait par écrit sur les frontières, la police ne se faisait pas faute d'enlever les papiers. Barras, avec quelques sacs de louis d'or, quelques douceurs de fournitures, une table toujours ouverte et parfaitement servie, avait obtenu bien des aveux des émigrés, qui s'associaient à la police sans le savoir et le vouloir peut-être, mais par bavardage et besoin d'argent. Le directoire avait

dans ses mains (et ici Moreau avait manqué à une vieille amitié) (1) la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, les plans de contre-révolution à Paris par les conseils; il trouvait en cela des motifs suffisants pour frapper en grand contre la majorité. C'était illégal sans doute; mais les partis s'inquiètent-ils jamais de la légalité quand ils ont le pouvoir? La popularité des gouvernements, je le répète, ne résulte pas de ce qu'ils sont impartiaux et justes, mais de ce qu'ils frappent impitoyablement sur les adversaires de l'opinion victorieuse : proscrire les royalistes, c'était s'assurer les applaudissements des jacobins.

Ce fut la coterie de M^{me} de Staël (le club de Salm), jointe aux amis du directoire, Chénier, Daunou, Merlin, Boulay, Bailleul, qui s'empressa de dresser les listes et de désigner les proscrits; cela se fit d'une manière assez arbitraire, comme toutes ces sortes d'affaires si précipitées. Chacun demanda non point la tête de son ennemi, on n'en était ni à ce courage ni à cette cruauté de 1793, mais l'exil, la déportation; si l'on comprit parmi les listes quelques républicains

(1) *Lettre du général Moreau au directeur Barthélemy*, du 17 fructidor an v (3 septembre 1797).

« ...J'avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une pareille trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait encore, s'il ne m'était connu; je veux parler du représentant du peuple Pichegru. Il n'y a que la grande confiance que j'ai eu votre patriotisme et en votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis. Les preuves en sont plus claires que le jour, mais je doute qu'elles puissent être judiciaires. »

compromis, tels que Carnot qui déplaisait à Barras, la grande majorité se composa de députés clichien, et le club de Salm conduit par Benjamin Constant, si ardemment épris de M^{me} de Staël, proscrivit le club de Clichy, qui faisait des épigrammes contre elle.

Depuis le 15 fructidor tout était prêt. Les régiments se déployèrent dans Paris; Augereau (1) y avait établi son quartier général, contrairement à la constitution;

(1) Je donne ici une curieuse correspondance qui précède le 13 fructidor.

Extrait d'une lettre chiffrée de Lavalette à Bonaparte
(3 août 1797).

« Augereau est attendu ce soir; Barras, en m'annonçant cette nouvelle, me dit: « *Sa présence en fera pâlir plus d'un*, surtout quand nous lui aurons donné un nouveau titre qui donnera plus de poids à ses discours et actions. »

Lettre confidentielle d'Augereau à Bonaparte (9 août).

« Je suis arrivé le 3 août en bonne santé. Je dois aux circonstances dont j'ai profité, l'occasion d'avoir pu convaincre le directoire par des preuves matérielles, que la contre-révolution s'opérait dans la république par les administrations civiles et militaires, par les agents de l'étranger et par les réfractaires qu'on laisse paisiblement dans leurs foyers. Ce n'est pas que le nombre des amis de la liberté ne soit considérable. Chambéry m'en a offert un exemple bien doux, quoique le général Kellermann ait donné des signes d'improbation à la masse des patriotes qui avaient donné des signes d'empressement pour venir au-devant de moi. Les diverses plaintes qui ont éclaté contre le général Kellermann et les officiers de son état-major, me sont un sûr garant qu'il fait beaucoup de mal en sa qualité de général en chef. Le directoire, frappé du récit vrai que mon honneur et l'amour de mon pays m'ont dicté, va arrêter la suppression de l'armée des Alpes, et la réunir à celle d'Italie.

on murmurait tout haut les mots d'insurrection et de journée alors si familiers aux masses; on voyait reparaître dans les rues ces figures basanées des généraux et des officiers républicains, comme à la veille du 13 vendémiaire, oiseaux sinistres prêts à se jeter sur la proie qui leur serait désignée. L'imprimerie du directoire travaillait incessamment; ses bureaux de police étaient encombrés; et pendant ce temps les royalistes, au lieu d'agir, jetaient des mots spirituels, des sarcasmes dans les journaux, des invectives pleines d'indignation, à la manière antique. La tribune ne

« Le directoire m'a accueilli avec des témoignages d'estime et de considération; il a exigé que je lui fisse part de mon opinion sur l'état actuel où se trouve la France; je l'ai fait avec la franchise et l'énergie que vous me connaissez. Le directoire a pris sur-le-champ un arrêté qui me nomme commandant de la 17^e division militaire (Paris).

« Paris flotte entre la crainte et l'espérance; les factieux sont en petit nombre, et les émigrés, leur espoir, décampent à toutes jambes depuis que les journaux ont annoncé ma promotion à la 17^e division. Il restera aux royalistes la honte d'avoir conçu des projets vains et infructueux, aux républicains une énergie solide qui montrera à l'Europe qu'on peut comprimer un instant les amis de la liberté, mais non pas les détruire. Les adresses de l'armée d'Italie ont produit le meilleur effet : déjà votre proclamation avait arrêté la secousse de Clichy, qui ne tendait à rien moins qu'à mettre trois membres du directoire en accusation; leur ton a baissé.

« Paris fourmille de pamphlets et de placards plus inconséquents les uns que les autres. L'armée d'Italie aura sauvé la patrie. Il est définitivement arrêté de renouveler les généraux qui commandent dans l'intérieur, ainsi que les autorités constituées, tous dévoués au système royal de Clichy. Pour cet effet, général, il faut vous

cessait de retentir contre le directoire : aujourd'hui l'ardent et jeune Camille Jordan demandait la liberté des cloches et les solennités du culte ; ou le pesant Boissy-d'Anglas, dans ses convictions protestantes, s'élevait contre le désordre et l'anarchie ; le lendemain, le savant Quatremère de Quincy, à la raison artistique et sévère, plaidait pour l'Italie dépouillée ; Vaublanc, si vif de paroles, Portalis, le plus élégant des légistes et le plus légiste des orateurs, attaquaient tout le système du directoire et ses juridictions illégales ; Barbé-Marbois, Lafond-Ladébat, présentaient

hâter de recueillir et d'envoyer par un officier de confiance toutes les pièces trouvées à Venise, Vérone et autres lieux ; elles donneront lieu de démasquer les traîtres et de provoquer leur supplice : c'est au directeur Barras qu'il faut les adresser... »

Dépêche chiffrée de Lavalette à Bonaparte (16 août).

« ... Voici mot pour mot ce que m'a dit Barras avant-hier, après dîner : « *Enfin j'ai déchiré le voile ce matin au directoire.* » Il était question des négociations d'Italie. Carnot prétendait que Bonaparte était dans une situation assez avantageuse, quand il signa les préliminaires, pour ne souscrire qu'à des conditions qu'il pût tenir par la suite. J'ai défendu Bonaparte. J'ai dit à Carnot : « Tu n'es qu'un vil scélérat, tu as vendu la république, et tu veux égorger ceux qui la défendent, infâme brigand !... » Carnot me répondit d'un air embarrassé : « Je méprise vos provocations ; mais un jour j'y répondrai. »

(24 août.)

« Le mouvement que je vous avais annoncé si positivement de la part de Barras, est ajourné ; ce qui le recule, c'est 1^o le peu d'accord sur les moyens d'exécution ; 2^o la crainte d'engager un combat dont le succès n'est pas douteux, mais dont les suites effrayent ; 3^o l'embarras que causerait le conseil des Anciens, déterminé à n'op-

la monarchie de 1791 comme le meilleur système de gouvernement; et la tribune ne suffisait plus à cette multiplicité de propositions qui se croisaient journellement de droite et de gauche, et tout cela sans aboutir à une seule action, à une seule force politique.

Il fut ridicule de voir une assemblée grave poser des poteaux pour que les soldats ne pussent franchir le cercle constitutionnel, et le lendemain les grenadiers vinrent faire des ordures tout autour de ces poteaux. On créait des commissions d'inspecteurs, des comités de police; on délibérait nuit et jour, et pas

poser aucune résistance, et les Cinq-Cents qu'on veut chasser, déterminés à ne pas fuir; 4^o l'appréhension d'une réaction de démagogues habouvistes; 5^o l'impossibilité d'empêcher les Anciens de quitter Paris, et la nécessité où se trouve le directoire de les suivre... »

Lettre de Barras à Bonaparte (8 septembre).

« Termine la paix, mais une paix honorable; que le Rhin soit nos limites; que Mantoue soit à la république cisalpine, et que Venise ne soit pas à la maison d'Autriche. Voilà le vœu du directoire épuré, voilà celui de tous les républicains; voilà ce que veut l'intérêt de la république et la gloire bien méritée du général et de l'immortelle armée qu'il commande. »

Deux jours après, il lui écrit encore : « Ton silence est bien étrange, mon cher général. Augereau se conduit on ne peut mieux; il a la confiance des deux partis; elle est bien méritée. »

Lavalette lui écrit : « Il est essentiel que vous ayez ici constamment quelqu'un qui vous soit dévoué : il existe une cabale contre vous; elle est composée de gens exagérés; ils vous reprochent d'avoir laissé égorger les patriotes du Piémont, et de n'avoir pas reçu ceux du Midi avec la distinction convenable. Augereau est pour beaucoup dans tout ceci... »

une résolution énergique ne surgissait contre le Luxembourg, même au cœur des généraux Pichegru et Willot ! Quand on veut marcher droit à un but, on ne parle pas, on agit : la légalité, c'est sottise dans les temps de révolution, car la dictature est à celui qui sait la prendre, et celui-là agit légitimement qui a le courage d'agir. Puisque la guerre était déclarée, ne valait-il pas mieux s'emparer des trois directeurs jacobins et les destituer, comme ayant porté atteinte à la souveraineté nationale ; puis armant la garde nationale, les régiments dévoués, destituer Augereau, et livrer ainsi une véritable bataille au parti jacobin. Il fallait pour cela de l'énergie, et il n'y en avait pas dans ces conseils institués par une constitution morte déjà, sous la violente action du parti militaire.

La nuit du 18 fructidor, six demi-brigades avec quarante pièces d'artillerie, les canonniers républicains, la mèche allumée, se distribuèrent les postes militaires de Paris ; on occupa les ponts ; les bataillons sacrés des sans-culottes, conduits par Rossignol et Santerre, vinrent fraterniser avec Augereau, comme ils avaient fraternisé avec Bonaparte au 13 vendémiaire ; on se communiqua les ordres d'arrestation ; *arrestation !* mot si populaire au temps du comité et de la terreur. L'exécution des arrêtés du directoire s'accomplit d'abord contre Pichegru, Willot, les têtes militaires ; le directeur Barthélemy fut également arrêté ; Carnot, prévenu à temps, avait pris la fuite ; Pichegru, fort candidement, invoqua le respect dû aux représentants, sans songer à sa glorieuse épée.

Augereau, toujours à la parole brutale et mal apprise, l'insulta, lui, le conquérant de la Hollande ! Willot eut plus de cœur, il se défendit ; Augereau lui arracha son épée et ses épaulettes. Les troupes déployées autour des Tuileries arrêtaient successivement les députés à mesure qu'ils se rendaient au lieu de leurs séances.

Tout cela se fit fort tranquillement, sans murmures ; le peuple ne s'inquiéta pas plus de cette querelle du directoire et des conseils que sous l'ancien régime il ne se mêlait aux disgrâces des courtisans, comme s'il était hors de cause. Le soir, on vit avec étonnement que la république avait été sauvée d'un grand péril, sans que nul s'en doutât ; comme le coup d'État qu'on frappait était la chose du monde la plus incomprise, la plus inconstitutionnelle, on imprima de larges placards, des proclamations, des adresses, pour prouver que le peuple avait été préservé d'une conspiration immense, et la constitution naturellement garantie de sa ruine. Il n'y avait plus de conseils, qu'importe ? on en réunit un fragment à l'Odéon, à l'École de médecine, tout à côté du Luxembourg, et la journée militaire fut sanctionnée par la législature.

Les vainqueurs frappèrent tout à la fois la tribune et la presse, les deux causes qui avaient inquiété le directoire, et il se trouva une presse, une tribune qui applaudirent. Les membres des Cinq-Cents et des Anciens furent condamnés à la déportation (1), et

(1) *Liste des condamnés à la déportation.*

Membres des Cinq-Cents. — MM. Aubry, Aimé, Bayard, Boissy

cela sur des listes fournies avec la même complaisance que l'insurrection avait trouvée dans la convention, au 31 mai et au 2 juin, contre les girondins ; mais il y eut cette différence que, dans la journée du 2 juin, on eut de part et d'autre le courage de la mort, et qu'ici tout se borna, dans le directoire et les conseils, à une proscription sournoise et lâche. Il se dit à la tribune des choses étranges, impitoyables contre les proscrits : MM. Berlier, Boulay de la Meurthe et Bailleul se montrèrent les plus ardents défenseurs du 18 fructidor, les adversaires les plus impitoyables de la presse qui eut également sa proscription. Entre les journaux et le directoire, c'était une vieille querelle qu'il fallait vider. En général il y a toujours des répugnances secrètes qui divisent la tribune de la presse : l'une a des rancunes et la puis-

d'Anglas, Borne, Bourdon de l'Oise, Cadroye, Couchery, Delahaye, Delarue, Doumerc, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desnoilières, Henri Lativière, Imbert Colomès, Camille Jordan, Jourdan des Bouches-du-Rhône, Gau, Lacarrière, Lemarchant de Gomicourt, Lemerer, de Mersau, Madier, Maillard, Noailles, André de la Lozère, Mae-Curtin, Paire, Pastoret, Piehegru, Polissart, Praire-Montault, Quatremère de Quincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, de Vaublanc, Villaret de Joyeuse et Willot.

Membres des Anciens. — MM. Barbé de Marbois, Dumas, Ferrant de Vaillant, Lafond-Ladebat, Laumont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère, Tronçon-Dueoudray et Blain.

Les directeurs Carnot et Barthélemy ; Brottier, La Villehurnoy, Duverne de Presle ; Coehon, ministre de la police ; Dossonville, inspecteur de la police ; les généraux Niranda et Morgan ; Suard, journaliste ; Mailhe, conventionnel, et Raniel, commandant de grenadiers du corps législatif.

sance de les satisfaire, l'autre a de l'esprit et un besoin de l'aiguiser et de le faire valoir; les journaux raillent, les législateurs proscrivent; tôt ou tard la bataille se donne et les pouvoirs n'y vont pas de main morte : ils se vengent en un seul jour de tout ce que l'esprit leur a fait souffrir. Un acte législatif suffit pour supprimer quarante-deux journaux (1). A l'époque de tous les gouvernements faibles, il y a un dévergondage de presse : on ne peut dire le nombre des journaux qui existaient à la première époque du directoire; on l'attaquait par tous les côtés; la liberté n'avait rien de sérieux, les discussions rien de grave; c'étaient des coups d'épingles donnés avec esprit par MM. de La Harpe, Fontanes, l'abbé de Boulogne, Michaud, Richer-Serizy, sous les titres bizarres du *Petit Gauthier*, du *Postillon des Armées*, des *Rapsodies*, du *Thé*, de l'*Argus*, des *Actes des Apôtres*, du *Déjeuner*. Alors il n'y avait ni cautionnement, ni timbre; pourvu qu'on sût écrire

(1) Les journaux supprimés étaient : le *Mémorial*, le *Messager du Soir*, le *Miroir*, les *Nouvelles politiques*, l'*Observateur de l'Europe*, *Perlet*, le *Petit Gauthier*, le *Postillon des Armées*, la *Quotidienne*, les *Rapsodies*, le *Spéculateur du Nord*, le *Tableau de Paris*, le *Thé*, la *Tribune publique*, le *Véridique*, l'*Argus*, les *Annales catholiques*, les *Actes des Apôtres*, l'*Accusateur public*, l'*Anti-Terroriste*, l'*Aurore*, le *Censeur des Journaux*, le *Courrier de Lyon*, le *Courrier extraordinaire*, le *Courrier républicain*, le *Cri public*, le *Défenseur des vieilles institutions*, le *Déjeuner*, l'*Écho*, l'*Éclair*, l'*Europe littéraire*, la *Gazette française*, la *Gazette universelle*, le *Grondeur*, l'*Impartial Bruxellois*, l'*Impartial Européen*, l'*Invariable*, le *Journal des Journaux*, le *Journal des Colonies*, le *Journal général de France*, l'*Abréviateur universel*.

quelques lignes, qu'on fit les frais d'impression, c'étaient là les seules garanties, et tout ceci avec un esprit ardent, acéré, provocateur, qui devait entraîner nécessairement le pouvoir à la violence, comme le taureau que le *picador* excite dans les brûlantes arènes de Séville ou de Jaen.

Le coup d'État du 18 fructidor fut appuyé par le parti jacobin et l'armée; dès lors il dut se ressentir de cette double force. Si l'on avait consulté l'opinion personnelle de Barras, du directoire entier et des conseils même épurés, ils s'en fussent tous tenus à l'acte qui les débarrassait de l'ennemi, sans aller plus loin : et que pouvaient-ils désirer au delà de l'argent, du pouvoir et des places? Ce n'est pas ainsi qu'on compte avec les opinions; quand elles vous ont aidé, il faut marcher avec elles et leur faire des concessions; or les jacobins exigèrent une sorte de retour aux idées et aux mesures de 1793, des violences et des proscriptions de toute nature; il fallut leur céder : ainsi la mort fut prononcée contre tous ceux qui tenteraient de rétablir la royauté en France (1), décret dirigé surtout contre le parti de 1688 : une fraction des conseils le considérait comme une solution politique désirable, et on voulut éteindre cet

(1) Le directoire exécutif arrête ce qui suit :

Art. I. Tout individu qui se permettrait de rappeler la royauté, la constitution de 1793, ou d'Orléans, sera fusillé à l'instant, conformément à la loi.

II. Les personnes et les propriétés seront respectées. Tout pillard sera fusillé sur-le-champ, selon la loi.

espoir. La proscription dut s'étendre à tous les membres d'une noble lignée, aux mères, aux tantes, aux sœurs qui portaient le nom glorieux de Bourbon. On exigea même, pour rassurer le triumvirat du directoire, que M. le duc d'Orléans, jeune prince studieux, qui visitait alors la Suède et la Laponie, quittât l'Europe pour les États-Unis; à cette condition d'habiter l'Amérique, on rendit à sa mère, déportée en Espagne, un peu de fortune, et la liberté à ses frères Montpensier et Beaujolais. Il règne quelque chose de touchant, et j'oserai dire d'une gaieté mélancolique, dans cet intéressant récit que le duc de Montpensier a retracé lui-même sur ses quarante-trois mois de captivité au fort Saint-Jean, récit insouciant comme l'imagination de la jeunesse qui tapisse de fleurs même les cachots; puis cela devient triste comme le désespoir d'un fils séparé de sa mère, de son frère, de son père qui lui dit un éternel adieu sur l'échafaud.

L'esprit jacobin en voulut surtout aux nobles et aux prêtres, et en cela il était compris à merveille par les gens du 18 fructidor; une loi bannit, déporta les uns et les autres du territoire de la république. Chose assez bizarre de ce temps, le président du directoire était un des plus antiques gentilshommes de Provence; le conseiller du 18 fructidor était M. de Talleyrand, issu des Boson de l'époque carlovingienne; l'écrivain qui défendit le plus chaudement les mesures fut Benjamin Constant de Rebecque, d'une illustre famille réfugiée en Suisse; et les plus grands instigateurs des proscriptions contre les prêtres, ce furent

aussi l'abbé Sieyès, Bassal et l'oratorien Daunou. Si les ancêtres s'étaient réveillés de la tombe, qu'auraient-ils dit d'un si étrange spectacle, d'un oubli si profond du passé?

On fut impitoyable : les déportés du 18 fructidor furent conduits dans des cages de fer par une armée révolutionnaire, commandée par Santerre, Rossignol et Fournier l'Américain, c'est-à-dire tout ce que le parti jacobin avait de plus exalté. On renouvela le régime des prisons; les prêtres y furent amoncelés pêle-mêle par ordre de Laréveillère-Lépeaux, le doux, l'indulgent philanthrope! Partout on répéta le serment de haine à la royauté; tout émigré rentré en France dut en sortir dans le mois, et s'il s'y trouvait encore, on le traduisait devant une commission militaire, et sur sa seule identité, il était fusillé. On crut un moment que cette atroce mesure était une menace, et qu'on n'oserait pas la mettre à exécution; quelques émigrés étaient restés dans les villes, ils furent saisis, confrontés et punis de mort; à chaque pas une détonation d'armes annonçait une exécution militaire, et le *Moniteur* disait froidement le lendemain : « Tel émigré, traduit devant une commission militaire, a subi sa peine. » On répéta les épithètes de brigands, de chauffeurs, appliquées à la noble et chevaleresque opinion des royalistes; car il ne suffit pas qu'un pouvoir violent vous tue, il veut vous insulter encore et vous déshonorer.

Le parti jacobin, satisfait par ces poursuites, dut l'être également par les positions : il entraît par frac-

tions dans les deux conseils, on lui donna pour l'assouplir des places lucratives. Il est deux phases d'existence à travers lesquelles passe toujours un parti : dans sa jeunesse et sa violence, il dédaigne l'argent et le lucre ; on lui en offrirait en vain ; il préfère la lutte, le combat acharné ; puis, viennent les jours de fatigue et de décrépitude ; alors donnez-lui des places, des faveurs, il les accepte, et c'est ainsi que le directoire démoralisa, affaiblit le parti jacobin : on fit de ses principaux coryphées des directeurs de département, des conservateurs d'hypothèques, des receveurs de finances ou de douanes, des commissaires du directoire à l'extérieur, des ministres plénipotentiaires ou des agents de police. Vient un temps où tous ces petits abris sont fort goûtés, parce qu'ils sont très-commodes, et qu'on ne grelotte plus volontiers de froid et de faim, même en demandant du pain et la constitution de 1793.

Il restait encore à satisfaire le parti des soldats qui avait puissamment aidé la révolution du 18 fructidor. Le résultat d'un tel mouvement devait être de pousser un général homme de guerre considérable à la tête du gouvernement ; et loin de là, c'était un petit conseil d'avocats qui triomphait par le sabre d'Augereau. De là cette hostilité immédiatement déclarée entre le directoire et l'armée après que la mesure révolutionnaire est accomplie. Le peuple ne s'est point mêlé de cela ; il n'y a pas eu d'insurrection, de tocsin : tout s'est fait régulièrement par des évolutions militaires, comme dans une parade. L'armée forme un gouvernement,

car elle a ses clubs, ses adresses, ses délibérations et par-dessus tout une dictature; est-ce qu'on s'imagine que ces hommes au front sillonné par les batailles vont s'agenouiller devant ces quelques parleurs en robes prétextes et en cothurnes? Ce n'est pas pour rien qu'ils ont porté la main sur les légistes; ils s'en souviendront une autre fois : pour eux la révolution n'est qu'à moitié accomplie; ils ont frappé les royalistes, les nobles, les prêtres, avec une joie sauvage; ils briseront plus tard le gouvernement civil au profit du gouvernement militaire avec une indicible ardeur; c'est dans la logique des idées. Dès ce moment la lutte commence : la pensée du directoire consiste à diviser les armées et les généraux, à les opposer les uns aux autres, afin de les affaiblir, comme dans le bas-empire la politique des empereurs était de diviser les barbares qui les menaçaient. Le directoire va incessamment opposer l'armée du Rhin à celle d'Italie; Augereau a saisi au collet Pichegru, c'est un souvenir d'armée, une jalousie de commandement; Bonaparte a désigné Aubry pour la proscription avec Rulhières et Willot : entretenir cette discorde entre les chefs, changer, bouleverser les commandements, telle sera désormais la tactique du gouvernement, et il espère tout dominer par ces jalousies.

Au fond, parmi le peuple, rien ne fit moins d'impression que le 18 fructidor; depuis le désarmement des faubourgs, les masses étaient en dehors de ces mouvements qui se résumaient en petites proscriptions de partis. On lisait le matin sur tous les murs

des affiches qui annonçaient la découverte de la conspiration, et cela sans s'émouvoir, sans qu'une douleur vint au cœur ou un regret à l'imagination, et l'on ne s'aperçut qu'il s'était passé quelque chose qu'à la suppression des journaux dans les cafés, lorsque vint l'heure du déjeuner. Cette indifférence du peuple venait de ce qu'on l'avait tant de fois déçu dans ses espérances ! Ce qu'on avait appelé une révolution n'avait rien produit pour son bien-être ; l'ouvrier n'en était pas plus heureux, parce que des intrigants avaient remplacé les gentilshommes, les fournisseurs et les agioteurs, les fermiers généraux et les financiers. Le directoire avait sa cour, ses somptuosités, plus fastueuses peut-être que sous la monarchie, avec cette différence qu'elles étaient sans dignité, sans conscience de son passé et sans responsabilité de l'avenir. Il n'y avait qu'une seule chose à laquelle le peuple s'associât, c'était la gloire militaire des armées, et celle-là grandirait plus la force d'un dictateur sorti des rangs des soldats que la popularité et l'énergie politique du directoire. Si le bas peuple s'inquiétait peu du coup d'État, la bourgeoisie avait considéré cet événement comme un échec, car on ne l'avait pas aussi profondément irritée contre les nobles et les prêtres ; avec les masses démoralisées, le directoire avait une certaine tactique qui lui faisait proscrire ceux qu'on appelait alors les calotins et les brigands ; avec la bourgeoisie cela ne réussissait pas si bien, et par une certaine alliance de principes et d'intérêts, la classe moyenne et les conseils se tenaient étroitement :

le coup qui frappait les uns atteignait les autres, et l'on remarquera même que la plupart des noms de proscrits appartenaient à la bonne bourgeoisie et aux classes qui exercent sur elle une incontestable influence. La société, paisible d'ailleurs, avait un besoin indicible d'en finir ; toute nouvelle commotion lui faisait peur, et voilà pourquoi elle se jeta passionnément sous l'épée de Bonaparte au 18 brumaire.

En province, le mouvement fut plus profondément senti : les députés proscrits appartenaient presque tous aux départements ; ils en résumaient les sentiments et les opinions ; et quand on apprit qu'un simple coup de violence les envoyait à Sinnamary, il se fit un cri d'indignation. Mais le souvenir des atroces exécutions qui suivirent le mouvement provincial des girondins était présent à toutes les mémoires ; le directoire n'épargnerait pas plus les cités que ne l'avait fait la convention, et le proconsul Barras n'était-il pas à la tête de la journée ? A la nouvelle du coup d'État directorial, tous les vieux jacobins, un moment effacés dans les villes, reparurent, favorisés par le parti triomphant ; maîtres des places et des positions, ils disposeraient désormais de tout, se montrant implacables dans l'exécution des lois contre les prêtres et les émigrés ; ils inspirèrent la terreur sur tous les points du territoire. Le Midi et les provinces du centre avaient fait quelques réclamations, on leur lança des bataillons de révolutionnaires qui tinrent en respect la bourgeoisie effrayée ; sous le nom de patriotes, les jacobins furent préférés à tous pour les places des tribunaux et

de l'administration. On avait cru un moment que les provinces dont les élections avaient été cassées, se soulèveraient pour défendre les opérations des collèges ; il n'en fut rien ; le peuple murmure moins quand on l'opprime que quand on le caresse ; il ne s'inquiéta même plus des élections parce que c'était en dehors de ses habitudes et de ses mœurs : se déranger pour un député, cela n'en valait pas la peine ; le temps des représentants du peuple à la grande mission était passé. On ne fait pas tant de frais pour grandir et glorifier quelques orateurs.

A l'extérieur, le 18 fructidor produisit une impression vive et profonde (1). Depuis la prise de la Bastille on était accoutumé aux changements ; chaque semestre amenait son coup d'État avec ses violences ; mais cette nouvelle crise fut considérée comme un retour fatal vers les idées révolutionnaires. Le corps diplomatique

(1) *Extrait d'une circulaire diplomatique de M. de Talleyrand, aux légations françaises.*

« ... Enfin, pour confondre à la fois et les espérances et les calomnies de tous ceux qui auraient tant désiré ou qui méditeraient même la ruine de cette constitution (celle de l'an III), une mort prompte a été prononcée, dès le premier jour, contre quiconque rappellerait la royauté, la constitution de 1793, ou d'Orléans ; et c'est ainsi que la constitution de l'an III s'est reforifiée par cette secousse même... Voilà ce que vous direz : vous direz que le directoire, par son courage, l'étendue de ses vues et ce secret impénétrable qui en a préparé le succès, a montré, au plus haut degré, qu'il possédait l'art de gouverner dans les moments les plus difficiles, et que la république française pourra déployer désormais au dedans et au dehors les plus fécondes et les plus énergiques ressources... »

avait suivi avec une grande attention la marche des idées depuis deux ans, et certes il y avait tendance, sinon à la reconstruction pleine et entière de la vieille monarchie, au moins à des idées de gouvernement et d'ordre; on croyait que la religion, la morale allaient renaitre au sein de cette société, et avec cela une plus noble bienveillance pour les idées modérées et chrétiennes. Quelques gouvernements s'étaient fait d'autres illusions : à Berlin on croyait que la France marchait à la royauté; en Espagne même, l'aveuglement était si profond, qu'on était parvenu à persuader à Charles IV que l'on travaillait pour assurer un trône à un infant, comme, sous la Ligue, les maîtres des halles appelaient l'infante à la couronne. En somme, il était dit que le gouvernement directorial ne pouvant durer, on marchait vers la dictature d'un seul.

Après le 18 fructidor, ces dispositions changent; il se fait un redoublement de déclamations haineuses contre la royauté; l'armée d'Italie avait donné l'exemple en jetant aux gémonies les noms et les attributs des couronnes; cette opinion fut applaudie et triomphante. La république, qui avait pour alliés les rois de Piémont et d'Espagne, faisait déclarer et chanter que les rois étaient des monstres, et les peuples stupides d'obéir à la tyrannie; on voulait se réserver la neutralité du roi de Prusse, et l'on appelait le renversement des trônes en Allemagne. Le 18 fructidor fit revivre l'esprit de la convention, mais seulement la partie bavarde de cet esprit, sans rien emprunter à sa grandeur et à sa majestueuse puissance!

CHAPITRE XLVI.

NÉGOCIATIONS AVEC L'ANGLETERRE ET TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO AVEC L'AUTRICHE.

L'Angleterre, à la nouvelle des préliminaires de Léoben.
— Tentative d'une descente en Irlande. — Insurrection de la flotte. — Deuxième mission de lord Malmesbury à Lille. — Conférences. — Bases d'un traité. — Changement du personnel de la légation française. — Rupture. — Formation d'une armée d'Angleterre. — Situation de Bonaparte en Italie après la convention de Léoben. — Les républiques Cispadane, Transpadane. — Guerre contre Venise. — Révolution. — Fin de la vieille république. — Motif réel de ce mouvement. — Discussion sur les préliminaires de Léoben entre le directoire et Bonaparte. — Venise substituée à Mantoue. — Traité de Campo-Formio. — Résultats du passage des Français en Italie. — Souvenirs qu'ils y laissent.

Mai — octobre 1797.

Tous les efforts de l'Angleterre avaient tendu au résultat, immense pour elle, de traiter simultanément avec l'Autriche, afin d'obtenir de la république française des conditions plus générales de paix européenne; cet espoir fut complètement déçu par les dépêches de sir Morton Eden, annonçant la signature

des préliminaires de Léoben entre le général Bonaparte et l'archiduc Charles. C'était au moment, pour ainsi dire, où M. Pitt, en plein parlement, venait de demander un nouveau subside de deux millions de livres sterl. pour l'Autriche, au milieu des moqueries railleuses de Shéridan, et de la vive opposition de M. Fox. Sur-le-champ le sous-secrétaire d'État M. Hammond, le confident, l'ami de Pitt, fut envoyé à Vienne, pour empêcher, s'il était possible encore, la signature d'un traité définitif au préjudice de l'Angleterre. M. Hammond demanda immédiatement une entrevue au baron de Thugut. Les paroles de l'ambassadeur anglais, sir Morton Eden, avaient été si hautaines, qu'il y avait un refroidissement de rapports entre lui et le ministre autrichien : M. Hammond et le colonel Graham s'entremirent pour les réconcilier. Tout en obtenant ce résultat, ils durent remarquer l'impossibilité de ramener l'Autriche à l'intime alliance de l'Angleterre. M. de Thugut ne dissimula pas que son cabinet était engagé d'une manière assez nette avec la France pour ne plus hésiter ; l'Autriche n'avait résisté ni devant les efforts, ni devant les sacrifices, et si elle traitait à la dernière extrémité, il ne fallait s'en prendre qu'à la force des choses. Ces dépêches de M. Hammond jetèrent M. Pitt dans la plus extrême anxiété.

Jamais, en effet, la situation de l'Angleterre n'avait été plus fatalement menacée, et la grandeur de M. Pitt fut précisément de ne point désespérer de la situation. L'Irlande était entièrement soulevée ; la société des *Irlandais unis* avait pris les armes contre

le parti anglican; la guerre civile allait s'alimenter par les rapports des clubs catholiques avec la révolution française; O'Connor, lord Fitz-Gérald, Mac-Newin, étaient en pleine correspondance avec les révolutionnaires du directoire, et si l'on venait d'apprendre le mauvais succès du général Hoche dans l'expédition d'Irlande, cette tentative n'était-elle pas elle-même une menace qu'on pouvait réaliser encore? On avait vu sur l'Océan une flotte et une armée d'invasion conduites par le confident du directoire, le général Hoche; l'incapacité des chefs de la marine française, une certaine terreur panique, plus encore que la tempête, avaient délivré l'Irlande; la mer n'était pas l'élément de la république, et les fanfaronnades de Hoche, étendu sur sa peau d'ours blanc, à bord de la frégate *la Fraternité*, s'étaient perdues au milieu des sifflements de la manœuvre. Cependant l'expédition qui avait échoué une fois pouvait réussir une seconde; on parlait même de créer une armée d'Angleterre, avec Londres pour destination, et les projets les plus insensés faisaient peur : qui le croirait? on menaçait la Grande-Bretagne d'une double armée d'aérostats et de plongeurs (1)!

(1) Tantôt la folie et tantôt le charlatanisme militaient pour cette descente en Angleterre.

Extrait d'une lettre du citoyen Thilorier au Journal de Paris.

« Employons au service de la patrie tous les genres de courage; formons à la fois deux armées, l'une d'arconautes et l'autre de plongeurs! Que l'Angleterre frémissse en apprenant que ses forces navales ne peuvent la soustraire à notre vengeance! Reculons les

Les *Irlandais unis* appelaient incessamment les secours du directoire, et si déjà seuls ils menaçaient la puissance anglaise, qu'arriverait-il lorsque la rébellion serait soutenue par le concours d'une armée française ? A cette cause de vive et ardente inquiétude était venue se joindre la révolte de la flotte : la force de l'Angleterre repose sur sa marine ; supposez maintenant l'insurrection des escadres, la désobéissance des matelots, et Londres même bloqué par les vaisseaux aux couleurs britanniques !

M. Pitt et le parlement montrèrent une admirable prévoyance (1), une fermeté mêlée d'intelligence qui

bornes du possible, et prouvons mathématiquement que trois armées peuvent se rencontrer dans la même verticale.

« On peut, sans beaucoup de danger ni de dépenses, faire marcher une armée en ordre de bataille, des côtes de France à celles d'Angleterre ; cette armée traînera avec elle, sous les eaux, ses chevaux, tout son bagage, un magasin de vivres, un parc d'artillerie formidable et une flotte invisible qui peut, en tout événement, sortir en un clin d'œil du fond de la mer, et ramener l'armée en France... »

(1) SÉANCE DU 2 JUIN 1797. — *Message de Sa Majesté.*

« Georges, etc., etc.

« C'est avec la plus grande douleur que nous informons notre chambre des communes que la conduite de quelques équipages de la flotte en ce moment au nord, en s'abandonnant à tous les excès de la désobéissance et de l'insurrection, malgré l'offre de pardon et d'amnistie faite à ceux qui rentreraient dans l'ordre, nous engage à réclamer de nos fidèles sujets la plus prompte assistance pour nous aider à rétablir le calme et la discipline.

« Nous avons ordonné que la copie de notre proclamation fût

entraîna les matelots à se punir eux-mêmes. Les cours martiales frappèrent seulement les chefs. Tout dans l'insurrection s'était fait avec un certain ordre, un orgueil patriotique, à ce point que les matelots avaient déclaré qu'ils brûleraient le premier vaisseau français osant se mêler à leur querelle. Un mouvement national éclata au milieu de cette flotte, qui rappela le repentir des vieilles légions romaines après la révolte calmée par Germanicus : on se précipita sur l'ennemi. L'Angleterre put s'enorgueillir de belles victoires navales : 19 vaisseaux de ligne espagnols venaient d'être battus par 15 vaisseaux de l'amiral Jervis; la flotte de Brest était dispersée, et l'escadre hollandaise bloquée n'avait pu sauver ses colonies si riches, si puissantes, qui s'étendaient jusqu'en Chine.

C'était dans ces circonstances, difficiles et glorieuses à la fois, qu'on apprenait à Londres la signature des préliminaires de Léoben et des stipulations particulières entre l'Autriche et la république française. M. Pitt mettait une grande importance à éviter ce traité à part, et cela s'explique, car dans une paix

déposée sur le bureau de la chambre. Nous ne pouvons pas douter que notre parlement ne soit disposé à prendre toutes les mesures convenables pour réprimer le mal qui existe, et pour assurer la tranquillité publique.

« Nous lui recommandons de prendre des mesures pour qu'il nous soit possible de faire arrêter et traduire toute personne convaincue d'encourager cet esprit d'insurrection dans la marine, afin d'y rétablir la subordination et l'ordre qu'il est si essentiel d'y maintenir. »

générale les conditions nécessairement plus larges et plus complètes auraient consacré d'ailleurs l'influence de l'Angleterre à Vienne. Les dépêches de M. Hammond vinrent désabuser le ministre anglais : il paraissait évident que l'Autriche traiterait seule, et que les préliminaires de Léoben seraient transformés en traité définitif; dès lors M. Pitt résolut de reprendre spécialement les négociations commencées à Paris par lord Malmesbury et si brusquement rompues par un envoi de passe-port dans les vingt-quatre heures; il n'y avait pas d'exemple d'une diplomatie si malapprise. M. Pitt faisait cette concession à l'opinion publique en Angleterre; la nation avait subi tant de sacrifices pour la guerre, qu'il fallait une fois encore convaincre l'opposition des efforts inutiles de la Grande-Bretagne pour amener un traité de paix raisonnable avec cette impérieuse république. Le même négociateur, lord Malmesbury, fut choisi afin de bien constater l'extrême désir de finir par la paix cette longue suite de sacrifices imposés dans une guerre de quatre ans.

Le lieu des conférences fut fixé à Lille, point intermédiaire entre Londres et Paris; le télégraphe pouvait transmettre les nouvelles dans une heure du palais du Luxembourg à la frontière extrême. Ces négociations s'engageaient avant la révolution du 18 fructidor, et au moment où M. Barthélemy, naguère ambassadeur en Suisse, prenait une certaine importance dans le directoire. La France et les conseils désiraient vivement la paix générale; l'opinion de M. Barthélemy était bien fixée sur ce point qu'il n'y aurait de paix stable, du-

nable pour l'Europe qu'après un traité avec la Grande-Bretagne. Le choix des négociateurs se ressentit de son influence; si Barras insista pour que M. Letourneur fût chef de la légation française, M. Barthélemy obtint que MM. Maret, Pléville le Peley, brave marin, si estimé en Angleterre, lui fussent adjoints, et avec eux M. Colchen, esprit très-lucide et très-modéré, qui prit le titre de secrétaire général de la légation. Lord Malmesbury fut accompagné à Lille par M. Charles Ellis, qui l'avait déjà suivi à Paris comme secrétaire, et M. Pitt lui adjoignit les trois jeunes lords Pembroke, Lewison-Gower et Morpeth, afin d'environner la légation d'un certain éclat aristocratique.

Jamais, à aucune époque, l'Angleterre n'avait manifesté un plus haut désir de traiter, et cela résulta de la franchise et de la loyauté de sa première note (1) :

(1) J'ai pensé qu'il était important de faire connaître toutes les pièces de cette curieuse négociation anglaise. On remarquera que toutes les notes des plénipotentiaires français ont un caractère de hauteur et de fierté indélébile.

*Note des plénipotentiaires français, à lord Malmesbury
(10 juillet 1797).*

« Les ministres plénipotentiaires de la république française ont l'honneur positif d'exiger la renonciation au titre de roi de France que porte Sa Majesté Britannique.

« Le lord Malmesbury est prié d'observer qu'il ne s'agit pas seulement ici d'une renonciation aux droits que l'on pourrait prétendre devoir résulter de cette qualification, mais encore et positivement de la qualification elle-même. L'établissement de la république française et la reconnaissance de cette forme de gouvernement par le roi d'Angleterre, ne lui permettraient pas de conserver un titre

« La Grande-Bretagne devait rendre à la France toutes ses conquêtes : la France garderait les siennes ; et quant aux deux alliées de la république, l'Espagne et la Hollande, l'Angleterre leur restituerait tout, excepté la Trinité, le cap de Bonne-Espérance et la forteresse de Trinquemale dans l'île de Ceylan. » C'était bien large de la part de M. Pitt, et l'on a quelque peine à conce-

qui supposerait en France l'existence d'un ordre de choses qui n'est plus.

« Les ministres plénipotentiaires de la république sont chargés de demander la restitution des vaisseaux pris ou détruits à Toulon.

« L'Angleterre a déclaré hautement et formellement qu'elle prenait les vaisseaux en dépôt pour le roi de France. Ce dépôt est sacré. Il appartient incontestablement à la république, qui exerce les droits et la souveraineté que l'Angleterre attribuait à Louis XVII, à l'époque de la prise de Toulon. Sa Majesté Britannique ne saurait donc, en reconnaissant la république française, méconnaître son droit à la restitution dont il s'agit, ou refuser de le faire ou d'en offrir l'équivalent. »

Extrait d'une note des plénipotentiaires français (15 juillet).

« ... Il existe dans les traités patents et secrets qui lient la république française à ses alliés, l'Espagne et la république batave, des articles portant garantie respective des territoires que les trois puissances possédaient avant la guerre. Le gouvernement français, ne pouvant pas se délier des engagements qu'il a contractés par ces traités, établit comme préliminaire indispensable de la négociation pour la paix avec l'Angleterre, le consentement de Sa Majesté Britannique à la restitution de toutes les possessions qu'elle occupe, non-seulement sur la république française, mais encore et formellement sur l'Espagne et la république batave.

« En conséquence, les ministres plénipotentiaires soussignés invitent lord Malmesbury à s'expliquer sur cette restitution, et à y

voir comment ces propositions furent refusées. Cependant la légation française exigea que tout fût rendu aux alliés de la république et que l'Angleterre restituât tout sans compensation : car les plénipotentiaires pouvaient-ils consentir à lui céder ce qui ne leur appartenait point ? La légation française ajouta que, pour accepter des conditions semblables, il lui fallait néces-

consentir, s'il y est suffisamment autorisé ; sinon, et dans le cas contraire, à envoyer un courrier à sa cour pour en obtenir les pouvoirs nécessaires. »

Extrait d'une dépêche de lord Grenville à lord Malmesbury
(20 juillet).

« Milord, je suis entièrement affligé d'être dans la nécessité de remarquer que la réclamation faite dans la note transmise à Votre Seigneurie par les plénipotentiaires français, est en elle-même si extravagante, et s'accorde si peu avec les premières déclarations de ces ministres, ou avec leur conduite dans les commencements de la négociation qu'elle fait naître la plus forte présomption d'une détermination d'empêcher tous moyens d'accommodement. Si telle est réellement la détermination du directoire, il ne peut rester pour ce pays qu'à persévérer à s'opposer, avec une énergie et un courage proportionnés à la difficulté des circonstances, à un système qui doit tendre à perpétuer un état de guerre ou de trouble civil dans toutes les parties de l'Europe.

« La démarche naturelle à faire dans l'occasion présente eût été conséquemment d'ordonner à Votre Seigneurie de terminer sur-le-champ une négociation, qui, sur la base actuellement proposée par l'ennemi, ne donne ni l'espoir, ni les moyens d'arriver à quelque conclusion favorable, etc. »

Dépêche de lord Malmesbury à lord Grenville
(de Lille, 11 septembre.)

« Milord,

« En me rendant ce matin à la conférence, les plénipotentiaires

sairement consulter les cours de Madrid et de La Haye. Ainsi on gagnait du temps, de manière à brusquer les négociations de Lille par la paix définitive avec l'Autriche ; alors , une fois la paix signée par Bonaparte , on aurait dit à l'Angleterre : « Vous n'avez plus d'alliés ; acceptez sans retard nos conditions. »

Toute la politique du directoire consistait dans ces temporisations, car par le fait n'était-il pas maître en

français m'ont informé que la légation française en entier était rappelée, et que MM. Treilhard et Bonnier d'Arco étaient nommés à leur place. Ils m'ont dit qu'ils avaient ordre de me communiquer immédiatement cet événement, et d'ajouter en même temps, au nom du gouvernement français, que ce changement dans le choix des négociateurs n'en produirait aucun dans les dispositions du directoire à amener la négociation à une heureuse issue.

« Je les assurai que j'étais entièrement affligé d'apprendre qu'ils étaient rappelés ; que jusqu'ici nous avions agi ensemble si cordialement, qu'il était à regretter qu'il fût survenu des circonstances qui eussent fait penser au gouvernement français qu'il convenait de mettre les négociations en d'autres mains ;

« Que je recevais avec satisfaction ce qu'il me disait sur les sentiments manifestés par le directoire, relativement à la négociation, et que je pouvais les assurer que tels étaient certainement ceux qui existaient dans le cœur du roi, mon maître.

« Je regarde cet événement comme si important, que je ne perds pas un moment à dépêcher un de mes gens en Angleterre, n'ayant pour le présent aucun messager avec moi.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : MALMESBURY. »

Extrait d'une dépêche de lord Malmesbury à lord Grenville
(17 septembre).

Les nouveaux plénipotentiaires français, MM. Treilhard et Bonnier d'Arco, avec leur premier secrétaire, M. Derché, et deux

Espagne et en Hollande, et ne pouvait-il pas stipuler pour ses alliés? S'il avait voulu, tout aurait été fini sur-le-champ; mais chaque jour amenait nouvelle difficulté : la république exigeait d'abord que le roi d'Angleterre renonçât à son titre de roi de France, vieux comme Édouard, négociation puérile de part et d'autre; puis elle demandait une indemnité exorbi-

secrétaires particuliers, arrivèrent ici à cinq heures du matin, mercredi, 13 du courant. A onze heures, ils envoyèrent M. Derché pour me faire part de leur arrivée, et savoir à quelle heure je voulais recevoir leur visite. Je répondis que ce serait quand il leur conviendrait; alors ils vinrent immédiatement, accompagnés par MM. Letourneur, Maret et Colchen.

« En prenant congé, M. Letourneur s'avança et me dit, en son nom et celui de ses collègues, qu'ils ne pouvaient terminer leur mission sans exprimer la satisfaction qu'ils avaient éprouvée, de la loyauté et de la franchise avec lesquelles j'avais agi pendant toute la négociation, ni prendre congé de moi sans me témoigner leurs sincères regrets personnels; que le souvenir de ma conduite leur serait toujours agréable, et qu'elle m'avait donné les titres les mieux fondés à leur estime et à leurs bons souhaits.

« Je saisis l'occasion de rendre à M. Letourneur le compliment qu'il m'avait fait, et je dois en toute justice, répéter, milord, ce que j'ai déjà dit, que sa conduite et celle de ses collègues, a, dans tout ce qui a dépendu d'eux, été parfaitement loyale et honorable, et n'a dans aucun cas été contraire aux principes qu'ils ont énoncés, et aux déclarations qu'ils ont faites. Il m'est conséquemment impossible de ne point regretter, et de ne point regarder le changement de négociateurs, sinon comme un incident très-malheureux, au moins comme un incident fort désagréable. »

Dépêche de lord Grenville à lord Malmesbury (22 septembre.)

« Milord,

« J'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux de Sa Majesté les

tante pour la flotte de Toulon, parce que le peuple était substitué à Louis XVII. A ces difficultés lord Malmesbury répondait qu'il était sans instructions sur ces objets de détail, et que l'important était d'adopter les bases générales d'une négociation définitive. Dès lors le plénipotentiaire commence à écrire à lord Grenville qu'il est sans espoir de traiter, et qu'on ne peut pas négocier avec une république sans loyauté et sans forme.

dépêches de Votre Seigneurie, dans lesquelles vous avez rendu compte de la conduite extraordinaire des nouveaux plénipotentiaires de la république française, des réponses faites par Votre Seigneurie à leur demande injustifiable, et de votre départ de Lille en conséquence.

« J'ai la satisfaction de pouvoir assurer Votre Seigneurie que Sa Majesté a bien voulu exprimer son entière approbation de la conduite judicieuse et modérée de Votre Seigneurie dans la situation sans exemple dans laquelle vous étiez placé, et de la manière dont vous vous êtes exprimé soit dans vos notes officielles, soit dans vos conversations avec les plénipotentiaires français, ainsi que de la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours de la négociation, qui trop vraisemblablement semble aujourd'hui terminée.

« Signé : GRENVILLE. »

Lettre de MM. Treilhard et Bonnier, à lord Malmesbury.

« Lille, le 10 vendémiaire an vi.

« Les ministres plénipotentiaires de la république française, chargés de traiter de la paix avec l'Angleterre, ont l'honneur de faire savoir à lord Malmesbury, qu'ayant adressé copie de sa dernière note, du 23 septembre 1797, à leur gouvernement, le directoire exécutif leur a prescrit de déclarer, en son nom, qu'il n'a pas cessé de vouloir la paix; qu'il a donné une preuve non équivoque du sentiment qui l'anime, lorsqu'il a ordonné aux ministres plénipotentiaires de la république de réclamer une explication catégorique sur les pouvoirs donnés par le gouvernement anglais à son ministre

Les journées se passaient ainsi en discussions de détail : M. de Talleyrand avait remplacé Charles Delacroix aux affaires étrangères. Certes il y avait dans l'esprit du nouveau ministre des ressources et des souplesses infinies ; sa carrière diplomatique, commencée à Londres, lui donnait certaine tendance anglaise ; mais M. de Talleyrand aux relations extérieures n'était pas lui-même ; organe de la coterie de M^{me} de Staël, il appartenait essentiellement aux opinions qui préparaient le 18 fructidor. Quand ce coup d'État eut été accompli, les négociations de Lille prirent une singu-

plénipotentiaire ; que cette démarche n'avait et ne pouvait avoir d'autre objet que d'amener enfin à une issue prompte et heureuse.

« Que l'ordre donné aux ministres plénipotentiaires de la république de rester à Lille après le départ de lord Malmesbury, est une nouvelle preuve que le directoire avait désiré et prévu son retour avec des pouvoirs qui ne seraient pas illusoires et dont la limitation ne serait plus un prétexte pour retarder la conclusion de la paix.

« Que telles sont toujours les intentions et les espérances du directoire exécutif, qui enjoint aux ministres plénipotentiaires de la république de ne quitter Lille qu'au moment où l'absence prolongée du négociateur ne laissera plus de doute sur l'intention de Sa Majesté Britannique de rompre toute négociation.

« Qu'en conséquence, le 23 vendémiaire courant (10 octobre) est le terme fixé pour le rappel des ministres plénipotentiaires de la république française, dans le cas où, à cette époque, le ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique ne serait pas rendu à Lille.

« Le directoire exécutif éprouvera un vif regret qu'un rapprochement, déjà entamé deux fois, n'ait pu être consommé ; mais sa conscience et l'Europe entière lui rendront ce témoignage, que le gouvernement anglais seul aura fait peser le fléau de la guerre sur les deux nations.

« Signés : TRAILLARD, BONNIER. »

lière tournure : la légation française fut complètement renouvelée; le directoire révolutionnaire envoya deux régicides pour remplacer les hommes polis et modérés qui avaient été primitivement chargés de traiter avec l'Angleterre; Treilhard et Bonnier, caractères rudes et durs, vinrent à Lille, et leur premier pas dans la négociation fut significatif. Treilhard posa devant lord Malmesbury la question suivante : « Avez-vous des pouvoirs pour signer un traité qui restitue à la France et à ses alliés tout ce que l'Angleterre a conquis ? » Et comme lord Malmesbury répondit que ses pouvoirs n'étaient pas si étendus, Treilhard lui dit avec une insolence malapprise : « Eh bien ! allez les chercher. » Et les envoyés notifièrent au plénipotentiaire anglais un arrêté du directoire qui l'invitait à quitter le territoire de la république dans les vingt-quatre heures. C'était un peu la manie de singer les ambassades de Rome déclarant la guerre aux Tarquins : on aimait à secouer les plis de la robe prétexte.

Le véritable motif du directoire, c'est qu'il croyait le moment arrivé pour tenter une expédition contre l'Angleterre. Les nouvelles qu'on recevait de l'Irlande étaient bien favorables pour l'insurrection : la société des Irlandais unis était soulevée, et lord Fitz-Gérald promettait cinquante mille hommes en armes. Sur les côtes de l'Océan, dans les environs de Cherbourg, il se préparait une armée d'Angleterre, déjà portée à trente-cinq mille hommes, et destinée à républicaniser les trois royaumes. Au milieu de ces illusions du parti démocratique, comment continuer encore des négo-

ciations sérieuses et traiter avec un gouvernement qu'on espérait renverser ? C'est ce qui a fait prendre ce ton impératif au directoire et à M. Treilhard son organe ; on en revenait à la convention sans ses moyens, son énergie, sa volonté. Il était dit en outre que lord Malmesbury, lié d'opinion avec le parti qui avait été renversé au 18 fructidor, avait mêlé sa mission aux menées des deux conseils et particulièrement de M. Barthélemy, que la tourmente jetait à la Guyane. Aucune trace n'en reste, mais on peut justement dire qu'à aucune époque l'Angleterre, je le répète, n'avait été plus profondément pénétrée du désir et du besoin de la paix ; les bases qu'elle proposait étaient très-larges ; elle disait à la république : « Gardez la Belgique, la rive du Rhin, je vous rends tout et ne vous demande rien, sauf quelques indemnités coloniales que j'impose à vos alliés. » Et néanmoins ce traité fut repoussé. Le directoire avait alors l'espérance de renverser le gouvernement de la vieille Angleterre en tournant sur elle tous ses efforts d'insurrection.

Si les négociations avec la Grande-Bretagne étaient brusquement rompues, l'exécution des articles de Léoben éprouvait d'immenses difficultés. Nul ne connaissait mieux que Bonaparte la cause militaire qui lui avait fait si subitement accepter les clauses de ces préliminaires avantageux pour l'Autriche : avancé témérairement dans les États héréditaires, entouré d'insurrections, il était perdu si la signature des préliminaires n'avait préparé sur tous les points une sus-

pension d'armes. Mais dans l'éloignement on ne savait pas au juste les détails de ces périls de Bonaparte, et l'on ne s'expliquait pas comment une telle signature avait été donnée. Quoi ! on cédait à l'Autriche tous les États de terre ferme de la république de Venise, on lui rendait Mantoue après un long siège, et Peschiera qui la laissait maîtresse encore du lac de Garda ! Et que donnait-elle en échange ? Les Pays-Bas, acquis depuis quatre ans à la France, et l'accession à la république éphémère du Milanais que l'Autriche pourrait encore rattacher à sa monarchie par une campagne heureuse. Si Carnot, alors encore membre du directoire, avait compris ce traité, parce qu'il avait deviné les dangers de Bonaparte, Barras et Rewbell ne pouvaient pas revenir de leur étonnement. Barras, au reste, se trouvait dans une position fort compliquée avec le général en chef de l'armée d'Italie, son protégé, qui ouvrait devant lui des mines d'or. A chaque traité, Bonaparte envoyait à Paris quelques millions, et Barras, qui préparait le 18 fructidor, en était fort avide ; cela le rendait plus facile sur les clauses politiques. Néanmoins, le directoire faisait publier dans le *Moniteur* même des articles contre les préliminaires de Léoben et spécialement sur la reddition de Mantoue : « Jamais avec cette clause, disait-il, le traité ne serait ratifié ; Mantoue à l'Autriche, et l'Italie pouvait être conquise et envahie au premier effort du cabinet de Vienne. » Bonaparte répondit en vain que Mantoue n'était plus une place aussi formidable ; le directoire insistait pour que cette cession fût effacée

des préliminaires de Léoben, en négociant pour une compensation qu'on devait chercher en Italie même.

Il se trouvait précisément que des révolutions nouvelles en Italie allaient offrir à l'Autriche une compensation brillante pour cette Mantoue tant souhaitée par le directoire pour protéger la démocratie dans le Milanais. Une des causes qui avaient hâté la signature des préliminaires de Léoben, c'était l'insurrection des terres fermes de Venise. Quand la paix fut assurée par un armistice, Bonaparte fit châtier d'une manière sanglante les cités insurgées et les campagnes en armes; elles furent remplies de désolations et de sang; les ruines de Vérone attestent encore les excès effroyables de cette armée républicaine. L'Autriche ne dit rien, laissa faire, car les articles de Léoben lui laissaient la disposition de ces contrées, et plus les Français seraient odieux, plus la domination allemande deviendrait facile.

Mais Venise, la ville des lagunes, restait encore libre et maîtresse de son administration, au moins pour les apparences; comme au vieux temps, elle conservait son doge, son conseil des dix, son sénat et son Bucentaure, sa garde d'Esclavons à la magnifique place Saint-Marc; et ce fut précisément dans cette cité de Venise que, par une combinaison ténébreuse, Bonaparte chercha une indemnité pour Mantoue. Les prétextes ne manqueraient pas : Venise avait armé contre les Français; le peuple les avait menacés dans une insurrection. Le ministre de France à Venise,

nommé Lallemand (1), était un esprit actif, remuant, et lié avec le parti démocratique qui partout existait dans les villes d'Italie. Rien n'était plus simple, à l'aide de ce parti, que de préparer une insurrection contre le gouvernement aristocratique du doge et du sénat. Naturellement l'intervention française serait réclamée; le général en chef prendrait possession de Venise, et brisant enfin cette vieille république, la belle cité de l'Adriatique deviendrait la compensa-

(1) Voici les pièces qui concernent cette grande catastrophe de Venise.

Instructions de Bonaparte au ministre à Venise Lallemand
(Indembourg, 9 avril 1797).

« Enfin, nous n'en pouvons plus douter, citoyen ministre, le but de l'armement des Vénitiens est de couper les derrières de l'armée française... Tous les procès-verbaux qui ont été faits par les différents providiteurs de Breseia, de Bergame et de Coma, où ils attribuent l'insurrection de ces pays aux Français, sont une série d'impostures dont le but serait inexplicable, si ce n'était de justifier aux yeux de l'Europe la perfidie du sénat de Venise... Le génie de la république française, qui a lutté contre l'Europe entière, serait-il venu échouer dans les lagunes? »

Ici Bonaparte, établissant ses griefs, ajoutait : « Vous demanderez au sénat de Venise, 1^o que tous les hommes arrêtés pour opinion et qui ne sont nullement coupables, si ce n'est d'avoir montré de l'attachement pour la France, soient sur-le-champ mis en liberté ;

« 2^o Que toutes les troupes, hormis les garnisons ordinaires qui existaient il y a cinq mois dans les places de la terre ferme, évacuent la terre ferme ;

3^o Que tous les paysans soient désarmés comme ils l'étaient il y a un mois ;

« 4^o Que le sénat prenne des mesures pour maintenir la tran-

tion de Mantoue au profit de la cour de Vienne.

Rien de plus machiavélique dès ce moment que la conduite de Bonaparte pour donner Venise à l'Autriche : il envoie au sénat, à la suite des troubles de terre ferme, un manifeste impératif sous peine de la guerre. En même temps, l'insurrection de la bourgeoisie, favorisée par le ministre Lallemand, éclate violente sur tous les points de la ville; on renverse le lion de Saint-Marc; l'étendard de la seigneurie, levé

quillité dans la terre ferme, et ne pas concentrer toute sa sollicitude dans les lagunes ;

« 50 Quant aux troubles de Bergame et de Brescia, j'offre, comme je l'ai déjà fait, la médiation de la république française pour tout faire rentrer dans l'état habituel. »

Lettre de Bonaparte au doge de Venise Louis Marin.

« Indembourg, 9 avril 1797.

« Au sérénissime doge de la république de Venise.

« Toute la terre ferme de la sérénissime république de Venise est en armes. De tous côtés le cri de ralliement des paysans que vous avez armés est : *Mort aux Français!* Plusieurs centaines de soldats de l'armée d'Italie en ont déjà été victimes. Vous désavouez vainement des rassemblements que vous avez organisés; croiriez-vous que dans un moment où je suis au cœur de l'Allemagne, je sois impuissant pour faire respecter le premier peuple de l'univers? Croyez-vous que les légions d'Italie souffriront le massacre que vous excitez? Le sang de mes frères d'armes sera vengé, et il n'est aucun des bataillons français qui, chargé d'un si noble ministère, ne sente doubler son courage et tripler ses moyens. Le sénat de Venise a répondu par la perfidie la plus noire aux procédés généreux que nous avons toujours eus avec lui. Je vous envoie mon premier aide de camp pour porteur de la présente lettre. La guerre ou la paix! Si vous ne prenez pas sur-le-champ les moyens de dissiper les rassemblements, si vous ne faites pas arrêter et livrer en mes mains

si longtemps contre les Turcs, est abaissé; le sang coule, le vieux sénat, le doge, le conseil sont défendus par les gondoliers hardis et les Esclavons intrépides; mais ils succombent sous le nombre; les enfants de Venise brisent eux-mêmes leurs palais, leurs archives, comme s'ils préoyaient déjà la ruine de leur république. Pendant que tout ce peuple s'agite, des soldats arrivent sous le drapeau tricolore; ce sont les

les auteurs des assassinats qui viennent de se commettre, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières, aucun ennemi ne vous menace; vous avez fait à dessein naître des prétextes pour avoir l'air de justifier un rassemblement dirigé contre l'armée; il sera dissons dans vingt-quatre heures. Nous ne sommes plus au temps de Charles VIII. Si contre le vœu bien manifesté du gouvernement français, vous ne réduisez au parti de faire la guerre, ne pensez pas cependant qu'à l'exemple des soldats que vous avez armés, les soldats français ravagent les campagnes du peuple innocent et infortuné de la terre ferme; je le protégerai, et il bénira un jour jusqu'aux crimes qui auront obligé l'armée française à le soustraire à votre gouvernement tyrannique.

« *Signé : BONAPARTE.* »

Bonaparte écrit au directoire : « M. Quirini cherche à intriguer à Paris; mais les faits et la trahison infâme des Vénitiens, qui voulaient assassiner nos soldats sur les derrières de l'armée, pendant que nous étions en Allemagne, sont trop notoires... »

Le directoire lui répond aussitôt (4 mai) : « Prenez envers le gouvernement vénitien toutes les mesures de sûreté qu'autorise l'insurrection qui vient de se manifester; allez, s'il le faut, jusqu'à Venise, et rendez-vous compte de vos dispositions afin d'instruire le corps législatif de la nécessité où vous avez été d'agir hostilement à l'égard de cette puissance. »

Dépêche confidentielle de Bonaparte au directoire (3 mai 1797).

« Dès l'instant que j'eus passé les gorges de la Carinthie, les

Français de la division Baraguay-d'Hilliers, chantant des hymnes patriotiques; les citoyens dégénérés de Venise vont au-devant de ces troupes dans de vastes gondoles; on les accueille fraternellement partout, à Saint-Marc, à la Giudecca, sur les quais des Esclavons.

Le lendemain le pillage régulier commence; si la foule émue recherche dans les plombs de Venise quelques prisonniers oubliés pour les porter en triomphe, les commissaires français ne s'abstiennent pas des

Vénitiens crurent que j'étais enfourné en Allemagne, et ce lâche gouvernement médita contre l'armée française des Vêpres siciliennes. » Bonaparte expose ensuite tous ses griefs contre Venise, et termine ainsi : « Je ne vois plus d'autre parti que celui d'effacer le nom des Vénitiens de dessus la surface du globe, après une trahison aussi horrible. Il faut le sang de tous les nobles vénitiens pour apaiser les mânes des Français qu'ils ont fait égorger. »

Lettre du directoire à Bonaparte (19 mai).

« La singularité des circonstances qui accompagnent la chute de ce perfide gouvernement, est remarquable, et il ne nous reste déjà plus qu'à recueillir de cet événement tous les avantages qu'il présente au profit de la république française et de la liberté italique... Prenez les mesures les plus salutaires pour en tirer parti... Le passage spontané de Venise à une nouvelle forme de gouvernement étonnera surtout les puissances de l'Europe, et répandra parmi les peuples la plus haute considération pour les armes et la constitution française... »

Bonaparte écrit au directoire le 14 mai : « Je crains bien que cette pauvre ville de Venise ne soit en partie pillée par les Esclavons, à l'heure où je vous écris. Demain je conclurai un traité avec les députés vénitiens. J'espère que cette affaire s'achèvera heureusement, et que si nous ne sommes pas à l'heure qu'il est dans Venise, nous ne tarderons pas à y être. »

profanations sacrilèges et du pillage. Magnifique église de Saint-Marc, dis-nous comment ton trésor byzantin a disparu dans cette tempête révolutionnaire? L'étendard du doge, suspendu sur ton maître-autel d'argent massif, ne te préserva pas! Les châsses de tes saints, ton évangélaire d'or orné de grosses émeraudes de Syrie, furent brisés par ces contempteurs de croyances. Oh! que de belles choses furent anéanties sous la main des iconoclastes! Respect aux chefs-d'œuvre du Titien et du Tintoret! respect au vieux doge Dandolo, beau nom du moyen âge! respect à ces archives sacrées du temps! Il n'y avait donc là ni grandes imaginations, ni âmes profondément émues par l'histoire du passé; et cependant ces soldats faisaient de l'histoire!

Le gouvernement de Venise par le fait n'existait plus, il tombait irrévocablement, et il fut dès lors possible de parler d'une compensation pour Mantoue au profit de l'Autriche. Ainsi la démocratie turbulente ne savait pas l'œuvre de destruction qu'on lui destinait : quand Venise eut abdicqué ses poétiques souvenirs, quand elle se fut découronnée, alors reine déchue, on put la jeter aux bras d'un maître. Ceux qui avaient tant déclamé contre le partage de la Pologne préparèrent un nouvel acte plus odieux encore : la démocratie mit Venise en lambeaux ; on peut dire qu'elle fut en ce moment le ver rongeur de l'Italie!

Il y avait encore sur la Méditerranée une vieille république, puissante et riche comme Venise; elle aussi

avait ses doges, son sénat, ses palais de marbre. Gènes et son gouvernement de patriciens s'étaient hâtés de faire toute espèce de soumission à la France, même sous le terrible gouvernement du comité de salut public. On avait mis Gènes à contribution; sa banque fournit plus d'un emprunt aux avides directeurs; ce n'était point assez de soumission et de condescendance. Le directoire avait choisi pour son corps diplomatique et ses consulats des patriotes à idées tracassières, de petits proconsuls insolents, dont la mission était de favoriser les rapines, et de grouper autour du drapeau tricolore un certain parti de renversement. Ce n'étaient pas les véritables peuples d'Italie qui venaient à eux : ces peuples dévoués à leurs antiques lois, à leurs émotions religieuses, à leur madone magnifiquement reproduite par Raphaël, au Christ que Michel-Ange avait taillé dans le marbre, aux Vierges du Corrège, au saint Antoine de Padoue; ces peuples se groupaient avec patriotisme autour du vieil étendard du moyen âge. Ceux qui désiraient le renversement composaient la petite bourgeoisie, les avocats, les clercs séculiers, les limonadiers, les *barbieri* surtout, qui jouaient un si grand rôle à Bologne, à Venise, comme en Espagne, dans tous les pays d'oisiveté, de sieste et de bavardage politique. En relation avec cette partie turbulente de la population (qui n'était pas le peuple), il n'était pas difficile aux agents français de susciter des querelles, des divisions entre les classes, les métiers, et quand le trouble était jeté, lorsque le peuple saisissait les armes, alors l'agent français in-

tervenait pour prendre sous sa protection les patriotes persécutés; il les recevait sous l'inviolabilité de son consulat, à l'abri de son palais diplomatique, et comme il était fort rare que dans ce tumulte le pavillon consulaire ne fût atteint, et qu'on ne saisis quelques factieux autour, c'était un grief suffisant pour appeler le concours de l'armée républicaine, et alors un vieux gouvernement cessait d'exister par la seule volonté de Bonaparte.

Ainsi les choses se passèrent à Gênes sous l'influence de l'agent Faypoult. Le glorieux patriciat du Doria avait été défendu par le peuple du port, par la démocratie robuste de ces femmes génoises aux traits antiques, qui portent sur leur tête des poids immenses, semblables aux cariatides des vieux monuments, et l'agent Faypoult, effrayé devant cette démonstration, avait appelé à son aide une division de l'armée d'Italie. Le langage de Bonaparte au sénat de Gênes fut le même que celui qui prépara la destruction du gouvernement de Venise; les choses étaient avancées à ce point que les Français purent organiser à Gênes ce qu'ils appelèrent la république Ligurienne : plus de souvenirs, plus de vieilles images des ancêtres, plus de palais de marbre où les doges de la maison Doria rayonnent depuis des siècles, plus de ces églises qui rappellent les jours de gloire, et que décorent les pierres d'Orient, de Syrie, et les colonnes de porphyre et de granit; on eut une démocratie faible, bourgeoise, agenouillée devant l'agent français, et changeant sa constitution, ses lois, sur un

mot du général en chef de l'armée d'Italie (1).

Ce terrible passage des Français fut marqué encore par le bouleversement et le pillage; Bonaparte jeta partout des républiques Transpadane, Cispadane, Cisalpine, Ligurienne, avec des directeurs, des conseils, le tout modelé sur la constitution de l'an III, si magnifique en France. Cela flattait l'orgueil des Lycurgues ou des Solons de la coterie de M^{me} de Staël, Ginguené, Daunou, Chénier qui miraient leur génie dans ces contrefaçons. Que pouvaient être ces républiques éphémères? sur quelles bases antiques étaient-elles fondées, et quel avenir pouvait-on leur promettre? Joujoux donnés à de grands enfants, à quelques abbés classiques, à des avocats turbulents ou à quelques bourgeois oisifs, elles n'avaient pour elles ni le peuple ni les intérêts. Bonaparte tailla au vif dans toutes ces constitutions, afin de se faire décerner le titre de vainqueur, législateur et pacificateur, et la flatterie n'épargna rien. Il ne resta de tout cela que deux faits dominants : un pillage public et effronté du pays, et le dépouillement des villes pour Paris, la nouvelle Rome conquérante. Combien n'est-il pas effrayant de voir le tableau des sommes arrachées par

(1) *Extrait d'une dépêche confidentielle de Faypoult à Bonaparte sur Gènes.*

« Vous savez que rien n'égale l'ardeur du peuple et la rapidité des mesures qui tiennent aux progrès révolutionnaires. Les statues de Doria, fondateur de l'aristocratie, viennent d'être brisées au palais. Le fameux *Lierre d'or* vient d'être déchiré et brûlé sur la place d'*Aqua-verde*. Enfin, Gènes fait plus de chemin en douze heures, que les Milanais n'en feront en douze mois. »

l'armée d'Italie (1) ! Rome, la Toscane, Parme et Modène furent imposées par masses de millions, indépendamment du pillage des monts-de-piété de Milan, de Bologne, de Venise, de Ravenne. Ce fut épouvantable de prendre ainsi l'argent des pauvres ; mais cela se fit : à Milan même, je le répète, la caisse des hôpitaux, évaluée à cinq millions, fut enlevée.

(1) *Contributions, réquisitions, exactions exercées sur les villes d'Italie pendant les campagnes de Bonaparte.*

Lombardie et autres districts de la république cisalpine.	62,000,000
Duché de Parme.	3,650,000
— de Modène.	10,000,000
Venise, par le traité du 16 mai 1797.	6,000,000
Les trois légations, Bologne, Ravenne et Ferrare.	12,000,000
Roi de Naples.	15,000,000
Gènes.	4,000,000
Rome.	30,000,000
Toscane.	8,000,000
Argenterie, mobilier des églises de la Lombardie, des trois légations, de l'État vénitien, du Modénois, de l'État romain.	65,000,000
Mont-de-Piété de Milan, enlevé par le général...., sur l'ordre de Bonaparte.	19,000,000
Monts-de-piété de Bologne, Ravenne, Modène, Venise, Rome, etc.	37,000,000
Caisses des hôpitaux à Milan et plusieurs autres villes.	5,000,000
Le mobilier de l'archiduc Ferdinand, à Milan et à Monza, et 160 ballots d'effets précieux saisis à Bergame, ville neutre, par ordre de Bonaparte, et vendus à l'enchère.	2,000,000
(On vendit jusqu'aux parquets, aux chambranles de marbre, aux châssis des croisées).	
Nécessaire précieux donné par la feuve reine de France à	

A reporter. 278,650,000

Maintenant on dépouille l'antique Monza, ou bien on s'empare du nécessaire précieux donné par Marie-Antoinette à sa sœur, et que le général en chef réserve pour M^{me} Bonaparte. Cinquante-deux caisses d'argenterie furent confiées au maître d'hôtel du général; on vendit les rançons des otages, le droit d'habi-

	Report.	278,630,000
L'archiduchesse, pris à Bergame et passé à Mme Bonaparte.		60,000
Mobilier, bibliothèque, effets appartenant aux conseillers de conférence fugitifs.		1,000,000
Vaisselle, mobilier, effets de l'évêque de Tarente, enlevés en présence du maître d'hôtel de Bonaparte, et emballés en 52 caisses.		700,000
Supplément de contributions levé à Milan et dans la Lombardie.		28,000,000
Rançon des décurioni et autres otages envoyés en France.		1,300,000
Vente de permissions d'habiter leurs campagnes, aux propriétaires sommés, par ordonnance, de rentrer à Milan.		2,200,000
Saccagement des villas vénitiennes et des palais sur la Brenta, meubles, dorures, tableaux, chevaux, voitures, etc.		6,300,000
Enlevé au duc de Modène à Venise contre la foi des traités.		2,630,000
Spoliations à Vérone, Padoue, Venise, caisses publiques, contributions en argent, partie du trésor de Saint-Marc, effets de l'arsenal, bronzes, statues, tableaux.		27,535,000
Gratifications reçues par Bonaparte et son armée, des républiques de Gènes et de Venise, depuis le mois de mai jusqu'au mois de décembre 1796, par forme de sauvegarde.		2,500,000
Total.		351,345,000

ter la campagne pour se délivrer du tumulte des villes, le trésor de Saint-Marc, le pillage de Vérone ; mais ce qui laissa des empreintes bien plus profondes au cœur des peuples, ce fut l'enlèvement des tableaux : l'Italie, comme un noble artiste, se console de sa pauvreté, jamais de l'humiliation.

Que de nobles choses furent conquises par ces impitoyables vainqueurs à l'Italie éplorée ! Voyez ces immortelles sculptures, l'Apollon du Belvédère aux formes divines, ce torse si parfait dans ses débris, Hercule Commode, l'expression de la force musculaire, et les deux Antinoüs du Capitole et du Vatican ! Tu brilles d'un éclat merveilleux, ô Vénus pudique au sein naissant, aux moelleux contours ! A tes côtés se placent la Junon sévère, Cérès, Flore, Ariane, ce gracieux berger s'arrachant l'épine du pied, et cette Vénus accroupie, si belle, et le Laocoon empreint d'une si noble douleur ! Puis le Jupiter Sérapis si majestueux, le Sphinx terrible à côté du Tibre, symbole de Rome ! Épargnez au moins l'œuvre de ce Raphaël Sanzio, si profondément italien, le créateur de la Madone : quelle merveille comparable à sa Transfiguration, à ses têtes virginales qui tiennent tout à la fois à la naïveté du moyen âge et au génie de la renaissance ! Après Sanzio ce sont les chefs-d'œuvre de l'Albane qu'on arrache aux cités : ici sa Vierge, là son saint François ; c'est le Martyre de saint Pierre du Guide ; la Circoncision du Guerchin ; le saint Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin ; la Vierge à l'écuella du Corrège ! Nulle merveille n'é-

chappait à ces fils des Gaulois ; et comme dernier sacrifice, Bonaparte allait livrer à l'Autriche l'antique république de Venise dans le traité de Campo-Formio (1).

Depuis l'occupation de Venise, les difficultés soulevées par le directoire à la suite des articles de Léoben, s'étaient bien affaiblies : dans sa correspondance avec Barras, Bonaparte présentait Venise comme la compensation de Mantoue offerte à l'Autriche ; et il n'était pas douteux que le cabinet de Vienne n'acceptât cette modification avec empressement. Mantoue n'était qu'un point militaire qu'on

(1) *Résumé des objets d'art et de sciences enlevés d'Italie par les Français.*

SCULPTURE.

Apollon, le Méléagre, le Torse, l'Antinoüs (du Vatican), Adonis, Hercule Commode, l'Apollon des Muses, le Discobole, le Faune, le Torse de Cupidon, Pâris, le Zénon, le Discobole (2^e), Jules César, Auguste, le Tibère en toge, le Phocion, Adrien, Démosthène, Sardanapale, Sextus-Hipperien, l'Antinoüs (du Capitole), deux Melpomènes, deux Uranie, Vénus, Junon, Flore, Ariane, Vestale, Cérès, l'Amazone, Minerve, la Santé, Terpsichore, Polymnie, Thalie, Clio, Calliope, Euterpe, Erato, Trajan, le Posidippe, le Ménandre, le Berger s'arrachant une épine du pied, le Gladiateur mourant, la Vénus accroupie, la Cléopâtre, le Laocoon, l'Amour et Psyché, Jupiter, Homère, Alexandre, Jupiter Sérapis, Ménélas, Junius Brutus, Marcus Brutus, l'Océan, Caton et Porcie, deux sphinx, trois candélabres, trois autels, le tombeau des Muses, le Tibre et divers autres morceaux.

PEINTURE.

De Raphaël Sanzio. — La Transfiguration, l'Assomption, le Couronnement de la Vierge, la Vierge, l'Annonciation, l'Adoration

pourrait toujours disputer, tandis que Venise était la plus belle acquisition de la monarchie autrichienne, le complément de son système sur l'Adriatique. La pensée du directoire était de donner Mantoue comme forteresse à la république Cisalpine ; on démocratisait la place forte de l'Adige, et l'on vit les commissaires du directoire, dans leur zèle classique, souvenir du collège d'Harcourt, célébrer au milieu de Mantoue la fête de Virgile, avec des couronnes de lierre, des pipeaux champêtres et les brebis de l'églogue. Mantoue resterait donc à la Cisalpine, et Venise à l'Autriche, qui

des Mages, le Baptême de Jésus-Christ, la Foi, l'Espérance et la Charité, la Résurrection de Jésus-Christ.

Du Pérugin. — La Résurrection, la Sainte Famille, Saint Augustin et la Vierge, Mariage de la Vierge, la Vierge et Saint de Pérouse, les Prophètes, Saint Benoît, Sainte Placide, Sainte Scolastique, le Père éternel, Saint Sébastien, Saint Augustin, Saint Barthélemy, Saint Paul, Saint Jean, la Vierge, Déposition de la Croix, une Vierge.

Du Guerchin. — La Circoncision, Sainte Pétronille, Saint Thomas.

Du Dominiquin. — Saint Jérôme, Martyre de sainte Agnès.

De Caravage. — Descente de Croix.

D'Annibal Carrache. — La Piété, la Nativité.

D'André Sacchi. — Saint Romuald, un Miracle.

D'Albani. — Une Vierge, Saint François.

Du Guide. — La Fortune, Martyre de saint Pierre.

Du Garofaldo. — La Vierge.

Du Poussin. — Martyre de saint Érasme.

Du Valentin. — Martyre de saint Gervais.

Du Corrège. — La Vierge de saint Jérôme, la Vierge à l'écuelle.

Du Titien. — Le Couronnement.

Du Procaccini. — Saint Sébastien.

échangeait le lac de Garda contre l'Adriatique. Telle était la pensée de Bonaparte, très-empressé de finir les négociations avec le cabinet de Vienne par un traité définitif. Ceci tenait d'abord, comme je l'ai dit, à sa position militaire si compromise, et puis à la marche des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, qui pouvaient en entrant en ligne compromettre son rôle d'arbitre souverain de la paix ou de la guerre, et ce rôle Bonaparte ne le voulait pas partager. Il savait tous les événements de Paris, l'esprit du 18 fructidor, la mort de Hoche, la disgrâce de Moreau, et à qui donnait-on le commandement de ces

Objets destinés au musée d'histoire naturelle.

L'Herbier de Haller. — Collections de substances volcaniques, par Spallanzani. — Minéraux du P. Pini à Milan. — Minéraux de l'Institut de Bologne. — L'Herbier d'Aldrovande, en 16 volumes. — Collection de marbres et de pierres fines de l'Institut de Bologne. — Figures manuscrites d'Aldrovande, en 17 volumes. — Aiguilles de cristal de roche.

Objets destinés à la bibliothèque.

Manuscrits de la bibliothèque Ambrosienne et de celle de Brera. — Mss. de l'abbaye de Saint-Salvador de Bologne. — Les donations faites à l'église de Ravenne sur papyrus, en 490 et 491. — Mss. de Joseph sur papyrus. — Mss. sur l'histoire des papes. — Un Virgile manuscrit ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main. — Ms. de la main de Galilée, sur le flux et le reflux et sur les fortifications. — Carton des ouvrages de Léonard de Vinci. — Donze Mss. de Léonard de Vinci sur les sciences. — Tables anatomiques de Haller, avec des additions et corrections de sa main. — Livres d'anciennes éditions provenant des bibliothèques Ambrosienne, de l'Institut de Bologne, de l'abbaye de Saint-Salvador et de l'université de Pavie.

armées apparaissant de nouveau en Allemagne ? à Augereau, l'exécuteur du 18 fructidor, jaloux de Bonaparte et un de ses lieutenants les plus animés contre lui. Augereau était agent politique aussi bien que général en chef, et s'il parvenait à toucher le Danube, à opérer simultanément avec l'armée d'Italie, la négociation échappait à l'action exclusive de Bonaparte, et le directoire pourrait ressaisir la puissance qu'un jeune ambitieux lui avait arrachée. Ce plan, Bonaparte le connaissait bien, et c'est ce qui le faisait hâter la signature d'un traité définitif.

Les conférences pour l'exécution des préliminaires de Léoben se tenaient à Udine, et depuis le mois d'août elles traînaient en longueur sous l'action du marquis de Gallo, du comte de Meerveldt et du général en chef Bonaparte. On pouvait dire que chacun des plénipotentiaires attendait les événements politiques pour se déterminer à la signature du traité. A Vienne, sir Morton Eden faisait les propositions les plus larges, les plus complètes, si l'Autriche voulait persister dans la guerre et briser les préliminaires : deux millions de livres sterling seraient mises à sa disposition. De son côté, le baron de Thugut espérait un mouvement royaliste en France.

A son tour Bonaparte était en hostilité ouverte avec le directoire, reconstitué par le 18 fructidor. M. de Talleyrand, tout en flattant le secret amour-propre du général, lui transmettait des ordres impérieux pour qu'il s'abstint de céder Venise qui était la meilleure position de l'Autriche sur l'Adriatique. Bonaparte dé-

veloppait en réponse sa position fort difficile sous le point de vue stratégique : « L'Autriche faisait des levées en masse; il n'avait que soixante et dix mille hommes, et il était cerné par cent douze mille; est-ce que l'armée d'Augereau arriverait à temps? Puisqu'il se trouvait en dissidence avec le directoire, le véritable gouvernement de la France, ajoutait-il, ce qui lui restait à faire, c'était de donner sa démission. » Cette menace, il la renouvelait sans cesse, à ce point que Barras, pour pénétrer le dernier mot du général, envoya auprès de lui son secrétaire Bottot, l'homme de sa confiance, pour lui poser cette question : « Que se passait-il? pourquoi s'abstenir de donner des nouvelles des négociations, et ne parler jamais que pour offrir sa démission? » Bonaparte exposa tout à découvert : « L'Autriche armait considérablement, et les levées en masse pullulaient; voulait-on la guerre? on la ferait, quoique la saison fût très-avancée; mais il ne répondait de rien pendant l'hiver dans les montagnes. De quoi s'agissait-il? de républicaniser Venise, de donner une meilleure frontière à la Cisalpine : est-ce que tous ces peuples valaient la peine qu'on sacrifiât quarante mille Français pour eux? On irait peut-être à Vienne; mais y resterait-on? » Cette conférence avec le secrétaire Bottot se résuma définitivement en des lettres de change et des diamants pour Barras, de la valeur de trois millions, ce qui devait considérablement adoucir la résistance du directoire qui dès lors se plaignit moins.

A Vienne également, les idées de guerre et d'hos-

tilité, si fortement entretenues par sir Morton Eden, s'étaient sensiblement amorties : le parti de la paix avait pris une influence décisive, et l'empereur François II venait de rappeler de Pétersbourg le ministre à idées modérées, le comte Louis de Cobentzl, partisan déclaré de la paix depuis l'origine même de la révolution française. Le comte Louis avait parfaitement saisi le caractère de Bonaparte, impérieux, dominateur, et fort naturellement flatté de toute distinction particulière. François II avait écrit personnellement au général républicain : si l'empereur dédaignait de s'adresser au directoire, il avait plus de considération pour Bonaparte; et par là, il reconnaissait le caractère de son commandement et sa destinée d'avenir.

La lettre de François II (1), toute écrite de sa main,

(1) *A Monsieur le général Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie.*

« Monsieur le général Bonaparte, lorsque je croyais avoir donné à mes ministres plénipotentiaires toutes les facilités pour terminer l'importante négociation dont ils sont chargés, j'apprends avec autant de peine que de surprise que, s'écartant de plus en plus des stipulations préliminaires, le retour de la tranquillité, dont je désire faire jouir mes sujets et que la moitié de l'Europe désire si sincèrement, devient de jour en jour plus incertain.

« Fidèle à remplir mes engagements, je suis prêt à exécuter tout ce qui a été arrêté à Léoben, et je n'exige que la réciprocité d'un devoir aussi sacré. Une explication franche et loyale, dictée par le même esprit qui m'anime, est la seule voie qui puisse conduire à ce but salutaire. Afin d'accélérer autant qu'il est en moi, et de mettre fin, une bonne fois, à l'état d'incertitude où nous sommes, et qui n'a déjà que trop duré, je me suis déterminé à faire partir pour le lieu des négociations actuelles, M. le comte de Cobentzl,

digne et modérée, parlait de la paix comme d'un espoir, de la guerre comme d'une nécessité cruelle, qu'on était néanmoins décidé à subir, si les conditions de Léoben n'étaient point acceptées ou modifiées dans un système de concession mutuelle. Le langage de l'empereur au général Bonaparte était plein d'une haute estime, et les prévenances d'un souverain allaient dignement à celui qui rêvait déjà le rôle de César. M. de Cobentzl qui portait cette lettre était chargé de suivre les négociations dans cette voie; esprit conciliateur, aimant le luxe, la grandeur, tout ce qui pouvait flatter l'orgueil de Bonaparte, il avait vu Catherine II, assisté à ses fêtes, et la grâce parfaite de sa causerie faisait passer de longues heures aux veilles d'Udine. Tout le XVIII^e siècle n'était-il pas sous le charme des causeries des courtisans et des gens d'es-

étant en possession de ma confiance la plus étendue, instruit de toutes mes intentions et muni de mes pouvoirs les plus amples. Je l'ai autorisé à écouter et à recevoir toute proposition tendant au rapprochement des deux parties d'après les principes d'équité et de la convenance réciproque, et à conclure en conséquence.

« Après cette nouvelle assurance de l'esprit de conciliation qui m'anime, je ne doute pas que vous ne sentiez que la paix est entre vos mains, et que de vos déterminations dépendra le bonheur ou le malheur de plusieurs milliers d'hommes.

« Je me suis surtout décidé au parti que je prends aujourd'hui sur l'opinion que j'ai de votre loyauté et l'estime personnelle que j'ai conçue pour vous, dont je suis bien aise, M. le général Bonaparte, de vous donner ici l'assurance.

« Vienne, le 20 septembre 1797.

« Signé : FRANÇOIS. »

prit? et Bonaparte s'y laissait aller lui-même. Le marquis de Gallo, si fin, si souple, véritable type du caractère napolitain, et le comte de Meerveldt demeurèrent chargés des détails de la négociation; ils furent accompagnés d'une foule de gentilshommes, afin de donner un caractère splendide à la représentation impériale (1).

Quand de Trévise on se rend à Udine par Codroïpo, à huit lieues de la vieille Aquilée, à deux lieues de Palma-Nova et à 6 de Goritz, il s'élève un vieux châ-

(1) Voici quelques fragments de la correspondance de Bonaparte avec le directoire; j'ai trouvé plus de cent lettres écrites dans le même esprit.

Dépêche confidentielle de Bonaparte à M. de Talleyrand
(7 octobre).

« Sous trois ou quatre jours, citoyen ministre, tout sera terminé, la paix ou la guerre. Je vous avoue que je ferai tout pour la paix, vu la saison très-avancée et le peu d'espérance de faire de grandes choses.

« Vous connaissez peu ces peuples-ci; ils ne méritent pas qu'on fasse tuer 40,000 Français pour eux.

« Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse : vous vous imaginez que la liberté doit faire de grandes choses à un peuple mon, superstitieux, pantalon et lâche.

« Ce que vous désiriez que je fisse sont des miracles; je n'en sais pas faire....

« Je n'ai point eu, depuis que je vins en Italie, pour auxiliaire l'amour du peuple pour la liberté et l'égalité, ou du moins cela était un auxiliaire très-faible... Tout ce qui n'est bon qu'à dire dans des proclamations, des discours imprimés, sont des romans.

« ...Le caractère de votre nation est d'être beaucoup trop vif dans la prospérité. Si l'on prend pour base de toutes les opérations

teau demi-ruiné, près d'un petit hameau que le peuple nomme Campo-Formio; les voyageurs curieux peuvent le saluer, et je l'ai fait avec un battement de cœur indicible, car dans ce château se réunissaient, par des journées déjà froides, aux pieds des montagnes, le général en chef Bonaparte, le comte de Cobentzl, le marquis de Gallo: c'est là que se prépara le fameux traité qui mettait trêve à la guerre de la France et de l'Autriche. Les conférences étaient longues et animées, si l'on en croit les rapports officiels: il y eut des mots durs, a-t-on dit, des cabarets de

la vraie politique, qui n'est que le résultat du calcul, des combinaisons et des chances, nous serons longtemps la grande nation, l'arbitre de l'Europe; je dis plus, nous tenons la balance, nous la ferons pencher comme nous voudrons, et même si tel est l'ordre du destin, je ne vois pas d'impossibilité à ce qu'on arrive en peu d'années à ces grands résultats que l'imagination échauffée et enthousiaste entrevoit, et que l'homme extrêmement froid, constant et raisonné, atteindra seul... »

Lettre de Bonaparte au directoire (13 octobre).

« La paix définitive sera signée cette nuit ou la négociation rompue. » Dans cette lettre, Bonaparte rend compte des conditions principales; il en balance les avantages et les inconvénients, puis il ajoute: « La guerre avec l'Angleterre nous ouvrira un champ plus vaste, plus essentiel et plus beau d'activité... Si dans tous ces calculs je me suis trompé, mon cœur est pur, mes intentions sont droites: j'ai fait taire les intérêts de ma gloire, de ma vanité, de mon ambition; je n'ai vu que la patrie et le gouvernement... Il ne me reste plus qu'à rentrer dans la foule, reprendre le soc de Cincinnatus, et donner l'exemple du respect pour les magistrats, et de l'aversion pour le régime militaire, qui a détruit tant de républiques et perdu plusieurs États. »

porcelaine brisés, des actes de colère, des fureurs jouées. Bonaparte s'opposa à ce que la république française fût reconnue par l'Autriche, ce qui était la formule de tout protocole, parce que, disait-il, cette république était, comme le soleil, aperçue par tous. Ces récits sont des fables; Bonaparte put l'écrire au directoire pour justifier la cession de Venise et exagérer les difficultés de sa position personnelle; mais la vérité est qu'avant les conférences de Campo-Formio tout était convenu et entendu à Udine; il n'y eut ni cabaret cassé, ni insolences dites. Bonaparte avait par-dessus tout l'esprit de bonne compagnie; ce n'était pas un fou à lier, un mal appris, un rustre, ni M. de Cobentzl un laquais que l'on traitât avec le pied.

Au reste, les articles de Léoben n'étaient modifiés que sur l'échange de Venise contre Mantoue, ce que l'Autriche désirait. Le traité de Campo-Formio ne fut que le développement de ces préliminaires: l'Autriche cédait la Belgique à la France, et à la république Cisalpine, la Lombardie, Mantoue, Bergame, Brescia et partie des États vénitiens jusqu'à l'Adige; l'Empereur approuvait que la France prit possession des îles de Corfou, de Zante et des autres colonies vénitiennes en Albanie; la république française consentait aussi à ce que l'Empereur prit possession de Venise, des lagunes, des îles de l'Adriatique, de Vérone, de la Dalmatie et des États de terre ferme de Venise jusqu'à l'Adige. Quant aux questions allemandes, elles demeuraient en suspens jusqu'à un congrès qui serait tenu à Rastadt. A ce traité public étaient jointes

des stipulations secrètes : la France consentait à ce que l'Empereur s'indemnisât en Allemagne, par le Palatinat de Bavière et l'évêché de Saltzhourg, de ses sacrifices sur le Rhin; Mayence serait remise à la France le même jour que Venise à l'Autriche; l'Empereur ne soutiendrait pas les États d'Allemagne, si la remise de Mayence entraînait une guerre sérieuse entre la république et la confédération.

Ainsi fut le traité de Campo-Formio, si avantageux à l'Autriche, car il fondait sa puissance en Italie et sa grandeur sur l'Adriatique : la république Cisalpine passerait dans la marche des temps, puis la Lombardie verrait de nouveau l'aigle impériale se déployer sur ses cathédrales. Mais Venise ne renaîtrait pas de ses cendres dispersées au vent des révolutions : l'Autriche en resterait maîtresse pour lui ouvrir de nouvelles destinées. Qu'elle fut donc étrange cette révolution française ! elle grandit démesurément les causes de puissance et d'avenir pour les trois fortes monarchies, la Prusse, l'Autriche, la Russie ; elle n'abaissa que le système de Louis XIV en jetant la France dans une guerre de principes et d'idées.

CHAPITRE XLVII.

L'EUROPE APRÈS LE TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.

La Russie. — Paul I^{er}. — Rapprochement avec l'Angleterre. — La Prusse. — Ses griefs pour le traité de Campo-Formio. — Mort de Frédéric-Guillaume. — Avènement du nouveau roi. — Le cabinet. — Autriche. — Influence de M. de Cobentzi. — Intimité avec Bonaparte. — Premières réunions à Rastadt. — Mécontentements de l'Empire. — La cour de Londres. — Nouvelles tentatives de négociation. — Le directoire et lord Malmesbury. — M. Pitt et le parlement. — Situation spéciale de l'Espagne et du Portugal.

Novembre—décembre 1797.

De toutes les puissances qui s'étaient levées en armes contre la révolution française, deux seulement, la Russie et l'Angleterre, n'avaient point traité avec la république conquérante; et encore tout récemment, à Lille, lord Malmesbury avait fait au nom de sa cour les propositions les plus larges, les plus avancées aux plénipotentiaires français. Paul I^{er}, préoccupé de son avènement, organisait son administration intérieure dans cette vaste souveraineté qui s'étend de Varsovie aux murailles de la Chine. Rien, si

ce n'est le puissant empire romain, ne peut être comparé à ce groupe de peuples que le génie d'un seul gouvernement fait marcher, et l'on contemple avec une sorte d'effroi la mission et le devoir de cette immense souveraineté, colosse partout, du front aux pieds. Sans se séparer des engagements pris avec l'Autriche et l'Angleterre pour l'armement de soixante mille Russes destinés à la coalition, Paul I^{er} n'en pressait pas l'exécution (1) : la Russie voulait voir venir les événements. Le nouveau czar n'avait pas d'abord de ces répugnances de cour, de ces fiertés de noblesse qui animaient Catherine II contre la révolution française; il voyait et jugeait les événements du point de vue lointain où sa situation le plaçait; ses intimités d'ailleurs avec la Prusse lui faisaient envisager sous un jour plus favorable les crises de la révolution française. Ses impressions venaient plus de Berlin que de Vienne; M. de Haugwitz se faisait fort auprès de M. Caillard, ministre de France (et c'était une illusion), d'entraîner tôt ou tard la Russie à reconnaître la république et le directoire.

(1) Cependant on écrivait de Pétersbourg à Vienne :

« L'empereur de Russie a chargé formellement le prince de Galitzin, et l'ambassadeur d'Autriche, de même que celui d'Angleterre, de donner à leurs cours respectives l'assurance que Sa Majesté était dans l'intention de remplir fidèlement, et dans toute leur étendue, les traités et obligations contractés par l'impératrice sa mère; qu'en outre, Sa Majesté était prête à donner, de son côté, les facilités possibles, pour que les nouvelles négociations qui se trouvaient entamées lors de la mort de l'impératrice, soient continuées sur le même pied et dans les mêmes principes. »

Cependant l'Angleterre agissait activement à Pétersbourg; lord Witworth, ambassadeur extraordinaire, renouvelait le traité de commerce, si avantageux pour l'industrie anglaise, et prélude d'une convention diplomatique plus intime; on saisisait le premier prétexte pour marcher en Italie et au Rhin. A ce moment, le traité de Campo-Formio vint bouleverser ces résolutions; l'Autriche comme la Prusse étaient un obstacle à tout contact militaire entre la Russie et la France. Jetées comme de vastes points intermédiaires, elles ne permettraient que par une alliance le passage des troupes russes pour chercher un champ de bataille sur le Tagliamento ou le Rhin; on devait également renoncer à tout embarquement d'un corps moscovite pour la Hollande ou la Vendée, ce qui était un des articles du plan de Catherine II. La Hollande, livrée au parti républicain, demeurait tout entière sous l'influence française, et la Vendée, foyer d'un volcan éteint, ne jetait que çà et là quelques bouffées de fumée et de flammes.

Un seul point pouvait rendre inquiétante l'intervention du cabinet de St-Pétersbourg : par le traité de Teschen, la Russie s'était portée garante et responsable de la constitution germanique et des souverainetés qui en formaient la base. Nul n'ignorait que, par le traité de Campo-Formio, un congrès devait se rassembler à Rastadt pour modifier précisément le pacte fédéral. En outre, la famille impériale avait des liens intimes avec les princes d'Allemagne et le Wurtemberg spécialement; Paul I^{er} ne pouvait souf-

frir que ces princes fussent sacrifiés aux nouveaux arrangements souscrits entre la France et l'Autriche par le traité de Campo-Formio.

La connaissance des clauses secrètes de ce traité, communiqué à Berlin, avait aussi singulièrement attristé le cabinet prussien : le comte de Haugwitz serait-il joué par le directoire ? Est-ce que sous une autre forme on allait renouveler le traité de Choiseul de 1756, entre les deux cours de Paris et de Vienne ? Le comte de Haugwitz venait d'avoir connaissance des articles confidentiels signés par Bonaparte et le comte de Cobentzl, et de la clause qui interdisait à la Prusse toute espèce d'accroissement en Allemagne : était-ce cela qu'on devait attendre de cette république française reconnue et saluée tout d'abord par le cabinet de Berlin ? A ces plaintes, M. Caillard répondait que tout serait décidé à Rastadt, et que l'influence de la Prusse sur le corps germanique se verrait là, forte, éclatante, telle qu'elle devait être.

Cette situation nouvelle engagea le cabinet prussien à resserrer ses liens avec la Russie, et l'arrivée du comte Panin (1) fut l'occasion d'une multitude de confidences sur les éventualités de l'avenir ; les cas de guerre y furent même posés et pressentis contre la république, mais avec des précautions extrêmes et comme la conséquence des arrangements imposés à l'Allemagne par les stipulations de Rastadt. En ce

(1) Le comte Panin était neveu du comte Panin, mort en 1783 ministre des affaires étrangères et gouverneur du grand-duc, devenu l'empereur Paul I^{er}.

moment, la Prusse touchait à la crise la plus forte dans toutes les monarchies, la mort d'un roi. Curieuse faveur que la destinée réservait à la république que ces trépas de princes, au moment où tout prenait un caractère hostile : Léopold, Gustave III, Catherine II et maintenant Frédéric-Guillaume, le roi de Prusse ! Depuis longtemps ce monarque, jeune encore, s'était considérablement affaibli par une hydropisie de poitrine, affreuse maladie qui vous étreint et vous étouffe entre deux oreillers de plomb ; Frédéric-Guillaume languit quelques années, consolé au doux murmure des paroles de la comtesse de Lichtenau ; il expira après une nuit d'agonie (1), laissant pour successeur son fils Frédéric-Guillaume III, à peine âgé de 27 ans (2), jeune homme un peu timide, mais ardent pour le bien public, comme toute imagination allemande, nourrie des plans vagues et généreux de félicité humanitaire.

Si le nouveau roi garda auprès de lui le comte de Haugwitz, le ministre de confiance de son père, et le secrétaire Lombard, chef du cabinet, il éloigna avec une dureté implacable la comtesse de Lichtenau (3),

(1) Frédéric-Guillaume II mourut le 16 novembre 1797, âgé de 33 ans.

(2) Frédéric-Guillaume III, né le 3 août 1770, avait épousé, le 24 décembre 1793, Louise-Auguste-Wilhelmine-Amélie, fille de Charles-Louis-Frédéric, duc de Mecklembourg-Strélitz.

(3) « Berlin, 18 novembre 1797.

« Les scellés ont été apposés chez la fameuse comtesse Lichtenau-Rietz, maîtresse du feu roi. Ce n'est point dans la forteresse de Spandau qu'elle a été enfermée, c'est dans la maison de Haus-

la favorite, un moment menacée d'un procès criminel dans une forteresse. L'avènement du nouveau roi fut encore un motif de rapprochement entre les deux cours de Berlin et de Pétersbourg; le comte Panin porta les paroles secrètes de l'un et de l'autre de ces princes, élevés pour ainsi dire simultanément sur le trône. Toutefois, loin de rompre avec le cabinet de Paris, le nouveau roi de Prusse écrivit de sa main une lettre au gouvernement de la république, pour lui notifier son avènement, donnant aux directeurs le titre de « très-chers confédérés et amis, » comme cela se pratiquait envers les avoyers et les présidents du grand conseil de Berne (1).

La Prusse avait quelque raison de s'alarmer de la situation nouvelle que le traité de Campo-Formio avait créée entre la France et l'Autriche: il paraissait

vogthey, maison de garde où les prisonniers d'État attendent leur jugement. La plupart des personnes arrêtées jusqu'à présent, sont aussi accusées par le cri public d'avoir contribué à la dilapidation des deniers de l'État. »

(1) Voici le texte de la lettre au directoire.

« Frédéric-Guillaume III, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, margrave de Brandebourg, etc., etc. ;

« A la république française, et en son nom aux citoyens qui composent son directoire exécutif.

« Grands et chers amis, la Providence ayant disposé des jours du roi mon père, décédé le 16 de ce mois, et m'ayant appelé au trône de mes ancêtres, je m'empresse de vous annoncer ce double événement, persuadé que vous prendrez part à la perte que je viens de faire, et que vous vous intéresserez à mon avènement à la régence des États prussiens. Je mettrai le plus grand soin à cultiver et à cimenter la bonne harmonie que je trouve si heureusement

évident que M. de Cobentzl avait exercé un haut prestige sur l'esprit de Bonaparte, et après leur séparation à Udine, une correspondance intime s'était continuée entre les deux plénipotentiaires. Dès que M. de Cobentzl avait touché Bonaparte, il avait deviné toute la force et la puissance de cet esprit et les points d'ambition par lesquels il fallait le prendre. Comme tous les Italiens, Bonaparte était emporté, loquace et facilement entraîné aux confidences dans ses colères et ses dépités. Durant les longues soirées d'Udine, lorsque la causerie arrivait avec le vin du Rhin dans le cristal de Bohême, Bonaparte se laissait aller à ses mécontentements contre le directoire, « gouvernement d'avocats qui contrariaient la destinée grande et militaire de la république. » M. de Cobentzl écoutait tout cela, et loin de lutter contre ces pensées d'ambition, opposées au directoire, il les favorisait en

établie entre les deux nations ; et sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, grands et chers amis, en sa sainte et digne garde.

« Votre bon ami,

« *Signé* : FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

« Berlin, le 17 novembre 1797. »

« Le nouveau monarque a déjà désigné les ministres qui doivent aller notifier son avènement à plusieurs cours. Le général de Kleist se rendra à Stockholm, le comte de Tauenzien à Pétersbourg, le baron de Rock à Vienne, le comte de Goltz à Cassel, et le chambellan de Neck à Londres.

« On remarquera avec quelque surprise que la France se trouve omise dans cette nomenclature, quoique assurément le cabinet de Berlin n'ait pas de rapports plus particuliers avec la maison d'Autriche qu'avec le directoire. »

flattant avec délicatesse cet amour ardent du pouvoir.

L'empereur François II avait écrit à Bonaparte et M. de Cobentzl lui promettait, à son choix, en cas de revers ou de disgrâce dans l'ingrate patrie, une souveraineté indépendante pour lui et sa famille, soit en Italie, soit en Allemagne; ce n'était pas la première fois que d'illustres aventuriers se seraient assis au festin des princes d'Allemagne, et les Sickingen n'avaient-ils pas reçu l'accolade des Empereurs? M. de Cobentzl rappelait en souriant que le temps des Guelfes et des Gibelins était passé. Cette correspondance intime se continuait avec activité; l'exécution du traité de Campo-Formio lui servait de prétexte. Le directoire n'avait point ordonné encore l'évacuation de Venise et des lagunes: pourquoi ces retards, tandis que l'Autriche exécutait avec une si loyale ponctualité les clauses du traité d'Udine, sacrifiant tout à sa bonne foi, même ses intérêts allemands? Le directoire avait ratifié ce traité, et quel obstacle pouvait désormais s'opposer à son exécution?

A Rastadt, ces intérêts allemands allaient être enfin discutés d'un point de vue un peu exclusif et national (1). Tous les esprits, même de simple portée spé-

(1) Voici les noms des ministres nommés par divers États de l'Empire, pour assister au congrès de paix de Rastadt.

De la part de l'Empereur. M. le comte de Metternich-Winnebourg.

Collège des électeurs-Mayence. M. le baron d'Albini.

Saxe. M. le comte de Loeben.

culative, convenaient que depuis les derniers bouleversements la constitution germanique devait être remaniée; et par le fait ils'y étaitopéré tant de mutations! En exigeant toute la rive gauche du Rhin, la France s'emparait d'abord des fragments considérables de plusieursélectorats d'Allemagne, et ceux-ci, il fallait nécessairement les indemniser par des terres de la rive droite. Pourarriverà ce résultat, le meilleur moyen était d'opérer la sécularisation des fiefs ecclésiastiques : dans ce dépouillement renouvelé de l'époque de Luther, chacun trouverait indemnité. A-t-on besoin de dire que cet intérêt territorial était assez grand, assez actif, pour que l'Allemagne s'émût à la seule nouvelle du congrès de Rastadt? Tous ces gouvernements s'empressèrent de désigner leurs ministres de confiance pour assister aux délibérations. La vieille Allemagne s'était blasonnée comme dans un jour de pompe : l'antique électorat de Mayence, destiné à s'ablimer dans le territoire français, se faisait

Collège des princes-Autriche. M. le comte de Lehrbach.

Bavière. MM. les comtes de Linange et de Rechberg.

Wûrtzbourg. M. le chanoine comte de Stadion.

Hanovre. MM. le baron de Rhedeu et de Schwartzkopff.

Baden. MM. le baron d'Edelsheim et Meyer.

Darmstadt. M. de Gatzert.

Collège des villes-Francfort. MM. de Gunderode et de Schweitzer.

Augsbourg. MM. de Plummern et Schmidt.

De la part du roi de Suède (comme garant de la paix de Westphalie). M. le général comte de Fersen , ambassadeur, M. de Bildt, ministre ; N. de Scherbing , secrétaire de légation.

De la part de la Prusse. M. le baron de Jacobi.

représenter par le baron d'Albini ; l'électeur de Saxe, le protecteur de Luther, confiait sa mission au comte de Loeben ; la maison d'Autriche, fière comme ses archiducs de bronze autour du grand tombeau d'Innsprück, avait choisi le comte de Lehrbach, et l'Empereur, M. de Metternich. L'étendard de Bavière était porté par les comtes de Linange et de Rechberg ; la bannière du prince de Würzburg était levée par le digne chanoine comte de Stadion. Après, venaient tout blasonnés les représentants des landgraves, des margraves et des villes libres, Hambourg, Francfort, Nuremberg : on aurait dit un de ces banquets célébrés dans les ballades allemandes ; mais hélas ! les circonstances étaient difficiles, bien des seigneurs allaient être dépouillés de leurs vieux droits, bien des villes de leurs privilèges ; il y aurait des traitres et des mécréants dans la ligue allemande : que Dieu sauve leur honneur !

A côté de cette longue lignée d'évêques, de comtes, de landgraves, de margraves, le directoire avait fait de singuliers choix pour le congrès de Rastadt. En tête de la légation, il n'avait pu s'empêcher de mettre hautement le général Bonaparte, le signataire du traité de Campo-Formio, le pacificateur de l'Italie, et qui voulait le devenir de l'Europe. Le général était hors ligne pour ses pouvoirs, si bien qu'avant même de consulter le directoire et le congrès, il avait signé une nouvelle convention avec le comte de Cobentzl pour l'exécution de certaines clauses sur l'Allemagne : partout où se posait Bonaparte, il le faisait en dic-

tateur ; c'était sa nature ; à Rastadt, comme le champ n'était point assez vaste, il ne devait qu'y passer. Le directoire avait donc choisi pour ses véritables ministres à Rastadt, les citoyens Treilhard et Bonnier. Treilhard (1) était ce plénipotentiaire grossier qui avait brisé toutes les négociations avec lord Malmesbury, à Lille, caractère d'avocat bourru, avide de chicane, faisant partout des procès. Bonnier (2), également son collègue de Lille, ancien président à la chambre des comptes de Montpellier, compatriote de Cambacérès, avait un esprit plus modéré et plus sérieux, mais tout rempli de préjugés contre les rois et les aristocrates. Cette légation de démocratie était destinée à lutter avec la vieille aristocratie d'Allemagne, comme dans les tableaux de l'école flamande on voit des rustres et des paysans aux mains calleuses, au bâton noueux, soulevés contre

(1) Jean-Baptiste Treilhard, né à Brives (bas Limousin), était avocat au parlement de Paris, et inspecteur des domaines, lorsqu'il fut envoyé aux états généraux. En 1792, il reçut la présidence du tribunal criminel de Paris, près duquel Robespierre était accusateur public ; puis fut élu député à la convention par le département de Seine-et-Oise, où il vota la mort du roi. En avril 1793, il fut nommé membre du comité de salut public ; éloigné des affaires en 1794, il n'y reparut qu'après le 9 thermidor, pour siéger de nouveau dans l'énergique comité. La convention dissoute, Treilhard entra au conseil des Cinq-Cents, où il devint président. N'ayant pas été réélu en 1797, c'est alors qu'il fut envoyé à Lille pour négocier avec lord Malmesbury.

(2) Ange Bonnier d'Arco, président à la chambre des comptes de Montpellier, lors de la révolution, fut nommé par le département de l'Hérault député à l'assemblée législative, puis à la convention. Le directoire l'employa surtout dans la diplomatie.

les chevaliers richement caparaçonnés. Les représentants de la France, affectant partout un air de simplicité rustique, paraissaient avec des souliers sans boucles, des chapeaux ronds à la façon des représentants des Provinces-Unies, ainsi qu'ils sont reproduits sur les toiles de Teniers et de Rubens.

Bonaparte avait plus de faste, plus de noble orgueil que cela : à la face de l'Allemagne, il parut en roi dans des voitures de gala à huit chevaux, avec une certaine manière de souverain ; le diadème de commandement rayonnait à son front ; épris des formes et des manières de la grande aristocratie, il repoussait ce grossier bavardage de gens mal appris, et l'heureux général qui venait de recevoir les honneurs de prince à Parme, à Milan, voulait tout d'abord se séparer d'une légation de chicane sans idées politiques. A peine Bonaparte était-il arrivé à Rastadt, que M. de Cobentzl y accourut ; entre eux, c'était déjà de l'abandon, de la confiance ; on s'entendit sur l'exécution du traité de Campo-Formio ; Bonaparte exhala de nouvelles plaintes contre le directoire, ce gouvernement de faiseurs de lois ; M. de Cobentzl s'ouvrit également à lui sur les vastes destinées que l'Europe rattachait à sa gloire. Tous venaient d'ailleurs à Bonaparte, la Prusse, la Suède ; et lui, dictateur suprême, admettait les uns, repoussait les autres, sans que nul osât heurter ce cœur de fer dans une enveloppe de fer.

Toute l'Europe allait avoir les yeux sur ce congrès de Rastadt. M. Pitt, avec son habituelle sagacité, y voyait une cause d'inévitables complications euro-

peénnes. Si l'arrivée subite de lord Malmesbury l'avait un moment affecté, il s'était bientôt raffermi par l'attitude martiale et forte de la nationalité anglaise : le ministre s'était hâté de faire publier quelques-unes des pièces de la négociation de Lille, et il en résultait évidemment que la Grande-Bretagne avait offert des conditions tellement considérables à la république, qu'il fallait s'en prendre au directoire si la paix n'était pas signée. Le peuple britannique, fier, hautain, se blesse quand on l'offense, et il résulta de cette communication ministérielle un sentiment de répulsion unanime contre la France. M. Pitt avait eu hâte de consulter confidentiellement lord Malmesbury sur la situation du pouvoir et des esprits dans la république. Lord Malmesbury avait vu deux fois la France à Paris et à Lille, avant et après le 18 fructidor, et son opinion parfaitement arrêtée fut qu'avec un tel gouvernement la paix ne serait jamais qu'une trêve fort instantanée (1) : car la guerre, disait-il, était pour lui une nécessité afin de satisfaire l'avidité du soldat, l'ambition des généraux : cette république avait quatre cent mille hommes sous les armes ; or, qu'en faire après la paix ? D'ailleurs, Campo-Formio n'avait rien

(1) Lord Malmesbury, en arrivant à Londres, se rendit chez les ministres, et son exposé fut court. « Invité, leur dit-il, à répondre catégoriquement si j'avais les pouvoirs nécessaires pour rendre à la république française et à ses alliés tout ce qu'on leur avait pris dans la guerre, et ayant déclaré que je n'étais autorisé à traiter que sur la base de compensations réciproques, j'ai reçu l'injonction de partir dans les vingt-quatre heures... »

fini , et le Piémont , Naples , Rome , la Suisse allaient devenir la proie de l'ennemi. » Telle était l'inflexibilité des événements , et cependant M. Pitt , à la veille d'ouvrir le parlement , ne voulut rien négliger , comme preuve de son vif et puissant désir de signer un traité de paix ; car l'on ne pouvait demander de nouveaux sacrifices à la nation , qu'après avoir jeté tous les torts de la guerre sur les capricieuses exigences du gouvernement français.

La difficulté , ou l'excuse diplomatique qui avait immédiatement amené la rupture des conférences de Lille , avait été , on se rappelle , l'insuffisance des pouvoirs de lord Malmesbury , pour consentir à la cession de toutes les conquêtes faites par la Grande-Bretagne sur la Hollande et l'Espagne , les alliées de la république. M. Pitt ne voulut pas que ce prétexte-là pût être de nouveau invoqué , et un conseil privé composé des lords Grenville , Spencer , Liverpool , du duc de Portland et de M. Dundas , fut convoqué pour délibérer sur les mesures à prendre ; on y adjoignit lord Malmesbury , les deux sous-secrétaires d'État , Hammond et Canning , et enfin M. Windham. La question paraissait si sérieuse , qu'on s'engagea de part et d'autre à tous les sacrifices d'avis personnels pour amener l'unanimité des opinions ; lord Grenville déclara « qu'il y avait trop de vague dans des pleins pouvoirs qui permettraient toutes les restitutions ; qu'il fallait au préalable demander un éclaircissement positif sur ces bases. » Le duc de Portland , le comte de Spencer , M. Windham montrèrent plus de fermeté encore : il

leur paraissait évident que le directoire ne voulait pas traiter ; alors qu'était-il nécessaire d'engager une négociation pour subir les dédains d'un pouvoir qui refusait toute voie d'accommodement ? M. Pitt, pénétré des nécessités de la situation parlementaire devant les communes, répondit qu'il fallait épuiser tous les moyens pour constater à la face des consciences les plus incrédules que la république française ne voulait pas d'un traité raisonnable et définitif. Le ministre savait bien la vive et ardente opposition que son système financier et militaire allait trouver aux communes ; d'avance il répondait aux arguments.

Le conseil privé enfin s'arrêta unanimement sur un terme moyen ; une note fut rédigée en prenant pour base cette question : « Le gouvernement français entend-il que la restitution de toutes les conquêtes, faites par l'Angleterre, soit la base essentielle des préliminaires ? » A cette question il fut répondu au nom du directoire par des expressions un peu vagues sur le désir de la paix : « Pour cela, ajoutait-on, il ne fallait pas que les pouvoirs des plénipotentiaires fussent illusoires. » Lord Malmesbury (1) se chargea

(1)

Note de lord Malmesbury.

« Londres, le 5 octobre 1797.

« Le soussigné ayant remis au ministère du roi la note des plénipotentiaires de la république française, a l'ordre de leur faire observer que ce n'est qu'en conséquence de l'injonction formelle et positive du directoire, qu'il a quitté Lille ; que ses pouvoirs n'étaient ni illusoires, ni limités, et que rien n'a été omis de sa part pour accélérer la négociation, qui n'a été retardée que par les délais du

lui-même de répondre que ses pouvoirs étaient si peu illusoires, qu'ils contenaient la faculté de traiter aux plus larges conditions; que Sa Majesté Britannique serait très-empressée de reprendre des négociations nouvelles, mais à la condition expresse, que si le lieu des conférences était fixé en pays ennemi, on s'engageât à respecter le principe du droit des gens envers le plénipotentiaire anglais. Ceci se rattachait à la façon brusque dont lord Malmesbury avait été expulsé pour ainsi dire de Lille. Enfin le conseil privé exposa, dans un manifeste solennel, la suite de ses efforts pacifiques pour arriver à un traité : « Il avait établi le principe de la restitution réciproque, le *statu quo ante bellum*, tous les moyens enfin de traiter d'après les bases du droit commun; et sur tout cela refus absolu de signer des préliminaires avec des conditions claires, franches et sans équivoque (1). »

Cette déclaration solennelle, adressée à l'Angleterre

directoire, et qui n'est aujourd'hui suspendue que par son acte.

« Pour ce qui regarde la reprise des conférences, le soussigné ne peut que se référer à sa dernière note, où il a désigné avec franchise et précision les seuls moyens qui restent pour continuer la négociation, faisant observer en même temps que le roi ne pourrait plus traiter en pays ennemi sans avoir la certitude de voir respecter pour l'avenir, dans la personne de son plénipotentiaire, les usages établis par toutes les nations civilisées à l'égard des ministres publics, et principalement de ceux chargés de travailler au rétablissement de la paix.

« Il prie les ministres plénipotentiaires de la république française d'agréer les assurances de sa haute considération. »

(1) M. Pitt se hâta de communiquer au parlement le projet du

et au monde, était évidemment dictée, je le répète, par un désir de justification devant le parlement... M. Pitt avait à demander d'impérieux sacrifices au peuple, et dans cette circonstance difficile, n'était-il pas indispensable de montrer le vif désir, toujours manifesté, de faire cesser par la paix une fatale crise? En ouvrant son parlement, le roi fit communiquer toutes les pièces de la négociation de Lille, pour constater les efforts du cabinet afin d'atteindre le but salubre et désiré d'une pacification générale : « Le

traité de paix remis par lord Malmesbury aux plénipotentiaires français, dans leur conférence du 8 juillet 1797.

« Soit notaire à tous ceux qu'il appartiendra ou peut appartenir en manière quelconque. Le sérénissime et très-puissant prince George III, par la grâce de Dieu roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, duc de Brunswick et de Lunebourg, archevêque du saint-empire romain, etc., etc., et le directoire exécutif de la république française, désirant également de faire cesser la guerre qui existe depuis quelque temps entre leurs États respectifs, ont nommé et constitué pour leurs plénipotentiaires chargés de conclure et signer le traité de paix définitif : Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne, le lord baron de Malmesbury, pair du royaume de la Grande-Bretagne, chevalier du très-honorable ordre du Bain, conseiller privé actuel de Sa Majesté, et le directoire de la république française... Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

« Art. 1^{er}. Aussitôt que ce traité sera signé et ratifié, il y aura une paix universelle et perpétuelle, tant par mer que par terre, et une amitié sincère et constante entre les deux parties contractantes, leurs États, territoires, peuples, sans exception de lieux ni de personnes, en sorte que les hautes parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles, leurs dits États, territoires et peuples, cette amitié et correspondance réciproque, sans permettre dorénavant que de part ni d'autre on commette aucune

long délai, la rupture finale de la négociation devaient s'attribuer uniquement à la conduite évasive, aux demandes exorbitantes, à l'ambition démesurée de l'ennemi, surtout à la haine invétérée contre les trois royaumes, dont étaient animés les hommes avec lesquels on était appelé à traiter. »

Ainsi parla le roi, et l'adresse en réponse fut presque unanimement votée par les deux chambres : les derniers événements avaient réveillé au sein de la nation britannique des germes de haine profonde, immense, contre la république française; il s'agissait

sorte d'hostilité par mer ou par terre, pour quelque chose on sous quelque prétexte que ce puisse être. Il y aura un oubli et amnistie générale de tout ce qui a pu être fait ou commis de part et d'autre avant ou depuis le commencement de la guerre, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie.

« D'abord, après l'échange des ratifications de ce traité, on expédiera des ordres tant aux armées qu'aux escadres des deux parties, de faire cesser toutes hostilités, et afin d'assurer l'exécution de cet article, on accordera de part et d'autre des passe-ports de mer aux vaisseaux chargés de porter la nouvelle de la paix aux possessions des deux parties.

« II. Les traités de paix de Nimègue de 1668 et de 1669, de Ryswyck, de 1697, et d'Utrecht, de 1713; celui de Bade, de 1714; celui de la triple alliance de La Haye, de 1717; celui de la quadruple alliance de Londres, de 1718; le traité de paix de Vienne, de 1738; le traité définitif d'Aix-la-Chapelle, de 1748; le traité définitif de Paris, de 1763, et celui de Versailles, de 1763, servent de base et de fondement à la paix, et au présent traité. Et pour cet effet, ils sont tous confirmés et renouvelés dans la meilleure forme, en sorte qu'ils devront être observés exactement à l'avenir dans toute leur teneur, et religieusement exécutés de part et d'autre dans tous les points auxquels il n'est point dérogé par le présent traité de paix. »

d'une guerre d'extermination désormais entre les deux peuples. Aux lords, le comte Fitz-William soutint que la paix avec la république française ne pouvait jamais être assurée; que traiter avec une telle nation était pactiser avec une troupe de bandits. Était-ce assez d'insultes! Le ministre fut obligé de modérer ces sentiments de fureur du vieux torysme. Lord Grenville déclara qu'il ne fallait pas repousser d'une manière absolue toute idée de pacification et de traité avec la nation française; que la paix loyale, souhaitée par le ministère, n'avait pu s'accomplir par le mauvais vouloir des hommes qui dirigeaient le gouvernement de la France, mais que ces hommes n'étaient pas la nation.

Les whigs, par l'organe de lord Lansdown, prirent une position mitoyenne : sans s'opposer à l'adresse, ils déclarèrent que le pays aurait obtenu facilement la paix, si le pouvoir avait été confié à des ministres patriotes. « Ceux qui désirent le plus ardemment de remplacer M. Pitt et ses amis, ont-ils donc un bien grand droit par leur conduite à la confiance publique? » s'écria lord Mulgrave. Alors le duc de Norfolk répondit qu'il ne croyait pas que les ministres désirassent réellement la paix : « Je pense, ajouta-t-il, qu'ils auraient pu l'obtenir, s'ils avaient pris les mesures nécessaires pour cela. » Dans la chambre des communes, lord Temple et le docteur Lawrence blâmèrent le cabinet avec énergie d'avoir fait des offres trop considérables pour obtenir la paix, condamnant ainsi toute négociation avec un ennemi perfide et dépourvu de

principes. « Pourquoi, s'écria sir John Saint-Clair, tant de violence et d'animosité dans la manière dont on attaque ordinairement les Français? Cette violence peut-elle avoir d'autre effet que d'envenimer la haine de cette nation? Toutefois, je blâme la bassesse du ministre, lorsqu'il souffre que lord Malmesbury poursuive une négociation au moment même où les plénipotentiaires français éludent toute exposition claire et précise des conditions d'un traité. » M. Pitt soutint la sincérité de ses sentiments, et accusa les Français d'avoir nourri les intentions les moins amicales, en faisant des protestations de bienveillance et de paix, tandis que l'arrogance de leurs demandes, leurs refus, leurs chicanes multipliées constataient leur mauvaise foi et lui semblaient mériter une désapprobation rigoureuse. Cette désapprobation, le parlement la donna par son vote. Le but du cabinet de M. Pitt était atteint : les haines publiques de l'Angleterre s'agitaient contre la France avec une ardeur nouvelle et puissante.

Toutes les forces de l'opposition s'étaient réservées pour la discussion du bill sur le plan de finances de M. Pitt, la plus vaste conception de cette intelligence si exercée. Le premier ministre disposait de la guerre par son ami Dundas, des relations extérieures par Grenville; à lui seul il s'était réservé, comme chancelier de l'échiquier, la direction des finances, la partie essentielle de l'administration anglaise. Le système des emprunts lui paraissait à ce moment épuisé ou tellement détendu, qu'on ne pouvait plus en presser le ressort; il le fit donc entrer pour un chiffre très-mo-

déré dans les ressources de son budget, demandant les sacrifices à l'impôt. Mais comme il ne fallait grever ni le pauvre, ni le fermier, ni les classes inférieures, M. Pitt proposa deux admirables moyens : l'impôt du revenu, le rachat de la contribution foncière pour vingt ans. L'impôt du revenu fut gradué de telle sorte que le citoyen anglais, qui ne possédait que 60 liv. sterl. par année, ne dut pas un schelling à l'État. A partir de ce chiffre on devait du cinquantième au dixième, graduellement, à raison de la fortune; et à cet impôt tout aristocratique, et qui fut acquitté avec un enthousiasme patriotique, M. Pitt ajouta le système de rachat de la contribution foncière pour vingt ans, en un capital de quinze pour cent, c'est-à-dire que le propriétaire, taxé à 50 liv. sterl., put s'exempter de l'impôt moyennant 750 liv.; ces ressources, admirablement distribuées, durent suffire à tous les besoins de la situation critique.

Ce plan, si bien conçu par M. Pitt dans l'esprit d'un gouvernement aristocratique, fut néanmoins fortement attaqué par l'opposition. « Ce n'est pas pour défendre la nation, dit M. Tierney, mais pour achever de l'opprimer, que le ministre invente des taxes nouvelles. Il daigne bien connaître tous les individus par leurs propriétés et leurs fortunes, quand il s'agit de les leur ravir; pourquoi ne s'en souvient-il plus quand ils lui demandent à être représentés? » Ceci était une pétition pour la réforme parlementaire. M. Tierney assura, en outre, que toutes les ressources de l'Angleterre étaient épuisées; que la banque, si souvent requise

dans ses réserves, ne pourrait éviter une suspension de ses paiements; enfin il termina, en disant que M. Pitt n'ayant ni la confiance de l'ennemi, ni celle de l'Europe, devait s'éloigner d'un cabinet avec lequel la France ne ferait jamais la paix si désirée et si nécessaire. Rien ne fut plus hautement flétri que cette déclamation de M. Tierney. Ce fut avec une espèce d'orgueil que M. Pitt se félicita de ne point avoir la confiance des ennemis de son pays : il ne la voulait pas, il la repoussait avec un énergique dédain. Exposant ensuite tout ce que le ministère avait fait pour obtenir la paix, il demandait les moyens de continuer la guerre dans l'intérêt du peuple britannique : la vieille Angleterre les refuserait-elle contre un ennemi perfide ?

Depuis longtemps en dehors des communes, dont ils s'étaient volontairement exilés par une sorte de protestation, Fox et Sheridan reparurent dans la discussion du plan de finances proposé par M. Pitt, avec les mêmes arguments, mais modifiés dans la forme : « Nul gouvernement, disaient-ils, ne pouvait imposer à un pays une quotité si considérable de subsides. » Puis revenant à son argument accoutumé, l'opposition demandait la réforme parlementaire.

Dans la chambre haute, le duc de Bedford proposa formellement le renvoi de M. Pitt et de ses collègues par une proposition droite et sincère, et pour justifier cette mesure politique, il fit le tableau de leur conduite depuis le commencement de la guerre, en prouvant leurs inconséquences et leurs fautes, la mauvaise ap-

plication qu'ils avaient faite des fonds publics et leurs empiétements sur les droits de la constitution ; il soutint, sans examiner les intentions des ministres, que ceux-ci étaient réellement les ennemis de leur pays, puisqu'ils prodiguaient ses ressources pour favoriser l'agrandissement de la France. « C'est vous qui favorisez ces ennemis par votre concours, s'écria lord Boringdon. » Lord Romney fit le panégyrique des ministres et nia que la guerre eût été malheureuse. Le marquis de Lansdown sollicita vivement la chambre de consentir à la proposition du duc de Bedford. « Milords, s'écria-t-il, la durée du ministère de M. Pitt tend à la ruine du pays. » Les lords Mulgrave et Grenville soutinrent chaudement l'administration ministérielle, et ils obtinrent cent treize voix pour eux, tandis que le duc de Bedford n'en eut que treize seulement. Une résolution favorable à la conduite et aux vues du ministère fut adoptée alors, sur la proposition de lord Romney, et le triomphe fut complet.

La majorité se dessinait ainsi nettement pour le ministère, et c'est un hommage à rendre au peuple anglais que cet admirable instinct, cette force de nationalité, qui oublie les répugnances personnelles dans le noble but de secourir la patrie. Si la république française avait de glorieux succès partout, si ses drapeaux se balançaient rayonnants de victoire, le pavillon britannique pouvait également s'enorgueillir de ses triomphes dans les batailles navales. Les cloches de l'église Saint-Paul retentissaient à mille volées, et la famille royale d'Angleterre, agenouillée, rendait grâce au ciel

de deux éclatantes victoires sur les mers. L'amiral Jervis avait naguère brisé la flotte espagnole, pris quatre vaisseaux sur l'ennemi (1), et l'amiral Duncan venait de battre la flotte hollandaise, à ce point que sur quinze vaisseaux, huit étaient tombés au pouvoir de l'escadre britannique. Ces deux succès étaient d'autant plus importants, que la destination définitive des flottes espagnole et hollandaise était de se joindre à l'escadre de Brest, pour tenter cette descente en Angleterre, en Irlande ou en Écosse, fastueusement

(1) *Combat de l'amiral Jervis contre la flotte espagnole*
(14 février 1797).

« L'amiral anglais, n'ayant que quinze vaisseaux de ligne avec lui, croisait sur le cap Saint-Vincent, attendant la flotte espagnole, et il était déterminé à lui livrer combat, en quelque nombre qu'elle fût. Cette flotte, partie le 8 décembre de Toulon, s'était renforcée de quelques vaisseaux en passant à Carthagène, et se trouvait composée de vingt-sept vaisseaux de ligne aux ordres de l'amiral de Cordova. On ne sait point encore si elle se rendait à Brest, afin d'y joindre la flotte française, ou bien si elle croisait devant Cadix, afin de protéger l'arrivée des riches convois attendus des diverses parties de l'Amérique espagnole. Ce qui donnerait lieu de croire à la première destination, est le départ du Texel de la flotte hollandaise, forte de douze vaisseaux, précisément à une époque coïncidant avec le départ de la flotte d'Espagne. Quoi qu'il en fût, celle-ci, mal en ordre, mal rassemblée, fut attaquée le 14 au matin par l'escadre britannique, moins forte de moitié en vaisseaux, en canons et en hommes. Après un combat de cinq heures, l'amiral Jervis étant parvenu à couper une partie de la flotte ennemie du reste, se rendit maître de quatre vaisseaux, dont deux à trois ponts, le *Salvador del mundo* et le *Saint-Joseph*, de cent douze canons chacun, et deux de quatre-vingts et soixante et dix canons, nommés le *Saint-Nicolas* et le *Saint-Isidore*. »

annoncée par les républicains français. Les amiraux Duncan (1) et Jervis (2) furent élevés à la pairie avec d'immenses honneurs; Jervis devint le fameux lord Saint-Vincent, dont le nom est aussi cher à la marine anglaise que celui de Nelson.

Si Dieu avait donc jeté ses prodiges pour improviser des généraux au milieu de la république, il avait, dans sa balance égale, créé d'autres génies pour les batailles navales, afin d'aussi glorifier la Grande-Bretagne. Nelson, Jervis, Duncan, furent de ces hommes de mer dont la mémoire ne s'effacera pas dans la pensée de ces vieux marins qui, tout mutilés par les volées de canons, narrent les grandes aventures de l'Océan, sur les vertes prairies de Greenwich. Ces deux victoires paraissaient d'autant plus fructueuses à M. Pitt, qu'elles

(1) Adam Duncan, né le 1^{er} juillet 1731, à Dundee en Écosse, entra fort jeune dans la marine, et en 1761 était capitaine de vaisseau. Nommé contre-amiral en 1794, il prit l'année suivante le commandement de la station de la mer du Nord. Ce fut le 11 octobre 1797, qu'il détruisit près du cap Camperduyn, avec onze vaisseaux, la flotte hollandaise du Texel, forte de quinze vaisseaux et six corvettes. Duncan fut alors créé vicomte de Camperduyn avec deux mille livres sterling de revenu; la Cité lui offrit une épée d'honneur, et le parlement lui vota des remerciements.

(2) John Jervis, né le 9 janvier 1734, à Meaford, comté de Stafford, navigua dès l'âge de dix ans. En 1772, il commandait l'*Alarme*, de trente-deux canons, puis le *Foudroyant*, de quatre-vingt-quatre, avec lequel il assista au combat d'Ouessant. En 1784, il fut élu membre du parlement; promu en 1787 au grade de contre-amiral, on lui confia en 1793 le commandement de l'escadre bleue, dans la Méditerranée: la victoire qu'il remporta sur la flotte espagnole le fit créer comte de Saint-Vincent, avec la chaîne d'or et une pension de trois mille livres sterling.

brisaient de fond en comble les espérances d'une tentative un peu redoutable contre la Grande-Bretagne. Le plan du directoire était, en effet, de contenir l'armée d'Angleterre par un immense déploiement de forces maritimes : il y avait à Brest vingt et un vaisseaux ; l'Espagne devait en fournir dix-neuf, la Hollande quinze, ce qui aurait formé une flotte de cinquante-cinq vaisseaux de haut bord, soutenus d'un nombre égal de frégates. Avec un si vaste déploiement de voiles, on espérait braver toutes les forces britanniques et opérer facilement une descente.

Par la destruction des flottes espagnole et hollandaise, ce plan était atteint dans l'énergie de sa pensée, dans le développement de ses moyens ; et néanmoins le parlement vota, sans hésiter, un bill pour la défense commune ; tous les propriétaires furent enrôlés dans la milice, qui dut comprendre les hommes valides de dix-huit à soixante ans ; la vieille Angleterre renouvela les lois normandes et saxonnes sur le service des fiefs et des francs tenanciers ; il y a une force populaire dans cet esprit de tradition et de nationalité ; les formes politiques changent, mais les besoins des sociétés se modifient peu, et quand l'Angleterre appelle une mesure de sûreté générale ou de prévoyance publique, elle n'a besoin que de fouiller dans les édits des rois : elle les trouve sous la rubrique d'Édouard, d'Élisabeth ou de George. Le respect à la loi et aux institutions s'y maintient pur et saint.

Si la Grande-Bretagne, entourée de ses mers, ceinte de ses flottes, forteresses mouvantes, avait réellement

peu à craindre ces menaces de l'armée républicaine, qui, sur les côtes de l'Océan, à la face de ses flots soulevés, prenait le titre orgueilleux d'armée d'Angleterre, elle était exposée à d'autres dangers, et au plus grand de tous, celui de l'isolement dans la guerre. Le traité de Campo-Formio, connu par les dépêches de sir Eden Morton, avait excité dans l'âme de M. Pitt un mouvement d'indignation violente, et, en plein parlement, il avait parlé de ses perfides alliés : les subsides que l'Angleterre avait payés à Vienne étaient donc perdus pour la politique générale ; le cabinet autrichien les avait dévorés sans attendre, pour traiter, le concours de l'Angleterre ! Cependant, la dépêche de l'ambassadeur anglais faisait entrevoir que le parti de la guerre n'était pas complètement éteint à Vienne, et que, sous bien des rapports, le traité d'Udine n'était qu'une trêve, un répit, pour se reposer sous les armes. M. Pitt était également informé qu'à Berlin on était mécontent de la France et que le nouveau règne s'inaugurerait peut-être par une campagne ; en attendant on trouverait bienveillance et traité de commerce. A Stockholm, l'impassible harmonie avec la France, qui avait duré même sous le comité de salut public, se trouvait compromise ; depuis M. de Staël, aucun ministre n'était accrédité à Paris ; le comte de Fersen, si brillant, si noble de manières, avait été presque insulté par Bonaparte à Rastadt : on pourrait donc se rattacher l'alliance suédoise par des subsides et un traité de commerce. A Pétersbourg, lord Wiltworth était dans une bonne position auprès de Paul I^{er} ;

mais, en tout cela, il n'y avait aucun auxiliaire actif qui voulût prendre parti actuellement dans la guerre. La Grande-Bretagne resterait donc isolée pour cette guerre vigoureuse, implacable, que les deux gouvernements de Londres et de Paris s'étaient déclarée dans leur haine et leur énergie : à qui des deux resterait la victoire ?

Au Midi, une alliance que l'Angleterre a toujours considérée comme décisive, celle du Portugal, semblait lui échapper pour passer sous l'action absolue de la France. C'était déjà un échec pour sa politique que l'abaissement de l'Espagne, parvenu à ce point que Charles IV, un Bourbon, avait renouvelé les stipulations du pacte de famille avec les régicides qui avaient atteint la tête de Louis XVI. Cette faiblesse immorale touchait peu l'Angleterre qui avait cherché compensation dans une alliance plus intime avec le Portugal ; mais, depuis, la cour de Lisbonne avait subi bien des vicissitudes : le cabinet de Madrid, en guerre avec la Grande-Bretagne, avait déclaré au gouvernement portugais qu'il eût à faire cause commune avec l'Espagne dans ses traités de neutralité ou d'alliance, qu'autrement il lui dénoncerait la guerre ; et, en conséquence, le prince de la Paix ordonna la formation d'une armée espagnole sur les frontières de Portugal. Sans s'effrayer ni s'étonner de ces armements, le cabinet portugais avait organisé six divisions de belles troupes sous le prince allemand de Waldeck ; la flotte anglaise de lord Saint-Vincent entra dans le Tage, et cinq régiments britanniques vinrent prendre place parmi les

Portugais. Alors seulement le prince de la Paix s'arrêta, sans oser franchir les frontières.

Les instances impérieuses du directoire devinrent plus pressantes, il demanda pour une armée française le passage à travers l'Espagne, afin de forcer le Portugal à la paix. Plein d'hésitation et de terreur, le cabinet de Lisbonne envoya en toute hâte à Paris le chevalier Aranjó d'Azevedo, muni de pleins pouvoirs, de vastes moyens de corruption, et de quelques-uns de ces beaux diamants du Brésil qui brillaient à la couronne de Bragance; les distribuant mal, en public, avec gaucherie, le chevalier fut enfermé au Temple pour la forme; mais le but de la négociation fut atteint : le Portugal se plaça sous la protection de la France (1), et ce fut alors que l'amirauté ordonna de

- (1) *Traité de paix entre la république française et Sa Majesté la reine de Portugal, fait à Paris, le 23 thermidor, an v (20 août 1797).*

« Art. 1. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et Sa Majesté Très-Fidèle la reine de Portugal.

« II. Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, savoir : dans quinze jours pour l'Europe et les mers qui baignent ses côtes et celles de l'Afrique en deçà de l'équateur; quarante jours après ledit échange pour les pays et mers d'Amérique et de l'Afrique au delà de l'équateur, et trois mois après pour les pays et mers situés à l'est du cap de Bonne-Espérance.

« III. Les ports, villes, places, ou toute autre possession territoriale de l'une des deux puissances, dans quelque partie du monde que ce soit, qui se trouveront occupés ou acquis par les armes de l'autre, seront réciproquement restitués, sans qu'il puisse être

nouveau à lord Saint-Vincent de se rendre à pleines voiles dans le Tage et d'occuper le fort Saint-Julien qui dominait Lisbonne. Là, il devait demander des explications immédiates, s'emparer de la ville, si le traité conclu avec le directoire n'était pas immédiatement déchiré. Lisbonne pouvait-elle braver la marine britannique? Le cabinet portugais céda donc devant les menaces et les promesses de la flotte britannique; le Tage vit rayonner les couleurs des grands vaisseaux. A peine avait-il appris cette concession, que le directoire déclara nul ce traité, et ordonna au ministre de Portugal de quitter sur-le-champ le territoire de la république. Depuis la révolution française, les cabinets de second ordre étaient sans liberté d'agir.

exigé aucune compensation ou indemnité, et ce, dans les délais fixés par l'article précédent.

« IV. Sa Majesté Très-Fidèle s'engage à observer la plus exacte neutralité contre la république et les autres puissances belligérantes. Pareille neutralité sera observée par la république française en cas de rupture entre le Portugal et d'autres puissances de l'Europe. En conséquence, aucune des puissances contractantes, pendant le cours de la présente guerre, ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, en vertu d'aucun traité ou stipulation quelconque (patente ou secrète), aucun secours ou troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre que ce soit, ou sous quelque domination que ce puisse être. »

Ce traité n'eut pas d'exécution : le 26 octobre 1797 parut un arrêté du directoire ainsi conçu : « Le traité entre la république française et la reine de Portugal, non ratifié de la part de ladite reine de Portugal, est censé non avenu ; le ministre des relations extérieures est chargé de notifier à M. d'Aranjo d'Azevedo, ministre plénipotentiaire de la reine de Portugal, de se retirer sans délai du territoire de la république. »

Telle était donc l'Europe après le traité de Campo-Formio ; l'Angleterre seule, après quelques tentatives de paix, se jetait avec vigueur dans la guerre ; Paul I^{er} n'avait point reconnu la république et voulait se mêler des affaires d'Allemagne ; la Prusse , mécontente du congrès de Rastadt, se rapprochait de la Russie ; M. de Cobentzl caressait les idées d'ambition de Bonaparte pour assurer une meilleure frontière à l'Autriche ; l'Italie se morcelait en démocraties ; l'Allemagne restait occupée d'un changement dans sa constitution ; l'Espagne et la Hollande s'abaissaient dans l'alliance du directoire, ou, pour mieux dire, dans l'obéissance à ses caprices ; le Portugal, sans force, voyait sa robe de pourpre, les diamants de son diadème, disputés entre l'Angleterre fière de ses flottes, et la France orgueilleuse de ses armées. Il n'était pas d'exemple d'un tel changement de situation dans les grands comme dans les petits États de l'Europe, même sous Louis XIV.

CHAPITRE XLVIII.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE APRÈS LE TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.

Esprit du directoire. — Inquiétude sur les armées. — Bonaparte. — Angereau. — Berthier. — Bernadotte. — Brune. — Les deux conseils. — Bascule. — Les ministres. — M. de Talleyrand. — Bonaparte à Paris. — Fêtes. — Sa tactique. — Sa fortune. — Esprit public. — Formation de l'armée d'Angleterre. — Les mœurs. — Habitudes. — Théâtres. — Poésies. — Tendance du gouvernement. — Royalistes. — Jacobins. — Prêtres. — Les ambassades. — Les élections. — Nécessité d'éloigner les généraux.

Novembre 1797 — mars 1798.

En recevant le traité signé par Bonaparte à Campo-Formio, le directoire avait éprouvé une vive inquiétude sur la menaçante dictature du jeune général qui stipulait capricieusement contre ses ordres et malgré sa volonté. Quand une immense popularité s'élève dans un pays, il n'y a que deux partis à prendre pour un pouvoir, c'est de la combattre fièrement ou de la subir avec humilité; pour la combattre, il faut de l'énergie, de la résolution, une certaine puissance sur les âmes; si on la subit, c'est la reconnaître et la gran-

dir, et telle était un peu la situation vis-à-vis de Bonaparte. Barras, le seul homme important du directoire, sommeillait accablé sous l'or que lui jetait à flots le vainqueur de l'Italie; garde-marine vieilli, il était comme un officier rouge après une longue campagne du bailli de Suffren, nonchalant, oublieux, avide de plaisir, et donnant ses doubles louis à qui savait le distraire. Cette puissance morale de Bonaparte avait tellement grandi, que le directoire ratifia hâtivement le traité de Campo-Formio, qu'au fond il désavouait.

Un des plus curieux incidents de cette négociation, c'est le changement qui s'opère dans la correspondance de M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, avec Bonaparte. Jusqu'à la signature du traité, M. de Talleyrand, expression du directoire, lutte contre les clauses des préliminaires de Léoben (1) : il ne veut point céder Venise, les lagunes, ces belles cités, ces riches territoires. Quand Bona-

(1) *Extrait d'une dépêche confidentielle de M. de Talleyrand à Bonaparte (29 septembre 1797).*

« Il est trop évident que si on laisse à l'Empereur Venise, le Frioul, le Padouan, la terre ferme jusqu'aux bords de l'Adige, dont le cours se dessine de manière à le faire entrer dans le cœur de la Lombardie, l'Autriche donnera la main à Naples et à la Toscane, sans parler de l'Istrie et de la Dalmatie qui, par la convenance et par leur valeur intrinsèque, l'emportent seules de beaucoup sur la Lombardie même. La république cisalpine, cernée presque de tous côtés par cette puissance vorace, en deviendra bientôt la proie. Loin de pouvoir la maintenir, nous serons expulsés nous-mêmes de toute l'Italie; nous n'aurons donc pas fait la paix, nous aurons ajourné la guerre; nous aurons fourni à l'Autriche les moyens de nous atta-

parte, bravant tous les reproches, appose sa signature à côté de celle de M. de Cobentzl, alors M. de Talleyrand loue, approuve tout ce qu'il a fait; le directoire a peur d'une volonté si ferme, il craint le combat. M. de Talleyrand félicite le jeune général de la paix, d'une paix à la Bonaparte. Il y a quelque habileté à un pouvoir, quand il se voit la main forcée, de dire qu'il applaudit à l'acte qu'on lui arrache; c'est garder au moins le semblant de la puissance.

De nouvelles inquiétudes étaient venues à l'esprit du directoire : partout ses commissaires lui mandaient que Bonaparte agissait en souverain ; dans son passage à Venise, à Milan, à Turin, peuples et gouvernements étaient à ses pieds. Cette Joséphine, naguère gracieusement accroupie sur les ottomanes de Barras, semblable à la nymphe au bain d'Herculanum, était saluée comme la fille des rois, mieux, hélas ! que la chaste fille de Louis XVI : à Venise, les

quer avec plus d'avantage. Nous aurons traité en vaincus, indépendamment de la honte d'abandonner Venise... Calculons tout au pis, citoyen général : admettons l'hypothèse que repoussent votre génie et la valeur de votre armée ; supposons-nous vaincus et expulsés de l'Italie ; alors, ne cédant qu'à la force et au hasard des armes, notre honneur sera sauf ; nous serons demeurés fidèles aux vrais intérêts de la France, et nous n'aurons point conivé à une perfidie qui n'aurait point d'excuse, puisqu'elle entraînerait des effets plus sinistres que les chances de guerre les plus défavorables. Toute la question se réduit à savoir si nous voulons, si nous devons livrer l'Italie à l'Autriche. Or, le gouvernement français ne le doit et ne le veut pas. Ainsi donc il préfère les chances de la guerre plutôt que de changer un mot à son *ultimatum*, déjà trop favorable à la maison d'Autriche. »

gondoliers s'étaient parés de rubans pour elle, tandis que la république expirante avait jeté son dernier anneau dans le solennel mariage du doge et de l'Adriatique. A Milan, dans la Scala, des couronnes de roses étaient tombées aux pieds de l'heureuse épouse du héros; on savait qu'entourer d'honneurs M^{me} Bonaparte, c'était plaire au général, parce qu'on façonnait les peuples à l'idée d'une couronne partagée. Le roi de Sardaigne envoyait à Bonaparte six magnifiques chevaux blancs, d'un prix inestimable, et deux superbes pistolets de quelque mille louis. L'empereur d'Autriche lui faisait présent d'un sabre travaillé à l'antique et d'une voiture de gala à six chevaux blancs; et tout cela, Bonaparte l'avait accepté comme un hommage simple, tout naturel, comme le témoignage d'une reconnaissance méritée. Il ne fallait pas une immense portée dans l'esprit pour deviner que le général, maître de l'opinion, le serait tôt ou tard du gouvernement.

Le directoire avait cherché d'abord à opposer des rivalités d'armée à la réputation immense de Bonaparte. Pichegru, tant aimé du soldat, était hors de cause; proscrit au 18 fructidor, il allait subir la lamentable déportation à Sinnamary. Moreau avait, certes, un haut talent militaire; sa retraite célèbre l'avait justement élevé au premier rang; mais digne d'être placé au niveau de Bonaparte comme capitaine, Moreau n'avait aucune audace politique, aucune force de résolution; épris, à cette époque, des merveilles de la campagne d'Italie, sans jalousie, sans rivalité,

il élevait lui-même le mérite du général Bonaparte à la grandeur de sa renommée. Un moment le directoire s'était servi de Hoche, son général de prédilection, pour l'opposer à l'autre célébrité : Hoche était mort subitement, et le poison, ou le chagrin qui est aussi un poison, avait abrégé ses années (1). Après Hoche, le directoire désigna Augereau pour le faire servir à ses desseins ; au 18 fructidor, il avait prêté ses mains grossières et calleuses pour exécuter les ordres du directoire ; ferme de résolution et d'une certaine énergie, il était jaloux de Bonaparte à la manière des âmes un peu abruties ; jacobin de principes, lié avec tous les clubs, le système d'Augereau était le triomphe de la démocratie partout, en Allemagne, en Italie, en Belgique, se mettant ainsi en opposition avec Bonaparte, qui au fond de l'âme avait des pensées d'ordre et de réorganisation politique. Cette haine d'Augereau contre son général en chef était formellement exprimée dans ses correspondances intimes avec les jacobins ses amis ; il est vrai que Bonaparte, toujours théâtral, charlatan de bulletins, avait souvent usurpé la gloire de Masséna, d'Augereau, de Cervoni à son profit, et le vieux divisionnaire de l'armée d'Italie ne gardait aucune mesure dans ses plaintes et dans ses accusations (2). Le directoire éle-

(1) Hoche mourut à Wetzlar le 13 septembre 1797. Le directoire lui fit faire au Champ-de-Mars des funérailles magnifiques.

(2) *Lettre d'Augereau à l'adjutant-général Isar, son agent à Paris.*

Au quartier général d'Offembourg, le 10 frimaire, an vi de la république une et indivisible (30 novembre 1797).

vait Brune également pour le grandir à l'égal de cette renommée qu'il redoutait ; Brune, l'ami de Danton, le héros de l'émeute et des clubs, beau parleur, comme Hoche était bel écrivain à la façon des sous-officiers, à l'élégante écriture. Il lui opposait aussi Bernadotte et Berthier, l'un bon républicain, méridional ambitieux, et par conséquent un peu jaloux de

« Il paraît, mon cher Isar, que le voile se déchire, et que le héros Bonaparte a tonte la mine d'un brouillon ambitieux qui ne s'est servi de l'ascendant de sa réputation gigantesque et peu méritée, que pour sacrifier à ses intérêts particuliers ceux de la république et des peuples de l'Europe. Il y a sans doute à Paris nombre d'hommes assez éclairés pour l'avoir pénétré ; mais de quoi sert qu'ils le jugent, l'apprécient, s'ils n'ont pas le courage de le démasquer ? Le journaliste Caignard est le seul qui ait osé attacher le grelot, dans son n^o 636. Je vois avec plaisir qu'il est toujours à l'avant-garde ; ce qu'il a dit n'est cependant qu'hypothétique. Je sens bien qu'on doit être effrayé d'attaquer une réputation aussi colossale ; mais doit-on s'en épouvanter, quand on a autant de moyens de l'en déponiller ? L'homme qui, aux portes de Rome, a empêché le pape d'en partir, a-t-il voulu établir la liberté ? Et qu'on ne dise pas que sans cela nous n'aurions pas eu les millions qu'il nous a donnés. Je répondrai d'abord qu'il est très-douteux que le peuple romain se fût laissé paisiblement déponiller par un prince déchu et ruiné ; je prouverai ensuite, quand on voudra, que les patriotes italiens avaient offert bien davantage. Et ce malheureux Piémont, qu'en dirons-nous ? N'est-ce pas lui qui a mis ses infortunés habitants vingt fois en mouvement et les a toujours livrés à la cour de Turin pieds et poings liés ? N'est-ce pas lui qui, dans la dernière et la plus déplorable catastrophe qu'ils ont éprouvée, a offert des troupes pour les écraser, qui a été le témoin bénévole de l'horrible boucherie qu'on en a faite ? Mais ce qui fait frémir, ce que j'aurais peine à croire, si je ne l'avais vu de mes yeux, c'est qu'au moment où ces malheureux, dispersés, poursuivis, menacés du supplice, cherchaient un refuge chez leurs voisins, il leur a fait fermer les

cette fortune de Bonaparte; l'autre fort médiocre au fond, et qu'on désignait pour le commandement en chef de l'armée l'Italie, avec la mission d'accomplir l'œuvre de propagande. Le but du directoire était, en divisant ainsi le pouvoir des généraux, d'établir des luttes, des jalousies entre eux, et de les contenir les uns par les autres.

Le gouvernement était, à cette époque, dans une situation particulièrement embarrassée. Au 18 fructi-

portes de la Cisalpine et les a repoussés vers l'échafaud. Comme ceci est un acte de gouvernement dont l'authenticité est irrévocable, il n'est pas difficile d'en acquérir les preuves matérielles.

« Qu'on consulte, enfin, tous les bons patriotes d'Italie, et l'on verra combien il est justement abhorré. Qu'on voie si partout les nobles et les prêtres, qu'il a constamment caressés, n'occupent point toutes les places; qu'on me dise ensuite ce qu'il faut penser de ses principes.

« Tu sais de quelle manière il est passé sous mes fenêtres allant à Rastadt, et tu diras là-dessus ce que tu jugeras à propos; mais ce que tu ne sais pas, c'est que toute la ville de Strasbourg est indignée de sa conduite, et qu'hier que je m'y trouvais, plusieurs personnes vinrent me voir et me dire de prendre mes précautions; qu'un homme qui, par jalousie, avait fait assassiner un général de division dans la forêt de l'Estrelle, entre Fréjus et Antibes, était bien capable de plus grands attentats.

« Aujourd'hui on m'assure, et il paraît bien certain qu'il travaille à se former un parti à Paris. Je ne le crois pas bien redoutable; mais il ne faut pas que le gouvernement sommeille; je pense surtout qu'il serait bien de le surveiller à Rastadt. Tu as là-dessus et sur tous les objets de ma lettre des lumières dont tu peux faire usage comme tu le croiras avantageux; il me semblerait utile de faire insérer quelques bons articles dans l'*Ami de la patrie* et le *Journal des hommes libres*. Vois Garat et Sieyès, il faut leur révéler ce mystère d'opprobre et de crime.... »

dor il avait fait son coup d'État par les mains des jacobins. Ceux-ci s'étaient montrés fermes et décidés comme toujours, et c'est à leur concours que le directoire devait son triomphe : qu'avait fait le pouvoir pour ces hommes courageux et dévoués ? Deux nouveaux directeurs étaient entrés aux affaires : Merlin de Douai et François de Neufchâteau ; l'un, expression du parti légiste, l'autre, porté par la coterie des phraseurs de M^{me} de Staël ; étaient-ce là de véritables jacobins ? Le directoire avait pris un parti de corruption, c'était de rompre un à un les rangs secondaires de cette vieille et forte opinion en lui prodiguant des places lucratives dans les douanes, les tribunaux, les administrations ; sortes de manœuvres qui ne vont pas au delà de la superficie des partis, jamais satisfaits que par des concessions réelles de principes et de choses. Au fond, le directoire avait peur des jacobins : le poète Chénier, à cet effet, avait inventé une singulière formule de serment ; on devait jurer à la fois haine à la royauté et à l'anarchie ; par la haine à la royauté, on excluait tous les partisans du vieux régime, les constitutionnels de 1791, les amis de M. le duc d'Orléans ; par la haine à l'anarchie, on proscrivait les fermes et francs républicains : singulière bascule à l'aide de laquelle on frappait à cœur joie de droite et de gauche !

Depuis le 18 fructidor, tout cela était possible, et je ne sache pas de complicité plus lâche et plus asservie que celle des conseils que conduisaient Chénier, Daunou, Bailleul, Boulay de la Meurthe ; et remar-

quons bien qu'il ne s'agissait pas de questions indifférentes en dehors de la vie de l'homme ou de sa fortune; mais des choses les plus saintes, les plus respectées : ici la hache faisait tomber vingt nobles gentilshommes accusés de rester en France ; là, on frappait des jeunes et généreux républicains; et à tout cela la majorité des conseils applaudissait. Les plus beaux discours du monde étaient prononcés par M. François de Neufchâteau, sur la nature, l'humanité, et rien de ce qui était généreux et noble n'était respecté par les assemblées ; quoi de plus odieusement responsable aux yeux de l'histoire qu'une majorité qui ne vote ni par enthousiasme, ni par conviction, ni par intérêt de gouvernement, mais par une sorte d'affaiblissement dans l'appréciation du juste et du vrai ! Qu'on verse le sang par passion, cela se comprend et se pardonne; par indifférence ou par poltronnerie, jamais.

C'est ce qui faisait que ce gouvernement n'inspirait aucune considération, parce qu'on ne le prenait pas au sérieux : quand on voyait M. de Talleyrand jurer haine à la royauté, qui pouvait le croire ? Quand les membres du tribunal révolutionnaire, les jacobins forcenés, les proconsuls vétérans, juraient de détester la constitution de 1793, est-ce qu'on pouvait y ajouter grande foi ? Quand on s'approchait des autorités avec leur manteau de pourpre, leur chapeau retroussé à la Henri IV, elles avaient beau se draper sous ces oripeaux, on ne trouvait au fond qu'une corruption avouée et presque publique. Voulait-on né-

gocier diplomatiquement ? il fallait arriver les mains pleines ; pour obtenir une fourniture , une place , il fallait quelques milliers de louis d'or. Cela se savait partout , et un pouvoir publiquement corrompu est un pouvoir mort. Le directoire , sur les tréteaux du Luxembourg , ne se montrait qu'avec une certaine solennité ; il correspondait avec les conseils par des messages emphatiquement écrits , et quand on approchait de ce directoire , qu'y voyait-on ? quatre avocats ou gens de lettres conduits par un homme très-ferme de tête , mais voluptueux , nonchalant , avide d'argent pour le généreusement dépenser en gentilhomme.

Aux finances , impossible de réaliser un emprunt ; l'on chargeait démesurément les impôts et l'on proposait même de soumettre à un droit les cheminées comme les portes et les fenêtres ; la justice était un chaos ; l'intérieur était troublé par les vols , et avec tout cela on ne voyait que des fêtes , des pompes théâtrales partout , car il fallait conserver quelque apparence de splendeur au milieu de ce peuple et à la face de l'Europe. Il est besoin , pour expliquer la dictature morale de Bonaparte à cette époque , d'établir cette situation abaissée d'un pouvoir qui ne peut plus rien par lui-même ; un corps éteint ose-t-il se permettre des excès de force ? et c'était un excès de force que de s'opposer à la toute-puissance de Bonaparte.

Cette situation , l'Europe l'avait parfaitement comprise : elle ne s'était adressée qu'au jeune général ; tous les diplomates associés à ses travaux conservaient

une haute estime pour ses vues, ses hardis projets contre l'anarchie organisée en France; les ministres de chaque puissance durent le suivre et l'étudier à Paris. On remarquera que l'Europe vient toujours à un pouvoir qui assure l'ordre, parce qu'elle craint moins la guerre que le désordre, une bataille régulière que les petites trahisons par les idées : la guerre a des chances, le désordre c'est la mort, et nul gouvernement ne veut s'y exposer. Bonaparte, considéré comme l'expression de la victoire et de la paix, fut accueilli à Paris avec un tel enthousiasme que le directoire n'eut pas à délibérer sur le parti qu'il devait prendre (1). Il est des mouvements d'opinion tels qu'un pouvoir n'est plus maître d'une résolution libre,

(1) On chantait partout à Paris Bonaparte vainqueur. Dans une pièce au *Vaudeville* sur la paix, on redisait les couplets suivants :

Goûtons les plaisirs les plus purs,
Notre attente est enfin remplie.
Oui, Bonaparte est dans nos murs ;
Gloire au vainqueur de l'Italie !
Après tant de brillants travaux,
Que l'Europe entière publie,
Puisse-t-il jouir du repos
Qu'il vient de rendre à sa patrie !

Tant de hauts faits avant trente ans,
Pour bien des gens c'est un problème ;
Car enfin, messieurs les savants,
Vous qui comptez comme Barème,
Avec moi, calculez un peu
Les batailles par lui gagnées,
Et vous lui trouverez, morbleu,
Plus de triomphes que d'années.

spontanée; il marche sous une inflexible nécessité; ainsi le directoire qui, au fond, déteste Bonaparte et veut le perdre, redouble de fêtes pour lui, et l'accueille solennellement au Luxembourg. C'était un temps de harangues, de phrases sonores et retentissantes; à chaque événement on drapait les assemblées, on suspendait des étendards sous les astragales; le Conservatoire composait des hymnes, l'Opéra envoyait ses chanteurs.

Qu'on s'imagine donc la cour du Luxembourg abritée sous une tente; au fond, où se déploie l'escalier du palais, les cinq sièges des directeurs en forme de trône; à droite et à gauche, des gradins sous des arbustes, des tapis sur le sol, des chanteurs d'opéra, la musique du Conservatoire; et puis, ces adversaires qui se détestent profondément, s'envoient néanmoins les compliments les plus exaltés : Bonaparte, élevant le pouvoir civil qu'il méprise (1); le directoire, célébrant les merveilles du général qu'il voudrait proscrire; et les méfiances vont à ce point que dans les

(1) Bonaparte, en remettant au président du directoire la ratification du traité de Campo-Formio, prononça les paroles suivantes : « Citoyens directeurs, le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre. Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La constitution de l'an iii et vous, avez triomphé de tous ces obstacles. La religion, la féodalité et le royalisme ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. Vous avez fait plus. Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres

dîners que lui donnent le directoire ou les conseils, Bonaparte s'abstient de manger dans la crainte d'être empoisonné, comme on dit que l'a été Hoche; il demande quelques œufs à la coque et un fruit. Tout ce séjour à Paris est une vie d'hypocrisie; plein d'orgueil et d'une juste vanité de lui-même, Bonaparte affecte la plus extrême modestie, le sentiment le plus vif de la retraite. Lui qui rêve le théâtre du monde, l'Orient, l'Occident, il veut abandonner Paris, se faire nommer juge de paix de son canton, acheter un coin de terrain en Corse : il sait que la société se laisse prendre à ces dehors d'hypocrisie; il y compte.

Jamais la presse ne se montra plus asservie : il n'est pas de roi qui ait des flatteurs plus lâches et plus bas; on écoute ce que le général murmure; chacune de ses paroles est recueillie comme un oracle; on le chante en vers, en prose, avec la servilité habituelle des poètes : « César, tout révèle en toi la victoire ! » On ne lui épargne rien, pas même l'Institut (1), où il

par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux puissantes nations. J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par Sa Majesté l'Empereur. La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

(1) *Lettre de Bonaparte au citoyen Camus, président, le lendemain de sa nomination à l'Institut.*

« Citoyen président, le suffrage des hommes distingués qui com-

remplace Carnot proscrit ; est-ce que les proscrits ne sont pas des morts pour les heureux ? Plus il a l'air de s'abaisser, plus on le proclame savant, immense, universel, pour quelque mauvais théorème ou quelques phrases vulgaires. Sous les dehors de la modestie, il a rapporté des richesses par millions de l'armée d'Italie ; tout cela est caché par des placements sur des banques ou dans les mains de sa famille ; il laisse dire et écrire : « Ce héros est pauvre ; le Cincinnatus, il faudra l'arracher à la charrue » ; il sait, avec sa finesse corse, que la première condition de la grandeur, de la durée et de la force, c'est la fortune, et il a fait son lot ; il a beaucoup donné, il fait beaucoup espérer, et cela crée des amis ; quelques bonnes douceurs sont distribuées à des journalistes qui ne parleront que de lui et ne verront que lui, et quand cette immense renommée sera accomplie, il se raillera de ce gouvernement directorial, et la poire sera mûre pour l'abattre.

Avec Barras, à demi dans la confidence, on s'ex-

posent l'Institut, m'honore. Je sens bien qu'avant d'être leur égal, je serai longtemps leur écolier. S'il était une manière plus expressive de leur faire connaître l'estime que j'ai pour eux, je m'en servirais.

« Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile pour les nations, c'est de contribuer à l'extension des idées humaines. La vraie puissance de la république française doit consister désormais à ne pas permettre qu'il existe une seule idée nouvelle qu'elle ne lui appartienne.

« Signé : BONAPARTE. »

plique plus nettement : entre eux , qui pourrait avoir de la fierté ? est-ce Bonaparte ? Barras l'a pris de rien pour en faire quelque chose ; il le tutoie comme un protégé ! Est-ce Joséphine ? mais le galant directeur, toujours si bon pour elle, a précisément couronné sa vie en lui donnant Bonaparte. Or, Barras lui demande ce qui a nécessité le traité de Campo-Formio : « Que veut-il maintenant ? la retraite ; il faut dire cela à d'autres qu'à lui. C'est un prétexte, il n'y aurait pas de citoyen plus dangereux que lui dans la solitude ; il faut laisser ce propos pour le vulgaire ; avec des hommes forts on dit son dernier mot ; le commandement de l'armée d'Angleterre lui convient, c'est l'expédition du jour, l'entreprise la plus populaire dans l'opinion ; qu'importe qu'elle n'ait pas lieu ? il y aura d'autre destination à lui donner. » Barras, qui a fait la guerre de l'Inde , flatte les idées , les ambitions de Bonaparte sur l'Orient, en lui parlant des mystérieuses sources de puissance qui sont là cachées.

Dans ces conférences intimes, les premiers mots furent jetés sur l'Égypte. A peine Bonaparte a-t-il salué l'Adriatique, qu'il a des desseins sur la Grèce et l'Orient : Trieste n'est-elle pas une ville presque turque ? M. de Talleyrand caresse considérablement cette idée : il a pour cela deux buts : il veut se rattacher Bonaparte, tout en l'éloignant du théâtre politique. Déjà il le traite en souverain ; profitant de l'arrivée de Joséphine, il va solliciter d'elle la permission de lui offrir une fête, comme cela se faisait auprès des reines de France. Joséphine accepte ; les

fêtes que M. de Talleyrand prépare n'ont rien des civiques banquets, des pompes théâtrales du directoire ; c'est un bal tout à fait d'ancien régime. Comme toutes les idées sont déjà portées vers l'Orient, et que Bonaparte parle de la Grèce avec enthousiasme, les femmes se parent à la grecque, et Joséphine est merveilleusement enveloppée de son grand châle ottoman. Bonaparte y paraît avec son costume militaire et simple, appuyé sur l'ambassadeur turc, et le presse de questions par son interprète. Le souper commence ; les hommes sont debout, les femmes seules assises, ainsi que dans un salon de marquis du vieux temps. M. de Talleyrand, droit derrière le fauteuil de Joséphine, commence ainsi son office de grand chambellan, selon les antiques formules. Les cantates retentissent : Laïs, Garat exaltent les vertus civiques, le courage du général, et puis viennent de ridicules couplets contre l'Angleterre sur l'air du *Sultan Saladin* (1) : « Aller en Angleterre, ce n'est pas la mer à

(1) On chanta chez M. de Talleyrand des couplets sur l'air si noble du *Pas redoublé* :

Soldats, le bal va se rouvrir,
Et vous aimez la danse ;
L'allemande vient de finir,
Mais l'anglaise commence.
D'y figurer tous nos Français
Seront, parbleu, bien aises ;
Car, s'ils n'aiment pas les Anglais,
Ils aiment les Anglaises.

Le Français donnera le bal,
Il sera magnifique ;

boire. » Comme cela est spirituel et de bon goût ! mais les partis triomphants ne sont pas tenus à l'esprit.

C'est contre cette Angleterre désormais que vont se porter toutes les haines, toutes les déclamations de la tribune et de la presse. Chaque fois que la république déclarait la guerre, elle avait pour habitude d'insulter avec hauteur les puissances qu'elle appelait aux batailles : pape, empereur, roi. Jamais pourtant elle n'y apporta une expression plus ridiculement exagérée que dans cette question anglaise. Il est permis à un gouvernement d'exciter la haine nationale contre l'ennemi, et pour cela il lui faut des manifestes, des chants, des exhortations populaires ; mais si le feu de gloire monte au front, il ne faut pas ressembler à ces fanfarons à longue rapière, qui jettent des bravades de droite et de gauche. Il n'était pas un seul discours qui ne dénonçât la perfide Albion, pas un

L'Anglais fournira le local
Et paiera la musique.
Nous, sur le refrain des couplets
De nos rondes françaises,
Nous ferons chanter les Anglais
Et danser les Anglaises.

D'abord par le pas de Calais
On doit entrer en danse ;
Le son des instruments français
Marquera la cadence.
Et comme l'Anglais ne saura
Que danser les anglaises,
Bonaparte lui montrera
Les figures françaises.

journaliste qui n'annonçât en prophète qu'elle allait être justement punie de sa perfidie; aujourd'hui on déroulait le tableau des souffrances des pontons d'Angleterre, demain c'était le récit enivrant des sympathies que trouverait le drapeau tricolore sur toutes les côtes et parmi les républicains d'Irlande, d'Angleterre, d'Écosse.

Il ne restait plus que la petite difficulté de passer le détroit à la face d'une flotte anglaise. Pour cela, mille moyens étaient proposés; un excellent citoyen s'offrait de construire un millier d'aérostats, dont chacun porterait cent hommes, et voyez-vous une armée traversant les airs pour se précipiter sur Londres et la Tamise? Un autre (et ce n'était pas un fou) offrait de construire des navires plongeurs qui vogueraient entre deux eaux, de manière que l'Angleterre serait envahie à la fois par les airs et les abîmes de l'Océan. Lorsque les imaginations se portent vers une idée, en France, il n'est pas de choses extravagantes qui ne soient accueillies comme une espérance, une joie de succès. Alors commencèrent ces articles de M. Barère de Vieuzac contre la Grande-Bretagne, articles qui firent sa renommée, comme ses rapports du comité de salut public. M. Barère était plus lettré, d'un style plus poli, plus remarquablement travaillé, que les autres écrivains du directoire. Il avait une certaine intelligence de l'histoire de la Grande-Bretagne; aux Jacobins, on s'était longtemps rappelé ses discours contre la constitution anglaise. Tandis que M. Trouvé écrivait dans le *Moniteur* des vers enthous-

siastes contre Albion, « que l'Océan n'allait plus garantir », M. Barère jetait un long réquisitoire de l'humanité contre la perfidie britannique. Cela devint de mode; dans les banquets, les toasts éclatèrent avec le cliquetis des verres, les flouffons des couplets. En même temps, le directoire prenait des mesures de prohibition commerciale contre les marchandises anglaises.

C'est au directoire, et non point à Napoléon qu'est due la pensée d'atteindre les manufactures anglaises par le principe absolu de la prohibition et de la confiscation de leurs produits (1). L'erreur de ce système était de ne pas voir qu'en rendant les marchandises plus rares en France, sans en éteindre le besoin, on ne faisait que servir la contrebande, et donner à ces produits un caractère plus précieux, plus recherché : sur qui tombait la saisie et la confiscation? sur le dépositaire et le marchand. Il en est des produits prohibés comme des ouvrages littéraires; ils sont

(1) La loi qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises est du 10 brumaire an v (31 octobre 1796).

« Art. 1^{er}. L'importation des marchandises manufacturées provenant soit des fabriques, soit du commerce anglais, est prohibée, tant par mer que par terre, dans toute l'étendue de la république française. »

Extrait d'un message du directoire exécutif au conseil des Cinq-Cents, sur la confiscation des marchandises anglaises.

« Aujourd'hui 13 nivôse, et à l'heure même à laquelle le directoire exécutif vous adresse ce message, les administrateurs municipaux, les juges de paix, les commissaires du directoire et les

plus demandés, parce qu'ils sont défendus. On porta la puérilité jusqu'à ce point que M. de Talleyrand fit annoncer que, dans son bal, le directoire verrait avec plaisir les dames donner l'exemple de la haine contre l'Angleterre, en ne portant sur elles aucune marchandise de ses manufactures. Est-ce que cela était possible à ce moment, où la mode faisait rage des mousselines de l'Inde, légères comme un tissu d'araignée d'or? Joséphine la première viola cette prohibition insupportable pour la coquetterie des femmes, empaquetées de mousseline sous le turban grec.

L'enthousiasme gagna les financiers : toute la banque de Paris s'offrit, non point pour donner de l'argent, mais pour offrir un emprunt destiné à l'expédition d'Angleterre (1); et cet emprunt, de quel chiffre

préposés des douanes procèdent dans tous les chefs-lieux de départements, dans tous les ports et dans toutes les principales communes de la république, à la saisie des marchandises anglaises existantes en France, ou introduites sur le territoire en contravention de la loi du 10 brumaire an v.

« Le gouvernement anglais a soudoyé pendant la guerre avec le produit de ses fabriques les forces coalisées. Il a violé tous les principes du droit des gens, afin d'entraver les relations des puissances nôtres; il a fait saisir les vivres, les grains, les denrées qu'il croyait destinées pour la France; il a déclaré contrebande tout ce qu'il pensait pouvoir être utile à la république, il a voulu l'affamer. Tous les citoyens demandent à en tirer vengeance.... »

(1) Le corps législatif fut invité à ouvrir un emprunt dont les primes seraient hypothéquées sur la victoire. « Les Romains, dit le ministre de l'intérieur, vendirent le champ sur lequel Annibal était campé; mais l'histoire ne dit pas si ce peuple célèbre, trouvant des ennemis obstinés, leur déclara d'avance que la guerre serait conti-

était-il? de la minime somme de quatre-vingts millions, hypothéqués sur les sels et l'enregistrement. Aujourd'hui, qu'une seule banque réalise sans effort un emprunt de cent cinquante millions, on doit s'étonner beaucoup que les banquiers de Paris n'aient pu porter un emprunt au delà de quatre-vingts millions, et encore hypothéqués sur les meilleurs revenus. Mais il faut se reporter à l'état misérable du crédit d'alors : les effets du trésor se négociaient à dix pour cent, à courte échéance : prêter au gouvernement, était un acte aussi patriotique qu'un don, et il y eut, à l'occasion de cet emprunt, des démonstrations et des compliments entre le directoire, les conseils et les banquiers. Il fut dit des choses étranges; on proposa pour hypothèque les dépouilles de la Grande-Bretagne, comme si déjà on en était maître; des spéculations furent établies sur le pillage des manufactures anglaises. Ainsi est toujours l'opinion en France; elle mène une idée une fois conçue jusqu'à l'exaltation et à la folie.

Bonaparte était, même avant son retour, désigné

nuée à leurs frais. Ce trait sera ajouté à nos annales. L'emprunt proposé pourra être appelé l'emprunt sur l'Angleterre : il sera rempli; la grande nation exécute tout ce qu'elle délibère. »

Il fut bientôt ouvert un emprunt de quatre-vingts millions, remboursables sur le produit des conquêtes à faire en Angleterre et en Irlande.

Le directoire reçut en grande pompe, dans une audience solennelle, les banquiers de Paris, MM. Lecouteux, Fulchiron aîné, Fulchiron jeune, Jubié, Enfantin, Saillard, Récamier, Ilupais, Marmel, Doyen, Decretot, Charlemagne, Desprez et Barillon.

pour conduire cette expédition d'Angleterre, avec le titre de général en chef (1); on doit croire qu'il ne l'a jamais pris au sérieux. Cette tête était trop positive, trop élevée pour se persuader qu'une nation fière, telle que l'Angleterre, se laisserait conquérir par un coup de main, comme au temps de Guillaume le Bâtard et des Normands. Puis Bonaparte avait compris que, dans une telle expédition, ce ne sont pas les troupes de terre qui devaient porter un coup décisif, mais la marine; il fallait une lutte d'abord sur l'Océan, et commanderait-il à ses flots agités? son génie aurait-il ces grandes illuminations qui lui avaient si souvent offert la victoire? Il ne voulait pas tenter cette fortune nouvelle et une bataille d'*Actium*. S'il avait donc accepté le commandement en chef de cette armée, c'est que, saisissant avec habileté tout ce qui était populaire, Bonaparte avait vu que son nom grandissait de toute la force de l'opinion publique, exaltée, ardente, sur le moindre incident de cette expédition. On ne parla dès lors que de Bonaparte et de la perfide Albion : lui désigné pour accomplir une glorieuse mission, l'Angleterre pour subir la vengeance de la

(1) *Arrêté du directoire exécutif du 3 brumaire an vi*
(26 octobre 1797).

« Le directoire exécutif arrête ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Il se rassemblera sans délai, sur les côtes de l'Océan, une armée qui prendra le nom d'*armée d'Angleterre*.

« Art. 2. Le citoyen général Bonaparte est nommé général en chef de cette armée. Elle sera provisoirement commandée par le citoyen Desaix, général de division, qui, pour cet effet, se rendra sur-le-champ à Rennes. »

France. Il y eut une indicible monotonie bientôt sur le théâtre, dans les couplets et les livres; chaque époque a ses redites; les partis sont un peu vieillards.

Autant la politique extérieure était éveillée, attentive en face de ces grands intérêts, autant la situation de l'intérieur avait quelque chose de désordonné, de violent et de faible à la fois. Depuis le 18 fructidor, le directoire, maître des conseils, disposait de la majorité; les jacobins assouplis et corrompus, le parti conventionnel de M^{me} de Staël, les républicains fatigués, besogneux, formaient une masse de députés dévoués au directoire et largement payés de leur appui. Toutes les positions étaient dans leurs mains; on leur destinait même les ambassades à Naples, à Florence, en Piémont; partout auprès des rois on mit un régicide, comme un hideux vautour. Pleinement satisfait, le parti corrompu soutenait le directoire dans les violations même les plus étranges, les plus hardies de la constitution. Il y avait six mois à peine que la minorité avait secoué la majorité par un coup d'État, et une autre violation était faite à cette constitution que l'on jurait de respecter à chaque séance. Chose curieuse en France! il est difficile de quitter un parti sans tomber sous l'empire d'un autre : les royalistes étaient restés maîtres des élections avant le 18 fructidor; maintenant les jacobins avaient dominé le dernier renouvellement, non pas les terroristes ralliés, acceptant les positions, les places, les traitements, mais les démocrates ardents, à la façon du comité de salut public, enfin ce qu'on appelait la

queue de Robespierre. Le directoire craignant ces convictions qu'on ne pouvait atteindre, se servit des conseils et de la majorité si bien assouplie, pour les briser ; un rapport curieusement écrit proposa l'annulation des opérations électorales d'une certaine masse de députés, fondée sur les motifs les plus frivoles et les plus décousus. On s'accoutumait ainsi à ces coups de violence, jetés aujourd'hui contre le royalisme, demain contre les jacobins ; la constitution n'était plus qu'un mot, un jeu, une machine commode pour légaliser certains actes de proscription, destinés à rendre la vie paisible aux centres de la convention, à MM. Chénier, Daunou, Cambacérès et Boulay.

Ce qu'il y avait de plus affreux dans ce système de bascule qui allait de droite à gauche, c'est que le plus souvent il se résumait par le sang, dans d'affreuses exécutions ! Partout les commissions militaires condamnaient des émigrés rentrés en France à la peine de mort, sur la reconnaissance de la simple identité, et on apprenait que de beaux noms de noblesse ou d'honorable bourgeoisie étaient livrés à ces tribunaux de soldats et passés par les armes ; le *Moniteur* l'annonçait froidement, comme s'il s'agissait d'une simple nomination d'emploi. Le système impitoyable contre les prêtres les frappait de la déportation, et comme il était fort coûteux de faire voyager trente mille malheureux vieillards, on les entassait pêle-mêle dans les cachots, et plus il en mourait, plus le trésor était soulagé : la mort, n'était-ce pas pour lui une épargne ? Lareveillère-Lépeaux, avec sa haine de sec-

taire, s'était réservé cet affreux rôle de persécution, et il le faisait avec une joie philosophique. Le pouvoir se complait souvent à insulter ceux qu'il tue, il leur cherche à cet effet l'épithète la plus injurieuse : les prêtres étaient des fanatiques, les émigrés des brigands, les républicains des anarchistes ; avec cela on se débarrasse au mieux de l'ennemi ; on lui jette le pied au visage comme le duc de Valois à Coligny : il est bien mort !

La France était alors à cet état de torpeur où elle se laisse tout faire. Le pouvoir se raille des principes ; il proscriit les hommes : que lui importe ? la société a peur de se déranger ou de faire le moindre mouvement ; comme elle sait qu'elle est de verre, elle sait aussi que tout se briserait autour d'elle en mille éclats au premier souffle, et alors elle retient sa respiration haletante. Il n'y avait de choses douces et bonnes que le plaisir : ce qu'on appelait alors la haute classe se composait de nobles ruinés, assouplis et rattachés au salon de Barras et de M. de Talleyrand : héritiers des mauvais principes du XVIII^e siècle, ils apportaient néanmoins dans les formes extérieures une certaine distinction, un mensonge de dignité. Tous, sans en excepter Barras, portaient la poudre, une cravate blanche ample et large, un habit sans col qui rappelait la fin du règne de Louis XVI, les culottes courtes et les boucles. Fort dissolus au fond, ils gardaient avec les femmes une certaine galanterie extérieure selon les rapports de rangs et de coteries.

Joséphine de Beauharnais, M^{me} Tallien (1), recevaient les hommages avec les façons des grandes dames d'autrefois. La société des ambassadeurs donnait encore une meilleure tenue à ce monde; tous bien nés, parfaitement élevés, ils conservaient les traditions de la noblesse. Les plus beaux bals étaient chez les financiers considérablement enrichis par l'agiotage sur les papiers; le gouvernement avait besoin d'incessantes négociations pour répondre aux besoins du trésor, et ces négociations s'opéraient d'une manière assez large pour enrichir la banque. On escomptait tout, et les obligations d'Italie, et les rescriptions de la Hollande; les banquiers réalisaient d'immenses bénéfices sur des placements aussi sûrs. Rien de comparable à ce luxe de la Chaussée-d'Antin! luxe mal appris, dorures éclatantes sur du bois commun!

Alors commençaient ces meubles grecs et romains à colonnes, à la manière antique: les artistes copiaient

(1) Au reste j'ai trouvé dans les journaux de l'époque une espèce de portrait de M^{me} Tallien :

« Thérédia Cabarus prétend n'avoir que vingt-trois ans; ses ennemis lui en prêtent vingt-huit ou vingt-neuf; quoique je ne sois pas des amis de Thérédia, je serai tenté pour cette fois d'être de son avis. C'est une belle femme que cette Thérédia; et quelle preuve plus sûre que l'obstination de nos dames de la rue Feydeau, à dire qu'elle est laide et que celle de nos plus aimables *chouans* à la trouver charmante, même depuis le 13 vendémiaire, en dépit de toutes les mauvaises plaisanteries de la haine et de l'envie sur son nez, qui, dans le fait, n'est pas très-beau? Mais à ça près de ce vilain nez, sa figure ne mérite que des éloges, et l'on doit admirer la richesse de sa taille et la beauté de son bras, qui n'a d'autre tort que de se faire voir trop souvent. Ici doivent s'arrêter mes pinceaux. »

Herculanum et Pompéï, abandonnant ainsi les délicieux ornements de Louis XV et de Louis XVI, les tentures de soie avec les épaisses portières de damas, les trumeaux aux riches arabesques, ces petites toilettes de marquises avec le rouge, la poudre et les mouches, les dessus de meuble en point de Flandre ou des Gobelins, les fauteuils, les dossiers en ovales, les canapés à baguettes d'or, les chinoiseries, les plumes de paon, les magots, les chimères, ces riens si riches, si coûteux, qui faisaient de chaque étagère un bazar d'artiste. Sous le directoire, une femme du monde, vêtue à la grecque comme la Didon de Virgile, s'étendait sur un lit de repos copié sur un antique modèle et façonné comme un char grec; à ses pieds brûlait une cassolette dans une lampe de Pompéï ou sur un trépied; musicienne, elle modulait sur la harpe ou la lyre, ainsi que la Corinne de Gérard. Si l'on dansait (1), c'était à la manière du chœur des Grâces ou comme une copie des fresques des Heures; on se tenait par les mains dans des poses gracieuses avec un élancement de corps, de bras et de jambes à la Vestris. Que de petits vers déjà dans l'*Almanach des Muses* et dans les recueils périodiques! on faisait des odes, des distiques avec une rage incessante. Que ne chantait-on pas alors? c'étaient sans cesse le vin,

(1) « On danse aux Carmes, où l'on égorgeait; on danse aux Jésuites, au séminaire Saint-Sulpice, aux Filles-Sainte-Marie, dans trois ou quatre églises, chez Ruggieri, chez Lucquet, chez Mauduit, chez Wentzel, à l'hôtel Marbœuf, à celui de Richelieu, etc.; on danse partout. »

l'amour, les belles, les roses surtout, et cela d'une façon très-médiocre et fort monotone. Il ne faut pas trop dédaigner en histoire l'étude de cet esprit de la société; il révèle souvent la tendance d'une époque s'absorbant dans les frivolités poétiques. Sous le directoire, les opinions, les hommes, les partis cherchent à s'oublier, à s'abdiquer eux-mêmes : c'est l'ivresse de la Régence, sans les marquis.

Dans cette légèreté des esprits, tout ému de fêtes, le directoire était sérieusement menacé : il s'élevait à côté de lui et avec une force indicible un gouvernement militaire, un pouvoir de soldats, que six ans de guerre avaient créé. A Paris, les généraux étaient tout, et les traîneurs de sabre prenaient le haut pas; à tout prix il fallait éloigner les généraux de la capitale pour les enlever à l'action des partis et à la vie politique; on les désignait pour les ambassades, pour les commandements; car il fallait leur donner des éléments de fortune et de pillage, des moyens de s'enrichir. Le traité de Campo-Formio mettait fin à la grande lutte continentale; l'expédition d'Angleterre était un leurre puéril que nul ne prenait au sérieux; on devait donner quelque chose de plus réel pour occuper l'ambition; et c'est à cette étude que le directoire passait ses veilles inquiètes au milieu peut-être des plus grands désordres qu'un peuple puisse subir. Déjà paraissaient les terribles chauffeurs, bande dévastatrice, débris de l'armée de forçats envoyés en Irlande; nulle voiture publique ne pouvait voyager même à quelques lieues de Paris; ici apparaissaient

des brigands, là des soldats demandaient leur arriéré à la pointe de leurs sabres : ne devait-on pas trouver un nouveau prétexte à la guerre, pour reporter ces fléaux sur l'étranger !

CHAPITRE XLIX.

PROPAGANDE EN ITALIE.

Pensée d'organisation. — La propagande en Italie. — Contact des républiques. — Joseph Bonaparte à Rome. — Abandon des petits États par l'Autriche. — Insurrection. — Conduite des Français. — La république proclamée à Rome. — Malheurs de la maison de Savoie. — La Toscane. — Naples. — Ambassade de M. Garat. — Projets du directoire sur l'Italie.

Décembre 1797—avril 1798.

Deux périodes avaient marqué le passage du général Bonaparte en Italie : dans la première, il s'était complètement associé au mouvement révolutionnaire, à cet esprit de propagande qui avait aidé plus d'une fois les opérations militaires ; dans la seconde époque, cet esprit change : Bonaparte a une intelligence trop élevée et trop politique pour ne pas comprendre qu'on ne marche vers l'avenir qu'avec des idées d'ordre et d'organisation. Tandis que le directoire veut révolutionner ce qui reste encore de vieux États en Italie, le général victorieux les garantit de son épée : à Tolentino, il a traité avec le pape, et depuis il n'a cessé de lui promettre protection et appui. Plus tard il né-

gocie avec le roi de Naples; le grand-duc de Toscane aime à lui rappeler dans sa correspondance que sa famille est originaire de cette terre aimée du ciel. A Turin, Bonaparte s'est engagé envers la noble et fière maison de Savoie à la défendre contre les tentatives désordonnées de la propagande. Le général s'est fait de tristes idées sur le caractère italien et sur l'espèce de liberté dont il est susceptible; il ne croit pas cette nation assez unie pour jouir de l'indépendance, et toutes les créations éphémères de républiques lui paraissent les jalons d'une nouvelle souveraineté, peut-être pour lui-même et sa famille. Le directoire, avec ses pensées agitatrices, a résolu, lui, au contraire, de républicaniser l'Italie : le Piémont ne conservera sa race de rois que jusqu'au terme fixé pour une révolution démocratique; quant à Rome, est-ce que les enfants de Brutus ne se lèveront pas contre le pouvoir de la papauté, dénoncé au monde par Lareveillère-Lépeaux ?

A voir la nouvelle organisation de l'Italie, telle que le traité de Campo-Formio l'avait reconnue, on pouvait facilement apprécier toute la faiblesse de cette étrange fusion d'États, composés de forces si diverses : à côté de l'institution monarchique du Piémont et de Naples, du gouvernement paternel de la Toscane et de la théocratie si douce de la papauté dans Rome, on avait jeté des républiques turbulentes, des démocraties fougueuses, telles que la Cisalpine, qui s'agitaient en proclamant les principes les plus subversifs; dans chacun des États garantis par les traités, il existait

une classe de rêveurs enthousiastes de la forme républicaine dont jouissait la Cisalpine; minorité peu nombreuse sans doute, au milieu des populations, mais minorité parleuse, bruyante et partout soutenue par les encouragements des ministres et résidents français. Si ceux-ci, dans leurs notes publiques, désavouaient toute participation active aux complots contre les gouvernements établis, sous main ils les encourageaient par cette seule parole : « Allez et au premier succès populaire, vous serez reconnus par la république française. » Quelquefois même par les ordres du directoire, ils réclamaient les patriotes détenus. Nul ne peut nier à un gouvernement la faculté de sévir contre les esprits turbulents qui éclatent en complots, et pourtant ce droit était disputé par les ministres républicains, exigeant la liberté immédiate et l'impunité des plus hardis conspirateurs. Telle était la situation des États monarchiques en Italie, sous une condition éphémère et capricieuse, dépendant de la première sédition.

Dans cet état d'agitation continue, Naples, Rome, la Toscane et le Piémont, s'étaient adressés à l'Autriche après la signature du traité de Campo-Formio, pour savoir s'ils pouvaient compter sur elle, au cas où la violence de la république française les forcerait à prendre les armes. Ces communications avaient été suivies avec les plus extrêmes précautions, et l'Autriche répondit d'abord sèchement que c'était un peu par leur faute que cette situation s'était faite : « Le Piémont n'avait-il pas déplorablement abandonné les

intérêts de l'Autriche au commencement de la campagne d'Italie, au premier succès de Bonaparte? Jamais le pape n'avait voulu complètement entrer dans l'alliance autrichienne, et il n'avait accédé que conditionnellement aux propositions de l'Empereur. Quant à Naples, le roi Ferdinand avait également des reproches à se faire : sa neutralité avait perdu la cause italienne ; le temps était passé où un grand rôle militaire lui était réservé à côté de l'Autriche ; et malgré les liens étroits de famille qui unissaient le grand-duc de Toscane à l'Empereur, le cabinet de Vienne ne pouvait oublier que, le premier de tous, le grand-duc avait donné le mauvais exemple de ces traités avec Paris sur la neutralité des princes, cause de ruine pour la vieille Italie. » Dans ce système de réponse évasive, l'Autriche avait deux motifs : elle voulait donner une leçon aux souverainetés qui s'étaient abandonnées à une fausse confiance, lors de l'invasion des républicains ; puis, au milieu de ces débris de souverainetés renversées, le cabinet de Vienne espérait trouver des compensations à ses pertes, dans les légations romaines par exemple, soit Ancône, pour rester complètement maîtresse de l'Adriatique, soit Bologne pour s'unir à Ferrare ; assise déjà sur les ruines de la république de Venise, qui sait si l'amoindrissement de la papauté ne donnerait pas à l'Autriche de nouvelles indemnités? L'Empereur néanmoins engagea le pape à compléter ses armements ; afin d'organiser sur un bon pied l'armée romaine, il autorisa le général Provera à entrer au

service de Sa Sainteté avec le titre de commandant supérieur; Provera, capacité de l'armée autrichienne, l'officier peut-être qui s'était le plus vaillamment distingué dans la dernière campagne.

Les rapports de la république française avec Rome étaient déterminés par le traité de Tolentino : le pape, cédant à la force, avait consenti à se dépouiller d'une partie de ses États, de ses palais, de ses archives, de ses trésors et des monuments de l'antiquité, trésors plus précieux peut-être. Cette concession n'était pas tout, et le directoire marchait droit à la chute du gouvernement pontifical, l'unique, l'étroite, la haineuse pensée de M. Lareveillère-Lépeaux, ce fanatique qui poursuivait les prêtres avec un acharnement de maniaque. On ne peut dire la joie de cet homme quand il apprit que le vénérable Pie VI, presque au lit de mort, allait laisser le pontificat vacant (1); dans les instructions dictées par le directoire, on prévoyait le cas de cette mort, pour inviter l'ambassadeur à faire proclamer une république au pied de la statue de Brutus.

(1) *Extrait d'une dépêche confidentielle de Bonaparte au directoire (1797).*

« Le pape est très-malade et a quatre-vingt-trois ans. Sur la première nouvelle que j'en ai eue, j'ai fait réunir mes Polonais à Bologne, d'où je les pousserai jusqu'à Ancône. Quelle conduite dois-je tenir si le pape meurt ? »

Réponse du directoire.

« Le ministre des relations extérieures écrira au général Bonaparte que le directoire s'en rapporte à sa sagesse ordinaire pour la conduite à tenir relativement à Rome; qu'il fasse tous ses efforts

Ces instructions, infiniment curieuses par leur tendance, déclarent d'abord l'incompatibilité du système religieux et de l'idée républicaine : détruire la papauté, c'est donc servir la république ! Pour cela il fallait user de subterfuge, empêcher les cardinaux de se réunir en conclave, et tuer ainsi l'unité catholique. Cet abominable projet, renouvelé des premières persécutions, fut secrètement confié à Joseph Bonaparte, lorsqu'il reçut l'ambassade de Rome ; mais Joseph avait une tête modérée, et recevait des instructions particulières de son frère, déjà respectueux envers la vieillesse et le malheur du souverain pontife.

Cette ambassade tenait une position fort délicate à Rome, le séjour d'une école d'artistes, jeunes, ardents, avec la pensée de David au cœur, associés à une fraction de la noblesse et de la bourgeoisie romaine, avide de changements. Joseph avait avec lui de jeunes officiers qui narguaient les troupes papales et se raillaient des croyances du peuple ; une troupe républicaine s'agitait dans Rome, au mépris des ordres du pape ; beaucoup d'Italiens de la Cisal-

pour y établir la démocratie représentative, sans secousses, sans convulsions, et pour faire réclamer sa médiation pour l'établissement du gouvernement, et empêcher les désordres qui pourraient accompagner la révolution dans les États du pape »

Le ministre Charles Delacroix écrivit à Bonaparte : « Vous êtes sur les lieux, vous pouvez mieux que personne juger de ce qu'il est utile et possible de faire. Ce que vous avez exécuté dans les circonstances les plus délicates, et notamment à l'égard de Venise, donne au directoire les plus grandes espérances de succès pour cette nouvelle entreprise, s'il est possible de la tenter... »

pine étaient arrivés pour fraterniser avec le peuple romain ; l'aspect des monuments de Rome faisait battre leur cœur ; tous étaient impatients de briser ces statues de saint Pierre et de saint Paul qui couronnent la colonne Trajane ; on avait à Rome, non point l'imitation du Panthéon antique, mais le Panthéon lui-même avec ses autels brisés par le temps. Si donc Joseph Bonaparte, avec son esprit réfléchi, se tenait autant que possible à l'écart de ces projets de désordre et de renversement, il n'en était pas de même des officiers de la légation, liés avec l'école de peinture, avec les jeunes artistes couverts de la robe prétexte au pied de la statue de Cinna ou de Caton : l'air de Rome devait être contagieux pour les idées de république.

A plusieurs reprises déjà cette fraction d'artistes et d'agitateurs s'étaient montrés au Corso de Rome, secouant un drapeau à trois couleurs, signe de la liberté démocratique ; quelques-uns avaient été arrêtés, d'autres proscrits ; tous en avaient appelé à l'ambassadeur de France, et Joseph se trouva dès lors fort embarrassé (1), car le texte des instructions de M. de

(1) Je donne les pièces justificatives de toute cette affaire de Rome :

Dépêche de Joseph Bonaparte au directoire.

« ... Trois individus se sont présentés à moi pour me dire que la nuit suivante une révolution devait éclater ; que l'indignation publique était à son comble ; qu'ils venaient m'en instruire pour que rien ne me semblât nouveau. Je leur répondis que la place que j'occupais auprès du souverain de Rome ne me permettait pas d'enten-

Talleyrand portait : « Loin de retenir les bonnes dispositions de ceux qui pensent qu'il est temps que le règne des papes finisse, encouragez l'élan que le peuple de Rome paraît prendre vers la liberté. » Le président du directoire, Lareveillère-Lépeaux, ajoutait : « Il faut profiter des circonstances pour favoriser à Rome

de tranquillement une pareille ouverture ; que d'ailleurs elle me semblait aussi inutile que déplacée. Ils reprirent qu'ils voulaient avoir mon conseil, et savoir si le gouvernement français protégerait leur révolution, une fois faite. Je leur dis que, spectateur impartial des événements, je rendrais compte à mon gouvernement de ce qui se passait ; je ne pouvais avoir autre chose à leur dire dans le moment ; que l'époque de la pacification générale ne paraissait pas devoir être celle à laquelle le gouvernement désirât des événements qui pourraient la retarder ; que comme homme je les exhortais à la tranquillité ; que je ne croyais pas qu'ils eussent des moyens en eux-mêmes ; que le gouvernement français ne leur en prêterait pas ; que, comme ministre français, je leur enjoignais de ne plus se présenter chez moi avec de telles intentions ; qu'en reste le sort des États était, comme celui des individus, caché dans le sein de l'avenir, et qu'il ne m'était pas donné à moi d'y pénétrer. Ils partirent en m'assurant que tout s'assonpirait pour le moment. La nuit se passa tranquillement. Le lendemain au soir, M. d'Azzara me dit confidentiellement qu'il venait de chez le secrétaire d'État ; qu'il serait possible que des brouillons fissent bientôt un mouvement aussi ridicule par leur peu de conduite et leur peu de moyens, que celui qu'ils avaient voulu essayer quelques mois auparavant. Dans le fait, cette nouvelle était celle de la ville. Je sus chez Mme la marquise de Massimi, où il y avait une fête de bal, que quatre des meneurs étaient les espions du gouvernement, qui avait pris ses mesures ; que les insurgés devaient se réunir à la *Villa Médicis*. On se sépara. A 4 heures, je suis réveillé ; on m'annonce qu'il y a un rassemblement révolutionnaire à la *villa Médicis*, composé de quatre-vingts à cent hommes, et qu'ils étaient cernés par les troupes du pape... Je me rendormis. Je suis le matin qu'une patrouille avait été atta-

l'établissement d'un gouvernement représentatif et délivrer l'Europe de la suprématie papale. »

Ces instructions laissaient peu de latitude à Joseph, accrédité auprès d'un gouvernement qu'il avait pour ainsi dire mission secrète de renverser. Tout récemment venait d'arriver au palais Corsini, séjour de

quée par un parti d'une soixantaine d'hommes : deux dragons du pape avaient été tués. Les insurgés s'étaient dissipés ; quelques-uns avaient été arrêtés. Le gouvernement connaissait les autres. Beaucoup avaient pris la cocarde nationale française ; ils en avaient laissé, comme par mégarde, un sac épars dans le lieu du rassemblement. Je me transportai chez le secrétaire d'État ; je le trouvai tranquille ; je lui dis que, loin de m'opposer à ce que l'on arrêtât les individus qui avaient pris la cocarde française, je venais lui faire la demande précise de faire arrêter tous ceux qui ne seraient pas compris dans le tableau des Français ou des Romains attachés à la légation. Ceux-ci n'étaient qu'au nombre de huit ; je les lui nommai et lui proposai de prendre des mesures sur-le-champ. Je le prévins qu'il y avait six individus qui s'étaient réfugiés dans ma juridiction ; que, s'ils étaient du nombre des révoltés, je m'entendrais volontiers avec lui pour que leur impunité ne pût pas enhardir les autres, etc., etc.»

Joseph Bonaparte raconte ensuite la mort du général Duphot : « Accoutumé à vaincre, il est entre les baïonnettes des soldats ; il empêche l'un de charger, il évite le coup de l'autre. Nous le suivons par instinct national. Il était l'ami des deux partis ; et cût-il été considéré comme ennemi, il était leur prisonnier. Trompé par son courage, il est entraîné jusqu'à une porte de la ville appelée *Septimiana*. Je vois un soldat qui lui décharge son mousquet au milieu de la poitrine, il tombe et se relève en s'appuyant sur son sabre ; je l'appelle, il revient à nous. Un second coup l'étend sur le pavé ; plus de cinquante coups se dirigent encore vers son corps inanimé. L'adjudant-général Sherlock n'est atteint d'aucun coup ; il voit tomber son brave camarade ; tous les coups vont se diriger sur nous. Il m'indique une route détournée qui nous conduit aux jardins du palais, et nous soustrait aux coups des assassins de Du-

l'ambassadeur, trois jeunes officiers, spirituels, moqueurs des choses religieuses, Duphot, Arrighi et Sherlock, tous trois ardents républicains, et avec mission de se placer à la tête des insurgés au premier

phot, et à ceux d'une autre compagnie qui arrivait et faisait feu de l'autre côté de la rue. Les deux jeunes officiers, pressés par cette seconde compagnie, se réunirent à nous. Ils nous font découvrir un nouveau danger ; la nouvelle compagnie pouvait entrer dans les palais où ma femme et sa sœur, qui devait être le lendemain l'épouse du général Duphot, venaient d'être emportées par force par mes secrétaires qui rentraient et par de jeunes artistes. Nous regagnons le palais par le côté du jardin. Les cours étaient encombrées par les laches et astucieux scélérats qui avaient préludé à cette scène horrible. Une vingtaine d'entre eux et des citoyens paisibles sont restés morts sur le champ de bataille. Je rentre dans le palais ; les marches sont teintes de sang ; des moribonds se traînent, des blessés se lamentent ; enfin on parvient à fermer les trois portes de la façade de la rue... »

*Traduction littérale d'une lettre du secrétaire d'état Doria
à l'ambassadeur Bonaparte.*

« Des chambres du Vatican, le 26 décembre 1797.

« Le cardinal Joseph Doria Pamphili, secrétaire d'État, reçoit avec la plus vive affliction le billet du citoyen Bonaparte, ambassadeur de la république française, et a signé avec une très-grande peine le passe-port et la permission pour les chevaux de poste.

« Il n'ose le prier de suspendre son départ ; mais il prend la liberté de lui faire passer une lettre pour M. le marquis Massimi, par laquelle, au lieu de lui raconter tout le fait, il s'en rapporte à la bonne foi reconnue du citoyen ambassadeur, pour tout ce qu'il exposera à la république française. La santé du saint-père ne le met pas en état de pouvoir être informé ce soir de tout ce qui est arrivé, et l'on ne peut prévoir, sans affliction, l'impression que pourra lui faire une si fâcheuse nouvelle, dans l'état où il se trouve. Ce gouvernement sera prêt à donner à la république française les satisfac-

signal d'une révolte heureuse ; les clubs de renversement se tenaient dans le palais même de l'ambassadeur, et le pressaient de se prononcer : « Nous sommes prêts, disaient-ils, il est temps de faire re-

tions qu'elle pourra demander au sujet de ce qui est arrivé, quoiqu'il n'y ait en cela nullement de sa faute.

« Qu'il soit permis au cardinal qui écrit de mettre sous les yeux du citoyen ambassadeur, avant de terminer sa lettre, qu'il dépend de lui de conserver ce que le général en chef établit généreusement à Tolentino, et en espérant le tout de la bonté connue du citoyen ambassadeur, il lui renouvelle les assurances de sa haute considération.

« *Signé : le cardinal J. DORIA-PAMPHILI.* »

Lettre de M. le chevalier d'Azzara, ministre d'Espagne à Rome, à Joseph Bonaparte.

« Rome, le 27 décembre 1797.

« L'état dans lequel vous nous avez laissés ce matin est plus facile à sentir qu'à exprimer. Je n'ai point dormi de toute la nuit, et avant le jour j'ai su votre départ. Votre homme est venu me trouver, et m'a consigné votre billet, lequel, au milieu du plaisir qu'il m'a causé, m'a en même temps affligé infiniment, me rappelant la perte d'un ami tel que vous. Je n'en avais pas besoin pour m'en souvenir, mais je le garderai comme le gage le plus précieux de votre amitié!

« Le citoyen Toretti est venu me trouver, pour me charger des effets du malheureux général, qu'il avait cachetés. J'en ai fait dresser un inventaire, et je les ferai garder jusqu'à ce que les héritiers en disposent.

« J'ai dit à votre maître d'hôtel, au directeur de la poste, et à tous les autres Français, de recourir à moi dans tous leurs besoins avec la même confiance qu'ils pourraient faire à vous. Il n'y a que l'inconvénient de ne pas savoir jusqu'à quel point je suis sûr de moi-même ; car je vois que le peuple n'est pas du tout tranquille, et on me dit qu'il y a du mouvement vers *Transtevere*.

naitre Rome républicaine. » A un signal de l'ambassadeur tout serait en feu : que tardait-on à se déclarer ? Joseph Bonaparte, qui ne croyait pas le moment arrivé encore, ou bien qui avait d'autres instructions

« Écrivant ici, je reçois un message du secrétaire d'État, au nom du pape, pour me prier d'aller auprès de vous à Florence, pour tâcher de vous ramener à Rome. Quoique la proposition n'ait pas le sens commun, je me suis contenté de répondre qu'il m'était défendu de me mêler des affaires de Rome. Comptez sur l'amitié, etc.

« Signé : AZZARA. »

Traduction littérale de la lettre du cardinal secrétaire d'État du pape, au marquis Massimi à Paris.

« A Rome, ce 26 décembre 1797.

« Monsieur,

« La dépêche que je vous adresse aujourd'hui sera pour vous un sujet du plus vif chagrin, comme elle l'est pour moi. Vous connaissez l'étendue de nos sentiments d'amitié pour la république française, ainsi que l'intérêt que nous prenons tous, et que je prends en mon particulier, à tout ce qui la regarde, ainsi que pour ce qui concerne le citoyen ambassadeur Bonaparte, qui est un homme si respectable. J'avais eu, dans la soirée d'hier, des rapports confidentiels pour m'avertir que dans la nuit même l'on devait faire quelque mouvement dans la ville de Rome. Je ne jugeai pas qu'il fallût donner beaucoup de poids à cette nouvelle ; mais il me parut qu'il serait sage de ne pas la négliger. Ainsi, je pris les mesures que tout gouvernement sage doit prendre en pareil cas, et m'étant fait un devoir de les communiquer aujourd'hui même au citoyen ambassadeur, il a bien voulu les approuver.

« J'étais tranquille, ayant une confiance entière dans les dispositions que l'ambassadeur m'avait manifestées, et dans les précautions que j'avais prises, lorsque tout à coup, sur les vingt-trois heures, j'ai appris qu'une troupe d'insurgés s'était portée à son palais pour obtenir de lui un appui qu'il a refusé énergiquement ; et qu'ensuite, le général Duphot avait été tué malheureusement dans le combat qui a eu lieu entre les insurgents et nos soldats.

de son frère, leur fit une réponse évasive : « Qui peut prévoir la destinée des États ? Comme celle des individus, elle change avec la mobilité des siècles. » Ces paroles énigmatiques, les insurgés les prennent

C'est à la suite de cet événement que le citoyen ambassadeur a pris la détermination de partir de Rome, dont j'ai tâché, par mes prières, de le détourner ; mais, malgré ses bontés et son amitié pour moi, il a cru qu'il était dû à sa personne et à sa représentation, de suivre ce parti, et j'ai profité de cette occasion de vous écrire, en remettant ma lettre à cet ambassadeur.

« Je m'en rapporte à lui pour vous instruire de ce fait, ainsi que des circonstances qui l'ont accompagné ; j'ai une telle conviction de sa honnêteté et véracité, que je ne puis ni ne dois douter de la vérité de tout ce qu'il exposera au directoire. Le but de cette lettre est de vous charger de vous présenter au directoire, pour lui exprimer que le saint-père éprouve la peine la plus sensible à cause de cet accident, qu'il ne lui a pas été possible de prévoir, ni d'empêcher. Vous ne devez offrir aucune satisfaction pour cet incident, dont le saint-père et nous tous sommes inconsolables ; mais vous devez prier le directoire de demander telle satisfaction qu'il voudra : la demander et l'obtenir sera la même chose, car ni Sa Sainteté, ni moi, ni la cour de Rome, nous ne serons jamais tranquilles jusqu'à ce que nous soyons sûrs que le directoire sera satisfait. Vu son équité, je suis persuadé que si, d'un côté, il ne peut être indifférent à la perte d'un citoyen de mérite, il ne pourra douter du vif chagrin que nous éprouvons, et voudra bien apprécier la prière instante que vous êtes chargé expressément de lui faire au nom du souverain pontife, ainsi que notre dépendance entière de ses déterminations.

« Je ne sache pas vous avoir donné une commission plus intéressante que celle-ci. Ce sera un grand titre pour vous auprès de Sa Sainteté, si vous parvenez à me mettre à portée de tranquilliser un peu le saint-père à ce sujet.

« J'attends quelques renseignements de votre part sur cet objet au plus vite, et je suis

« Votre serviteur.

« Signé : Le cardinal J. DORIA-PANFILI. »

pour une approbation, et d'ailleurs les peintres, les officiers de l'ambassade, sont pleins d'enthousiasme; le feu de la démocratie se peint dans leurs yeux; tous avides de proclamer la liberté sur le Capitole, ils donnent le signal, car il faut la république de Rome aux artistes, aux classiques enthousiastes des études universitaires!

Qu'ils étaient en petit nombre ces conjurés à la face de la population romaine, profondément dévouée au pape, agenouillée devant la grandeur de l'Église! A peine étaient-ils cent à l'école de peinture, la villa Médicis, non loin des vieilles murailles de Rome. Ces démocrates, sous la conduite du marquis Vivaldi, sont armés de sabres, de stylets, de poignards; tous portent la cocarde tricolore aux cris de *vive la république française!* on dirait une sédition paradant comme au théâtre. Le secrétaire d'État, averti à temps, fit disperser cette troupe, aussitôt désorganisée; les débris se retirèrent dans la juridiction de l'ambassade. Joseph protesta qu'il n'était pour rien dans l'insurrection (elle n'avait point réussi), et, que pour tout régulariser, il allait fournir la liste des employés de l'ambassade, qui seuls avaient le droit de porter la cocarde française. Pendant ce temps, la sédition éclatait sur un autre point, à la porte Septimienne. Rome, immense ville aux sept collines, est caressée par le Tibre qui l'allait comme la louve de Romulus; sur un côté est le Vatican, protégé par le château Saint-Ange, et près le Vatican Saint-Pierre aux larges dalles, à la riche colonnade; on repasse le Tibre par l'admirable

pont orné de statues, et l'on trouve à droite, près la place d'Espagne, la porte du Peuple couronnée par la villa Borghèse; suivez le Corso jusqu'à la place Saint-Marc, et franchissant le Capitole, vous vous trouverez au Campo-Vaccino, au pied du Colisée; un peu à gauche, en traversant le pont Sixte, vous avez devant vous la belle villa Corsini, l'ancien palais de l'ambassade française.

A la porte Septimienne, non loin du palais Corsini, les républicains s'étaient déployés sous les couleurs tricolores; dispersés par la garde du pape, ils vinrent encore une fois se réfugier sous la juridiction de l'ambassade; ils y furent suivis par les soldats; et voici maintenant le spectacle qui se déployait à la face du palais Corsini : les républicains rebelles s'étaient placés en ligne devant les troupes papales; Joseph en grand costume, Duphot et les autres aides de camp l'épée à la main, semblaient ainsi se mettre à leur tête, et dans cette attitude belliqueuse, ils attaquèrent au pas de course les troupes papales. L'officier un moment incertain, craignant pour sa responsabilité, pressé de toute part, ordonne le feu à ses soldats, dès que la juridiction de l'ambassade est franchie; Duphot atteint d'une balle s'appuie un moment sur son sabre, une seconde balle le frappe, et il tombe mort sans prononcer une seule parole; jeune et brave officier, il avait montré l'impétueux courage d'un soldat d'Italie : il courait vers la porte Septimienne, c'est-à-dire en dehors de la juridiction de l'ambassade où son courage l'avait entraîné, lorsqu'il fut frappé. L'officier

des troupes pontificales avait fait son devoir ; tout le monde s'enfuit en désordre et la sédition fut comprimée. Mais une suite de calamités se préparait pour Rome.

Le gouvernement pontifical, tout à fait étranger à ce combat engagé en dehors de lui, vit néanmoins la portée que pouvait avoir la mort de Duphot ; d'après le droit des gens, le général n'avait que subi la peine de sa témérité glorieuse : pourquoi l'ambassade donnait-elle asile à des perturbateurs ? Est-ce que la qualité diplomatique pouvait permettre la violation la plus sacrée des droits d'un gouvernement, la répression des séditieux ? Le général Duphot avait été tué à cent pas du palais Corsini, à la tête des rebelles ; donc il n'était plus dans la juridiction de l'ambassadeur ; est-ce qu'il peut appartenir à une légation de tirer l'épée pour un mouvement révolutionnaire, et de se placer à la tête des séditieux ? Les choses ne marchaient pas ainsi dans cette exaltation d'idées, et le secrétaire d'État, cardinal Doria Pamphili, apercevant tout le danger de la situation, insista pour que Joseph Bonaparte reçût lui-même des explications à Rome. Joseph répondit avec hauteur en demandant ses passeports, et il se retira en toute hâte à Florence, où il écrivit une étrange dépêche à M. de Talleyrand, contre ce qu'il appelait le perfide gouvernement pontifical (ce gouvernement qui l'a depuis abrité proscrit et malheureux !). Tous les faits étaient défigurés dans un sens favorable aux séditieux : « Ce gouvernement ne se dément pas ; astucieux et téméraire, lâche et

rampant, la passion individuelle devient sa raison d'État. Il sacrifie tout à son intérêt; il lui sacrifierait celui de son Église, du monde entier. »

Quel langage diplomatique que celui de ces dépêches! le sort de Rome était décidé dans l'esprit du directoire: on voulait en finir avec cette papauté humble et grande à la fois, sur laquelle vint s'user plus d'un colosse de bronze. Le cardinal secrétaire d'État se hâta d'opposer aux dépêches de l'ambassadeur un rapport très-circonstancié du fatal événement de Rome; il fut remis au directoire par l'ambassadeur pontifical, le marquis Massimi; on ne le lut même pas, et une division de l'armée d'Italie reçut l'ordre de marcher sur le Capitole, afin d'accomplir les desseins du directoire. Il fallait voir la joie stupide de tous ces philosophes corrompus, hommes de chair et de sang, lorsque le directoire ordonna que le pape cesserait de régner. Il fit rédiger par l'ancien bénédictin, M. Daunou, une longue diatribe historique contre les papes, et M. Laréveillère se chargea lui-même du manifeste qui finissait par cette phrase: « Il n'y a pas un crime où vous ne trouviez un pape. » On préparait ainsi l'opinion: on allait détrôner un malheureux vieillard, le plus saint des hommes, qui retrouverait toute sa grandeur sous la pieuse robe de camaldule, car il était grand autant que pieux, ce vénérable Pie VI, et la puissance du catholicisme résulte même de la persécution.

Après le pontificat mou et philosophique de Ganganelli, un vieillard, déjà aux traits nobles et majestueux,

à la taille élancée et magnifique (tel que l'a reproduit Canova) fut élevé sous la tiare d'or; il appartenait aux Braschi de Césène, famille pauvre mais antique. C'était au temps où les idées matérialistes avaient corrompu les âmes des souverains comme celles des peuples, alors que Joseph II, le prince de Kaunitz, Aranda, Pombal se raillaient du pouvoir religieux qui seul pourtant appuie les couronnes et prépare le respect des nations. Pie VI ne céda rien par indifférence comme Ganganelli; il conquit son ascendant par sa douceur, sa mansuétude, et par cet amour immense des arts qui créa sa popularité à Rome et sa renommée en Europe. Partout dans les États romains se reproduit sur les plus beaux monuments cette inscription empruntée à la Rome antique : *Pie VI, P. M.* (Pie VI, grand pontife). Voyez-vous cette belle chaussée qui traverse les dix-sept lieues des Marais-Pontins, où tout mourait de cette *mala aria* sauvage qui flétrit les traits comme si la mort y avait passé? c'est Pie VI qui l'a fait construire comme un édile romain; ces murailles d'Ancône, de Civita-Vecchia, ces ports magnifiques, créés par Adrien, pour assurer le commerce de l'Adriatique et de la Méditerranée? c'est encore Pie VI qui les releva, les entretint dans leur état de splendeur. Ce magnifique musée d'antiques, riche de merveilles dans la cité des merveilles, c'est à Pie VI qu'on le doit. Jamais la grandeur et la sainteté ne s'étaient reproduites sous de plus nobles traits; et quand les protestants venaient à Rome pour assister aux solennités pontificales, ils baignaient de larmes

les dalles de Saint-Pierre, en contemplant ce front immense, couronné de cheveux blancs, ces yeux pleins d'une céleste félicité, lorsque sur l'autel des basiliques, parfumées d'encens et de myrrhe, le pape élevait la divine majesté du dieu vivant à la face d'un peuple abîmé de respect et de vénération. C'était pourtant contre ce saint vieillard que le directoire faisait écrire ses prêtres mariés, ses oratoriens renégats, afin de préparer une révolution.

Le billet du secrétaire d'État Doria Pamphili, adressé à Joseph Bonaparte, n'avait produit aucun résultat; en vain dans une note envoyée au marquis Massimi, ambassadeur du pape à Paris, avait-il exprimé la douleur du pontife sur les événements de Rome et proposé toutes les satisfactions; les impitoyables directeurs avaient marqué le terme du gouvernement pontifical, et ils ordonnèrent au général Berthier de marcher sur Rome. Ce n'était pour les républicains qu'une marche militaire; toutes les forteresses, toutes les positions étaient depuis longtemps au pouvoir des Français; un pas de plus et ils saluaient les sept collines; ce pas fut fait avec une sorte d'enthousiasme. A tous les siècles les études classiques s'étaient absorbées dans Rome, tous les souvenirs de la génération se portaient sur la république romaine : le Capitole, la Roche Tarpéienne, les Cirques, les Théâtres et le Panthéon.

L'armée républicaine salua donc Rome; on était au 10 février, temps où le mont Aventin se couvre d'une teinte blanchâtre; c'est la *candida nives* dont parle

Horace dans sa gracieuse maison de Tivoli. Berthier s'était fait précéder d'une de ces proclamations grossières que la force soldatesque jette aux faibles ; en insultant le pauvre vieillard, il invitait le peuple romain à proclamer sa souveraineté. Quand donc le drapeau tricolore fut aperçu, les portes de Rome s'ouvrirent, et des artistes, des savants médiocres, les barbiers, des marchands du Corso, suivis de quelques nobles et de juifs, vinrent demander appui au général Berthier pour proclamer la république romaine, et les Français entrèrent ainsi dans la grande cité.

Alors vinrent des scènes ridicules ou odieuses : sur ce vieux Capitole, qui s'élève près du Campo-Vaccino, fut planté l'arbre de la liberté, comme en 1789 aux Porcherons et à la Bastille ; on attacha la cocarde tricolore au cheval de Marc-Aurèle, et les processions civiques commencèrent aux chants de *la Marseillaise*. Le lendemain, les Romains virent bien que les Gaulois étaient dans leurs murs ; le pillage des musées s'accomplit sans pitié pour les arts. Rome pleure aujourd'hui encore les statues et les vases de la villa Albani, les camées précieux du palais de Sainte-Agathe dei Monti. Rien ne fut épargné, ni les trésors des églises, ni les vases sacrés ; comme à Notre-Dame-de-Lorette, on profana les colliers, les *ex voto* de la madone ; Berthier et Masséna présidaient à ces exécutions des commissaires, à ces ventes qui s'étendirent à tout, même à la bibliothèque si précieuse de Pie VI, éparpillée pour quelques milliers d'écus romains. Les deux commissaires spécialement odieux, et dont le

souvenir retentit encore dans Rome, furent un prêtre marié, du nom de Bassal, et un banquier génois dont le nom est célèbre. Calvin n'avait-il pas insulté le pape par ses écrits et déclaré qu'il était l'antechrist prédit par les prophètes? le dépouiller c'était bien. En échange de ses richesses, de ses grandeurs, Rome reçut son consulat présidé par Bassal; on lui improvisa une constitution à la Brutus, sous des feuilles de chêne, tandis que le saint pontife était insulté par les Barbares. Avec quelle admirable douceur Pie VI n'avait-il pas répondu à toutes ces provocations insensées! Beau vieillard de quatre-vingt-quatre ans, à la figure vénérable, il parut revêtu de la robe pontificale, aussi blanche que ses cheveux, et comme on l'invita à prendre la cocarde tricolore, il répondit : « Je n'ai d'insigne que mes vêtements de prêtre; je n'en veux pas d'autres. » Alors on l'insulta; le pape avait des bagues à ses doigts, et cet anneau de saint Pierre, vieux comme les catacombes, les commissaires le crurent précieux, et on le lui arracha par violence; flétrissure à ce banquier génois qui porta ses mains à cet anneau du vieillard! flétrissure à lui qui le força de quitter sa ville sainte! « Oh! monsieur, dit le pape, en fondant en larmes, laissez-moi mourir ici avec mes devoirs et mon peuple. — Vous mourrez partout, » répondit l'impitoyable calviniste. Luther avait écrit comme Calvin : *maudit pape, petit pape*, et le huguenot s'en souvint. Pie VI tomba agenouillé devant le Christ : « Dépêchez-vous donc de partir, car j'emploierai la violence, » s'écria le banquier, et le pontife

descendit l'escalier du Capitole, et jeta, en sortant de la porte du Peuple, un dernier regard sur la ville éternelle qu'il ne devait plus revoir.

Alors Rome apprit ce que les Français appelaient la république : ces ridicules saturnales qui se couronnaient par les impôts de guerre et le pillage des musées. Le général Berthier (depuis prince) invoqua les mânes de Cassius et de Brutus sur le Capitole. Jamais les souvenirs antiques des collèges ne furent plus utiles qu'en cette occasion ; tous les élèves d'Harcourt purent rédiger des amplifications sur la république romaine, invoquer les cendres et les mânes, sans oublier le Tibre aux flots jaunis. On jeta des imprécations au pape, au fanatisme, et tout cela pour justifier le pillage et la désorganisation.

Ces vols furent poussés si loin que l'armée, pure de tout cela, s'en indigna elle-même ; il y eut une sorte de pétition des soldats, une dénonciation portée contre Masséna : ces braves gens se voyaient déshonorés aux yeux du peuple par ces excès des généraux et des commissaires du directoire, et ils en portaient plainte devant tous afin qu'on ne pût les accuser de complicité. Rome fit désormais le sujet des harangues républicaines.

S'imaginait-on rester maître de la cité ? Est-ce que quelques bourgeois étrangers du Corso, les avocats, artistes ou barbiers, étaient le peuple romain ? Le véritable peuple avait vu, la mort au cœur, le pape s'éloigner ; les Transtévérins, les pâtres du Campo-Vaccino, les Contadini savaient bien que Rome restait

veuve de son pontife; et ceux-là maniaient le stylet ou la scopette avec énergie. C'est ce que le cabinet de Vienne comprenait bien également; il laissait faire les Français partout afin de les rendre odieux pour le moment du réveil : il y eut quelque chose de profondément habile dans cette patience de la cour de Vienne abandonnant les gouvernements pour s'assurer le peuple. Le pape, les rois de Naples et de Sardaigne avaient dédaigné son appui, et l'avaient trahie dans la dernière campagne; eh bien! elle était aise que ces peuples apprissent par expérience ce qu'étaient les Français républicains, et l'épreuve venait vite pour eux.

Les gouvernements devaient voir, par la politique adoptée en Italie, que tout se rattachait à un système de propagande et de république fédérative : on soulevait la démocratie bourgeoise, active, les classes d'avocats, de savants, d'écrivains, les marchands, les cadets de noblesse, et partout les républiques s'organisaient sur le modèle du directoire français, et pour ainsi dire dans les mêmes proportions; on avait déjà la Cisalpine, la Ligurienne, la Romaine, dans le nord la Batave, et pourquoi dès lors n'essayerait-on pas une semblable révolution à Turin, à Florence, à Naples? est-ce qu'il n'y avait pas les mêmes éléments, les mêmes causes de désordres? La république cisalpine seule pouvait activer la propagande, et les ministres français n'auraient que leur concours à prêter, comme l'avait fait Joseph Bonaparte à Rome. A Turin, le ministre de France était Ginguené, le lourd littérateur

de la société de M^{me} de Staël. Pour un homme de cœur, de souvenirs, d'imagination historique, que de nobles choses ne présentait pas cette maison de Savoie, illustre par les hommes, gracieuse par les femmes, dont la duchesse de Bourgogne était l'expression ! Ginguené, l'apologiste du régicide, avait pour mission essentielle de favoriser les patriotes et la propagande. La cour de Turin avait fait toute soumission à l'altière république en se plaçant sous l'épée de Bonaparte (1) ; cela ne suffisait pas ; la perte de la race noble de Savoie fut jurée ; si l'on n'osait point encore briser le trône de Charles-Emmanuel, on l'entourait de tant d'entraves, on soulevait autour de lui de si vives oppositions, qu'on amènerait peu à peu sa chute. Dans le Piémont, comme dans toute l'Italie, il y avait un parti révolutionnaire : pourquoi le ministre de France ne le seconderait-il pas comme à Rome ? Dans

(1) Bonaparte avait pour politique de ménager la maison de Savoie.

Lettre confidentielle de Bonaparte au ministre Talleyrand

(12 septembre).

« En ne ratifiant pas le traité avec le roi de Sardaigne, vous perdez dix mille hommes de très-bonnes troupes qu'il nous fournit, dix mille hommes de nos troupes qu'on est obligé de laisser sur nos derrières, et outre cela nous nous donnons de très-grandes inquiétudes en cas de défaites et d'événements malheureux.

« Quel inconvénient y a-t-il à laisser subsister une chose déjà faite ? Est-ce le scrupule d'être l'allié d'un roi ? Nous le sommes bien du roi d'Espagne et peut-être du roi de Prusse.

« Est-ce le désir de révolutionner le Piémont et de l'incorporer à la Cisalpine ? Mais le moyen d'y parvenir sans choc, sans manquer

une telle agitation, le trône de Savoie devait disparaître sous la main de M. Ginguené.

A Naples, la situation n'était pas meilleure, et le directoire avait encore décidé dans sa volonté fatale que cette branche de la maison de Bourbon cesserait de régner. La cour de Naples s'était débattue entre trois influences : celle de Vienne, et on l'avait à peine écoutée ; celle de l'Angleterre, que la fière lady Hamilton entretenait au cœur de la reine Marie-Caroline ; la troisième enfin, celle de la révolution française que la peur avait démesurément grandie.

Le directoire, toujours si convenable, avait envoyé auprès d'un Bourbon le rhéteur M. Garat, celui-là qui avait eu le malheur ou la fatalité de lire l'arrêt de mort à Louis XVI. Ginguené n'avait-il pas obtenu l'ambassade de Sardaigne à la suite de son apologie

au traité, sans même manquer à la bienséance, c'est de mêler à nos troupes et d'allier à nos succès dix mille Piémontais, qui nécessairement sont l'élite de la nation : six mois après le roi de Piémont se trouve détrôné.

« C'est un géant qui embrasse un pygmée, le serre dans ses bras et l'étouffe, sans qu'il puisse être accusé de crime. Si l'on ne comprend pas cela, je ne sais qu'y faire non plus ; et si à la politique sage et vraie qui convient à une grande nation, qui a de grands desseins à remplir, des ennemis très-puissants devant elle, on substitue la démagogie d'un club, l'on ne fera rien de bon...

« Il me paraît que l'on voit très-mal l'Italie, et qu'on la connaît très-mal...

« Tous les grands événements ne tiennent jamais qu'à un cheveu. L'homme habile profite de tout, ne néglige rien de ce qui peut lui donner quelques chances de plus. L'homme moins habile, quelquefois en méprisant une seule, fait tout manquer. »

du régicide ? Ces gens-là croyaient qu'à force d'insulte contre les royautes, ils se feraient excuser aux yeux de Dieu et des hommes. Garat partit pour Naples, et jamais peut-être il n'y eut rien de plus pesamment ridicule que sa harangue au roi et à la reine de Naples (1) en présentant ses lettres de créance ; c'était

(1) *Discours adressé au roi de Naples, par le citoyen Garat, ambassadeur de la république française.*

« Vous l'avez vu, Sire, le premier objet de ma mission est d'entretenir la paix entre Votre Majesté et la république française ; c'est de nourrir tous les sentiments de confiance réciproque, qui, seuls, peuvent rendre la paix toujours sûre et toujours plus avantageuse entre deux puissances.

« Vous le voyez encore, les principes du directoire de la république française, dans ses relations avec les autres nations de l'Europe, sont les mêmes que ceux qui, dans la constitution, unissent les Français aux Français, les mêmes que les principes de la justice. Des faits qui ont rempli l'Europe de leur éclat justifient ce témoignage que je rends au directoire de ma république, la paix accordée dans le plus grand développement de notre gloire et de nos forces à des puissances qui présentaient à la victoire, non plus des obstacles, mais des fruits ; l'indépendance et la liberté apportées aux nations, au milieu des foudres qui semblaient leur apporter le joug de la conquête ; de nouveaux traités d'alliance formés avec des puissances foudrées sur des principes ennemis des principes du régime républicain ; et cette grande tolérance politique, ce moyen, ce gage unique de la paix pour les générations actuelles de l'Europe, consacré dans la constitution même, qui a mis à jamais le nouveau système social de la France à l'abri de tous les dangers en le rendant plus capable de résister à toutes les attaques : tels sont les caractères, Sire, du nouveau gouvernement de la France ; et tels seront les attributs de la force qui se modère elle-même, qui s'arrête à ce point où elle n'est plus qu'une justice invincible qui pose devant elle des limites que rien au monde ne pourrait lui opposer. »

de la nullité drapée de phrases philosophiques. On le reçut froidement, car la cour savait ses instructions secrètes, et la chute récente de la papauté disait assez quels étaient les desseins du directoire sur Naples : on ne cherchait qu'un prétexte comme à Turin et à Rome. L'ambassadeur eut ordre de se mettre en rapport avec les patriotes persécutés, les révolutionnaires, les agitateurs, qui rêvaient la république ; et cette partie de sa mission fut accomplie avec trop de bruit pour que la cour de Naples ne s'alarmât pas ; elle devait tôt ou tard se jeter aux bras de l'Angleterre ou de l'Autriche, et c'est ce que désiraient les cours de Londres et de Vienne.

La Toscane, qui depuis si longtemps avait acheté sa neutralité, n'était pas exempte de la persécution révolutionnaire. Dans cette terre aux mœurs si douces, si en dehors de la politique, il n'y avait pas d'opinions turbulentes comme à Turin, à Naples ou à Rome : Florence adorait le gouvernement du grand-duc, et la seule ville qui pouvait prêter l'oreille à des opinions républicaines, Livourne, la ville d'étrangers et de juifs, en était préservée même par le souvenir du pillage que les Français y avaient accompli, sous prétexte de saisir les marchandises anglaises. Depuis le traité de Campo-Formio, d'ailleurs, le grand-duc espérait la protection plus efficace de l'empereur son frère. Hélas ! par la nécessité des choses, la Toscane devait subir le système que le directoire imposait à l'Italie : le dessein était de la révolutionner entièrement depuis les côtes méridionales de Naples jusqu'aux

Alpes. Dans ce but, on avait envoyé des ambassadeurs ou commissaires démocratiques : Fouché à Milan, Garat, Ginguéné, Trouvé, Bassal, de manière à aider la conquête par la propagande.

Sur cette belle Italie se déployait ainsi une nuée de jacobins se disputant les dépouilles de ses oratoires, de ses riches produits, de ses marbres, de ses camées antiques : quelle époque désastreuse pour ce pays ! Qu'était Rome désormais quand le souverain pontife était captif ? Noble maison de Savoie, on allait t'enlever les vieux blasons de tes ancêtres et les vieux créneaux de tes pères ! Le Vésuve des idées allait fondre sur Naples et se répandre en laves brûlantes. A son tour, la paisible Toscane éprouverait la tristesse de la conquête, la chute de ses traditions, de ses lois, de ses mœurs. Oh ! que ce spectacle fut affligeant ! On s'explique maintenant le réveil de l'Italie en 1814, quand à coups de fourche les populations entières nous repoussèrent en deçà des Alpes. Pour qu'une conquête dure, il faut s'assouplir aux mœurs, aux habitudes des vaincus ; il ne faut toucher ni à leur croyance, ni à leur toit domestique, ni à la tradition des ancêtres. Autrement la délivrance arrive, car la force n'a qu'un temps et la justice a son tour.

CHAPITRE L.

PROPAGANDE EN ALLEMAGNE ; RÉVOLUTION DE LA SUISSE.

Développement de l'idée révolutionnaire sur le Rhin. — Mission d'Augereau. — Crainte qu'elle excite. — Notes de l'Autriche. — Relations avec la Suisse. — Les démocrates. — Laharpe. — Ochs. — Projet d'unité. — Faiblesse des cantons. — Le pays de Vaud. — Expulsion de M. Wickham. — Prétexte d'invasion. — Marche des Français. — Brune général en chef. — Révolution à Berne. — Pillage du trésor. — L'unité helvétique. — Formation d'un gouvernement de démocratie.

Octobre 1797 — mars 1798.

Le plan diplomatique du directoire, développé avec une véritable ténacité, reposait sur cette double pensée d'une paix séparée, je dirai presque individuelle, avec chaque puissance de premier ordre, comme la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre même ; puis de l'organisation turbulente d'un système de propagande qui appelait tous les États de second rang au principe démocratique avec une constitution modelée sur celle de l'an III. Ainsi avait-on agi en Italie : tous les gouvernements antiques étaient tombés d'une chute rapide ou se trouvaient menacés d'une ruine imminente ; le directoire

posait en théorie qu'en s'entourant de démocraties au delà des Alpes, il se donnait toute latitude pour républicaniser ensuite le Tyrol, la Hongrie, la Grèce; les idées de Brissot revenaient dominer la diplomatie des directeurs, comme elles avaient préparé l'étrange droit public de la Gironde. Ce système, M. de Talleyrand l'avait-il adopté de sa volonté propre, ou bien lui était-il imposé par Barras et le conseil directorial? A cette époque, M. de Talleyrand n'avait pas une importance assez considérable pour dicter un système (1); il allait en tâtonnant pour se donner une position sûre et lucrative, et refaire sa fortune, ce qui était un de ses soucis; l'impulsion venait de plus haut, car il serait impossible de supposer qu'un ministre d'intelligence n'eût pas vu les résultats immanqua-

(1) M. de Talleyrand favorisait le mouvement révolutionnaire en Italie. Il est curieux de voir comment il jugeait la révolution même de Rome.

Lettre adressée à Joseph Bonaparte, le 11 janvier 1798.

« J'ai reçu, citoyen, la lettre déchirante que vous m'avez écrite sur les affreux événements qui se sont passés à Rome le 20 décembre. On ne peut porter plus loin la perfidie et la lâche scélératesse : la république française en tirera une réparation digne d'elle, soyez-en certain, et recevez de cette assurance la seule consolation qu'on peut offrir à celui qui a vu mourir à ses côtés, par la main de vils assassins, ses meilleurs amis, et les amis les plus intrépides de la république. Malgré le soin que vous avez mis à cacher tout ce qui vous est personnel dans cette horrible journée, vous avez manifesté, au plus haut degré, l'intrépidité, le sang-froid et cette intelligence à qui rien n'échappe, et vous avez soutenu avec magnanimité l'honneur du nom français. » M. de Talleyrand faisait l'éloge de Joseph pour arriver à Napoléon.

bles d'une diplomatie qui reformait nécessairement la coalition. L'Europe en armes souffrirait-elle encore d'être ainsi brisée coup par coup? Je crois donc que M. de Talleyrand ne faisait qu'exécuter une pensée en dehors de lui, avec cette souplesse de moyens que tous les partis se plaisaient à lui reconnaître. Rien n'est plus révolutionnaire et propagandiste que la correspondance diplomatique à cette époque, sous la signature du ministre des relations extérieures; or, chacun sait que la démocratie n'était pas du goût de M. de Talleyrand.

Ce système, le directoire ne s'était pas contenté de le soutenir au delà des Alpes: il l'essayait maintenant dans la Souabe et le Brisgaw. En posant la rive gauche du Rhin comme limite du territoire, la république française avait fait une assez riche acquisition de départements pour se montrer satisfaite et s'arrêter; ce magnifique réseau, qui s'étend depuis Dunkerque jusqu'à Bréda, et de Bréda, passant par Bois-le-Duc et Cologne, vient rejoindre Mayence par Clèves, était un splendide lot: une population de quatre millions cinq cent mille âmes, avec soixante et dix millions de revenus! n'y avait-il pas là de quoi apaiser la plus exigeante ambition? Et cependant les démarches de la France ne se bornèrent point là, et une mission secrète fut donnée à quelques agents alsaciens pour révolutionner la Souabe et le Brisgaw, comme complément du système défensif sur le Rhin.

Le foyer de cette nouvelle révolution se trouvait à Paris tout à la fois et dans l'Alsace, point de refuge

des agitateurs allemands. Depuis que l'idée républicaine s'était réalisée en France, Paris avait recueilli tous les turbulents de l'Europe; ces hommes traitres à leur souveraineté et à leur patrie, avaient révélé les passions mauvaises, les sentiments et même les faiblesses de chaque nationalité et le désir vague d'un changement. Partout, c'est rarement la majorité qui agit, mais une minorité active, bruyante, insatiable. Le directoire s'était donc fait présenter le plan d'une république transrhénane qui s'étendait dans le grand-duché de Bade, la Forêt-Noire, et dont le siège serait à Bade, Stuttgart et Carlsruhe. C'était sans doute mal connaître le caractère paisible et soumis de ces populations de paysans et de bourgeois; mais enfin tant de choses extraordinaires s'étaient accomplies depuis cinq ans, qu'on pourrait espérer peut-être l'établissement d'une république transrhénane sur les ruines des vieux gouvernements paternels de l'Allemagne.

Cette espérance contre les antiques souverainetés de la Germanie n'était pas restée à l'État de simple projet dans la tête des agitateurs; l'exécution commençait déjà par l'occupation militaire. On se rappelle que le général Augereau avait reçu, après le 18 fructidor, comme une marque de confiance de la part du directoire, le commandement en chef de l'armée d'Allemagne. Tout à fait hostile aux idées, aux plans de Bonaparte, cette armée avait à sa tête l'état-major le plus jacobin, le plus sans-culotte, composé de presque tous les officiers en retraite qui avaient pris part à la journée contre les conseils. Il était impossible que le

passage d'une telle armée dans le Brisgaw et la Souabe ne fût pas marqué par la tentative de quelques coups de main révolutionnaires, destinés à insurger les populations contre leur gouvernement légitime, et peu importait que ces princes fussent dans une position de paix ou de neutralité avec la république française; n'étaient-ils pas trop faibles pour arrêter les hardiesses d'un état-major comme celui d'Augereau? Le général en chef, de son camp de Strasbourg, avait lancé une proclamation en langue allemande, adressée non-seulement à quelques fractions de peuples, mais à toute la nation germanique; on y rappelait l'inégalité odieuse des conditions, pour faire un appel à la grande souveraineté des masses « contre tous ces vendeurs d'hommes qui s'engraissaient de la sueur et du sang des nations (1). La Germanie devait donc former une république indépendante, et malheur à qui s'opposerait à ce dessein! » A cette proclamation, le général en chef avait joint une série de questions, également écrites en langue allemande, pour s'enquérir de la force du peuple, des ressources des villes et de leurs

(1) Augereau, général en chef de l'armée d'Allemagne, fit répandre sur la rive droite du Rhin, et particulièrement dans le Brisgaw, un *appel au peuple*, en langue allemande, dont voici la traduction :

« LIBERTÉ! ÉGALITÉ!

« Depuis longtemps la nation germanique brûle de recouvrer sa liberté; depuis longtemps l'inégalité des conditions est pour elle un objet de haine et de mépris. Le peuple sent sa dignité; il est pénétré de la vérité que c'est en lui que réside la plénitude du pou-

armées, de manière à préparer la liberté de cette partie de l'Allemagne. Ces pièces incendiaires étaient répandues à profusion sur la rive droite du Rhin, et Strasbourg continuait d'être l'actif arsenal de ces armes meurtrières contre les gouvernements établis.

Il faut remarquer que ces menées démagogiques contre l'Allemagne se déployaient menaçantes, tandis que la république française avait ses plénipotentiaires au congrès de Rastadt : y avait-il loyauté de la part du directoire de traiter d'une main et de répandre la sédition et la révolte de l'autre ? Cette politique double et dévastatrice n'avait pas échappé aux cabinets de Berlin et de Vienne : à quelles limites s'arrêterait donc cet esprit de propagande ? est-ce que l'Allemagne entière serait révolutionnée ? Quoi ! la république avait traité à Bâle avec la Prusse, à Campo-Formio avec l'Autriche, et à peine la paix était conclue, que partout elle semait la propagande et le désordre, en Italie, en Allemagne. Que signifiaient ces proclamations ? où voulait-on en venir ? M. de Cobentzl en écrivit directement au général Bonaparte, désormais avec lui dans la plus intime liaison ; il savait que le général n'aimait

voir et le droit de se donner des lois qui soient dignes d'une nation libre ; il se lève donc courageusement contre ces vendeurs d'hommes qui, sans consulter les habitants, disposent des États et des peuples d'une manière aussi arbitraire que celle qu'ils ont employée jusqu'à présent. La nation germanique déclare donc ici qu'elle secoue et rejette toute espèce de joug, et qu'elle veut former une république indépendante. Quiconque oserait s'opposer à l'exercice de nos droits sera puni comme traître à la patrie, et malheur au prince qui s'attirerait notre vengeance !... »

pas Augereau et son grossier instinct de jacobinisme. « Avait-on assez déjà de la paix ? disait-il. Si les choses continuaient ainsi, il n'y avait pas de motif pour désarmer. » Bonaparte dut s'expliquer avec le directoire sur les dangers du système d'Augereau : « Si on ne le rappelait pas, jamais on ne pourrait venir à bout d'une négociation à Rastadt ; l'empire, la Prusse et l'Autriche entreraient dans une coalition nouvelle et les Russes mêmes interviendraient. Or, était-on préparé à une guerre puissante, universelle ? » Sur ces observations, l'armée d'Allemagne fut dissoute et le commandement en chef enlevé à Augereau ; momentanément, le directoire renonçait à ses tentatives démocratiques sur le Brisgaw et la Souabe (1).

Alors également un autre projet de désorganisation s'accomplissait aux Alpes ; aperçue d'une certaine hauteur, la constitution helvétique présentait un caractère simple, comme tout ce qui vient du moyen âge : des cantons administrés chacun par leurs lois, puis un

(1) *Lettre d'Augereau au directoire (février 1798).*

« Augereau, commandant en chef la 10^e division, aux citoyens composant le directoire exécutif.

« Citoyens directeurs, j'ai reçu l'arrêté qui supprime l'armée du Rhin et son état-major. En conséquence de vos ordres, je pars pour me rendre à la nouvelle destination que vous m'assignez. Ce nouveau témoignage de votre confiance me venge d'une manière bien flatteuse des calomnies absurdes dont les ennemis de la république ont fait retentir les rues et les places de Paris ; ils ne savent donc pas qu'il est dans mes principes et dans mon caractère de renouveler le serment que j'ai fait, de tout braver pour le maintien de la liberté et de la constitution, toutes les fois que je vois les

faisceau de tous ces gouvernements particuliers représentés en une assemblée générale convoquée avec une naïveté pastorale sous un grand conseil, telle était l'organisation de la Suisse. Mais chaque chose en ce monde a son esprit et sa durée; ce qui avait réussi aux siècles calmes, paisibles des vieilles habitudes, aurait-il une force suffisante pour résister à cet esprit d'une révolution jeune et forte qui emportait tout dans sa violence? La Suisse recélait en elle-même, comme causes de décadence et de ruine, trois langues, ou, pour parler plus exactement, trois nationalités, française, allemande, italienne, et chacune d'elles avait sa force et son antiquité; elle comptait également deux religions, sans compter les sectes individuelles dans les cantons catholiques ou protestants; et depuis le XVIII^e siècle une troisième cause de dissolution subsistait encore, l'esprit de désorganisation qui voulait faire pénétrer l'égalité la plus complète dans la hiérarchie des cantons, et avec l'égalité, l'unité républi-

ennemis du gouvernement s'agiter en tout sens pour nuire à ma patrie. Que les méchants et les scélérats apprennent une fois pour toutes que ni la mort, ni la calomnie, ni les menaces ne sauraient ébranler ma ferme résolution de vivre libre ou de périr en défendant la cause sacrée de la liberté; que la dernière goutte de mon sang sera pour le triomphe des principes et le bonheur de mes concitoyens.

« Je vous prie, citoyens directeurs, de croire que je conspirerai toujours avec vous contre nos ennemis communs; nous n'en avons d'autres que ceux qui haïssent la république et le gouvernement constitutionnel. Agrérez l'assurance de mon attachement et de mon profond respect. »

caine. Le gouvernement de la Suisse était confié depuis les temps les plus antiques à d'anciennes familles qui formaient le grand conseil de Berne; ces familles ne devaient pas leurs titres à des caprices, à de purs hasards; descendants des compagnons de Guillaume Tell, fiers hommes qui avaient secondé l'intrépide montagnard dans sa résistance, ils avaient mérité la reconnaissance de la Suisse. A ce titre, le gouvernement était resté dans leurs mains : ceux qui avaient fondé la liberté helvétique avaient bien acquis le droit de gouverner ses enfants braves et déterminés.

Le droit public européen avait admis la neutralité de la Suisse, à ce point que la plupart des gouvernements capitulaient des troupes cantonales; il paraissait utile qu'au milieu des grandes guerres, il demeurât un pays intermédiaire où la neutralité pût s'abriter; et quel territoire plus convenablement posé que la Suisse avec ses montagnes, ses lacs, ses solitudes, œuvre gigantesque de la création? Une certaine lutte des cabinets s'engageait à Berne pour obtenir la plus grande part d'influence possible au moyen de l'action naturelle de leur diplomatie : ainsi la France et l'Autriche s'étaient longtemps disputé la prépondérance auprès des cantons; la Prusse par Neuchâtel, l'Angleterre par ses subsides, tenaient également à se parfaitement poser vis-à-vis des magnifiques conseils. Cette rivalité paisible des cabinets s'était un peu altérée à l'apparition formidable de la république française; l'école si déçousue de Brissot, ces philosophes vides qui rêvaient la régénération de l'humanité,

avaient trouvé la constitution de la Suisse vicieuse, et ils espéraient lui donner une autre impulsion. Brissot, on ne sait pourquoi, s'était déchaîné contre l'organisation helvétique; l'un des auteurs du 10 août, il avait pris en haine ceux que son parti avait fait égorger, ces habits rouges, ces Suisses morts en défendant glorieusement le roi aux Tuileries. Brissot, d'ailleurs, voulait tout remuer du nord au midi de l'Europe, pour appliquer sans doute la triste propagande girondine. Robespierre s'était hâté de mettre un frein à ce désordre; la Suisse fut alors représentée à Paris; le comité de salut public, voulant organiser la France démocratique à l'intérieur, sans se mêler des constitutions des autres peuples, avait même, dans sa pensée d'ordre et de force, donné une indemnité aux cantons pour les pertes éprouvées au 10 août.

La Suisse comptait, comme l'Allemagne et l'Italie, des partisans de l'idée française; et parmi la foule deux têtes fermes se distinguaient : le tribun Ochs et le colonel Laharpe, qui désormais vont tenir une si grande place dans les troubles de Berne. Il faut se méfier de ces copistes d'institutions étrangères qui abandonnent les vieilles traditions de la patrie pour des coutumes d'emprunt. Pierre Ochs (1), grand tribun et chancelier de l'État de Bâle, n'était pas une intelligence vulgaire : il avait de larges connaissances et des études profondes comme historien, légiste et diplo-

(1) Pierre Ochs, né à Bâle en 1749, fut d'abord docteur en droit, et devint, à la mort d'Isaac Iselin, dont il était l'élève, son successeur dans les affaires publiques comme dans les sciences.

mate; lié avec le ministre Barthélemy, il avait contribué à la signature du traité de Bâle, et depuis il s'était tout dévoué aux idées françaises; représentant la Suisse à Paris, il adopta la théorie du directoire sur la reconstruction de l'Helvétie, ou, pour parler plus exactement, il le fit entrer dans ses propres idées, à savoir l'unité et l'égalité dans un pays qui reposait sur des éléments si divers et des forces si mobiles, comme le lac, la montagne et la vallée.

Le colonel Frédéric Laharpe (1) avait eu également une carrière fort remplie. Né dans le château des Uttins, de la même famille que l'intrépide général Laharpe, tué sous les drapeaux républicains en Italie, il avait d'abord exercé la profession d'avocat à Lausanne; appelé par la renommée auprès de Catherine II de Russie, et tout imbu des principes philosophiques du XVIII^e siècle, qui plaisaient tant à la czarine, Laharpe fut chargé de l'éducation des deux czarewitchs Alexandre et Constantin, leur inculquant ces maximes de libéralisme philosophique qui corrompirent un peu la noble intelligence d'Alexandre à la seconde période de sa vie. Le colonel Laharpe, de retour dans sa patrie, au milieu des émotions de la république française, s'en montra tout enthousiaste en publiant des brochures contre ce qu'il appelait l'oligarchie des cantons de Berne et de Fribourg; un acte du sénat l'exila, et alors où se réfugiaient tous les agitateurs? N'était ce pas à Paris, la cité protectrice? Là, de con-

(1) Frédéric-César Laharpe était né dans le pays de Vaud en 1760.

cert avec le grand tribun Ochs, le colonel Laharpe conçut le projet de révolutionner la Suisse dans le double but d'égalité et d'unité populaire.

Il y avait une antipathie profonde, innée, entre le pays de Vaud et Berne, qui en était comme le suzerain : le pays de Vaud ne formait pas alors un canton, et pourtant il était riche, industrieux, intelligent ; cet ours de Berne qui dominait sur les écussons de ses villes, sur les riches campagnes du lac de Léman, portait la rage au cœur des Vaudois, et la majorité s'était jetée dans les idées révolutionnaires pour obtenir un affranchissement. C'était donc par le pays de Vaud et Bâle que devait commencer la révolution politique (1), destinée à bouleverser la vieille constitution de la Suisse ; elle ne tenait plus que par de petits fils qui seraient facilement brisés. Ochs et

(1) Le directoire, craignant d'effrayer l'Europe par ses usurpations en Suisse, avait pris l'arrêté qu'on va lire :

« Le directoire exécutif, vu le numéro 83 du journal intitulé *le Narrateur universel*, contenant ce qui suit : « On parle de la cession du pays de Vaud à la France, et l'on y ajoute même la principauté de Neuchâtel, pour laquelle la France procurerait ailleurs des indemnités au roi de Prusse ; »

« Considérant que le rédacteur du journal cité n'a pu semer des bruits aussi évidemment faux, que dans l'intention de calomnier le gouvernement français, en lui prêtant des vues d'envahissement contraires à sa loyauté, et par là, d'effrayer le peuple helvétique sur les suites des démarches qu'il pourrait faire pour se rétablir dans la plénitude de ses droits ;

« En vertu de l'art. xxxv de la loi du 19 fructidor an v, arrête que le journal ci-dessus est prohibé, et que les scellés seront apposés sur les presses qui servent à l'imprimer. »

Laharpe, à Paris, avaient tracé un plan pour constituer la Suisse en une seule république, sous un seul directoire : plus de nobles familles, aucune supériorité, plus de grand conseil dans une démocratie indivisible ! Bonaparte, à son passage à Bâle, à Lausanne, s'était entretenu avec les partisans de cette idée, et bien que son opinion ne fût pas la même et qu'il songeât d'après son esprit positif à diviser la Suisse en trois nationalités, française, allemande, italienne, il adhéra aux idées d'Ochs et de Laharpe, pourvu qu'elles pussent se réaliser sans amener la guerre, car la Suisse touchait à la fois à l'Allemagne, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Italie, et l'on ne pouvait atteindre une seule de ces frontières sans appeler une commune intervention. Il fallait également trouver des prétextes, et le directoire généralement n'en manquait pas : deux actes furent spécialement jetés au front de la confédération helvétique comme un reproche : d'abord la présence du ministre anglais, M. Wickham, à Bâle et à Berne; puis, le séjour des émigrés en Suisse (1).

Depuis longtemps les dépêches de M. Bacher, se-

(1) *Note du chargé d'affaires de la république française au louable corps helvétique* (novembre 1797).

« Le directoire exécutif, bien que persuadé, magnifiques et puissants seigneurs, que la confiance et l'amitié qui doivent régner entre la France et la Suisse ne peuvent être solidement établies, tant qu'il y aura dans le voisinage de la république française un foyer de conspiration sans cesse alimenté de toutes les espérances contre-révolutionnaires d'un parti aveuglé de ses propres fureurs, a cru que le maintien d'un bon voisinage et de la tranquillité dans

crétaire de la légation française en Suisse, avaient signalé l'action habile, diplomatique de M. Wickham; quand M. Mengaud, protégé de Rewbell, fut envoyé à Berne, il s'aperçut de cette haute aptitude du ministre anglais, dominant par son intelligence les résolutions de la diète; il en donna sur-le-champ avis à M. de Talleyrand qui lui enjoignit de demander l'expulsion de M. Wickham. C'était l'application d'étranges principes sur le droit public: depuis quand une puissance avait-elle le droit de demander l'expulsion du ministre résidant d'une autre puissance auprès d'un État neutre? Le conseil de Berne communiqua cette note à M. Wickham, qui, avec un sentiment plein de convenance, se retira de lui-même, afin d'éviter un acte de faiblesse à la république. Dans une lettre fort bien écrite (1), M. Wickham dé-

les États respectifs exigeait de mettre un terme à ces obscurs complots.

« Je suis en conséquence chargé, magnifiques et puissants seigneurs, de vous inviter, de la manière la plus pressante, à statuer :

« Que les émigrés et tous les prêtres français qui sont de véritables réfractaires à l'autorité souveraine, et des bannis pour délits qualifiés, ne soient pas tolérés plus longtemps, et sous aucun prétexte quelconque, sur le territoire helvétique. »

(1) *Note de M. Wickham, envoyé anglais en Suisse, datée de Francfort le 22 novembre 1797.*

« Aux magnifiques et puissants seigneurs, l'avoyer et le petit conseil de la ville et république de Berne.

« Quoique vos seigneuries ne m'aient fait aucune notification de la demande que le directoire exécutif de France vient de leur faire,

clarait qu'il avait ordre de son souverain de quitter le territoire helvétique, pour éviter les violences qu'un voisin ambitieux pourrait se permettre contre les magnifiques cantons.

Cette difficulté ne laissant plus de prétexte au ministre français, l'on passa au second point, l'expulsion des émigrés. Les plus nobles familles de France avaient cherché un refuge en Suisse, pays hospitalier, lieu de retraite et de liberté, à travers les infortunes

relativement à ma mission, je n'ai pu cependant ignorer ce qui était notoire à toute la Suisse, et j'ai cru de mon devoir de la communiquer à ma cour, en lui faisant part en même temps de la manière insultante dont elle vous a été transmise.

« Le roi a vu dans toute cette demande, qui attaque également le droit des gens et votre ancienne dignité et indépendance, le désir perfide de rompre les liens qui l'ont de tout temps attaché à vos États, et le projet formé de saper les fondements mêmes de l'union helvétique.

« Persuadé de cette vérité, Sa Majesté qui, en envoyant son ministre en Suisse, a voulu donner une preuve de sa bienveillance et amitié envers vos États, ne permettra pas que la prolongation de sa résidence auprès de vous puisse servir de prétexte aux projets hostiles d'un voisin dont l'ambition ne respecte ni la justice, ni les droits de souveraineté, et qui ne cherche qu'à étendre à vos heureux contrées un système destructeur, duquel, à l'aide de la Providence divine, vous avez su jusqu'ici vous garantir. Le roi a, en conséquence, ordonné à toute sa légation de se retirer sans délai du territoire helvétique.

« En communiquant cette résolution à vos seigneuries, le roi m'ordonne de les assurer qu'elle n'est dictée que par son extrême sollicitude pour la conservation de votre tranquillité, et que vos seigneuries peuvent compter sur la continuation de la bienveillance et de l'amitié qui ont toujours dirigé Sa Majesté dans ses relations avec votre État. »

qui secouent la vie; mais l'impitoyable république ne voulait pas que ceux qu'elle exilait pussent trouver un asile pour reposer leur tête, et ses agents durent demander leur expulsion immédiate. La diète obéit comme elle l'avait fait pour M. Wickham, et cette faiblesse ne fit qu'accroître les prétentions. Il fut enjoint par M. Mengaud aux magnifiques conseils, que les officiers des armées suisses eussent à s'abstenir de porter la croix de Saint-Louis, ordre aboli et proscrit en France. A ces indicibles persécutions, à ces exigences incroyables, la Suisse fléchit encore, et ce n'était pas ce que voulaient les agents du directoire.

Depuis un an l'intégralité de la Suisse avait été violée par Bonaparte lui-même : lorsqu'il constitua la république cisalpine, le général, de son autorité suprême et sans consulter les conseils, réunit la Valteline, Chiavenna et Bormio à la nouvelle république, se contentant de notifier cet ordre aux cantons, comme si un vieux comte d'Allemagne avait parlé à Tell et à ses pères avant l'affranchissement des montagnes (1).

(1) *Lettre de Bonaparte aux chefs des trois ligues*
(23 octobre 1797).

« Magnifiques seigneurs, votre brave nation est mal conseillée; les intrigants substituent la voix de leurs passions et de leurs préjugés à celle de l'intérêt de leur patrie et aux principes de la démocratie.

« La Valteline, Chiavenna et Bormio sont irrévocablement réunis à la république cisalpine. Du reste, cela n'altérera d'aucune manière la bonne amitié et la protection que la république française vous accordera toutes les fois que vous vous conduirez envers elle avec les égards qui sont dus au plus puissant peuple du monde... »

Le grand conseil se tut, et alors M. de Talleyrand, par l'ordre du directoire, éleva des prétentions plus étranges encore ; le pays de Vaud manifestait l'intention de se séparer de Berne, son suzerain ; et le ministre de France, dans une note fort détaillée, remontant aux actes du xvi^e siècle, réclamait un droit de protectorat pour le pays de Vaud, un moment placé sous l'épée des rois de France ; de sorte qu'il déclarait garantir l'indépendance de ce pays, et la liberté pour lui de se constituer en canton. A cet effet, un corps d'observation se réunit à Bedford, et le général Mesnard reçut l'ordre d'envahir les bords du Léman, et de les défendre contre les entreprises des aristocrates de Fribourg et de Berne.

Avec un peu d'attention, il était facile de voir le dessein du gouvernement violent et rusé qui dirigeait les affaires en France. Si le parti du changement comptait parmi les Suisses Ochs et Laharpe, qui trahissaient l'antique constitution, cette constitution avait aussi deux défenseurs fermes et dévoués, l'avoyer Steiguer (1), caractère marqué au vieux type du temps des Tell, et le baron d'Erlach (2), brave militaire dont le nom se mêlait aux gloires de la pa-

(1) Nicolas Frédéric de Steiguer, né à Berne en 1729, fut élu, à peine âgé de 26 ans, *avoyer de l'État extérieur*, devint, en 1764, membre du conseil souverain, puis bailli de Thoun en 1772, place qu'il quitta pour entrer dans le sénat. Chargé de missions importantes de 1773 à 1787, il fut ensuite élu unanimement avoyer de la république de Berne.

(2) Charles-Louis, baron d'Erlach, né à Berne en 1726, avait longtemps servi en France avant la révolution.

trie et à l'histoire militaire de la France. Si le conseil avait suivi à Berne les inspirations énergiques de Steiguer et d'Erlach, les contingents auraient été mis sous les armes pour réveiller les gloires de la patrie; le cornet du pâtre aurait retenti d'écho en écho, et le montagnard aurait repris sa carabine.

Berne avait des ressources considérables, un trésor depuis longtemps amassé, des arsenaux, une artillerie parfaitement organisée, et trente mille hommes sous les armes; et puis la Suisse ne se défendait-elle pas par elle-même? Les pics, les glaciers, les lacs, les torrents qui bruissent, n'offraient-ils pas des défilés impraticables? Avec les coupures, les abatis des vieux sapins au-dessus des abîmes, une armée entière pouvait être arrêtée. Ainsi les vieux Suisses avaient conquis leur indépendance et secoué le joug de la maison de Bourgogne! A un peuple, ce ne sont pas généralement les moyens de défense qui manquent, mais le cœur : lorsque ce cœur faiblit, qu'importent les hautes murailles, les défilés et les armées? Ils ressemblent alors à ces lâches chevaliers de l'Arioste qui tremblent sous les armures de Roland et de Renaud, qu'ils ont dérobées comme Pinabel, par fourberie et couardise. Rien n'est plus funeste dans les grandes crises, que ces partis mitoyens qui ne savent rien décider, ni pour la résistance, ni pour la soumission. Avec la résistance, on peut sauver un pays; avec la soumission, on peut le pacifier; si l'on ne se décide ni pour l'une ni pour l'autre, on le perd; et c'est cette conduite faible et indé-

cise qui domina la Suisse si fatalement pour elle.

Il existait dans les cantons un parti mixte qui appelait une réforme dans la vieille constitution, une balance plus égale entre l'aristocratie et la démocratie; et là étaient les hommes dangereux, parce qu'ils paralysaient toutes les révolutions un peu vigoureuses. Aussi, au lieu de donner le commandement de l'armée à la vieille race du baron d'Erlach, brave officier, on le confia au colonel Weiss d'Yverdon (1), originaire d'un pays presque français, un moment ministre à Paris et gâté par le contact des idées de 1789. Dès lors il arriva de cette résolution mi-toyenne deux choses également funestes : la levée des contingents suisses autorisa le gouvernement français à demander des explications sur ces armements, et le choix du colonel Weiss empêcha l'énergie de ce mouvement militaire, ne réalisant donc ni l'idée de la soumission, ni celle de la résistance.

La diète générale se réunissait alors à Arau, comme pour se retremper dans les souvenirs de la patrie; Arau, poétique pays qui rappelle à la fois la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, région de montagnes, de lacs, de plaines verdoyantes! Là, le ministre français,

(1) François-Rodolphe Weiss, né à Yverdon en 1751, fils naturel et légitimé d'un membre du conseil souverain de Berne, servit d'abord en France, puis en Prusse, avec le grade de colonel. De retour dans sa patrie, il fut bailli de Moudon, major de la ville de Berne, c'est-à-dire commandant de la garde urbaine, et membre du conseil souverain en 1785. Il fut envoyé à Paris en 1794, par le sénat de Berne, comme ministre plénipotentiaire du corps helvétique.

Mengaud, vint demander des explications à la diète; il fut témoin d'un beau spectacle, le serment d'alliance renouvelé par les députés des cantons (1) comme au temps de Gessler, lorsque les pâtres mirent leurs mains les unes dans les autres; les montagnes retentirent des cris du peuple, et la diète résolut de se défendre. Bientôt le contingent de Berne pénétra dans le canton de Vaud pour comprimer la révolte. Ici se manifesta la première intervention française dans les affaires suisses.

Le directoire avait pris sous sa protection le pays de Genève et de Vaud, et immédiatement le général Mesnard traverse la riante cité, longe les bords du lac pour se jeter sur Lausanne; après quelques marches sans nulle résistance, l'ours des armes de Berne est brisé, et à sa place l'arbre de la Liberté aux verts rameaux s'étend sur les places publiques. Le colonel Weiss, à la tête de vingt mille hommes, se mit en retraite comme si la terreur était dans toutes les âmes; il ne défend ni une position, ni une cité; de-

(1) « Nous, les envoyés, députés, etc., jurons, au nom de tous nos souverains respectifs, de maintenir inviolablement tous les engagements qui ont été contractés à la fondation de notre liberté, et depuis, entre les cantons et États helvétiques, et de nous défendre et soutenir dans nos confédérations et constitutions, en conformité des serments prêtés par chacun des États. Nous jurons de les maintenir comme nous désirons que Dieu nous assiste. » Après le serment, les députés s'embrassèrent, et l'air retentit des cris des spectateurs : « Dieu conserve la liberté et l'indépendance de l'Helvétie! vivent nos loyaux pères de la patrie! » La cérémonie fut suivie d'un banquet civique, donné par le canton de Berne. »

puis ce moment le pays de Vaud devient le canton modèle, et le ministre de France offre protection et appui à tout canton qui voudra suivre cet exemple, en se refusant d'obéir aux ordres de la diète de Berne.

Toutefois l'exécution inflexible des instructions directoriales inspirait quelques craintes au général Mesnard : quelles troupes avait-il avec lui pour imposer la loi ? une seule division de quinze mille hommes au plus, et l'insurrection suisse en pouvait jeter à sa face cinquante ou soixante mille. Mais l'esprit démocratique rongait au cœur la constitution de l'Helvétie, spécialement à Zurich, Lucerne et Soleure : le canton de Vaud ne venait-il pas de se proclamer république Lémanique ? Le gouvernement de Berne (1)

(1) *Au directoire exécutif de la république française.*

« Au nom du gouvernement et du peuple réunis de la république de Berne (7 février 1798).

« Citoyens directeurs,

« Permettez au peuple bernois, qui maintenant se trouve réuni de la manière la plus étroite avec son gouvernement, de faire connaître avec la franchise qui lui convient envers une grande nation, ses sentiments sincères concernant les relations dans lesquelles il se trouve actuellement à l'égard du gouvernement français. Accoutumé de tout temps à reconnaître dans la nation française une voisine bien intentionnée, à laquelle aussi il a donné sans interruption, depuis des siècles, les preuves d'amitié les plus indubitables, ce peuple n'a pu remarquer qu'avec douleur un changement frappant dans des relations aussi heureuses. Animé des sentiments les plus sincères et les plus respectueux, ce peuple, actuellement réuni à son gouvernement, se fait aujourd'hui un devoir sacré de vous

craignait de voir la confédération se dépecer, et une certaine mollesse saisit tous les esprits ; au lieu de se grouper autour des antiques armoiries de la patrie, on se laissa dominer par l'opinion mitoyenne qui appelait des réformes et l'aide des Français ; alors le grand conseil s'adressa humblement au directoire pour solliciter la paix, offrant toute espèce de soumission : « Il retirerait ses troupes, ses contingents seraient dissous ; le conseil de Berne en appelait à l'équité et aux souvenirs de la généreuse et grande nation. »

Ce n'était pas par ces soumissions et ces faiblesses qu'il fallait agir auprès du directoire : loin d'arrêter la marche des Français, ordre fut donné de faire avancer trois divisions : l'une, par le Rhin, se dirige-

•
déclarer, citoyens directeurs, qu'il désire ardemment la paix avec la nation française, ainsi que le rétablissement des anciens rapports d'amitié et de bon voisinage réciproque, et qu'il est prêt, au cas où il existerait quelques difficultés entre la nation française et la nôtre, à les lever et aplanir avec promptitude, pour autant que cela pourra se faire sans préjudicier à l'indépendance d'un peuple libre, laquelle celui-ci est fermement résolu de maintenir et de défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang. Pleins de confiance en l'équité de cette demande, de la part d'un peuple libre, nous nous promettons de votre équité une réponse favorable et prompte ; et dans ce cas nous attendons avec assurance que vous retirerez vos troupes de nos frontières, sur quoi notre peuple, qui ne s'est mis sous les armes que pour sa propre défense, se retirera également. C'est avec instance, citoyens directeurs, que nous réitérons notre demande d'une prompte réponse, vous requérant d'être assurés de la sincérité de notre respectueux dévouement pour vous et pour la nation française. »

rait sur Berne, conduite par le général Schaumbourg ; l'autre, confiée au général Mesnard, occuperait le pays de Vaud ; la dernière enfin , sous le général Monnier, marcherait sur Bâle et le haut Rhin. Le commandement en chef de ces divisions fut donné au général Brune, le vieil ami, le confident de Danton, l'homme du 10 août, qui avait reçu le dernier mot de Barras sur les affaires de la Suisse. Ses instructions étaient simples et confidentielles : « Temporiser jusqu'à la réunion de l'armée, et quand les forces seraient suffisantes, marcher droit à Berne pour renverser le gouvernement et s'emparer du trésor. »

Le trésor alléçait singulièrement les directeurs ; ils en avaient une note exacte, et la valeur s'en élevait à plus de trente millions en louis d'or et quadruples d'Espagne. Pour s'en saisir, il était habile de diviser surtout les cantons, de faire croire qu'il ne s'agissait pas d'une invasion, mais seulement d'abattre l'oligarchie qui opprimait la Suisse entière, et d'après le conseil de M. Ochs, le directoire fit envoyer son ultimatum à Berne. Le voici : « Tout le vieux conseil devait donner sa démission, et un nouveau conseil de démocrates serait immédiatement organisé ; la presse serait libre ; les patriotes seraient rappelés et indemnisés (1). » Cet ultimatum commandait ainsi à Berne

(1) Les pièces suivantes peuvent donner une idée des négociations relatives à la Suisse.

Note adressée à l'État de Berne par l'entremise de sa députation à Bâle (13 février 1798).

« Le ministre de la république française près les cantons helvé-

son suicide politique; une sorte de rougeur monta au front de la vieille Suisse, et les contingents furent de nouveau réunis. Brune, de l'école diplomatique de Bonaparte, fine, rusée, corruptrice, pour affaiblir ce mouvement d'énergie, prend sur lui d'assurer que l'ultimatum n'est pas le dernier mot de la France,

tiques, pour prouver la loyauté et la franchise de son gouvernement, remet à l'État de Berne une note indicative des mesures qu'il lui convient de prendre pour son véritable intérêt et celui de la Suisse.

« Si l'État de Berne veut prouver qu'il désire effectivement un ordre de choses fondé sur les principes de la liberté et de l'égalité, il est urgent :

« 1^o Que la magistrature ancienne donne sa démission ; que le conseil secret et le conseil de guerre soient supprimés ;

« 2^o En attendant l'organisation d'une forme de gouvernement, il en sera créé un provisoire, basé sur les principes de la démocratie, et dans lequel ne pourront être admis aucun des membres de l'ancien, connus par leur attachement au régime oligarchique ;

« 3^o La liberté de la presse sera de suite établie ;

« 4^o Tous les individus suisses ou autres, persécutés à raison de leurs opinions politiques et de leur refus de marcher contre la France, seront dédommagés d'après un mode qui sera convenu... »

Extrait d'une lettre du général Brune au directoire (quartier général de Berne, 21 mars 1798).

« Citoyens directeurs, j'ai reçu le 28 votre dépêche du 24 ventôse, dans laquelle vous ordonnez une prompte vérification du trésor de Berne. J'avais pris, dès mon arrivée, toutes les mesures qui tendent à assurer à la république de justes indemnités ; ces mesures ont été parfaitement exécutées. La vérification se termine aujourd'hui. Je me conformerai à vos instructions sur l'emploi des sommes, et vous en aurez un compte exact. L'arbre de la Liberté est planté dans toutes les communes ; j'ai déjà assisté ici à deux plantations, et les spectateurs nombreux m'ont paru animés d'en-

qu'on traitera sur de meilleures bases; et le crédule conseil suspend les préparatifs, comme Venise et Gênes avaient suspendu leurs moyens de défense à la voix de Bonaparte, qui leur promettait les plus belles destinées. On conclut une suspension d'armes entre les deux armées.

Et pourquoi ce délai? Je le répète, pour réunir les divisions françaises et désorganiser le conseil de Berne; une fois ce résultat obtenu, alors comme on avait agi en Italie, on pousserait à bout les Suisses par d'inflexibles exigences. Tandis que le ministre Mengaud proclamerait que le seul but de la France

thoussasme. Je reçois, chaque jour, une foule de députés de divers cantons qui viennent remercier la république française... »

Le général Brune écrit au directoire, le 23 mars 1798 : « L'ouvrage de la liberté de la Suisse s'avance, et j'aurai, avant de partir, la satisfaction de le voir assez avancé pour que les ennemis du système représentatif aient perdu toute espérance de succès... En général, l'état politique de toute l'Helvétie est satisfaisant; une hiérarchie constitutionnelle s'y établit, et il suffira d'une surveillance ordinaire pour que les intérêts de la France ne reçoivent aucun préjudice... Vous verrez par l'état dont je vous envoie copie, ainsi que par les procès-verbaux, que les sommes trouvées dans le trésor cadrent à peu près avec les registres. J'ai pensé que vous m'auriez gré de toutes ces précautions... »

Le général Brune, commandant en chef l'armée française dans l'Helvétie, aux citoyens de tous les cantons.

« La séparation de l'Helvétie en trois républiques, désirée au milieu des derniers froissements de l'oligarchie contre la liberté, et dans l'effervescence des passions diverses, à peine était prononcée, qu'il n'est plus resté dans les cœurs que des regrets, et un sentiment plus vif des charmes de l'unité républicaine. Sensible aux témoignages multipliés qui me viennent de la part de ceux mêmes

était de protéger une constitution indivisible, fondée sur la souveraineté du peuple, Brune, dans une marche rapide, grouperait ses divisions ; l'armée d'Italie et celle du Rhin lui donneraient la main pour accomplir les ordres du directoire. Tel fut le plan arrêté au Luxembourg et ponctuellement exécuté ; les soldats d'Italie parurent sur les Alpes : il fallait les voir, ces vieux soldats pauvres, dépourvus de vêtements ; et d'où venaient ces dénûments extrêmes ? n'arrivaient-ils pas du plus riche pays du monde ? Les généraux, les états-majors, les commissaires s'étaient enrichis, et le soldat manquait de pain, d'habits et de souliers ;

qui avaient provoqué la séparation , j'accède avec d'autant plus de confiance à ce dernier vœu , que tout me porte à croire qu'il est sincère. En conséquence, les députés qui devaient se réunir à Lausanne en corps législatif , se rendront , aussitôt après leur nomination, dans la ville d'Aarau, pour concourir, avec les autres députés des cantons, à former le corps législatif de la république helvétique une et indivisible. »

Extrait du rapport d'un Neuchâtelois, témoin oculaire, au baron de Hardenberg.

« Le gouvernement de Berne n'est plus : les vacillations du conseil souverain devaient le perdre ; les esprits y étaient trop divisés ; il n'a su ni se rendre à discrétion aux conditions qu'on lui prescrivait et sur lesquelles on insistait le plus, à mesure qu'on le voyait plus irrésolu, ni soutenir avec une vigueur inébranlable le parti qu'il avait hautement annoncé de mouir les armes à la main, et de sacrifier vie et biens, plutôt que de céder à ce qu'il avait dénoncé à toute la Suisse et à l'Europe comme étant la volonté usurpatrice d'une force étrangère. Il a négocié, et toujours négocié, lors même que l'épée était déjà hors du fourreau, c'est-à-dire dans un moment où il aurait mieux valu périr que de l'y remettre avec déshonneur. »

tous disaient : « Nous nous couvrirons avec les gros draps de Suisse. » Car il s'agissait toujours, dans ces étranges conquêtes, moins de liberté que de pillage.

On proposa de nouveau des conférences à Payerne. Le baron d'Erlach avait rendu quelque énergie aux armées de la confédération; douze colonnes de braves Suisses devaient se porter sur le corps dispersé du général Brune. A ce moment, les conférences de Payerne s'ouvrent; Brune propose l'unité de la Suisse, l'égalité de tous, la démission du conseil, l'élection des magistrats par des assemblées primaires, renvoi immédiat des contingents; et Brune, en développant ces conditions, parle au peuple simple et naïf de la Suisse un langage de fraternité : « Ni l'ambition, ni la cupidité, dit-il, ne déshonoreront mes démarches; que le peuple soit libre, voilà le seul désir de la république française. » On travaille partout la Suisse pour diviser, morceler la résistance; l'armée elle-même du baron d'Erlach est démocratisée. Faut-il combattre ou se soumettre? Tout est incertitude, désordre à Berne; et le conseil vient de se dissoudre lâchement; on envoie des ordres et des contre-ordres à l'armée du baron d'Erlach. Brune, habile dans sa politique et sa stratégie, prend cet instant d'hésitation pour ordonner une marche en avant, rapide et vigoureuse. Les villes, les villages, les montagnes, les vallées sont remplis de troupes françaises; plus de cinquante mille hommes sont en Suisse, et le général désormais, moqueur comme un homme fort, indique

Berne de la pointe de son épée pour terme de cette campagne.

Berne ne l'a pas attendu pour accomplir sa révolution démocratique; que viennent donc y chercher les Français, eux qui ont promis dans les proclamations de fraterniser avec le peuple, de ne se montrer ni ambitieux, ni cupides? Vains mots! ce que veut Brune, c'est le trésor de Berne, ce sont les dépouilles de ses habitants, les arsenaux, les magasins, comme à Rome, à Milan, à Venise. Cette politique de la conquête ne change pas; Berne sera pillée. Dans la Suisse dégénérée, il n'y eut que deux hommes de cœur, l'avoyer Steiguer et le baron d'Erlach, et voici quelle fut leur destinée : l'avoyer Steiguer, vieillard aux cheveux blancs, après avoir vu sa patrie désolée, prit son bâton des montagnes, se dirigeant vers le lac de Thoun; il souffrit bien des périls, éprouva bien des aventures, avant de gagner le Tyrol, et de là il vint à Vienne, où l'Europe l'admira comme le dernier débris de la Suisse vigoureuse; le baron d'Erlach fut lâchement assassiné par ses soldats, montagnards sauvages et avinés, à coups de hache et de baïonnette.

La Suisse porta la peine de cette félonie et de cette anarchie. Le 7 mars, jour de funeste mémoire pour elle, Berne vit se déployer dans ses rues tortueuses, sur la magnifique plate-forme d'où l'on découvre tout l'Oberland couvert d'une neige éternelle, dix mille hommes de l'armée d'Italie; l'arbre de la Liberté fut placé en face de l'hôtel de ville; le peuple prit la

cocarde verte; le saint Christophe fut brisé, et le soir même on ouvrit le trésor de Berne, l'objet de toutes les convoitises et conservé depuis des siècles. Les pièces d'or furent comptées, inventoriées; on apposa le sequestre sur les domaines et le mobilier, comme cela s'était fait partout en Italie; et puis on songea à une constitution, couronnement de toutes les œuvres révolutionnaires. Le parti d'Ochs, de Laharpe, appelait l'unité et l'indivisibilité de la Suisse; le général Brune, au contraire, était d'avis de diviser la Suisse en trois républiques, sous les noms bizarres de Rhodanie, Helvétie et Tellgurie, qui se balanceraient de force.

Tout cela n'était, au reste, qu'une grande raillerie contre la liberté des cantons. Cette liberté n'existait plus; un ordre du ministre Mëngaud faisait fléchir le front des démocrates jusque sur le seuil de leur maison municipale; la Suisse n'était pas plus indépendante que la Cisalpine, la Ligurienne et la Batave. Dans les petits soupers de M. de Talleyrand, de Benjamin Constant et de M^{me} de Staël, on dut régler les destinées des montagnards dégénérés : l'abbé Sieyès ou l'oratorien Daunou allaient bâcler une constitution. Une vieille nationalité tombait encore sous les coups de la république française; on ne s'inquiétait pas de bâtir sur le sable; les hommes de force n'avaient qu'un but, la désorganisation. Rien de ce qui était vieux ne devait résister à cet esprit de nouveauté dirigé par la violence; les républiques n'étaient pas plus respectées que les monarchies, et ce ne fut pas

la faute du directoire si la Suisse ne subit pas la destruction de Venise et de Gènes. La démocratie est un ver rongeur au cœur des États, parce qu'elle n'a jamais su formuler une pensée de gouvernement.

CHAPITRE LI.

POLITIQUE DU DIRECTOIRE JUSQU'À L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Séjour de Bonaparte à Paris. — Adulation. — Premières tentatives du directoire contre lui. — Fête de la souveraineté du peuple. — Déclamations contre les usurpateurs. — Leurre sur la descente en Angleterre. — Véritables projets. — Idée sur l'Albanie. — La Grèce. — Malte. — L'Égypte. — Longues négociations. — Origine et développement de l'idée de conquérir l'Inde par l'Égypte. — Nouvelles négociations avec Tippoo-Saëb.

Août 1797—mars 1798.

Il n'y a pas de souverain plus absolu, plus unanimement obéi, que ces héros populaires salués par les flots de la multitude. Ainsi était le général Bonaparte à Paris, depuis son retour de la glorieuse campagne d'Italie; l'affectation même de sa modestie n'était qu'un jeu pour cacher ses desseins de force et de gouvernement. On venait à lui de tous côtés pour les confidences d'avenir, pour les révélations du présent; l'adulation, qui n'a pas de bornes, le présentait comme la dernière solution à toutes les crises publiques; et

lui, il se laissait tout dire sans jamais s'engager avec personne ; la diplomatie, comme les partis, faisait entrer le général Bonaparte dans toutes les négociations considérables. Une telle dictature, conquise et exercée avec habileté, devait à la fin éveiller les soupçons des conseils et du directoire exécutif ; on se communiquait bien des confidences sur les desseins du petit Corse rusé autant que fort ; on avait été obligé de lui sacrifier Augereau, Bernadotte ; en vain on élevait Berthier, Brune : aucun n'était capable de lutter contre la grandeur de Bonaparte. Toutefois, cette puissance dangereuse, on l'attaquait indirectement et d'une manière précautionneuse ; on opposait les faiseux du peuple à la fortune de celui qui se posait en dictateur. Le directoire mit une pompe extraordinaire à célébrer la fête de la souveraineté populaire, la source de tous les pouvoirs, le principe de toute autorité. Bonaparte y parut modestement, s'agenouilla devant cette majesté de la multitude, et les poètes du directoire jetèrent à sa face des vers pompeux contre les usurpations et les usurpateurs, qui s'exposaient à la vengeance publique (1).

La position officielle du général Bonaparte était celle de commandant en chef de l'armée d'Angleterre ; c'est en cette qualité qu'il avait visité les côtes, inspecté les arsenaux, depuis Saint-Malo jusqu'à l'île

- (1) Si quelque usurpateur vient asservir la France,
Qu'il éprouve aussitôt la publique vengeance ;
Qu'il tombe sous le fer, que ses membres sanglants
Soient livrés dans la plaine aux vautours dévorants.

de Walcheren. Mais le général avait une intelligence trop haute, une sagacité trop exercée, pour croire jamais à la possibilité de réussir dans une telle entreprise ; il ne la prit pas au sérieux, et sa pensée se rattachait à des projets plus vastes et moins chanceux : dans la belle position que la fortune lui avait faite, Bonaparte ne pouvait plus avoir un échec ; en aucun cas, il ne devait s'y exposer, car la faveur arrive et s'en va capricieusement.

D'autres idées d'expédition et de conquêtes étaient venues à son esprit. Il faut remonter aux confidences d'Italie pour trouver l'origine des projets conçus par Barras, secondés par M. de Talleyrand. Ce n'était pas sans motif que le traité de Campo-Formio avait stipulé pour la France la souveraineté de Corfou et des îles qui bordent l'Adriatique : ce point était un jalon jeté pour de plus grandes conquêtes ; de là on pourrait soulever l'Albanie, la Macédoine, l'Épire et la Grèce ; un génie marqué à l'antique comme celui de Bonaparte devait rêver plus d'une fois à la magnifique destinée d'Alexandre et des phalanges macédoniennes. Les Albanais étaient de braves soldats ; la renommée d'Ali, pacha de Janina (1), se répandait au loin avec le bruit

(1) Ali-Pacha, surnommé Arslan (le lion), né en 1741, à Tépéleni, ville moderne à vingt lieues au nord de Janina, n'avait que treize ans lorsque mourut son père, premier aga de cette ville. Dépouillé de ses biens par les habitants de Kardiki, ses ennemis les plus acharnés, il vit sa mère et sa sœur traînées en captivité ; errant et fugitif, il découvrit un trésor dans une vieilleasure ; avec cet aide il leva deux mille hommes et rentra triomphant à Tépéleni ; il

de sa grandeur et de sa cruauté ; maître de l'Albanie , on pouvait soulever la Grèce contre la Porte Ottomane , et obtenir par là des compensations à la perte de nos Échelles. Ce plan se rattachait aussi à un système de dédommagements pour Venise et la terre ferme , cédées à l'Autriche ; on craignait que cette puissance , toujours patiente et attentive , ne parvint à dominer d'une manière absolue tout le commerce de l'Adriatique et de la Méditerranée , et on voulait le lui disputer (1).

avait alors vingt-cinq ans. Nommé lieutenant du pacha de Romélie , on lui donna , en 1787 , un commandement important dans la guerre entre la Turquie et les deux cours impériales , et à la suite de cette campagne , la Porte lui confia le pachalik de Tricala en Thessalie , avec la charge de *dervendgi-pacha* (grand prévôt des routes). Dévoré d'ambition , il parvint , au moyen d'un faux firman impérial qui le créait pacha de Janina , à se rendre maître de cette ville (1788) , et la Porte redoutant son immense autorité , le confirma dans cette dignité.

(1) Voici une collection de dépêches fort curieuses qui traitent des projets de Bonaparte sur l'Orient.

Lettre de Bonaparte au directoire (de Montebello , le 16 août 1797).

« L'empire des Turcs s'écroule tous les jours. La possession des îles de Corfou , de Zante , de Céphalonie , nous mettra à même de le soutenir autant que cela sera possible , ou d'en prendre notre part. Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que , pour détruire véritablement l'Angleterre , il faut nous emparer de l'Égypte. Le vaste empire ottoman qui périt tous les jours , nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant. »

Dépêche de M. de Talleyrand au général Bonaparte (23 août 1797).

« ... Rien au reste n'est plus important que de nous mettre sur un bon pied en Albanie , en Grèce , en Macédoine et autres provinces de

En même temps quelques idées sur la conquête de Malte venaient à la pensée du directoire. L'ordre célèbre avait été frappé de proscription en France, sans que la constituante respectât les souvenirs et les services; au grand maître Emmanuel de Rohan, de la

l'empire turc d'Europe, et même dans toutes celles que baigne la Méditerranée, comme notamment l'Égypte, qui peut nous devenir un jour d'une grande utilité. Le directoire, en approuvant les liaisons que vous avez établies avec Ali-Pacha et la nation albanaise, désire que vous fassiez connaître le peuple français au reste des provinces turques, d'une manière qui, tôt ou tard, puisse tourner à leur profit et au nôtre, et au désavantage de nos communs ennemis. »

*Dépêche confidentielle de Bonaparte à M. de Talleyrand
(de Passeriano, 13 septembre 1797).*

« S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'Égypte. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne; les Vénitiens seuls y ont eu une indépendance précaire. On pourrait partir d'ici avec vingt-cinq mille hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. L'Égypte n'appartient pas au Grand Seigneur. Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à Paris quelques renseignements, et me fassiez connaître quelle réaction aurait sur la Porte notre expédition d'Égypte... Avec des armées comme les nôtres, à qui toutes les religions sont égales, mahométane, copte, arabe, etc., tout cela nous est indifférent. »

*Dépêche confidentielle de Bonaparte à M. de Talleyrand
(de Passeriano, 15 septembre 1797).*

« ...Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de Malte? l'amiral Bruce pourrait très-bien mouiller là et s'en rendre maître. Quatre cents chevaliers et au plus un régiment de cinq cents hommes sont la garde seule qui ait la ville de la Valette. Les habitants, qui mon-

langue française, avait succédé le comte Ferdinand de Homspech, de la langue autrichienne, et ces deux administrations molles, décousues, compromirent la puissance de l'ordre. Au lieu de se jeter franchement dans une ligue chevaleresque contre ceux qui les

tent à plus de cent mille, sont très-portés pour nous, et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim. Je leur ai fait exprès confisquer leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte et Corfou, nous serons maîtres de toute la Méditerranée.

Réponse de M. de Talleyrand (23 septembre 1797).

« Le directoire approuve vos idées sur Malte. Depuis que cet ordre s'est donné au grand maître autrichien, M. de Homspech, le directoire s'est confirmé dans le soupçon, déjà fondé sur d'anciens renseignements, que l'Autriche visait à s'emparer de cette île. Elle cherche à se faire puissance maritime dans la Méditerranée; c'est pour cela qu'elle a demandé de préférence, dans les préliminaires de Léoben, la partie de l'Italie qui avoisine la mer; qu'elle s'est hâtée de s'emparer de la Dalmatie, et qu'elle a trahi son avidité en prenant Raguse dont il n'avait pas été parlé. Outre cela, comme elle dispose du gouvernement napolitain, Malte aurait pour elle un double avantage, et servirait à attirer à elle toutes les productions de la Sicile. Ce n'est pas seulement dans des vues de commerce qu'elle a voulu émigrer du centre de l'Italie vers les côtes de cette presqu'île; mais encore, dans des vues de conquêtes plus éloignées à la vérité, elle se ménage les moyens d'attaquer par terre les provinces turques... Il est de notre intérêt de prévenir tout accroissement maritime de l'Autriche, et le directoire désire que vous preniez les mesures nécessaires pour empêcher que Malte ne tombe entre ses mains. »

Quatre jours après, M. de Talleyrand écrit encore à Bonaparte (27 septembre):

« Le directoire trouve à propos que je vous écrive itérativement et d'une manière plus positive au sujet de la proposition que vous

dépouillaient de leurs fiefs, de leurs commanderies, plus d'un indigne chevalier vint chercher en France les mauvais principes et préparer de tristes desseins. Le comte de Barras avait un frère chevalier de Malte depuis l'âge de quinze ans ; autour de lui se réunissaient des chevaliers de sa langue, et dans les banquets

faites de vous assurer de Malte. Il importe de prévenir l'Autriche, l'Angleterre et la Russie à cet égard. De nouveaux renseignements qui sont parvenus au directoire, et les rapprochements qu'il a faits, le confirment dans l'opinion qu'il était fondé à avoir depuis quelque temps, que cette île, devenue le foyer des intrigues autrichiennes, russes et anglaises, gouvernée d'ailleurs par un grand maître autrichien, est à la veille de tomber sous la puissance de l'Empereur ou de ses alliés.

« La possession de cette île, jointe à l'Istrie et à la Dalmatie, ferait de l'Autriche une puissance maritime capable de donner des inquiétudes à la France et à la république cisalpine, dont il est aisé de prévoir qu'elle ne peut jamais être que l'ennemie. Malte lui donnerait, par sa situation, les moyens de troubler la navigation de toute la Méditerranée ; et il serait encore plus dangereux que cette île tombât au pouvoir des Anglais ou des Russes.

« D'après cette considération, le directoire vous donne tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à exécution le plan que vous avez proposé. Il vous autorise à donner à l'amiral Brueys tous les ordres convenables pour s'assurer de l'île de Malte, dans la vue d'éviter que l'Autriche ne s'en empare comme elle a fait de Raguse. Sa prise de possession de Raguse légitime notre prise de possession de Malte, et nous en fait un devoir, afin de mettre cette île à l'abri de l'avidité de l'Autriche, avidité si connue et qu'elle a si évidemment montrée en s'emparant, avant le terme fixé, de l'Istrie et de la Dalmatie, et en envahissant même, et sans en avoir le moindre prétexte, cette république de Raguse, qui n'était pour rien dans les troubles de l'Italie, et à l'indépendance de laquelle aucune puissance belligérante n'était en droit de porter atteinte. Du reste, l'état de guerre dans lequel nous sommes avec l'Empereur, la Russie

du Luxembourg on voyait assis à la table du directeur le commandeur de Dolomieu, le chevalier de Saint-Tropès et Picot de Mornas, tous d'origine méridionale et fort liés avec la lignée des Barras.

L'admirable position de l'île de Malte la rendait un

et l'Angleterre, peut dispenser, si cela convient mieux, de donner aucun motif.

« Je vous envoie quelques lettres de la plus grande importance qu'il serait peut-être bon de faire parvenir d'avance à Malte par une voie sûre. Vous concevez qu'il est nécessaire d'y préparer l'opinion. »

Ces lettres étaient du commandeur Dolomieu, attaché à la révolution et au directoire. Elles avaient pour objet de former à Malte un parti dans l'intérêt de la France.

Lettre de Bonaparte au consul de la république française à Malte
(datée de Milan, 13 novembre 1797).

« De nouvelles relations, citoyen, vont résulter de la réunion à la république française des îles de Corfou, Zante, Céphalonie et Cérigo. Je charge le citoyen Poussielgue, premier secrétaire de la légation française à Gènes, qui a la confiance du gouvernement et toute la mienne, de se transporter dans les différentes échelles du Levant, à l'effet d'y recueillir les observations et d'y prendre tous les renseignements nécessaires, pour mettre le gouvernement en état de faire les changements et modifications à apporter dans nos relations commerciales et politiques dans cette partie, et d'établir, de la manière la plus sûre, la correspondance et les communications régulières entre le continent de la république française et ses îles de l'Adriatique.

« Je vous prie d'aider le citoyen Poussielgue de vos connaissances et de vos lumières dans tout ce qui concerne sa mission, et de le faire connaître auprès du gouvernement du pays où vous résidez.

« L'intention du gouvernement de la république française est de concilier toujours ses intérêts avec ceux des gouvernements étrangers dans les relations qu'il peut avoir à établir chez eux. »

objet de convoitise pour tous les États ; l'ordre en lui-même paraissait au milieu des mers, comme le *Bucentaure* de Venise, vieilli, sans rames et sans voiles ; toutes les puissances désiraient la possession de ce beau jardin artificiel jeté sur la Méditerranée, de ce port magnifique, abrité contre les vents de telle sorte que les poulaines des navires de guerre caressent les tentes des balcons et se cachent sous les orangers des terrasses, comme de belles statues sous les ombrages. On suspectait l'Autriche de vouloir compléter son système sur la Méditerranée par la souveraineté de Malte ; elle venait déjà de s'emparer de Raguse ; sa patiente diplomatie ne s'en tiendrait pas là, car nulle puissance ne sait mieux attendre pour profiter de tous les accidents, de toutes les circonstances qui peuvent augmenter sa grandeur.

Ces desseins sur la Grèce, sur Malte, sur l'Albanie, se révélaient dans la correspondance confidentielle de Bonaparte, de Barras et de M. de Talleyrand ; même à l'époque du traité de Campo-Formio, le général écrit « que l'empire ottoman croule, et qu'il faut se mettre en mesure d'en recueillir les dépouilles ; et quelles positions meilleures que la souveraineté de Corfou, de Zante et de Céphalonie ? M. de Talleyrand lui répond qu'en effet, rien n'est plus essentiel que de se poser sur un bon pied en Grèce, en Albanie, en Macédoine. « Pourquoi, écrit encore Bonaparte, ne nous emparerions-nous pas de Malte ? l'île oserait-elle la moindre résistance ? quelles sont les forces qu'elle pourrait opposer à la flotte redoutable de l'amiral Brueys ? »

Sur ce point le directoire répond encore au général qu'il approuve complètement ses idées sur Malte, d'autant plus qu'il a des renseignements complets sur les projets de l'Autriche qui veut s'emparer de cette île à l'aide du grand maître Homspetch ; que les desseins de la cour de Vienne sont de prendre la Turquie d'Europe par ses deux flancs, et ainsi de compléter son système de conquêtes. Quelques jours après, M. de Talleyrand développe ou explique ces idées : « Il importe de prévenir l'Autriche, l'Angleterre et la Russie, qui ont toutes des vues sur Malte ; car Malte, c'est la Méditerranée et le commerce du Levant. » Ces opinions, parfaitement exposées dans la correspondance, révèlent le but et le sens de l'expédition d'Égypte : la république française en possession de Zante, de Céphalonie, de Corfou et des îles Ioniennes, se proclama déjà puissance orientale ; elle a des intérêts dans le partage de l'empire ottoman, et la sûreté de son pavillon exige qu'elle s'empare de Malte.

L'idée de la conquête de l'Égypte est plus ancienne encore ; ce projet appartient essentiellement à la monarchie et au ministère du duc de Choiseul ; on en a trouvé le plan tout dressé aux affaires étrangères. Sous Louis XVI même, il en avait été fort question dans la grande guerre de 1778 ; et quand M. de Vergennes veut attaquer les établissements de l'Inde, c'est par l'Égypte qu'il combine son plan. En exposant à M. de Talleyrand ce projet de l'ancienne monarchie, Bonaparte lui fait observer que si dans un traité définitif on était obligé de céder le cap de Bonne-Espé-

rance à l'Angleterre, il serait urgent de s'emparer de l'Égypte comme compensation ; que l'Égypte n'appartenait que fort indirectement au Grand Seigneur, et que les Vénitiens y avaient des établissements au moyen âge.

Ces préoccupations du directoire et du général de l'armée d'Italie s'expliquent par les goûts, les études, les antécédents : Barras est un ancien officier rouge qui a servi dans l'Inde ; il s'en souvient, et sa haine en est plus violente contre l'Anglais. Néanmoins quelle illusion de croire qu'on pouvait essayer une expédition en Égypte sans amener de toute nécessité la guerre avec la Porte Ottomane ! Les Turcs, très-habiles à saisir la pensée définitive de chaque événement, pouvaient-ils jamais se persuader que c'était pour l'intérêt du Grand Seigneur que les Français venaient s'établir en Égypte ? En outre, une telle expédition demandait une victoire navale sur l'Angleterre : était-on en mesure d'offrir même le combat ? Au reste, rien ne transpirait au dehors de ces confidences échangées dans le plus grand secret. Il s'agissait maintenant de préparer tous les éléments d'un succès.

Bonaparte, victorieux en Italie, avait écrit directement à Ali, pacha de Janina, pour lui annoncer que le glaive était levé contre les ennemis du prophète. Ali-Pacha gouvernait l'Albanie, l'ancienne Épire, province indomptée, montagneuse, avec ses clephtes, tribus nomades, souvenir de la Grèce primitive ; Ali, surnommé Aslan ou le Lion, prince hardi, habile,

se disait indomptable à la tête de ses Arnauts, et cette destinée extraordinaire devait plaire à cette autre destinée merveilleuse de Bonaparte. Le directoire savait que la pensée et l'ambition d'Ali-Pacha, c'était l'indépendance : pourquoi ne favoriserait-on pas ce désir, en échange d'un concours pour le projet ultérieur de la république sur l'Orient ? Il se passa des choses étranges : Ali-Pacha répondit à Bonaparte en termes flatteurs ; rusé et subtil, il fait même le révolutionnaire : il se dit du culte des jacobins, de la religion de la carmagnole ; il espère en la république qui, à son tour, voudrait l'armer contre les Anglais. Ali-Pacha, intelligent pour toutes ces négociations, reçut avec magnificence les officiers français dans ce jardin où il reposait accroupi sur des peaux de tigre et la main appuyée sur un lion doux et caressant comme un chien de garde ; on put espérer dès lors dans une guerre d'Orient l'appui d'Ali-Pacha, que les Anglais n'avaient point encore attiré à eux ; les Albanais et les Arnauts passaient pour les plus solides troupes ottomanes, et l'indépendance fut promise à Ali par Bonaparte.

Le projet sur l'île de Malte avait été concerté d'après des éléments plus certains au Luxembourg même. Barras, d'après les causeries du commandeur Dolomieu et ses propres souvenirs, posa en fait que rien n'était plus facile que de créer un parti français à Malte, et par conséquent d'assurer l'île à la république. Beaucoup de nobles chevaliers qui apercevaient l'inévitable décadence de l'ordre, voulaient au moins

donner à leur patrie (la France république ou monarchie) cette belle position dans la Méditerranée. Afin de sonder ces dispositions et de les mettre à profit, Bonaparte fit confier à un négociant des Échelles, longtemps connu au Levant, une mission spéciale, afin d'examiner l'esprit des chevaliers et du peuple de Malte, sauf à se déterminer ensuite pour l'occupation amicale ou la conquête. Poussielgue, esprit capable, délié, vint à Malte y préparer les voies par de somptueuses dépenses; il donna des fêtes, répandit les lettres des chevaliers félons, et peu de jours après on vit apparaître quelques bâtiments légers des escadres françaises, destinés à sonder le port, sous prétexte de faire de l'eau et de se ravitailler. Les négociations de Poussielgue se liaient à une révolution dont le but était de placer spontanément l'île au pouvoir de la France; les ordres de l'amiral Brueys se rattachaient à la conquête par la force, moyens que le directoire voulait simultanément employer : la révolution préparerait la conquête, et la conquête accomplirait la révolution. On avait un légitime prétexte pour agir, car en ce moment toutes les puissances convoitaient Malte, l'Espagne pour faire élever au titre de grand maître le prince de la Paix, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche pour avoir un point fortifié et commercial dans la Méditerranée.

Quant à l'Égypte, le principal rédacteur de tous les projets, ce fut M. de Verninhac de Saint-Maur, agent des relations extérieures à Smyrne et à Alexandrie, ambassadeur en Suède, et depuis ministre à Constan-

tinople. D'après les mémoires qu'il fournit à la chancellerie, l'Égypte, pays si riche, si plantureux, avait sur son sol plusieurs couches de populations : l'Égyptien primitif, type au nez épaté, Ethiopien d'origine, au teint cuivré, tel qu'on le voit dans ses grands sphinx et ses momies; le nègre, originaire de la haute Égypte et de la Nubie; l'Arabe du désert, cultivateur et laborieux; les mameluks, milice armée et brillante, oppresseurs du pays, presque affranchis de tous liens envers la Porte Ottomane. Une expédition en Égypte devait donc être un secours prêté aux populations primitives : aider les Égyptiens et les Arabes à s'affranchir des mameluks, et persuader à la Porte que la délivrer de cette milice, c'était la sauver de ses ennemis et rendre un beau pays à sa domination.

Le premier point était moins difficile à réaliser que le second. Tant qu'il ne s'agirait que de combattre, on trouverait les vaillantes demi-brigades toutes prêtes à croiser la baïonnette avec le cimenterre étincelant des mameluks; ce serait périlleux, mais que n'avaient pas fait déjà d'héroïque et de grand les soldats de la république ! On délivrerait donc l'Égypte. Mais comment constater aux yeux de la Porte que c'était dans son intérêt que la France conquerrait l'Égypte ? Les ambassadeurs de Russie, d'Autriche, d'Angleterre ne seraient-ils pas là pour éclairer le divan sur les véritables desseins de la France ? Dès lors la conquête de l'Égypte trouverait de considérables difficultés; on aurait à combattre les mameluks sur le sol, les

flottes anglaises sur mer, et nécessairement la Porte, qui enverrait ses escadres, ses forces immenses pour défendre et assurer sa domination sur le Nil. Dans son mémoire sur l'Égypte, M. de Verninac recommandait surtout de montrer un grand respect pour les idées et les formes religieuses de ces populations égyptiennes; la moindre insulte aux croyances amènerait une révolte terrible contre les vainqueurs.

L'Égypte n'était qu'un point de départ dans la pensée de ceux qui en avaient à toutes les époques médité l'occupation : du Nil on pouvait marcher sur la Syrie et sur l'Inde, deux immenses résultats. Depuis longtemps la Syrie était étudiée par les voyageurs et les agents français; ce vaste pays n'était musulman que par la conquête et la domination superficielle; les masses étaient chrétiennes, cophtes, disciples de saint Jean ou catholiques, et toutes étaient traitées par les Turcs comme des esclaves et des infidèles. La France avait toujours exercé là une immense influence par ses consuls, ses commerçants, ses missionnaires, qui gouvernaient moralement les populations chrétiennes. Rien ne serait donc plus facile que d'amener une insurrection dans la Syrie à l'approche des Français, et cela devait servir le dessein de l'expédition. Ainsi, d'un côté la Syrie, de l'autre la mer Rouge et l'Inde.

Le directoire venait de recevoir des dépêches fort importantes du général Malartic, gouverneur des îles de France et de Bourbon; elles contenaient des lettres du sultan Tippoo-Saëb, adressées au gouverneur,

au directoire, à l'assemblée coloniale. C'était toujours la même haine contre les Anglais, les mêmes ressentiments contre le pavillon britannique. Tippoo-Saëb offrait l'étroite alliance que Louis XVI avait acceptée avec tant de chaleur contre la domination anglaise dans l'Indoustan : si le directoire voulait lui envoyer un corps de troupes, le sultan le prendrait à sa solde pour attaquer les établissements britanniques. En cette situation, combien devait être importante une expédition d'Égypte pour soulever la Syrie et l'Inde ? Barras était tout feu, tout ardeur pour un projet qui se ressentait de sa vie de garde-marine ; ces noms de Hyder-Aly et de Tippoo-Saëb lui restaient familiers comme un souvenir de sa jeunesse hardie et aventureuse.

Les plans du directoire étaient ainsi conçus sur la plus vaste échelle : soulèvement de la Grèce, de la Syrie, conquête de Malte, de l'Égypte, et secours accordés à Tippoo-Saëb pour l'insurrection de l'Inde contre l'Angleterre, vieux projet de Louis XVI, et complément de l'émancipation des États-Unis !

Quels étaient les éléments de succès pour ces tentatives, et quels rapports désormais la république française garderait-elle avec la Porte Ottomane, après avoir menacé ses possessions ? Ces deux points exigent des explications sur les relations successives du divan avec le gouvernement de la république. La Turquie, depuis des siècles, avait une irrésistible tendance pour les mœurs, les habitudes, je dirai même la loyauté de la nation française. C'était dans le sein du cabinet

de Versailles qu'elle déposait le secret de ses ambitions et de ses soucis. Par instinct, la Porte Ottomane savait qu'elle avait à se défendre contre les entreprises de la Russie et de l'Autriche. Avec la France, elle n'avait rien à craindre, et bien qu'à la fin du XVIII^e siècle les déclamations philosophiques et les plats éloges de M. de Voltaire pour Catherine II n'eussent pas laissé entièrement libres les rapports de bienveillance de la France avec la Porte, en soulevant la question de l'indépendance grecque, cependant l'ambassade de M. de Choiseul-Gouffier fut encore douce et confiante : la France offrait incessamment de se porter médiatrice entre la Porte Ottomane et la Russie dans la guerre sanglante qui s'accomplit par le siège d'Ismaël. M. de Choiseul, un peu Russe par l'irrésistible tendance du XVIII^e siècle, fut contraint de donner sa démission sous le ministère de Dumouriez, et se réfugia comme émigré à Saint-Petersbourg. Le conseil exécutif avait voulu le remplacer par M. de Sémonville, et ce fut alors que commencèrent les négociations de la cour d'Autriche si intéressée à ce que la France n'eût pas de représentant près la Porte Ottomane, afin de prendre pour elle-même ce vieil ascendant. La note de l'internonce d'Autriche était d'une violence extrême contre M. de Sémonville, désigné pour cette ambassade; on le présentait comme le coryphée de la faction sanglante des jacobins, repoussé de la Sardaigne, et pouvant soulever dans la Turquie même des éléments de révolte et de sédition. Les notes de la Russie, de l'Angleterre et même de la

Prusse étaient d'une nature non moins violente contre M. de Sémonville, qui, avant de pouvoir expliquer sa conduite, fut enlevé au lac de Côme et transféré dans une forteresse autrichienne.

Quand le comité de salut public régularisa sa force politique sous Robespierre, il essaya de nouveau d'ouvrir des négociations à Constantinople, en désignant pour cette ambassade Descorches de Sainte-Croix, déjà employé aux légations de Pologne, de Deux-Ponts et de Venise. Descorches reçut son *exequatur*, mais seulement comme consul. Le sultan Sélim (1) déclara qu'il gardait la plus parfaite neutralité sur les questions qui divisaient les puissances chrétiennes; jamais il ne voulut consentir à prendre part à la coalition, et lorsque la république triomphante eut assuré sa force et son existence politique, Sélim témoigna le désir de reprendre avec elle les rapports d'intimité et de confiance qui existaient depuis des siècles, sous la monarchie, entre les deux gouvernements.

A cet effet, le comité désigna M. Verninhac de Saint-Maur (2), ambassadeur en Suède depuis 1792,

(1) Sélim III, fils de Mustapha III et d'une Circassienne, était né le 24 décembre 1761. Son oncle Abdul-Hamid, à la mort de Mustapha, le 21 janvier 1774, monta sur le trône, et le fit enfermer dans le sérail, où il resta jusqu'à son avènement arrivé le 7 avril 1789, par la mort de son oncle.

(2) Verninhac de Saint-Maur, né à Gourdon, dans le Quercy, en 1762, vint jenne à Paris suivre la carrière du barreau. En avril 1792, il fut nommé chargé d'affaires en Suède, puis envoyé extraordinaire

pour remplacer Descorches de Sainte-Croix. La république mit une grande solennité à cette légation : une compagnie de grenadiers français, tous vieux soldats, accompagna l'ambassadeur, précédé d'une musique militaire, jusque dans la seconde cour du sérail. Cette légation eut un plein succès malgré l'opposition de l'internonce d'Autriche, et le sultan nomma un envoyé permanent à Paris; Seïd-Aly-Effendi fut ambassadeur de la Sublime Porte. Dès ce moment, tout révéla la meilleure harmonie entre les deux gouvernements. Sélim demanda des ouvriers, des ingénieurs, des sous-officiers instructeurs, des artistes en tout genre, et le directoire s'empressa de les envoyer au sultan; et comme on voulait l'entraîner dans une alliance plus intime, le directoire confia la mission d'une ambassade suprême au général Aubert-Dubayet (1), qui avait commandé en chef l'armée de Cherbourg. Le général devait offrir à Sélim une compagnie d'artillerie légère, et en grandissant les victoires de la république, en réveillant les souvenirs

auprès de la Porte Ottomane, en remplacement de Descorches Sainte-Croix, et fit son entrée à Constantinople le 26 avril 1793, qu'il quitta en novembre 1796.

(1) Aubert-Dubayet, né à la Louisiane le 19 août 1759, était, en 1780, sous-lieutenant au régiment de Bourbonnais, lorsqu'il partit pour la guerre d'Amérique. En 1791, il fut élu député à l'assemblée législative, puis en 1793, rentra dans la carrière militaire comme général et combattit en Vendée. Commandant, en 1796, de l'armée des côtes de Cherbourg, il fut appelé au ministère de la guerre qu'il ne garda que trois mois, puis partit pour Constantinople, où il mourut le 17 décembre 1797.

de la Porte, il devait engager le divan dans une alliance offensive et défensive contre la Russie et l'Autriche, résultat difficile à obtenir, car Sélim persistait toujours d'une manière formelle dans son système de neutralité.

D'ailleurs, une politique déçousue, funeste, allait successivement détacher la Porte Ottomane de la France. Depuis que, par la conquête de l'Italie et la prise de possession de Zante, de Céphalonie, de Corfou, la république française était devenue frontière de la Turquie, de nouvelles idées d'ambition avaient germé dans la tête du directoire et de ses généraux. L'opinion commune était que l'empire ottoman devait être partagé, parce qu'il tombait en pleine dissolution, et la France convoitait un lot : de là ces correspondances de Bonaparte avec Ali-Pacha et les Grecs, pour les inviter à s'affranchir complètement du joug de la Porte Ottomane. Les consuls de la république reçurent en même temps l'ordre de jeter en Syrie, dans la Grèce, en Égypte, dans la Romélie, en Bulgarie, des proclamations, des écrits qui pourraient propager les idées de liberté et d'émancipation. Le bruit était généralement répandu que la république visait à la possession de la Morée et de l'île de Candie, pour de là étendre les principes d'indépendance dans toute la Grèce et la Syrie.

Il n'est pas besoin de dire que les ambassadeurs d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, si puissamment intéressés à aigrir la Porte Ottomane, contribuaient à répandre ces bruits pour détourner le sultan de

toute alliance avec la république française. Les ambassadeurs se procuraient à grands frais les écrits, les journaux de France, et lorsque M. Monge, dans un discours d'apparat devant le directoire, eut parlé fort maladroitement de l'indépendance de la Grèce, la Porte dut demander des explications nettes et positives sur le sens de ces paroles; le général Aubert-Dubayet se hâta de communiquer au divan une réponse des plus amicales du directoire (1) : « L'union de la France et de la Porte était indissoluble; la base était

(1) *Extrait d'une note du général Aubert-Dubayet au reis-essendi*
(28 août 1797).

« Le soussigné, ambassadeur de la république française, ne vient point réitérer à la Sublime Porte l'assurance d'un attachement qu'elle ne peut révoquer en doute : l'union de la France avec l'empire ottoman, déjà éprouvée pendant plusieurs siècles, n'a pas besoin de nouveaux gages, après avoir été si malheureusement soupçonnée depuis les premiers moments de la révolution qui a régné en France. Si la prospérité des deux empires est la base naturelle de leur amitié, son inviolable garantie est dans la loyauté des deux gouvernements. Convaincue de cette vérité, que la Sublime Porte ne cherche pas ailleurs la règle de sa conduite envers la France, la république française à son tour n'a pas d'autre mobile de ses actions. C'est au milieu d'une paix si bien affirmée de part et d'autre, que les conséquences fortuites d'une guerre étrangère ont rapproché les armées républicaines des frontières de l'empire ottoman; et des ennemis jaloux de l'harmonie qui règne entre les deux États profitent de cette circonstance pour oser attribuer au gouvernement français un projet d'empiétement aussi ridicule qu'il serait contraire à ses intérêts, en supposant même qu'il fût possible; et tandis que ces hommes fallacieux ne comptent pour rien les progrès des puissances véritablement envahissantes, ils osent répandre dans la Morée, et à Candie entre autres, que les Français se disposent à en faire la conquête... »

donc la loyauté des deux gouvernements et l'inviolabilité de leurs possessions. Depuis que les conquêtes de la république avaient rapproché ses frontières de l'empire ottoman, les ennemis de l'alliance disaient que la France voulait s'emparer de la Morée et de Candie, et semer le désordre et la révolte parmi les fidèles musulmans. » L'ambassadeur en terminant déclarait qu'il avait l'ordre de sa cour de démentir tous ces bruits, fomentés tout exprès par la malveillance afin de briser les rapports intimes qui existaient heureusement entre la république française et la Porte Ottomane.

Le général Aubert-Dubayet était évidemment de bonne foi lorsqu'il dictait cette note; mais le directoire cessait de l'être, car silencieusement l'expédition d'Égypte se préparait. Nul secret n'avait été plus profondément gardé. Si l'on parcourait les côtes de l'Océan, les escadres étaient prêtes; on voyait partout des navires à voiles, des bateaux plats, des galères de transport; soixante mille hommes étaient répandus depuis Ostende jusqu'à Brest. Bonaparte visitait avec pompe la flottille, les régiments de toutes armes, les équipages, précédé de proclamations solennelles et prophétiques contre l'Angleterre : si l'on hâtait ces préparatifs à Toulon, à Gènes, on disait que ces flottes devaient joindre l'expédition française dans le canal de la Manche pour seconder le débarquement.

Les cinq directeurs et Bonaparte seuls étaient dans la confidence, et il ne reste aucune trace aux archives de Londres, de Pétersbourg ou de Vienne, de dépê-

ches qui aient annoncé une expédition pour l'Égypte. L'Europe n'était préoccupée que des côtes d'Angleterre. Bonaparte avait désigné lui-même les officiers et les régiments destinés pour le Nil; le directeur Barras copia de sa main les ordres du directoire, pour ne mettre personne dans le secret, pas même le secrétaire général; les feuilles de marche furent rédigées par Bonaparte, et les divisions d'Italie n'eurent qu'à prendre la route de Nice par la rivière de Gènes et le Var, et se grouper autour de Toulon. Quand on dut s'en ouvrir au ministre de la marine, Pléville-le-Pelley, vieux marin à la jambe de bois, il démontra avec sa loyale expérience, qu'il y avait péril pour toute l'escadre dans cette folle expédition d'Égypte. Vieux et digne marin que Pléville-le-Pelley (1), le sauveur de la frégate anglaise *l'Alarme*, l'intrépide capitaine du port de Marseille! Il prit Barras à part, et d'officier d'escadre à officier de bord, ils discutèrent le plan de l'expédition d'Égypte, qui paraissait

(1) George-René Pléville-le-Pelley, né à Granville, le 26 juin 1726, s'embarqua au Havre à douze ans comme mousse, sous un nom supposé, et après avoir fait plusieurs campagnes à la pêche de la morue, il fut reçu lieutenant à bord d'un corsaire du Havre. Dans un engagement avec deux bâtiments anglais, il eut la jambe droite emportée par un boulet, et fut fait prisonnier. De retour en France, il fut nommé lieutenant de frégate sur *l'Argonaute* commandé par son oncle, M. de Tilly-le-Pelley. En 1746, montant le vaisseau *le Mercure*, il fut pris par l'amiral Anson. Après son échange, il commanda *l'Hirondelle* de quatorze canons, et forcé pour sa santé de quitter le service de la mer, il fut attaché à celui des ports, et nommé lieutenant de vaisseau, capitaine de brûlot, puis lieutenant de port. Il servait en cette qualité à Marseille en 1770, lorsque la fré-

une folie au ministre expérimenté, car l'Angleterre enverrait cinquante vaisseaux, s'il le fallait, à la poursuite de notre escadre et la briserait, « comme le boulet m'a brisé cette cuisse, » s'écria Pléville-le-Pelley, en frappant de sa jambe de bois la table de délibération. Barras l'écouta, mais à côté de la question militaire il y avait une raison politique, l'éloignement de Bonaparte, et celle-là, Barras n'en avait pas dit un mot au brave Pléville-le-Pelley.

La situation de Bonaparte à Paris devenait intolérable pour un gouvernement quel qu'il fût. Comme il n'avait jamais pris au sérieux sa position de général en chef de l'armée d'Angleterre, il voulait s'en faire une autre plus haute dans le gouvernement, et dès ce moment, maître de l'opinion, il intrigua partout dans le directoire et au dehors. Dans l'origine, c'était lui-même Bonaparte qui avait conçu la pensée d'une expédition d'Orient : enthousiaste de poétiques choses, il lui semblait que ce soleil et ces peuples pouvaient

gate anglaise l'*Alarme*, commandée par le capitaine Jervis (depuis lord Saint-Vincent), fut jetée dans la baie de ce port ; ce fut à lui seul que l'équipage anglais dut d'être sauvé d'une perte certaine. L'amirauté de Londres lui fit présent d'un service d'argenterie pour cinquante couverts avec une lettre très-flattante. Embarqué, en 1778, comme lieutenant sur le *Languedoc* que montait le comte d'Estaing, il fit sur ce navire toute la guerre d'Amérique, et les États-Unis émançipés le décorèrent de l'ordre de Cincinnatus. A son retour, il fut capitaine de vaisseau. En 1794, appelé à faire partie des comités de marine et de commerce, il devint ensuite chef de division au ministère de la marine, puis, en 1797, ministre de ce département avec le grade de contre-amiral.

seuls permettre ces merveilleuses fortunes de demi-dieux et de héros qu'il ambitionnait. Plus tard il s'était ravisé : fort de l'opinion et de l'armée, ne pourrait-il rien tenter contre le gouvernement établi pour profiter de son héritage ? Ses projets étaient connus ; le directoire était sur ses gardes. Barras, plus familier que ses collègues avec Bonaparte, lui déclara « qu'il fallait obéir » ; en vain le général parla encore de sa démission, et avec une certaine hauteur il vint l'offrir au directoire assemblé. Ce fut alors que se passa cette scène entre Rewbell, le rude Alsacien, et lui, le Corse fin et rusé : Bonaparte jouant l'indignation sous son teint bilieux, tacheté de mille couleurs, s'écria : « Eh bien ! je donne ma démission. » — « Elle est acceptée, général, s'écria Rewbell ; voici une plume, signez-la. » Barras intervint pour concilier les esprits. Le directoire était encore assez fort pour accepter la démission de Bonaparte ; elle n'eût même fait qu'une courte impression : « La poire n'était pas mûre, » comme le disaient les amis du général, il fallait attendre plus d'abaissement dans le pouvoir, plus de grandeur et de services dans le chef militaire. Quand Bonaparte eut enfin accepté sa mission, M. de Talleyrand dit avec une certaine finesse malicieuse à Barras : « Le général part enfin pour la grande aventure ; ne craignez rien, il nous laisse M^{me} Bonaparte comme gage de fidélité. »

L'expédition d'Égypte exigeait pour son succès plusieurs conditions : une somme d'argent considérable, une armée choisie, une flotte, et par-dessus

tout le secret. Quant à l'argent, le directoire n'avait pas un sou dans ses coffres, mais le pillage du trésor de Berne avait produit trente millions en écus; ils furent destinés à l'armement pour l'Égypte. Depuis longtemps avait prévalu ce système que les neutres et les alliés devaient payer les frais de toutes les expéditions de la république : ainsi la Hollande, l'Espagne versaient incessamment des contributions, des emprunts, dans les coffres de la trésorerie; cette fois les Suisses payèrent les caprices de la guerre d'Orient.

L'armée, choisie souverainement par Bonaparte (1), dut comprendre la plupart des régiments d'Italie, et le directoire en fut aise : parmi eux se trouvaient les plus fidèles légions du général en chef, et l'on désirait s'en débarrasser. Bonaparte exigea les pouvoirs les plus absolus, prenant pour prétexte l'éloignement de l'expédition et toutes les circonstances imprévues qui pouvaient surgir; il imposa sa dictature pour la paix comme pour la guerre, au delà même des pouvoirs immenses qu'il avait exercés en Italie. L'amiral

(1) *Lettre secrète des trois directeurs Barras, Lareveillère et Merlin au général Bonaparte* (5 mars 1798).

« Vous trouverez ci-jointes, général, les expéditions des arrêtés pris par le directoire exécutif, pour remplir promptement le grand objet de l'armement de la Méditerranée. Vous êtes chargé en chef de leur exécution. Vous voudrez bien prendre les moyens les plus prompts et les plus sûrs. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances, sont prévenus de se conformer aux instructions que vous leur transmettez sur ce point important dont votre patriotisme a le secret, et dont le directoire ne pouvait confier le succès qu'à votre génie et à votre amour pour la vraie gloire. »

Brueys fut le marin de son choix, et avec cette prétention à la capacité absolue, il désigna les vaisseaux de ligne, les transports, comme si la science de la mer eût été en lui. Pourvu qu'il abandonnât la France et son territoire, le directoire laissa le général agir en maître. Il y avait dans cette intelligence de Bonaparte un caractère de grandeur, de pompe, qui aimait le bruit et l'éclat; il voulut donc des savants, des artistes, des poètes, des agriculteurs, comme s'il allait coloniser ces vieilles contrées à la manière des Romains. Le directoire ne dit pas un seul mot sur ses dépenses et le luxe de ses armements; car de deux choses l'une : ou l'expédition réussirait, et alors le génie de Bonaparte l'entraînerait en Orient dans les voies de l'infini; ou l'expédition échouerait, et alors la renommée du général et sa carrière seraient à leur terme; et c'était un bien pour le pouvoir et la constitution de l'an III. La fortune de la république trouverait assez de généraux pour la défendre contre ses ennemis, alors même qu'une nouvelle coalition gronderait aux frontières.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.



NA92020437

100

•

100

100

PUBLICATIONS

DE LA

Société Belge de Librairie.

Ouvrages du même auteur.

- CAPEFIGUE. Histoire constitutionnelle de France. 4 vol. in-18.
- Histoire des Juifs au moyen âge. 2 vol. in-18.
 - Histoire de France, sous Philippe-Auguste; ouvrage couronné par l'Institut de France. 5 vol. in-18.
 - Histoire de la Ligue et de la Réforme. 8 vol. in-18.
 - Richelieu, Mazarin, la Fronde et le siècle de Louis XIV; pour faire suite à l'histoire de la Ligue. 8 vol. in-18.
 - Le gouvernement de juillet, les partis et les hommes politiques, 1830 à 1835. 2 vol. in-18.
 - Louis XIV, son gouvernement et ses relations diplomatiques avec les États de l'Europe. 6 vol. in-18.
 - Même ouvrage. 1 beau vol. in-8° à 2 col.
 - Philippe d'Orléans, régent de France. 1714-23. 2 vol. in-18.
 - Hugues Capet et la troisième race, jusqu'à Philippe-Auguste. 4 vol. in-18.
 - Philippe d'Orléans, régent de France. — Hugues Capet et la troisième race, jusqu'à Philippe-Auguste. — Histoire philosophique des Juifs au moyen âge. 1 vol. grand in-8° à 2 col.
 - L'Europe pendant le consulat et l'empire. 3 vol. in-8° à 2 col.
 - Même ouvrage. 20 vol. in-18.
 - Les Cent-Jours. 5 vol. in-18.
 - Charlemagne. 3 vol. in-18.
- CAPEFIGUE et le comte DE CAZES. Histoire de la restauration et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons. 2 vol. in-8°.



A. PANDIMIGLIO
RESTAURO
ROMA

